ISSN 0041—9125

ANALELE ŞTIINŢIFICE
ALE
UNIVERSITĂŢII „AL. I. CUZA“ DIN IAŞI
(SERIE NOUĂ)



ISTORIE

TOMUL XXXIII 1987

ISSN 0041—9125

ANALELE ŞTIINŢIFICE

ALE

UNIVERSITĂȚII „AL. I. CUZA"
DIN IAȘI

(SERIE NOUĂ)

SECȚIUNEA III

a. Istorie

TOMUL XXXIII, ANUL 1987

ANALELE ŞTIINŢIFICE ALE UNIVERSITĂŢII „AL. I. CUZA" DIN IAŞI
Tomul XXXIII, s. III a. Istorie 1987

SUMAR

Pag.

ION AGRIGOROAIEI — La signification historique des victoires de l'armée de roumaine de l'été de 1917 V

VASILE LICA — *OROLES*= ΡΩΛΗΣ (RHOLES) ? (Iustinus, XXXII, 3, 16— Trogus Pompeius, *Prologul* XXXII şi Cassius Dio, LI, 24,6; LI, 26,1) . 1

GH. PLATON — Noi informaţii cu privire la călătoria în Principate a lui Blondeel van Cuelebroeck, ministrul Belgiei la Constantinopol (1856—1857). . . . 9

GHEORGHE IACOB — Poziţia Partidului Naţional Liberal privind soluţionarea problemei agrare din România la sfîrşitul secolului al XIX-lea şi începutul secolului al XX-lea 21

VALERIU—FLORIN DOBRINESCU, ŞTEFAN CIOBANU — Recunoaşterea internaţională a unirii Transilvaniei cu România 33

EMILIAN BOLD — Un episod din istoricul Conferinţei de pace din 1919—1920 — semnarea tratatului cu Germania 45

I. CIUPERCĂ — Momente ale relaţiilor româno-italiene (1924—1937). 53

GHEORGHE TANASĂ — Democratizarea aparatului de stat în perioada 23 August 1944—6 Martie 1945 (I) 66

RECENZII 87

ANIVERSĂRI

Profesorul Ilie Grămadă la a 75-a aniversare (*V. Cristian*). 101

Profesorul Constantin Cihodaru la a 80-a aniversare (*Ion Caproşu*) 103

LA SIGNIFICATION HISTORIQUE DES VICTOIRES DE L'ARMÉE ROUMAINE DE L'ÉTÉ DE 1917

PAR

ION AGRIGOROAIEI

La glorieuse épopée roumaine de l'été de 1917 a fait l'objet de nombreux travaux de nature et de dimensions variées: on y a analysé ou simplement présenté les faits, on y a relevé l'héroïsme de l'armée roumaine tout en soulignant la signification historique de la résistance du sud de la Moldavie[1].

Projeter les grandes batailles de 1917 sur la toile de fond des facteurs externes, militaires, politiques et diplomatiques de l'époque c'est contribuer substantiellement à mettre en évidence le haut intérêt, à la fois interne et international, de ces moments de référence dans la lutte pour le parachèvement de l'unité nationale d'État, ainsi que dans l'évolution des événements liés à la Première Guerre mondiale. C'est dans cette perspective que nous nous proposons d'envisager quelques aspects — plus ou moins connus — en nous attachant à étayer des opinions déjà formulées, et d'en dégager des conclusions à même d'encadrer de manière plus adéquate notre histoire dans l'histoire générale de cette période.

Il est notoire que, la 4/17 août 1916, furent signés à Bucarest le Traité d'alliance avec la Russie, la France, l'Angleterre et l'Italie, tout comme la Convention militaire[2]*. Les quatre États garantissaient l'intégrité territoriale de la Roumanie qui, à son tour, s'obligeait à déclarer la guerre à l'Autriche-Hongrie, et à rompre toute attache avec les ennemis des Alliés. On reconnaissait à la Roumanie son droit de possession sur des territoires de l'Autriche-Hongrie, habités pour la plupart par des Roumains (vieilles provinces roumaines), lesquels territoires étaient nettement délimités par un article spécial. Cette reconnaissance simultanée et collective de droits légitimes, fruit d'efforts soutenus dus au gouvernement roumain, à Ion I. C. Brătianu en particulier, était de la plus haute importance. Ce traité représentait l'un des succès les plus marquants que la diplomatie roumaine eût jamais remportés. S'il ne certifiait pas la réussite du desideratum national, au moins le rendait-il possible, moyennant, cela allait de soi, d'immenses sacrifices matériels et humains de la part du peuple roumain tout*

---

[1] *România în primul război mondial. Contribuții bibliografice*, Editura Militară, București, 1975, 356 p. ; *Bibliografia istorică a României*, vol. V, 1974—1979, Editura Academiei R.S. România, București, 1980, p. 243—247 ; vol. VI, 1979—1984, Editura Academiei R.S. România, București, 1985, p. 260—263.

[2] *Interesele și drepturile României în texte de drept internațional public, cu un studiu introductiv de N. Dascovici*, Iași, 1936, p. 9—15 ; Mircea Mușat, Ion Ardeleanu, *De la statul geto-dac la statul român unitar*, Editura Științifică și Enciclopedică, București, 1983, p. 493—494

entier. C'était là l'une des étapes nécessaires conduisant à l'affirmation et à la réalisation du droit sacré et légitime de la nation roumaine[3].

En 1916, lors de la bataille de Verdun dont l'issue n'allait pas se décider immédiatement, les pressions de l'Entente se firent encore plus fortes[4]. *En exagérant de beaucoup la faiblesse des Empires centraux, on tentait d'attirer la Roumanie, afin d'atteindre certains objectifs militaires. Toute tergeviersation concernant l'entrée en guerre — opinaient les diplomates — était à même de compromettre la réussite du desideratum national. Une fois entrée en guerre, l'armée roumaine allait couvrir le flanc gauche — resté découvert — de l'armée de Broussilov. Par la suite, le front tout entier s'en trouverait dégagé, car le nouveau belligérant allait attirer sur lui bon nombre de troupes. La France était bien dans l'embarras, vu que l'offensive de Verdun ne faiblissait guère: elle y avait perdu plus de 300 000 hommes. Les pressions revêtaient maintenant l'aspect d'un ultimatum. Il nous était donc dévolu — écrit Const. Kirițescu dans ses mémoires — de redresser une situation menaçante. Et pour nous forcer la main „on nous mettait au pied du mur sous la menace*: maintenant ou jamais". *Parallèlement à ces pressions particulièrement fortes, la France qui était la première intéressée à voir la Roumanie entrer en guerre, fit accepter les conditions roumaines, d'abord à la Russie, ensuite à l'Angleterre et à l'Italie.*

Après la signature du traité avec l'Entente, la Roumanie déclara la guerre à l'Autriche-Hongrie le 14/27 août 1916. „La guerre à laquelle participe presque toute l'Europe — le notifiait la Déclaration de guerre *— met en cause les questions les plus graves concernant le développement national et l'existence même des États. La Roumanie [...] se voit réduite à entrer en guerre aux côtés de ceux qui peuvent garantir la réalisation de son unité nationale". L'intervention roumaine eut lieu à un moment qui lui était défavorable sous l'aspect militaire, mais favorisant, par ses conséquences, les Alliés qui, eux, se confrontaient aux pires difficultés à Verdun, sur la Somme et en Galicie*[5]. *L'entrée en Transylvanie représente pour nous le commencement d'une guerre nationale et populaire de libération*[6]. *Contrairement à certaines assertions, formulées récemment même, sur „la tentative de la Roumanie d'occuper la Transylvanie" et „l'attitude réservée de la majorité de la population" vis-à-vis de l'avance de l'armée roumaine, les documents attestent le* grand enthousiasme *qui s'est manifesté dans les* zones libérées[7].

À bref délai, l'armée roumaine se vit contrainte à agir sur deux fronts. Les Empires centraux accordaient une attention toute spéciale à ces fronts, en appréciant qu'on pouvait y remporter un important succès militaire, matériel (le pétrole et les produits agroalimentaires) et moral. Etant donné que les Alliés n'avaient pas mené à terme les obligations qu'ils avaient les Empires centraux réalisèrent là une écrasante supériorité numérique autant que technique, en y concentrant: 40 divisions (18 allemandes — dont 6 transférées du front Ouest — 14 austro-hongroises, 5 bulgares et 3 turques).

---

[3] Victor Atanasiu, Anastasie Iordache, Mircea Iosa, Ioan I. Oprea, Paul Oprescu, *România în primul război mondial*, Editura Militară, București, 1979 (par la suite, *România în primul război mondial*), p. 128

[4] Voir également Ion Bulei, *1916. Zile de vară*, Editura Eminescu, București, 1978

[5] M. Mușat, I. Ardeleanu, *op. cit.*, p. 496

[6] *Ibidem*, p. 500 et suiv.; Ștefan Pascu, *Făurirea statului național unitar*, vol. I, Editura Academiei R.S. România, București, 1983, p. 339

[7] Cf. Ion Cupșa, *Armata română în campaniile din anii 1916, 1917*, Editura Militară, București, 1967, p. 52 et suiv.; M. Mușat, I. Ardeleanu, *op. cit.*, p. 505

Bien qu'engagées dans des combats d'une résistance héroïque, les troupes roumaines furent obligées de battre en retraite, tout en faisant subir à l'ennemi, de graves pertes. La bataille de Sibiu, les luttes livrées entre Sibiu et Brașov, dans le défilé de la Prahova et de la Vallée de l'Olt, la bataille de la zone Bran-Cîmpulung, les luttes d'Oituz, celles du Jiu, la bataille d'Argeș-Neajlov, les luttes qui suivirent la traversée du Danube par l'ennemi et celles de la retraite sur l'alignement des Carpates Orientales-le Siret-le Danube firent valoir la bravoure et l'héroïsme des soldats roumains, qui défendirent pas à pas, au prix de grands efforts et sacrifices, la terre natale et stoppèrent l'avance des Empires centraux „aux portes sud" de la Moldavie[8].

Bien que les Empires centraux eussent manifesté, en 1916, leur intention d'écraser la Roumanie, leur projet échoua. Dans ses souvenirs, Ludendorff notait à ce propos que l'armée roumaine avait été battue, mais non pas anéantie. Les armées des Puissances subirent d'importantes pertes et furent contraintes à couvrir, par la suite, une zone reletivement large. Le même général allemand reconnaissait avoir dû faire déplacer, en Dobroudja et en Valachie, des forces qui, avant l'entrée en guerre de la Roumanie, avaient combattu sur le front oriental, sur le front occidental ou en Macédoine. Enfin, malgré la victoire qu'on avait remportée sur l'armée roumaine, on se reconnaissait plus faible que précédement quant au déroulement général de la guerre[9].

Pour ce qui est de la campagne de 1916, on ne saurait ignorer les causes internes des défaites subies (dotation technique inadéquate, instruction par trop sommaire des réservistes, certaines erreurs de commandement, etc.); mais les insuccès de l'armée roumaine proviennent, en tout premier lieu, de l'attitude des grandes puissances de l'Entente, qui abandonnèrent pratiquement la Roumanie à un ennemi toujours plus puissant tant au point de vue numérique que sous le rapport de la technique militaire. Celles-là ne s'acquittèrent de leurs obligations que partiellement et tardivement, ce qui permit aux Empires centraux de faire montre d'une supériorité écrasante sur le front roumain. Le matériau de guerre anglais et français promis arrivait par la Russie, bien en retard et souvent incomplet, les offensives des fronts de la Galicie et de Salonique furent ajournées, les interventions des troupes promises par la Russie, dotées d'un effectif trop sommaire s'avérèrent tardives et anémiques. D'ailleurs, ces troupes ne commencèrent à y pénétrer massivement qu'une fois consumée la prise de Bucarest par l'ennemi et au moment où ce dernier approchait de la Moldavie. Il n'avait nullement été dans les intentions du commandement tsariste d'épauler, auparavant, l'armée roumaine, en appréciant que „la Roumanie se défend sur le Siret", selon les dires du général Alexeev, le chef du Grand Quartier Général russe[10].

---

[8] Voir, plus en détail, Const. Kirițescu, *Istoria războiului pentru întregirea României 1916–1919*, vol. I, București, 1922, p. 158 et suiv.

[9] E. Ludendorff, *Souvenirs de guerre*, vol. I, Paris, 1934, p. 331

[10] Ion Cupșa, *op. cit.*, p. 92; R.W. Seton-Watson, *Histoire des Roumains de l'époque romaine à l'achèvement de l'unité*, Presses Universitaires de France, Paris, 1937, p. 551. Nous reproduisons ci-dessous quelques remarques figurant dans deux rapports de I. Lambert (du 8 et, respectivement, du 16 janvier 1917) adressés à M.F.F. Wiellemans, sur la position de la Russie vis-à-vis du front roumain : „Les avis restent partagés sur les causes réelles des retards apportés dans le secours russe à la Roumanie. En Roumanie, les Roumains et même les observateurs étrangers sont enclins à croire à une arrière pensée politique. D'après eux, la Russie a voulu rendre inévitable l'évacuation de tout le pays pour justifier la répudiation des accords du mois d'août en le reconquérant ensuite. Une suspicion naturelle et certaines imprudences

Devant l'avance des armées ennemies, on assista à l'évacuation des autorités centrales, à l'exode d'un grand nombre d'habitants en Moldavie. „La vie de la Moldavie durant ces deux années (1916 — 1918), n. n., I. A.) — écrivait Const. Kirițescu — participe de l'histoire de la Roumanie indépendante. Il s'y était concentrée toute la vigueur du pays, il y siégeait le cerveau qui formait des projets et le bras qui s'apprêtait à frapper". Dans ces circonstances, lourdes de conséquences pour le destin de la nation entière, la ville de Iași devint la capitale d'un pays réduit à environ un tiers sur son ancien territoire, le centre du redressement et, comme on l'a souvent dit, celui „de la résistance totale"[11]

Confrontée aux pires difficultés, la Moldavie se ressentait vivement de la pénurie d'aliments et de combustible qu'aggravait la rigueur de l'hiver. L'agglomération les grands froids, l'absence de médicaments déclenchèrent des épidémies, dont premièrement le typhus exanthémique, qui eurent vite fait de décimer la population. Le peuple roumain fit, une fois de plus, la preuve d'une résistance et d'une mobilisation exemplaires, en se dévouant à assurer un minimum d'existence, le redressement et la dotation de l'armée. Mihail Sadoveanu écrivait à ces moments de dures épreuves: „Nous avons pris les armes pour défendre les droits de notre peuple opprimé et écartelé sous domination étrangère [· · ·]. L'intérêt de l'historien sera attiré par ces faits d'ordre social: la manière dont un peuple a su s'organiser, l'abnégation et l'homnêteté dont il a fait preuve et, surtout, son savoir de se défendre et de se recueillir durant les grandes catastrophes [· · ·] Les énergies latentes de la nation se sont éveillées et arc-boutées. Le peuple tout entier fit bloc sous le déferlement"[12].

Les grandes épreuves que dut traverser le peuple roumain furent loin de le décourager, d'ébranler sa foi dans la réalisation de son idéal national, À la tribune du Parlement, dans la presse de l'époque, lors des réunions de toute sorte, des représentants de la vie politique et des personnalités de marque de la spiritualité roumaine se firent un devoir de combattre le pessimisme et le défaitisme, de remonter le moral à l'opinion publique, en maintenant inaltérée la foi en la victoire[13]. *On s'employa à réorganiser l'armée roumaine, à en refaire les effectifs, à compléter l'armement et l'équipement par celui qu'on venait de recevoir d'Angleterre et de France, à mettre sur pied une instruction adéquate*[14]. *La Mission française, le général Berthelot en tête, y contribua également.*

---

de langage de la part d'officiers russes ont donné lieu à ce soupçon que l'on explique par la volonté de la Russie de se ménager des communications avec Constantinople en annexant la Dobroudja [...]. Quoi qu'il en soit, les troupes russes, qui sont nombreuses et excellentes, semblent ne vouloir résister sérieusement que sur le Pruth. Partout ailleurs elles n'ont organisé que des positions rudimentaires" (*1918 la români*, vol. II, Editura Științifică și Enciclopedică, București, 1983, p. 873—874) ; „Le général Sakharoff est hésitant et faible. Les ordres succèdent aux contre ordres [...]. L'idée dominante de sa stratégie est de se retirer sans cesse dans la direction de ses renforts en évitant de se laisser engager à fond. C'est d'ailleurs une méthode familière aux Russes et ils l'adoptent d'autant plus facilement qu'ils luttent sur un territoire qui n'est pas le leur. La Roumanie, tout entière, sera bientôt abandonnée. Dès le commencement de ce mois, le général Mossolow, ministre du Tzar, parlait de préparer le transfert en Russie du Gouvernement roumain et du corps diplomatique" (*Ibidem*, p. 875)

[11] *Iași 1600—1859—1918. Aspecte ale luptei pentru unitate națională*, Editura Junimea, Iași, 1983, p. 219 et suiv.

[12] „România", le 2 février 1917

[13] *Iași 1600—1859—1918...*, p. 226—230 ; p. 240 et suiv.

[14] *România în primul război mondial...*, p. 269 et suiv.

L'importance vitale des victoires de l'été de 1917, dans la lutte pour le maintien de l'existence d'État et pour la libération nationale acquiert un relief encore plus marqué si l'on prend en ligne de compte les visées des grandes puissances (l'Autriche-Hongrie, l'Allemagne et notamment la Russie) sur le partage de la Roumanie. Nous y avons consacré ailleurs[15] *une analyse spéciale. Aussi nous limiterons-nous, en ce qui suit, à en présenter succintement quelques aspects.*

En mars 1915 était conclu l'accord sur le partage des zones: la Russie occupera Constantinopole, l'Angleterre se réservera l'influence en Mésopotamie, la France au Liban, la Russie en Arménie. Au début de l'année 1917, V. I. Lénine démasquait les tratatives secrètes entre la Russie tsariste et l'Allemagne, ainsi que le projet de partager la Roumanie entre les deux groupes d'États. En février 1917 fut conclue une alliance secrète franco-russe. La France donnait carte blanche à son partenaire pour ce qui était des questions relatives à ses frontières occidentales. Il s'agissait, spécialement, de l'accord de la France sur la reconstitution de la Pologne indépendante; sur un plan plus général, elle se dédisait néanmoins de ses engagements pris à l'égard des petits États de l'Europe orientale. En échange, la Russie acceptait les propositions françaises concernant l'Alsace et la Lorraine, le bassin de la Sarre et la zone gauche du Rhin.

Après le déclenchement de la révolution russe et l'entrée en guerre des États-Unis, l'Autriche-Hongrie intensifia, par les soins du comte Czernin, promu ministre des Affaires Étrangères, ses tentatives de sortir de la guerre; les milieux militaristes allemands, dirigés par Ludendorff et Hindenburg, s'y opposèrent. Alors que le prince Sixte de Bourbon avait commencé sa mission en Europe occidentale, l'Allemagne s'efforçait de maintenir son allié en état de guerre, jusqu'au bout, en lui promettant de nouveaux avantages. Dans le Mémoire secret *ou le* Document de Vienne *de mars 1917, les deux puissances se proposaient de maintenir le statu-quo territorial; cependant, au cas où les hostilités allaient prendre une tournure favorable, elles se promettaient „des annexions durables sur des territoires ennemis“, pour l'Allemagne à l'est, pour l'Autriche-Hongrie aux dépens de la Roumanie. À la fin de mars et puis en mai 1917, dans un mémoire secret adressé à l'empereur Charles I, Czernin insitait sur le partage de la Roumanie entre l'Autriche, la Russie et la Bulgarie; la Roumanie devait rester un tout petit État, tel un „coin“ séparant la Russie de la Bulgarie. Le 23 avril 1917, à Kreuznach, le chancelier Bethmann-Hollweg examina, de pair avec Hindenburg et Ludendorff, les bases sur lesquelles allait se conclure la paix. À l'est, l'Allemagne visait à annexer les régions occupées et Courlande et en Lituanie, jusqu'à Riga; la Pologne devait échoir au Reich, l'Autriche-Hongrie allait recevoir des territoires aux dépens de la Serbie, ainsi que la plupart du territoire de la Roumanie, quant à la Russie, elle allait s'adjuger la Galicie orientale et la Moldavie jusqu'au Siret.*

C'est également durant la même période de l'année 1917 que s'accomplit la mission secrète du prince Sixte de Bourbon près le président Poincaré. L'empereur Charles I proposait, par une lettre, des pourparlers de paix: la reconstitution de la Belgique souveraine, la restitution de l'Alsace et de la Lorraine, la garantie faite à la Serbie concernant une voie d'accès vers l'Adriatique et le maitien de l'intégrité de l'Empire austro-hongrois. Cette mission entraîna maints contacts et discussions. Le 25 juillet 1917, alors que la conférence des Alliés se

---

[15] I. Agrigoroaiei, *Poziţia marilor puteri faţă de România 1914—1918*, în *Românii în istoria universală*, vol. I, Iaşi, 1986, p. 448 et suiv.

réunissait Quai d'Orsay afin d'examiner la situation des fronts, le premier ministre français, Ribot, proposa d'adopter une déclaration destinée à dissiper toute suspicion et à torpiller l'idée d'une paix séparée et du maintien de l'Empire des Habsbourg. Ces déclarations furent faites à la veille et au début des batailles que l'armée roumaine livra sur le front du sud de la Moldavie, dont l'issue intéressait directement les puissances de l'Entente aussi, notamment la France.

À la mi-août fut publiée la note du pape Benoît XV, qui conseillait de renoncer définitivement et réciproquement aux dédommagements de guerre, de revenir en général au satu-quo, en procédant à l'évacuation réciproque des territoires occupés, de résoudre — moyennant le „compromis raisonnable" — d'autres problèmes relatifs à des territoires (l'allusion visait certaines modifications concernant l'Alsace et la Lorraine, tout comme les territoires italiens de l'Autriche-Hongrie). Clemenceau qualifiat la proposition papale de „paix autrichienne", tandis que Pichon déclarait l'impossibilité du gouvernement français à soutenir de telles propositions. Mais Foreign Office relança les discussions, en engageant, en août-septembre, des tâtonnements avec l'Allemagne, par l'intermédiaire du Vatican, principalement sur la question belge.

La Suisse hébergea des pourparlers secrets qui, aujourd'hui encore, constituent l'un des sujets controversés de la Première Gurere mondiale. Nous en mentionnons uniquement ceux qui furent engagés, le 7 août, entre le comte français Armand et le comte autrichien Rovertera. Dans une première note, Armand esquissait à ce dernier ce que pourrait constituer une base de négociations: la reconstitution de la Belgique, la restitution de l'Alsace et de la Lorraine, la démilitarisation de la rive gauche du Rhin, le rétablissement de la Roumanie entre les frontières du traité de Bucarest (1913) et l'union de la Serbie et du Monténégro, la cession du Trentin et de Triest à l'Italie, le rétablissement de la Pologne entre les limites de 1772, la liberté des Détroits et des compensations coloniales à l'Allemagne. La France et l'Angleterre s'efforçaient d'éviter le démembrement de l'Empire des Habsbourg et de réaliser une fédération danubienne où les États slaves fussent autonomes. Évidemment, on y sacrifiait, entre autres, les intérêts de la Roumanie, on y transgressait les engagements pris par le traité du 4/17 août 1916. Les discussions se poursuivirent, bien qu'intermittentes jusqu' au début mars 1918, où Clemenceanu interdit tout contact avec le représentant des Habsbourg.

Ces tentatives — d'autres s'y ajoutèrent encore — de réaliser un accord ou de conclure une paix séparée, aux dépens des intérêts des petits États, alliés ou non-alliés, furent vouées à l'échec. Il va sans dire qu'il y avait largement contribué les contradictions entre les deux groupes belligérants, les intérêts irréconciliables, tout comme les divergences d'opinions entre les puissances du même groupe. Ce qui en ressort clairement c'est le peu de valeur dont jouissaient, auprès des grandes puissances, les droits à l'existence des petits États, les promesses faites à la veille et au cours de la guerre, au nom du respect du principe des nationalités. Ce qui entrava, au fond, beaucoup des tentatives à réaliser les projets annexionnistes formés par telle puissance ce fut la nouvelle étape de résistance et de libération des peuples opprimés. L'intensification de la lutte de libération des nations se trouvant sous le joug de l'Empire austro-hongrois, lutte qui se livrait tant à l'intérieur de l'Empire que, sous certaines formes d'organisation, à l'extérieur aussi, la foi de larges masses en un meilleur avenir — toute cette

interconnexion de facteurs brisa les tentatives des grandes puissances de sortir de la conflagration par un accord, aux dépens des États petits et moyens.

Pour les belligérants, 1917 passait pour l'année qui allait décider de la victoire. Dans le cadre de l'offensive générale conçue par les Alliés,les forces russes et roumaines de la Moldavie eurent la mission d'agir de manière à attirer autant de troupes que possible, en facilitant de la sorte les tâches du front Ouest, où allait se dérouler l'action principale. Les Empires centraux projetaient de déclencher l'offensive afin d'occuper tout le territoire de la Roumanie et d'ouvrir des voies d'accès vers les riches régions du sud de l'Ukraine, pour faire conclure à la Roumanie une paix séparée et, par là, affaiblir sérieusement l'Entente. L'échec de l'offensive française d'avril fut suivi, aux mois de mai-juin, par des combats violents dans le secteur de Chemin-des-Dames, Craonne. Moronvilliers, etc. Sur le front Est, après la forte offensive russe de la Galicie (au cours de la première moitié du mois de juillet), on assista à la contre-offensive, réussie, des armées austro-hongroises (19 juillet-19 août). Le 24 juillet l'armée russe subissait une dure défaite à Tarnopol.

Les brillantes victoires de Mărăşti, Mărăşeşti et Oituz prouvèrent la force des soldats roumains qui, mieux équipés et instruits qu'en 1916, stimulés par l'inclusion des réformes agraire et électorale dans la Constitution et, par-dessus tout, animés par le patriotisme le plus ardent trouvant sa source dans la défense des terres natales, démontrèrent aux envahisseurs que „par ici, on ne passe pas". Comme le montre le journal „Mişcarea", notre vie d'État — dans un cadre territorial plus réduit — atteignit une intensité qu'elle n'avait jamais connue par le passé et le peuple roumain témoigna de ses réserves, en matière de forces, inépuisables et toujours vigoureuses. Si, durant la première phase de la guerre, la Roumanie avait prouvé qu'elle savait combattre dans les pires conditions, sans trembler face au plus grand danger, c'est au cours de la deuxième phase de cette guerre qu'elle prouva au monde entier que la force vitale du pleuple roumain était intarissable et à même d'accomplir des miracles[16].

Les communiqués sur l'évolution des opérations militaires, les ordres, du jour, etc., publiés durant ces journées bouillonnantes, mettaient en vedette, face à l'opinion publique interne et internationale, la bravoure des soldats roumains, la décision du peuple roumain de tenir bon et de réaliser son idéal national. Le Manifeste au pays, *qui marquait l'écoulement d'une année depuis l'entrée en guerre de la Roumanie, soulignait le caractère juste de la participation du pays à ce conflit : „Il est bien évident : ou nous parvenons à hisser le drapeau roumain au-delà des montagnes, ou bien notre vie, en deça des montagnes en périra". La foi en la victoire était inébranlable, ayant pour garant l'héroïsme des soldats, de la nation roumaine tout entière : „En combattant pour affranchir nos terres ancestrales, on combat pour faire triompher la liberté et l'égalité dans le monde entier. La victoire est certaine. Rien et personne ne saurait l'empêcher [. . .] À la place de la Roumanie d'hier, nous gagnerons la Roumanie de demain, telle que la caressaient dans leurs rêves nos parents, telle qu'en hériteront nos descendants. L'admirable héroisme des soldats, qui a frappé d'enthousiasme le monde entier, s'est nourri de notre courage à nous [. . .] C'est par nos souffrances que nous acquerrons le droit à l'existence des Roumains de partout, la seule*

[16] *Efortul României,* în „Mişcarea", le 26 juillet 1917

existence qui nous soit précieuse à tous. Tous serrés autour du drapeau couvert de la gloire des soldats, qu'un seul cri sorte de nos poitrines: En avant, pour la Grande Roumanie!"[17].

Les journaux parus alors à Iași relevaient l'héroïsme de l'armée roumaine dans ces batailles tellement importantes pour le destin de notre peuple et pour l'évolution générale des opérations militaires. Pour la seconde fois au cours de la guerre — notifiait un article — le front roumain devenait le théâtre des batailles les plus intenses, et en acquérait par là une importance particulière pour le déroulement de toute la campagne européene. Les luttes démontrent, de la manière la plus cuisante pour les Allemands, „que l'armée roumaine redressée est un facteur que l'on ne peut pas ignorer. Et elle en a fait la preuve juste au moment où les hordes teutonnes s'étaient rabattues sur le front, nourrissant l'espoir d'y remporter une victoire remarquable"[18].

Les grandes victoires roumaines de l'été de 1917 eurent un profond écho sur l'Entente, où on les estimait, à juste titre, parmi les plus importantes victoires de cette coalition[19]. *Le télégramme que le premier ministre français, Ribot, adressait à Brătianu exprimait toute son admiration envers l'heroïsme des Roumains. Le télégramme du souverain de la Grande Bretagne témoignait lui aussi du même sentiment: l'héroïsme de l'armée dans les batailles de Mărășești et d'Oituz accroît le prestige dont jouit le peuple roumain et sert à étayer davantage ses justes revendications. Le commandant des forces armées des États-Unis en Europe, le général Pershing, exprimait son enthousiasme pour le splendide heroïsme de l'armée roumaine qui avait défendu avec acharnement la terre natale. Le général Cadorna, commandant de l'armée italienne, faisait exprimer — par son représentant militaire près du Grand Quartier Général Roumain — sa vive admiration pour la preuve remarquable que les troupes roumaines avaient donnée dans les batailles de Mărăști, Mărășești et Oituz.*

---

[17] „Mișcarea", le 15 août 1917

[18] Idem, le 10 août 1917 ; voir, en détail : I. Agrigoroaiei, G. Calcan, M. Strugariu, *Rezistența română din 1917 reflectată în presa din orașul Iași*, in „Cercetări istorice", XI, Iași, 1980, p. 437—446 ; *Pe aici nu se trece! Mărturii, amintiri*, Antologie, prefață, note și comentarii de Constantin Căzănişteanu şi Dorina Rusu, Editura Albatros, Bucureşti, 1982, 383 p. ; Octavian Goga, *Ne învață Mărășeștii.....*, Ediție, studiu introductiv și note de Stelian Neagoe, Editura Junimea, Iași, 1983, 222 p. ; *Marea Unire a românilor în izvoare narative*, Ediție, studiu introductiv și note de Stelian Neagoe, Editura Eminescu, București, 1984, 787 p. ; N. Iorga, *Conferințe. Ideea unității românești*, Ediție îngrijită de Ștefan Lemny și Rodica Rotaru, Editura Minerva, Bucureşti, 1987, 359 p.

[19] *1918 la români.....*, vol. II, p. 917 et suiv. ; A. Deac, *Luptele din vara anului 1917 în aprecierea contemporanilor*, în „Revista de istorie", nr. 7, 1977, p. 1 209 et suiv. ; S. Columbeanu, *Mărăști, Mărășești, Oituz în documentele militare străine*, în „Revue d'histoire", nr. 7, 1977, p. 1 227 et suiv. ; C. Botoran, O. Matichescu, *Documente străine despre lupta poporului român pentru făurirea statului național unitar*, Editura Dacia, Cluj-Napoca, 1980, p. 136 et suiv. „The Times" du 29 août 1917 publiait une correspondance sur la bataille de Mărășești, appréciée comme l'un des plus hauts faits de guerre des Roumains, à même d'avoir déjoué l'objectif de l'ennemi de passer le Siret, d'occuper la Moldavie et de transférer par la suite ses troupes sur le front Ouest. „Les 15 derniers jours resteront gravés en lettres d'or dans l'histoire de ce pays. La défense organisée sur le front de Mărășești, au nord de Focșani, a été le plus haut fait de guerre que l'armée roumaine eût jamais accompli [...]. Avoir barré l'avance des Allemands sur ce front reste la plus dure défaite que ceux-là aient subie en Proche-Orient. Après des combats de 14 jours, soldés par de terribles pertes, l'ennemi fut stoppé par une force numériquement inférieure. D'autre part, l'avantage stratégique était du côté des Roumains qui contrôlaient toute la rive gauche du Siret, dont les pentes très abruptes dominaient la rive droite" (*Ibidem*, p. 163—165).

La résistance roumaine de l'été de 1917 brisa l'une des plus fortes offensives intiées par les Empires centraux sur le front Est, tout en barrant leur avance vers la Russie. En gardant fermement leurs positions, les Roumains — selon l'opinion de Seton-Watson — empêchèrent Mackensen d'occuper Odessa et Léopold de Bavière de prendre Moscou[20]*. À la suite des défaites de juillet-août 1917, le commandement allemand dut renoncer définitivement à des opérations offensives sur ce front*[21]*. Ce dernier s'y stabilisait pour une période dont on ne pouvait, pour l'instant, estimer la durée. Entre la Russie et les armées des Empires centraux — dans cette zone — l'État roumain continuait bel et bien à exister.*

Les victoires de Mărăști, Mărășești et Oituz eurent une importance capitale, en faissant échouer les projets de partage formés aux dépens de la Roumanie. C'est au prix de nombreux sacrifices de la part des jeunes paysans, ouvriers et intellectuels que furent défendues l'independance et la souveraineté nationale, qu'on assura l'existence de notre État, objectif majeur, permanent de nos devanciers le long des siècles. La glorieuse épopée de 1917 eut une importance vitale pour la réalisation de l'idéal national. L'expérience historique révèle les difficultés, parfois insurmontables, qu'un peuple a à résoudre dans son action de reconstitution de l'État qui avait été détruit. L'Union de 1918 a été — comme on le sait — le fruit d'une action à long terme, menée sur de multiples plans par tous les Roumains; maintenir l'existence de l'État roumain grâce aux victoires de 1917 ce fut maintenir le noyau autour duquel gravitèrent toutes les forces de libération nationale roumaine.

[20] R.W. Seton-Watson, *op. cit.*, p. 561

[21] Gheorghe Zaharia, *Mărăști—Mărășești—Oituz — marea epopee din vara anului 1917*, în „Anale de istorie", nr. 3, 1977, p. 8.

OROLES = ΡΩΛΗΣ (*RHOLES*)? (IUSTINUS, XXXII, 3, 16-TROGUS POMPEIUS, *PROLOGUL* XXXII ŞI CASSIUS DIO, LI, 24, 6–7; LI, 26, 1)

DE

VASILE LICA

Istoria politică a Daciei înainte de romani conţine un mare număr de momente insuficient clarificate, fie din cauza absenţei informaţiilor antice, fie, uneori, datorită unor poziţii istoriografice rigide, generate de „autorităţi" care au emis o opinie într-un context anume ori au dovedit, ulterior, prea puţină flexibilitate în faţa évidenţei.

Problema care va fi abordată aici face parte dintre cele care au cîte ceva din ambele situaţii. Ea nu este, pentru cea mai mare parte [1] a istoricilor români, o *problemă*, întrucît lucrurile ar fi clare — Oroles şi Rholes sînt doi dinaşti, unul domnind pe la 200 î.e.n., iar celălalt după mărturia expresă a lui Cassius Dio, în ultimele decenii ale erei vechi. Împrejurarea că unii eruditi [2] de la sfîrşitul secolului trecut şi începutul celui prezent admit că Oroles este unul şi acelaşi cu Rholes este suficientă prin ea însăşi pentru a justifica o abordare frontală a problemei într-un cadru special, ceea ce în istoriografia noastră nu s-a întreprins. De la acea dată, istoriografia istoriei politice a Daciei a înregistrat o seamă de achiziţii notabile sub toate unghiurile, ceea ce a dus la reconsiderarea multor puncte de vedere. Unele din ele şi nu dintre cele mai neînsemnate sînt în strînsă legătură cu problema adusă în discuţie. Dacă avem în vedere numai audienţa istoriografică a ipotezei că Oroles era un rege dac din secolul I î.e.n[3], faptul este mai mult decît incitant la realizarea unei dezbateri în sensul sugerat de titlul acestei intervenţii.

---

[1] Începînd cu V. Pârvan, *Getica. O protoistorie a Daciei*, Bucureşti, 1926, p. 68 şi încheind cu I.H. Crişan, *Burebista şi epoca sa*, Bucureşti, 1977, p. 27, dar incluzînd şi pe C. Daicoviciu, *Ist. Rom.*, I, 1960, 282; R. Vulpe, *ibidem*, p. 243–244; D.M. Pippidi, *Contribuţii la istoria veche a României*, Bucureşti, 1967, p. 40–41; H. Daicoviciu, *Dacia de la Burebista la cucerirea romană*, Cluj, 1972, p. 26–27 etc.

[2] K. Müllenhof, Deutsche Altertumskunde, III, 1906, p. 144; U. Ph. Boissevain, în aparatul critic la Cassii Dionis Cocceiani, *Historiarum Romanarum quae supersunt*, II, Berlin, 1898, p. 375, *s.v.* 'Ρώλης, unde trimite la *Getarum rex Oroles*; Gr. Tocilescu, *Dacia înainte de romani*, Bucureşti, 1880, p. 722 dar cu o poziţie echivocă.

[3] Şi această ipoteză are o vîrstă venerabilă. C. Jullian, *Histoire de la Gaule*, III, Paris, 1923, p. 144–145, după ce arată că dacii erau, în vremea lui Pompei, cea mai mare putere barbară a Europei, subliniază că, înainte de asaltul asupra Olbiei, aceştia i-au supus pe bastarni, vecinii lor. În acelaşi context, C. Jullian (p. 144, n. 3) arată că, în orice caz (chiar dacă Burebista a urcat pe tron la 80 î.e.n.), progresele dacilor trebuie plasate după dispariţia lui Mithridates

Istoriografia problemei conţine nu mai puţin de cinci ipoteze privitoare la regele Oroles. Înainte ca el să fie considerat identic sau nu cu Rholes a fost socotit unul şi acelaşi cu Burebista de către eruditul filolog olandez Is. Vossius. În comentariul critic la ediţia sa a lui Iustinus, Is. Vossius notează sub *qui, cum Orole rege adversus Bastarnas male pugnassent*: „mirum quam turpiter depravatum sit nomen hoc Dacici regis. In minore epitome Trogi dicitur Rubobostes. Et hoc male. Legendum : *cum Barebista rege* etc. Vide Strabonem, lib. VII cui est Βοιρεβιστα[4]. Dacă a intuit în modul cel mai just legătura dintre *prologurile* lui Trogus Pompeius şi *Epitoma historiarum Philippicarum Pompei Trogi* a lui Iustinus şi a văzut cu siguranţă că *Rubobostes* este o coruptelă pentru *Burobostes*—Burebista, Is. Vossius a alunecat, însă, spre hipercriticism filologic, identificîndu-l pe Oroles cu Burebista. Apoi, D. Cantemir a crezut că Oroles = Scorilo [5].

Comentariul lui Is. Vossius a fost, în parte, urmat, de către C. Brandis care afirmă cu tărie : „halte ich den Rubobostes im Prolog und den Oroles bei Iustinus für ein und denselben Namen, dessen richtige Form noch zu finden ist“ şi la fel de categoric în ce priveşte identificarea lui Rubobostes cu Burebista că „diese letztere Annahme ist aber falsch : es müssen notwendigerweise zwei Männer sein“ [6]. Nici acest ciudat amestec de spirit critic facil şi hipercriticism filologic nu poate afla, desigur, mai mult credit istoriografic decît opinia lui Is. Vossius privind identificarea lui Oroles cu Burebista. Dealtfel, carenţele acestor ipoteze vor reieşi singure în evidenţă în cele ce urmează.

Situaţia este cu totul alta în privinţa ipotezei Oroles = Rholes. Nu se pune problema autorităţii şi a prestigiului celor care au considerat că Oroles este unul şi acelaşi cu Rholes, chiar dacă este vorba de K. Müllenhof [7], U. Ph. Boissevain [8] ori Gr. Tocilescu [9], ci a greutăţii argumentelor ipotezei lor. Ele provin din domeniul onomastic şi al istoriei politice. Anticipînd parţial concluziile, trebuie arătat că în discuţie intervine şi *aparentul*, ceea ce nu contribuie la facilitarea analizei şi la realizarea credibilităţii unei încheieri sau alteia.

De aceea, în afara dorinţei de a dezvolta o analiză amplă a surselor antice şi a comentariilor moderne implicate, în egală măsură atenţia trebuie să fie

---

al VI-lea Eupator, în 63 î.e.n. În acelaşi sens, É. Cavaignac, *Histoire de l'Antiquité*, III, Paris, 1914, p. 428, nr. 2, consideră supunerea bastarnilor de către daci ulterioară dispariţiei lui Mithridates. În acord cu aceşti istorici şi împotriva lui C. Brandis, *RE*, col. 1956, este şi J. Boerma, *Historischer Kommentar zu Iustins Epit. Hist. Philip. des P. Trogus XXVII—XXXVIII und zu den Prologi dieser Bücher*, Haga, 1937, p. 106. Ipoteza a fost reluată, de data aceasta însoţită de o complexă *Quellenforschung*, de către Vl. Iliescu, *Rubobostes oder Burobostes* ? în „Studii clasice“, X, 1968 ; idem, *Cînd a trăit regele Oroles* ? în „Arheologia Moldovei“, VII, 1972. Cu date arheologice a venit în sprijinul acestei ipoteze, M. Babeş, în „Mem. Antiq.,“, II, 1970 (Piatra Neamţ) etc. Cf., în acelaşi sens, N. Gostar, V. Lica, *Societatea geto-dacică de la Burebista la Decebal*, Iaşi, 1984, p. 21—22 ; 37—38.

[4] Într-o ediţie Iustinus, *Variorum*, cu notele lui Bongarsius, Vossius etc., Amsterdam, 1659, p. 408, n. 16 şi repetată în *Iustini Historiarum ex Trogo Pompeo*, ed. Is. Vossius, Amsterdam, 1664, p. 323, ambele ediţii tipărite în celebra *officina Elzeviriana*.

[5] D. Cantemir, *Historia Moldo-Vlachica*, 13, în D. Cantemir, *Opere*, IX, 1, ed. D. Sluşanschi, Bucureşti, 1983, p. 156—157. Cf. şi V. Lica, *Dacia în opera lui D. Cantemir*, comunicare la Zilele Institutului de Ist. şi Arh. „A.. Xenopol“ din Iaşi, mai, 1986.

[6] C. Brandis, *RE*, col. 1956

[7], [8], [9] *Supra*, nr.. 2

îndreptată şi asupra tuturor punctelor cu aparenţe de verosimilitate ori umbrite de echivoc.

Regele Oroles este menţionat pentru prima şi ultima oară în istoriografia veche de către Iustinus, XXXII, 3, 16, care relatează că *Daci quoque suboles Getarum sunt, qui, cum Orole rege, adversus Bastarnas male pugnassent, ad ultionem segnitiae, capturi somnum capita locum pedum ponere iussu regis cogebantur ministeriaque uxoribus, quae ipsis ante fieri solebant, facere. Neque haec ante mutata sunt quam ignominiam bello acceptam virtute delerent* [10].

Prima problemă ce trebuie discutată este cea a cronologiei domniei lui Oroles, fie şi pentru faptul că partizanii ideii că acesta era un rege dac din secolul al III-lea î.e.n. nu au adus nici un argument în sprijinul ipotezei lor [11].

Pentru o parte a istoricilor care consideră că Oroles era un rege dac din secolul I î.e.n., lucrurile sînt limpezi întrucît îl identifică cu Rholes. Sau acesta, după Cassius Dio, LI, 24, 6—7 ; 26, 1, a intrat în relaţii cu M. Licinius Crassus, proconsulul Macedoniei, pe la 29—28 î.e.n. Dar aceşti istorici admit că Oroles, fiind unul şi acelaşi cu Rholes, era un *Getarum rex* şi nu un *Dacorum rex*.[12]. Ceilalţi istorici care admit regalitatea lui Oroles în secolul I î.e.n., consideră însă, întemeiaţi pe Iustinus, XXXII, 3, 16, că dinastul era un *Dacorum rex* [13].

Întrucît datarea lui Rholes este în afara oricărei discuţii, probleme ridică numai cronologia lui Oroles, iar pentru elucidare dezbaterea trebuie purtată pe terenul filologiei clasice, mai precis al relaţiei dintre operele lui Trogus Pompeius şi Iustinus.

Historiae Philippicae reprezintă prima istorie universală în limba latină şi a fost redactată în timpul domniei lui Augustus, la cumpăna dintre cele două ere [14]. Autorul acestei monumentale opere în 44 de cărţi a fost *Trogus Pompeius*, care, după mărturia epitomatorului său, Iustinus, XLIII, 5, 11—12, *„in postremo libro... ait maiores suos a Vocontiis originem ducere... patrem quoque sub C. Caesare militasse, epistularumque et legationum, simul et anuli curam habuisse“*. Informaţia este extrem de preţioasă din cel puţin două puncte de vedere : 1° Trogus Pompeius era gal de origine, ceea ce explică spaţiul acordat în lucrare celţilor şi altor „barbari“ ; 2° demnitatea de secretar

---

[10] În traducerea lui Vl. Iliescu, *Fontes Historiae Daco-Romanae*, I, ed. Vl. Iliescu, V.C. Popescu, Gh. Ştefan, Bucureşti, 1964, p. 359=idem, *Oroles*, p. 378 : „Şi dacii sînt o mlădiţă a geţilor. În vremea regelui Oroles ei se luptaseră prost împotriva bastarnilor şi, ca pedeapsă pentru delăsarea arătată au fost siliţi, din porunca regelui să pună capul în locul picioarelor atunci cînd mergeau la culcare şi să facă soţiilor lor serviciile pe care mai înainte acestea obişnuiau să le facă lor. Această pedeapsă a fost înlăturată numai după ce prin vitejia lor au şters ruşinea pe care şi-au atras-o în războiul de mai înainte“.

[11] *Supra*, n. 1

[12] *Supra*, n. 2. R. Roesler, *Rumänische Studien*, Leipzig, 1871, p. 23 ; V. Pârvan, *Getica*, p. 67—68 ; A. Alföldi în *Cambridge Ancient History*, XI, 1936, p. 81=*CAH*, XI, 1954, p. 81 (retipărire) ; R. Florescu, în V. Pârvan, *Getica*, ed. R. Florescu, Bucureşti, 1982, p. 45. Toţi aceşti învăţaţi au dat o traducere eronată textului din Iustinus, XXXII, 3, 16 : *Daci quoque suboles Getarum sunt, qui, cum Orole rege...*, prin raportarea lui *qui* la *Getarum* şi nu la *Daci*, cum este normal. Cf. în acest sens, punerea la punct făcută de Vl. Iliescu, *Oroles*, p. 380, n. 41. În egală măsură, trebuie reamintit că obiectul uneia din digresiunile conţinute de *Prologul* XXXII este *incrementa Dacorum* şi nu *Getarum* !

[13] *Supra*, nr. 3

[14] A. Klotz, *RE*, XXI, 2, col. 2 300—2 313 ; P.L. Schmidt, *Der Kleine Pauly*, IV, col. 1 031—1 033 ; Vl. Iliescu, *Oroles*, p. 377, nr. 2

particular al lui Caesar avută de tatăl său este o prețioasă garanție pentru calitatea multora din informațiile istoricului. Din această vastă istorie nu au rămas decît *Prologurile* celor 44 de cărți, prologuri despre care nu se știe nici de cine au fost redactate, nici cînd și nici de ce au fost detașate de restul operei și puse separat în circulație [15]. Ele au o importanță cu totul deosebită pentru că reprezentînd o veritabilă „tablă analitică de materii" oferă posibilitatea realizării unei imagini despre ceea ce cuprindea monumentala operă, despre maniera în care a fost redactată și despre concepția autorului ei. În același timp, aceste prologuri permit și aprecierea valorii rezumatului realizat de Iustinus, la sfîrșitul secolului al II-lea și începutul secolului al III-lea e.n.[16], sub titlul *Epitoma Historiarum Philippicarum Pompei Trogi*. Este prea bine cunoscut faptul că Iustinus nu a respectat integral planul operei lui Trogus Pompeius, ci a făcut serioase reducții în temeiul unei concepții moralizatoare, a dorinței de a înfățișa cititorului numai lucruri plăcute, care să-l încînte și, în același timp, să-l și educe. Faptul este, dealtfel, mărturisit de el însuși în *Praefatio*, 4, unde arată că din cele 44 de cărți ale istoriei lui Trogus Pompeius „*cognitione quaque dignissima excerpsi et omissis his, quae nec cognoscendi voluptate iucunda nec exempla erant necessaria breve veluti florum corpusculum feci*", ceea ce constituie pentru istoric un foarte serios avertisment în sensul că va afla descrise cu lux de amănunte fapte nesemnificative, iar multe dintre cele cu reală valoare istorică vor fi înlăturate din expunerea epitomatorului [17]. Eminenți filologi și istorici au relevat de multă vreme maniera de procedare a lui Iustinus, unul dintre ei, G. Forni, afirmînd că „tutta l'epitome di Giustino e resultata una costellazione di aneddoti" [18]. Concluzia este limpede — abordarea *Epitomei* lui Iustinus trebuie făcută cu cea mai mare precauție, avînd în vedere permanent *criteriul selecției faptelor* utilizat de acesta precum și *confruntarea cu „tabla analitică de materii" — Prologurile*.

Cu toate acestea, unii din partizanii ideii că Oroles era un rege dac, domnind pe la 200 î.e.n., susțin că, dimpotrivă, maniera de organizare a materiei istorice de către Iustinus nu prezintă nici o importanță [19].

Comentatori avizați ai operei lui Trogus Pompeius și Iustinus au relevat faptul incontestabil că narațiunea despre regele Oroles (Iustinus, XXXII, 3, 16) este un fragment din „digresiunea" despre *incrementa Dacorum per Burobosten regem* (Trogus Pompeius, *Prologul* XXXII), reținută de epitomator pentru ceea ce L. Ferrero numește „strana punizione loro (geților, n. ns.) inflitta dal re Orole" [20] pentru înfrîngerea lor de către bastarni. Același L. Ferrero, analizînd două digresiuni din *Prologul* XXXII al lui Trogus Pompeius — panonică și dacică — și reflectarea lor în *Epitoma* lui Iustinus conchide că acesta a cultivat prea mult amănuntul particular-anecdotic, fapt relevant mai

[15] *Ibidem*
[16] *Ibidem*; W. Kroll, *RE*, X, col. 958
[17] *Supra*, n. 14
[18] G. Forni, *Valore storico e fonti di Pompeo Trogo*, Urbino, 1958, p. 126
[19] Surprinzătoare afirmația lui C. Daicoviciu, în „Acta MN", VI, 1969, p. 461 : „uns hier nur der Inhalt des 32 Prologs (von P. Trogus) interessiert, und nicht die Vorliebe oder die Kriterien, die den Epitomator Iustinus bei der Auswahl und Darstellung des Materials bestimmt haben und die in Wirklichkeit bei unserem Problem auch keine Rolle spielen". Cf. idem, *Dacica*, Cluj, 1969, p. 53 ; I. Glodariu, în „Acta MN", VII, 1970, p. 501—505.
[20] I. Ferrero, *Strutture e metode nell'Epitome di Giustino*, Torino, 1957, p. 114

ales pentru digresiunea dacică, mărturie a amplei perspective istorice a lui Trogus Pompeius, din care epitomatorul a eliminat esenţialul, extrăgînd numai elementul nesemnificativ, dar picant [21].

Învăţatul german, W. Bessell, la 1854, subliniind relaţia dintre *Prologul* XXXII şi cartea a XXXII-a din *Epitoma* lui Iustinus, a dat şi explicaţia prezenţei unei digresiuni dacice după digresiunea panonică. În acest sens, el arăta că *„atque quum saepissime Pompeius Trogus posteriorum temporum facta passim historiis suis insereret, sane fieri poterat, ut incrementa Dacorum, quae gens maxime florebat ipsius Trogi temporibus, hoc loco afferet, occasione oblata in describendis originibus Pannoniorum"*. Autorul citat releva şi faptul că *„de Dacorum rebus alia nulla extat mentio usque ad temporum Byrebistae regis Dacorum"* [22].

Asemenea discuţii nu au avut loc în istoriografia noastră, pînă acum două decenii. În acel moment, Vl. Iliescu a luat în discuţie problema identificării lui Rubobostes cu Burebista, ceea ce admitea şi V. Pârvan [23], şi a cronologiei domniei lui Oroles, pe care îl consideră un rege dac din secolul î.e.n.[24]. Ipotezele avansate sau preluate şi susţinute de către Vl. Iliescu au provocat vii reacţii în istoriografia română [25]. Aici demonstraţia sa va fi reluată aducîndu-se şi cîteva argumente noi.

Cercetarea problemei presupune analiza comparativă a acestui fragment din *Prologul* XXXII : *Regis Philippi propter ablatas sibi civitates alienatus in Romanos animus, et ob hoc alter filiorum Demetrius occisus, concitatique ab eo, Basternae transire conati in Italiam. Inde in excessu dictae res Illyricae: ut Galli, qui occuparant Illyricum rursus redierunt in Galliam : originesque Pannoniorum et incrementa Dacorum per Burobusten regem* şi a capitolului III din cartea a XXXII-a a *Epitomei* lui Iustinus. Acest capitol rezumă toate faptele care au fost enunţate de fragmentul citat din prolog că vor face parte din cartea a XXXII-a a *Istoriilor Filipice*, ale lui Trogus Pompeius. Înainte de analiza propriu-zisă trebuie reamintită următoarea caracteristică a „mecanismului" organizării materiei în *Istoriile Filipice* : Trogus Pompeius (şi la fel Iustinus) cînd ajunge cu naraţiunea la un nou popor, intrat în legătură cu cel despre care relata pînă atunci, începe, imediat, istoria acestui nou popor. Faptul este dovedit, deplin, de lectura *Prologurilor* şi a *Epitomei*, care arată că procedeul acesta se realiza, de obicei, prin digresiuni [26]. Prin urmare, astfel stau lucrurile şi în acest caz. Digresiunea din *Prologul* XXXIII nu se justifică prin menţiunea bastarnilor făcută imediat anterior expresiei *inde in excessu...*[27], pentru că intrarea acestora în „orizontul" lui Trogus

---

[21] *Ibidem*

[22] W. Bessell, *De rebus Geticis*, Göttingen, 1854, p. 70

[23] V. Pârvan, *Getica*, p. 148

[24] *Supra*, n. 3

[25] *Supra*, n. 19 etc.

[26] Marcate prin *in excessu dicti* (*PROLOGURILE* I, VII, XI, XII, XIII, XV, XVIII, XXVIII, XXXII, XXXVI, XXXVII, XLI) sau prin *inde repetitae* (*PROLOGURILE* II, III, IX, X, XV, XVI, XVII, XX, XXIII, XXIV, XXXIV, XXXVI, XXXVIII, XLII).

[27] Naraţiunea despre bastarnii îndemnaţi de Filip al V-lea să treacă în Italia şi despre faptele lor în Balcani nu a mai fost redată de Iustinus în *Epitoma* cărţii a XXXII-a, unde el insistă pe larg numai asupra împrejurărilor, pline de semnificaţii şi învăţăminte morale (cf. *Praef.*, 4) în care şi-au pierdut viaţa Philopoimenos, Antiochos Megas şi Demetrios, fiul lui Filip al V-lea (XXXII, 1—3). Prezenţa bastarnilor în Balcani şi urmările ei sînt ilustrate de Polibios, XXVI, 9, 2—3 ; Titus Livius, XXXIX, 35, 4 ; XL, 57, 2—9, 58, 1—8 ; XLI, 19, 4—8, 23, 12 ; XLII, 11, 4.

Pompeius s-a produs mai înainte și a fost tratată *in excessu Basternici motus* (*Prologul* XXVIII). Lectura atentă a capitolului III al cărții a XXXII-a a *Epitomei* lui Iustinus arată că Filip al V-lea realizase o alianță antiromană cu galii scordisci (XXXII, 5). *Punctul de plecare al digresiunii despre* res Illyricae *îl constituie, așadar, nu bastarnii, ci celții scordisci*, care nu au mai fost amintiți pînă acum. În atare situație, digresiunea „mare“ illirică (XXXII, 3, 6—16) se poate împărți în trei „micro“-digresiuni — 1° *celto-scordiscă* (XXXII, 3, 6—12) ; 2° *pannonică* (XXXII, 3, 13—15) și 3° *dacică* (XXXII, 3, 16). Trogus Pompeius menționează alianța lui Filip cu scordiscii, apoi înfățișează *in excessu* faptele acestor conaționali ai săi în Illyricum : așezarea lor după jefuirea Greciei, în Pannonia ; firește trebuia să urmeze o „istorie“ a pannonilor și, întrucît, dacii, după cum mărturisește Strabo, VII, 3, 11, vor purta lupte cu scordiscii în Pannonia era normal să se dea unele relații despre aceștia, lapidar consemnate în *Prologul* XXXII prin *incrementa Dacorum per Burobusten regem.*

Surprinderea principiului de organizare a datelor istorice de către Trogus Pompeius în opera sa și a criteriului de excerptare a acestor date de către Iustinus în *Epitomă* oferă argumente pentru ipoteza că Oroles era un rege dac din secolul I î.e.n., aproape contemporan cu Burebista [28].

Toată această exegeză a textelor este de natură să arate că *regele Oroles era un rege dac din prima jumătate a secolului* I *î.e.n.* și, în același timp, să evidențieze că nu este unul și același cu regele get Rholes. Încheierea dezbaterii, aici, ar lăsa, totuși, destule probleme nerezolvate și nu ar anula toate argumentele ipotezei Oroles = Rholes, deși, în raport cu istoriografia care admite regalitatea primului pe la 200 î.e.n. *s-au adus argumente* pentru a susține că Oroles era un rege dac din prima jumătate a secolului I î.e.n. Prin urmare, mai departe vor fi analizate cele două argumente ale susținătorilor identificării lui Oroles cu Rholeș : *onomastica* și *conflictele celor doi regi cu bastarnii.*

În ceea ce privește aspectul filologic-onomastic al chestiunii, cercetarea edițiilor critice ale operelor ceor doi autori arată că manuscrisele sînt unanime în a transmite aceste antroponime în forma consacrată — Oroles și Ρώληδ — Rholes. Într-o ediție a *Epitomei* lui Iustinus, editorul emendează pe *Orole* în *Olore* [29]. Desigur că acest editor a avut în vedere celebritatea acestui antroponim trac, purtat de către bunicul lui Kimon (Herodot, VI, 39 ; Plutarch, *Kimon*, IV, 1) și de către tatăl lui Thucydides (*Thucydides*, IV, 104). Nu ar fi imposibil ca *Oloros* să provină din Oroles [30]. Deși, între alții, W. Thomaschek[31] și Vl. Iliescu [32], încredințează că unul din cele două antroponime — Oroles — Rholes — este corupt din celălalt ori că sînt strîns înrudite, totuși măr-

---

[28] Încă o dată trebuie subliniat faptul că prezența lui Oroles în *Epitoma* lui Iustinus și sacrificarea întregii digresiuni privind *incrementa Dacorum per Burobostes regem* se datorează numai preocupării autorului latin pentru anecdotic. Dacă pentru Trogus Pompeius (fiul secretarului particular al lui Caesar) Burebista reprezenta ceva — dovadă că apare *Burobostes* și nu *Oroles* ori alt dinast — pentru vremea lui Iustinus, marele rege nu mai era decît o venerabilă amintire (dacă mai era și atît). Dimpotrivă, exotica penalizare a nevredniciei ostășești imaginată de către Oroles se înscria fericit în principiile și concepția lui Iustinus (*Praef.* 4)

[29] Iustini historici..., Veneția, 1503, f. 30

[30] H. Volkmann, *Der kl Pauly*, IV, col. 277, *s.v. Oloros*, cu bibliografie

[31] W. Tomaschek, *Die Alten Thraker*, II, 2, Viena, 1894, p. 29

[32] Vl. Iliescu, *Oroles*, p. 380, n. 42

turia manuscriselor și a filologilor tracologi [33] este mai demnă de crezare și poate întemeia încheierea că *Oroles* și *Rholes* sînt *două* antroponime, poate înrudite, dar diferite.

Conflictele celor doi dinaști cu bastarnii constituie, fără îndoială, un element important al ipotezei că Oroles = Rholes. De aceea, examinarea circumstanțelor în care s-au desfășurat aceste confruntări se impune în mod necesar, întrucît ea poate oferi o seamă de date utile dezbaterii de față. Din informația mai sus arătată și analizată a lui Iustinus, XXXII, 3, 16, rezultă că între Oroles și bastarni au avut loc două confruntări militare : prima fiind favorabilă germanicilor, a doua constituind o victorie a dacilor. Confruntarea daco-bastarnă a avut loc în secolul I î.e.n., foarte probabil cu puțin timp înainte de extinderea „imperiului" lui Burebista în răsărit [34], așa cum a încercat să demonstreze excursul filologic-istoric de mai sus.

În ce privește „scenariul" raporturilor dintre *Rholes și bastarni*, în afara datării lor foarte precise — 29—28 î.e.n. — un alt element iese în evidență. Prezența bastarnilor la sudul Dunării, unde au ajuns în conflict cu romanii și geții lui Rholes, nu are aspectul unei campanii militare obișnuite așa cum rezultă din Iustinus, XXXII, 3, 16, că s-a întîmplat în timpul războiului cu Oroles. Dimpotrivă, din amănunțitul raport al lui Cassius Dio reiese imaginea rătăcirii unei populații în căutarea unei noi patrii, determinată la acest act de disperată năvălire de presiunea geto-dacilor dar și a sarmaților apăruți, la acest timp, în stepele nord-pontice [35].

Last but not least, nu trebuie pierdut din vedere faptul că, în *Historiae Philipicae*, Oroles este un *Dacorum rex*. Singura dată cînd Iustinus, XXV, 1, 3, menționează pe geți este în relație cu gallii care, înaintînd spre Macedonia lui Antigonos Gonatas (276—239 î.e.n.) [36], au pus pe fugă oștile geților și tribalilor, eveniment petrecut, evident, în sudul Dunării. Există, din această împrejurare, destule temeiuri pentru a conchide că Trogus Pompeius și epitomatorul său sînt în cunoștință de cauză cînd afirmă că Oroles era un *Dacorum rex*. În egală măsură, exegeza modernă poate afla, aici, argumentele ipotezei că Oroles este un rege dac din secolul I î.e.n., chiar dacă antroponimul are rezonanță tracică. Tot aici, trebuie adăugat locul comun, dar mereu ignorat că dacii „fac istorie" la nivel universal — sau cel puțin cît să fie consemnați de autorii vechi — abia din secolul I î.e.n.[37].

Prin urmare, confruntările geto-dacilor cu bastarnii, așa cum sînt ele menționate de către Trogus Pompeius-Iustinus și Cassius Dio, reprezintă *două* momente din istoria relațiilor acestor popoare, momente întîmplate

[33] *E.g.*, D. Detschew, *Die thrakischen Sprachreste*, Viena, 1957, p. 341, 406

[34] Cf. V. Lica, *Oroles și Acornion*, în curs de apariție, unde autorul propune ipoteza unor relații diplomatice între Oroles, care rezida la *Zargidava*, în sudul Moldovei și Dionysopolis, prin intermediul lui Acornion.

[35] R. Vulpe, *Din istoria Dobrogei*, II, București, 1968, p. 33. Numai din relatarea lui Cassius Dio reiese însoțirea trupelor bastarne de către femei și copii, în modul general germanic arătat de Tacitus, *Germania*, VIII. Cf., pentru analiza exemplară a unei invazii (cimbroteutonă), Emilienne Demougeot, în „Latomus", XXXVIII, 1978, p. 910—938.

[36] Cf. H. Bengtson, *Griechische Geschichte*, München, 1965, p. 395 și urm.

[37] Caesar, *B.G.*, VI, 25, 2 ; W. Bessell, *op. cit.*, p. 70 ; Vl. Iliescu, *Oroles*, p. 381

în secolul I î.e.n. În ceea ce îi privește pe cei doi protagoniști — *Oroles* și *Rholes* — în afara unor asemănări onomastice ori a unei întîmplătoare similitudini a situațiilor politico-militare nu există temeiuri serioase pentru identificarea lor.

OROLÈS=RHOLÈS ?

Résumé

L'auteur commence par un exposé de l'état de la question en montrant que, de XVII[e] siècle (Is. Vossius, D. Cantemir) jusqu'à nos jours, les savants ont admis que : : Orolès=Burobostes ; Oroles=Karrules (=Scorilo) ; Orolès=Rubobostes ; Orolès=Rholès et Orolès≠Rholès.

Suit l'analyse philologique et historique du *Prologue* XXXII et du passage corespondant sur Orolès des *Epitomes* de Justin et, évidemment, du passage LI, 24, 6–7 ; 26,1 de Cassius Dio.

Selon les resultats de la recherche entreprise, Orolès fut un roi dace qui vécut pendant l'epoque de Burébista (en étant un prédécesseur) tandis que Rholès vivait pendant la deuxième moitié du dernier siècle av. n. è.

NOI INFORMAŢII CU PRIVIRE LA CĂLĂTORIA ÎN PRINCIPATE A LUI BLONDEEL VAN CUELEBROECK, MINISTRUL BELGIEI LA CONSTANTINOPOL (1856–1857)

DE

GH. PLATON

Cercetările întreprinse în arhivele diplomatice ale Belgiei ne-au îngăduit, atît nouă, precum şi altor cercetători, să scoatem în evidenţă valoarea de excepţie a materialelor referitoare la unele din momentele importante ale istoriei noastre — la cel al Unirii Principatelor, mai ales[1]. Regimul de neutralitate obţinut de Belgia şi garantat de puterile europene după revoluţia din 1830 a conferit acestei ţări o situaţie specială, pe care românii ar fi dorit-o extinsă şi asupra Principatelor; această situaţie a impus activităţii diplomaţilor belgieni o detaşare care, deşi nu excludea manifestarea, expresă uneori, a sentimentelor, implica, mereu, o strictă obiectivitate. Spre deosebire de imensul material documentar provenit din arhivele diplomatice ale ţărilor angajate, într-un fel sau altul, în problema Unirii Principatelor — acesta, deşi preţios, în ansamblul său, este, prin forţa lucrurilor, părtinitor — materialul belgian, al unei ţări neangajate direct, ci doar interesată, prezintă o mai mare obiectivitate şi o mai largă deschidere. Depeşele diplomaţilor, redactate, în majoritate, de profesionişti de o înaltă calificare, posedînd inteligenţă şi un ascuţit simţ al realităţii, prezintă o mare importanţă pentru cunoaşterea mai deplină a împrejurărilor în care s-a format statul naţional român, a implicaţiilor europene ale acestui act politic[2].

---

[1] Cf. Aurel Filimon, *Documente diplomatice belgiene despre Unirea Principatelor*, în „Revista de istorie", nr. 1, t. 27, 1974, p. 85–95, Nicolae Bărbuţă, Nicolae Bocşan, *Independenţa României în opinia belgiană*, Edit. Dacia, Cluj-Napoca, 1980, Gh. Platon, *Afirmarea suveranităţii României în preajma războiului din 1877–1878. Mărturii din arhivele diplomatice ale Belgiei*, în *Studii şi materiale de istorie modernă*, vol. V, Bucureşti, 1975, p. 137–138

[2] Documentele diplomatice belgiene au fost utilizate de noi în elaborarea unor numeroase lucrări : cf. *Lupta românilor pentru unitate naţională. Ecouri în presa europeană (1855–1859)*, Iaşi, Editura Junimea, 1974, *Ecoul internaţional al Unirii Principatelor*, în vol. *Cuza-Vodă. In memoriam*, Iaşi, Edit. Junimea, 1973, p. 147–234, *Le problème roumain dans la politique européenne dans les années de la lutte pour l'union*, în „Revue Roumaine d'Histoire", t. XIV, p. 25–38, *Un diplomat belgian despre Unirea Principatelor* [— O'Sullivan de Grass, ministru rezident la Viena], în „Analele ştiinţifice ale Universităţii «Al. I. Cuza» din Iaşi", Istorie, t. XX, s. III, f. 2, 1974, p. 73–84, *Reacţii şi atitudini în cercurile diplomatice din Constantinopol faţă de Unirea Principatelor*, în „Revista de istorie", t. 28, 1975, nr. 7, p. 1 085–1 090 (după datele din depeşele diplomatice ale lui J. Jooris, însărcinat cu afaceri la Constantinopol), *Noi date privind locul şi implicaţiile luptei românilor pentru unitate naţională*, în „Analele ştiinţifice ale Universităţii «Al. I. Cuza», din Iaşi", t. XXII, s. III, 1976, p. 6–10 [J. Jooris].

În rîndul acestora Blondeel van Cuelebroeck, ministrul rezident la Constantinopol, personalitate singulară, ocupă un loc de excepție. Cercetarea materialului în care diplomatul și-a formulat observațiile cu privire la situația Imperiului otoman și locul Principatelor în politica europeană, a pieselor cuprinse în *Dosarul personal*, aflat în Arhiva Ministerului de Externe, ne-a îngăduit să surprindem unele din laturile complexei sale personalități, să refacem împrejurările și consecințele călătoriei întreprinse în Principatele Române, la sfîrșitul anului 1856 și la începutul celui următor, să semnalăm unele importante aspecte legate direct de Unire sau de preocupările generale din epoca în care aceasta s-a înfăptuit.[3]

Acuzat că, depășindu-și atribuțiile și încălcînd poziția de neutralitate a țării pe care o reprezenta, în timpul călătoriei, s-ar fi pronunțat în favoarea Unirii și s-ar fi amestecat în unele intrigi interne, diplomatul — în urma unui scandal cu puține precedente în practica vieții politice — a fost mutat disciplinar la Atena, post pe care, dealtfel, îl gira. Așa cum, limpede, am constatat, cauza reală a suspiciunilor pe care călătoria diplomatului belgian le-a provocat în rîndul reprezentanților puterilor garante de la Constantinopol a fost bănuiala în legătură cu tatonările întreprinse pentru admiterea candidaturii contelui de Flandra la tronul Principatelor. Bănuielile păreau cu atît mai fondate cu cît statutul juridic internațional al Belgiei reprezenta o soluție politică pe care forțele unioniste o considerau aplicabilă în cazul Principatelor și o doreau realizată. Candidatura prințului de Flandra, care se bucura de popularitate în cercurile politice, trebuia să reprezinte o garanție în acest sens.

Emoția stîrnită de vizita diplomatului belgian în Principate și reacția pe care aceasta a provocat-o au fost determinate de *problema prințului străin în Principate*, adevărat *măr al discordiei* pentru Puterile europene[4]. În cele din urmă, pentru a nu întreține și adînci conflictul, de natură să compromită cauza Unirii, forțele naționale au trebuit să renunțe la revendicarea prințului străin, formulată în Adunările ad-hoc. *Cazul Blondeel* reliefează gradul de angajare a Puterilor europene în problema Unirii, dimensiunile internaționale ale acesteia. Documentele care-i dau expresie sînt convingătoare în această privință și prezintă o importanță particulară pentru istoria noastră.

În studiile anterioare, am folosit, mai cu seamă, materialele cuprinse în *dosarul personal*[5] al diplomatului. Cercetări efectuate ulterior au completat informația; multe din piesele rezumate sau amintite, doar, în dosarul personal au fost găsite în dosarele legației Belgiei de la Atena[6], de unde Blondeel

---

[3] Cf. Gh. Platon, *Le diplomate Belge Edouard Blondeel van Cuelebroeck dans les Principautés Roumaines (1856—1857)*, în „Revue Roumain d'Histoire“, t. XVI, 1977, nr. 1, p. 43—66, *Documente privind ecoul luptei românilor pentru unitate națională*, în vol. *Ștefan Meteș. La 85 ani*, Arhivele Statului Cluj-Napoca, 1977, p. 331—335, *Nicolae Șuțu și Unirea Principatelor*, în „Analele științifice ale Universității «Al. I. Cuza» din Iași'', s. III, a. Istorie, t. XVIII, 1972, fasc. 1, p. 61—66, *Un episod din istoria canalului Dunărea—Marea Neagră. Documente privind proiectul din 1855*, în „Anuarul Muzeului Județean Vaslui“, II, 1980, p. 335—352.

[4] Idem, *Le diplomate Belge...*, *loc. cit.*, p. 60

[5] Ministère des Affaires Etrangères et du Commerce Extérieur de Belgique, Dossier personnel, nr. 34 I (Edouard Blondeel van Cuelebroeck — 1837—1857)

[6] Ibidem, Correspondance politique, Légations, Athène, dossier non reliée, vol. I. Documentele ne-au fost semnalate și xerografiate de colegul Mihai Timofte, căruia-i exprimăm, și pe această cale, întreaga noastră recunoștință. Toate documentele poartă mențiunea dosarului

a continuat să se apere, pentru a-şi convinge superiorii că nu a încălcat linia de conduită pe care i-a impus-o calitatea sa. Dealtfel, practic, acest lucru nu mai era necesar. Blondeel van Cuelebroeck a fost, în acest caz, victima unor intrigi diplomatice în spatele cărora se ascundeau *mari interese* ale Puterilor europene. În asemenea împrejurări, justificările personale nu mai aveau nici un fel de importanţă. Piesele adunate s-au dovedit a fi însă preţioase pentru istoria noastră; şi pentru aceasta, elogiul ce-l aducem diplomatului belgian este pe deplin meritat.

Supunem atenţiei cercetătorilor cîteva noi piese documentare care completează informaţia cu privire la activitatea lui Blondeel în principate, reliefează atmosfera internă în această perioadă de puternică efervescenţă socială şi politică. În primul rînd, semnalăm cele trei rapoarte — două din Bucureşti şi unul din Iaşi — în care-şi împărtăşeşte impresiile din Principate şi un raport din Galaţi, în care supune superiorilor săi cererea — formulată în numele guvernului moldovean — pentru perfectarea unei comenzi de arme în Belgia. De asemenea, din numeroasele piese justificative adunate de Blondeel pentru a se apăra, am reţinut un raport al lui Jacques-Poumay, consulul general al Belgiei la Bucureşti (despre care de Vrindts (Vrinţ), ministrul Austriei la Bruxelles, spunea că este „unul din artizanii intrigii" în care a fost implicat Blondeel)[7], şi o scrisoare semnată de M. Kogălniceanu, prin care omul politic român îşi cere scuze pentru ştirile inexacte reproduse în paginile ziarului unionist „L'Etoile du Danube", care apărea în capitala Belgiei.

În afara unor precizări de detaliu, care îngăduie stabilirea exactă a unor date şi a itinerariului parcurs de diplomat pe teritoriul românesc[8], documentele înfăţişează atmosfera din Principate în această perioadă de mare frămîntare, activitatea politică a Puterilor, opţiunile româneşti ş.a. Referindu-se la *partidele* constituite în Ţara Românească, diplomatul nu poate să nu dea expresie faptului — de care a fost informat încă de la plecarea de la Constantinopol, dar de care s-a convins acum — în conformitate cu care, consultată, ţara se va pronunţa, în unanimitate, aproape, în favoarea Unirii. Unirea şi prinţul străin consideră el, sînt acceptate ca bază de operaţie de către toate partidele. Aprecierea de ansamblu îi îngăduie constatarea că, la Bucureşti, se află *„pe unul din teatrele cele mai interesante ale epocii"* (Anexa I) (s. n. Gh. Platon).

Observaţiile generale pe care le formulează Blondeel sînt importante; diplomatul se mărgineşte la acestea; nu simte nevoia să intre în detalii deoarece oamenii politici din Ţara Românească — aşa cum o vor face, peste puţin

personal 34 căruia-i aparţin şi sînt, alături de altele, într-o mapă specială în care sînt ordonate rapoartele ce au rezultat din călătoriile întreprinse de Blondeel în Serbia, Bulgaria şi în Principate.

[7] Jules Garsou, *Les relations extérieurs de la Belgique (1839—1914)*, Bruxelles, 1946, p. 58 (nota). Expresia a fost formulată într-o depeşă confidenţială adresată lui Buol, la 2 august 1857. Diplomatul austriac consemnează faptul că guvernul belgian era informat de J. Poumay asupra intenţiei românilor de „a face apel" la contele de Flandra. Vezi, în acest sens, Gh. Platon, *Le diplomate Belge..., loc. cit.*, p. 51—52. Depeşele lui de Vrinţ la Paul Henry, *L'abdication du Prince Cuza et l'avènement de la dynastie de Hohenzollern au trône de Roumanie. Documents diplomatiques*, Paris, 1930, p. 182—187

[8] Astfel, de pildă, din primul document (Anexa I) aflăm că Blondeel, nemaiputîndu-şi continua călătoria pe Dunăre, din cauza gheţurilor, a trebuit să debarce la Orşova şi să continue călătoria cu trăsura. J. Poumay şi aghiotantul (principele Ghica) pus la dispoziţie de caimacam, l-au întîmpinat la Craiova „unde au ajuns în acelaşi timp". Cei doi, aşa cum rezultă din raportul lui Poumay, l-au aşteptat iniţial la Giurgiu. Cf. Archives du Ministère des Affaires Etrangères et du Commerce Extérieur de Belgique, Correspondance politique, Légations, Roumanie, 1[er] vol. (1852—1856), doc, nr. 214, depeşa din 17/29 noiembrie 1856

timp, şi cei din Moldova[9] — i-au pus la dispoziţie un bogat material informativ, cuprins în memorii confidenţiale de mare interes politic şi istoric[10]. Printre observaţiile generale, un interes deosebit prezintă cea în legătură cu natura opoziţiei interne împotriva *dinastiei naţionale* care ar putea reprezenta o *pîrghie* prin intermediul căreia Turcia şi Austria să-şi poată promova interesele proprii (Anexa II).

Om al calculului exact, al cîntăririi lucide a alternativelor şi a şanselor, după contactele pe care le-a avut în Moldova, cu oameni aparţinînd tuturor partidelor — apreciind şi poziţia dificilă a caimacamului şi tensiunea politică — consideră că, cu trăsăturile care-i caracterizează pe români, *neprevăzutul* poate juca un important rol în desfăşurarea evenimentelor, în finalitatea acţiunilor. Fără să o poată explica, a izbutit, totuşi, în cîteva trăsături, să creioneze situaţia din Moldova unde se ciocneau, puternic, forţele interne unioniste cu cele antiunioniste, patronate şi dirijate din afară (Anexa III).

Discuţia cu privire la dotarea armatei moldovene cu arme din arsenalul Belgiei şi a numirii unui instructor militar belgian reliefează adevărul potrivit căruia în atenţia diplomaţilor, alături de factorul politic, se situau, în egală măsură şi interesele economice şi financiare ale ţării pe care le reprezentau (Anexa IV). Depeşa semnată de Jacques Poumay (Anexa V_1), prima dintr-o serie cu un conţinut asemănător, oferă date interesante cu privire la popularitatea candidaturii contelui de Flandra. Totodată, reliefează manevra subtilă a lui Alexandru Ghica, efectuată cu scopul de a-şi consolida poziţia politică la Constantinopol cu sprijinul lui Blondeel. În sfîrşit, scrisoarea lui M. Kogălniceanu (Anexa V_2) importantă prin însuşi faptul că este semnată de marele nostru istoric şi om politic, dă expresie importanţei pe care cercurile unioniste de la Iaşi au acordat-o vizitei diplomatului belgian, semnificaţiei care i-au conferit-o. Contactele şi discuţiile purtate cu acesta, credem, le-au fost folositoare în aprecierea situaţiei politice generale, în înţelegerea raportului de forţe, a atmosferei care domnea la Constantinopol; în legătură cu toate acestea, cu siguranţă, în cursul discuţiilor, Blondeel a putut să le ofere importante sugestii.

Legate de marele act al Unirii, documentele puse acum în circuitul ştiinţific completează şi îmbogăţeşte informaţia în legătură cu vizita diplomatului belgian în Principate, ne îngăduie, mai mult, să intrăm în atmosfera de înaltă şi dramatică tensiune în care s-a înfăptuit statul naţional român.

NOUVEAUX RENSEIGNEMENTS SUR LE VOYAGE DANS LES PRINCIPAUTÉS ROUMAINES DE BLONDEEL VAN CUELEBROECK, MINISTRE DE BELGIQUE À CONSTANTINOPLE (1856–1857)

Résumé

En 1977, l'auteur a déjà publié un article sur la personalité de Blondeel van Cuelebroeck, ministre de Belgique à Constantinople et sur les résultats de sa visite dans les Principautés Roumaines, à la fin de 1856 at au début de 1857 (Voir „Revue Roumaine d'Histoire", t. XVI, 1977, nr. 1, p. 43–66).

[9] Gh. Platon, *Nicolae Şuţu şi Unirea Principatelor, loc. cit.*

[10] Un asemenea *memoriu*, intitulat *La revision des statuts et lois organiques en Valachie*, alcătuit de către „un personnage très haut placé dans l'èstime et la considération publique", numărînd 42 de pagini, este anexat la depeşa din 25 decembrie 1856 (Anexa II). Discutarea şi, eventual, publicarea acestui important document va face obiectul unei intervenţii ulterioare.

Accusé d'avoir enfreint au cours de son voyage, par sa déclaration en faveur de l'Union, le statut de neutralité du pays qu'il représentait et d'avoir trempé dans des intrigues politiques de Valachie, le diplomate a été transféré à Athène-poste qu'il supléait déjà — à la suite d'un scandale diplomatique avec peu de précédents dans la pratique politique internationale.

En fait, les supçons de Puissances Garantes qui ont accompagné la visite du ministre belge en Valachie et en Moldavie, animosité manifestée à son égard par les représentants de ces Puissances à Constantinoples se sont dû à l'inquiétude provoquée par *le problème du prince étranger dans les Principautés,* leur véritable *pomme de discorde.*

On craignait en effet que Blondeel n'ait autre but que de préparer le térrain pour l'acces sur le trône des deux provinces roumaines du prince de Flandre.

Les documents du *cas Blondeel* sont particulièrement intéressants pour l'histoire de l'Union des Principautés, pour la mise en évidence de l'importance intérnationale du *problème roumain.* Les preuves présentées par le diplomate en faveur de sa défense aident à réconstituer les phases de son voyage chez nous et font ressortir son écho et ses implications.

L'auteur publie maintenant quelques documents appartenant à un dossier en provenance de la légation belge à Athène. Ces documents ne lui ont été accessibles-dans leur forme complète — au moment où il rédigeait le premier article mentionné ci-dessus. Il s'agit de trois rapports sur la visite en Valachie et en Moldavie et de trois annexes concernant une commande d'armes faite par la Milice Moldave en Belgique, une lettre signée par M. Kogălniceanu et enfin une dépêche de Jacques Poumay, consul général de Belgique dans les Principautés, qui souligne la popularité dont jouit la candidature du prince de Flandre au trône de deux pays roumains.

Tous ces documents-dignes d'intérêt pour les informations contenues et qui s'ajoutent à celles déjà connues-aident à la reconstitution de l'atmosphère qui régnait dans les Principautés à la veille de la formation de l'état national roumain.

ANEXE+

I

No 9 Voyage Bucarest, 18 Decembre 1856

Monsieur le Comte,

Ma dernière lettre, n⁰ 8, est datée de Belgrade 28 Novembre

J'ai du séjourner dans cette ville jusqu'au 2 Decembre avec la crainte d'avoir à continuer mon voyage par terre ce qui eut été long, pénible et couteux, mais enfin les autorités autrichiennes, avec une obligeance extréme, saisissant un jour de dégel ont fait expédier un remorquer qui en trois jours m'a conduit à Ortzova où toute navigation est devenue impossible et j'ai continué ma route par terre jusqu'ici. À Tourno Severino, première ville de Valachie, le préfet m'a donné l'hospitalité et m'a fait conduire dans sa propre voiture jusqu'à Crayova, capitale de la petite Valachie, où arrivaient en même temps Monsieur Poumay, consul de Belgique et le jeune Prince Ghika neveau et aide de camp de son Altesse le Prince Kaimacan.

Les voyages en Valachie sont très couteux par le nombre fabuleux de chevaux qu'on attele aux plus legères voitures. Malgré tous mes efforts j'ai du me résigner au minimum de douze pour moi et de huit pour la charette contenant mes bagages. Du reste, par ordre supérieur la Poste n'a pas accepté de paiement et depuis la frontière je suis l'hote du pays. Le Prince Ghika et Monsieur Poumay m'ont amené deux voitures du gouvernement, vingt huit chevaux de poste ont été mis à ma disposition et partout sur la route des appartements étaient prépares.

J'en était de ménu à Bucarest, mais ici j'ai cru qu'il était plus convenable d'accepter l'hospitalité de Monsieur Poumay et de descendre au Consulat de Belgique précisement en face du magnifique logement déjà eclairé et chauffé pour me recevoir.

J'ai déjà échangé une visite avec son Altesse le Prince Caïmacan et plusieurs des agents étrangers et les principaux grands Boyards et déjà j'ai reçu plus de dix invitations. J'entre dans ces détails, Monsieur le Comte, parceque cet accueil est fait beaucoup plus au caractère qu'à la Personne et que ce que l'on fête en moi c'est le représentant du Roi Léopold et de la Belgique qui sont vénérées en Valachie comme ailleurs et plus encoré si s'est possible.

+ În cuprinsul dosarului provenit de la Atena, documentele nu sînt numerotate.

Je me trouve ici, Monsieur le Comte, sur un des théatres les plus intéressants de notre époque, je crois de mon devoir de l'étudier à fond et cette étude me sera facile car tous viennent à moi et je n'ai qu'a écouter pour tout savoir. Le terrain se divise : au point de vue extérieur : entre le consulat général de France qui veut la réunion et le consulat général d'Autriche qui ne la veut pas. Au point de vue de l'Intérieur, par trois partis : celui de la famille Ghika du Prince règnant, celui de l'ex Prince Știrbey et d'un troisième qu'on pourrait appeler celui des indépendants dont le nombres n'ont souvent de commun entre eux que de ne pas appartenir aux deux premières.

Au milieu de ces camps divers, plus passionnes au fond qu'à la surface je me suis imposé une regle de conduite dont rien ne me fera départir et qui ne permettra à personne de dire que je suis pour ou contre n'importe qui, n'importe quoi, si ce n'est pour le bonheur et la prospérité du pays, bonheur dont il ne m'appartient pas de donner la recette.

Ce que je puis déjà constater et que j'avais entendu depuis Constantinople, c'est que le pays consulté sur la question pure et simple de la réunion sera à peu près unanime dans sa réponse affirmative, car l'union est acceptée comme base d'opération de tous les partis, mais en allant au fond des choses ont reconnait bientôt tout ce qu'il y a de diversité sous cette apparent accord excepté sur un seul point : par union ils sous entendent tous le Prince étranger. Ce que je puis déjà affirmer, c'est que si l'on pouvait dire aux Moldo-Valaques : Vous n'aurez pas de Prince étranger, le tiers des unionistes se retirerait de la lutte et les intrigues des grands Boyards candidats du Hospodarat diviseraient le reste, et si l'on pouvait ajouter : l'action de la puissance suzeraine sera réduite aux stricte droit des capitulations et l'inviolabilité de votre territoire sera désormais garantie par toutes les puissances-les hommes les plus sérieux du pays se tiendraient *provisoiremen* pour satisfaits, mais j'ignore combien de temps cela durerait.

Mon intention, Monsieur le Comte, était de ne rester que sept jours à Bucarest. Je m'apperçois que pour bien juger ce pays intéressant à tant de titres, il me faudra d'avantage et j'espère me conformer au désir de Votre Excellence et du gouvernement du Roi en lui consacrant le temps strictement nécessaire pour en rendre un compte exact et détaillé. Je le repète, ce travail m'est rendu facile, chacun vient au devant de mon investigation, les chefs de tous les partis m'ont offert des mémoires confidentiels et le gouvernement et tous ministères se sont mis à ma disposition.

Malgré toute ma bonne volonté, Monsieur le Comte, je dois remettre encore la rédaction de mes rapports sur la partie de mon voyage sur la rive droite du Danube, mais je regarde la question assez importante pour être traités avec soin.

Veuillez agréer, Monsieur le Comte, l'assurance de la considération la plus haute avec laquelle j'ai l'honneur d'être

de Votre Excellence
Le très humble et très obéissant serviteur
Blondeel van Cuellebroeck

À son Excellance Monsieur le Comte Vilain XIIII, Ministere des Affaires Extrangères

II

N⁰ 12
Voyage
1 annexe

Bucarest, 25 Décembre 1856

Monsieur le Comte,

Malgré toute l'activité que j'y mets je n'ai pu achever encore la recolte des Documents et renseignements que je désire emporter complète. C'est une occasion unique peut être et je crois qu'il eut été maladroit de la négliger car il ne m'en coute qu'un peu de temps sans dépenses. Il n'y à pas un service public en Valachie sur lequel je n'ai un rapport détaillé et officiel, mais pour obtenir, comprendre, souvent copier et rectifier tous ces documents, Votre Excellence comprendra tout ce qu'il faut de labeur. Pour en finir, depuis deux jours, je n'ai plus accepté d'invitation et pour la dernière fois aujourd'hui je ferai une courte apparition à un grand Bal que S.A. Le Prince Caïmacan donne pour moi. Je me dis malade, ce qui est assez vrai et je ferme ma porte afin de pouvoir me mettre en route pour Iassi le 28 ou le 29 de ce mois.

Le voyage se continuera comme il a commencé, aux frais du gouvernement valaque, et il en sera de même en Moldavie ou mon longement est déjà preparé sur la route comme dans la capitale.

J'aurais voulu, Monsieur le Comte, avant de quitter Bucarest remettre à Votre Excellence au moins un résumé de mes observations sur l'état actuel et l'avenir de ce pays, mais il y a tant de questions posées, les considérations à faire valoir pour ou contre sont si nombreuses qu'il est bien difficile d'aborder la matière sans la traiter à fond. J'avais commencé cependant quand un personnage très haut placé dans l'estime et la considération publiques m'a remis un mémoire plus complet que les autres et qui emprunte une haute importance à la sage réserve si reconnue de son auteur. J'ai l'honneur d'en remettre ci-joint la copie à Votre Excellence mais non par la voie d'Allemagne pour satisfaire à la condition qui m'a été imposée.

Ce travail, Monsieur le Comte, est remarquable sous tous les rapports, irréprochable au point de vue historique toutes les questions y sont traitées avec une connaissance profonde et Votre Excellence peut l'accepter comme l'expression vraie et modérée de l'opinion nationale. Il n'y est rien dit de la réunion, mais cette réserve est superflue puisque l'auteur a du s'exprimer sur le Prince étranger, combinaison qui la présuppose. Il est un seul point sous entendu dans cette rapport et auquel je ne puis me ralliér c'est que l'opinion publique, en ce moment, du moins, resterait favorable à l'union avec un Prince indigène. Il serait naturel de croire que l'on accepterait l'union comme un relai logique et inévitable vers la Dynastie, mais il n'en est pas ainsi et le fait domine la logique. On pourrait l'expliquer du reste par l'ambition des grandes familles visant au hospodarat qui pourraient bien se sacrifier à l'intéret général devant un Prince étranger, mais qui reprendraient toutes leurs convoitises s'il s'agite d'indigener, et alors, ce n'est pas trop de deux Principautés pour permettre des transactions entre les candidats. Il y a plus. La majorité veut avant tout échapper à elle même, et elle s'oposerait à l'union, qu'au fond elle désire, pour éviter une dynastie *nationale* qu'il serait plus difficile de renverser si son avènement avait lieu dans les circonstances actuelles sous la garantie de toutes les puissances. Il y a la un puissant levier dont la Porte et l'Autriche pourront tirer grand parti si la France, qui n'a pas cru devoir s'expliquer sur le Prince étranger, ne se hâte de modifier son langage sous ce rapport.

Quoiqu'il en soit, Monsieur le Comte, si le Hospodar devait sortir de la libre élection, le Prince Alexandre Ghika, Caïmacan, qui aurait été nommé à une immense majorité il y a quelques mois n'aurait qu'une fraction insignante de votes, le Prince Știrbey n'aurait pas la moitié et le Prince Bibesco serait élu. Ce trois concurents ont tous gouverné déjà et leur mérite relatif ou leurs chances d'élections tiennent uniquement à l'époque plus au moins reculée de leur gouvernement : Bibesco a plus d'esprit, Ghika a plus de bonté, Știrbey plus d'esprit de suite et de science gouvernamentale, mais la conscience publique dans les moments de calme ne peut se dissimuler que beaucoup d'abus dont on accuse les princes Regnants sont bien plus le fait des circonstances, des moeurs corrompues de la nation que de l'homme qui gouverne — Aussi tout gouvernement actuel semble avoir pour première mission de justifier et de faire regretter celui qui l'a précédé.

Veuillez agréer, Monsieur le Comte, l'assurance de la considération la plus haute avec laquelle j'ai l'honneur d'être

de Votre Excellence
Le très humble et très obéissant serviteur
Blondeel van Cuellebroeck

À son Excellence

Monsieur le Comte Vilain XIIII, Ministre des Affaires Etrangères

III

N⁰ 13
Voyage
1 annexe

Iassy, 22 Janvier 1857

Monsieur le Comte,

Depuis ma lettre de Bucarest de 25 Décembre dernier, je n'ai pas eu l'honneur d'écrire à Votre Excellence. car ma santé depuis cette époque a été dans un état déplorable. Je n'ai pas quitter Bucarest que le 5 de ce mois et ce n'est que grâce aux moyens extraordinaires mis à ma disposition par les gouvernements de Valachie et de Moldavie que j'ai pu me faire transporter jusqu'ici, où je suis arrivé le 12, jusque là, ma maladie qui n'avait aucun caractère spécial, a pris celui d'un rhumatisme articulaire, et depuis le 14, je suis retenu au lit avec des douleurs insupportables.

Cette triste situation ne m'a cependant pas fait perdre de vue le but de mon voyage et j'ai recueilli ici comme à Bucarest les éléments les plus complets d'un rapport sur la situation, les ressources, l'avenir de ce beau pays.

Je me suis également occupé du choix d'un candidat pour le consulat Belge à Jassy et le résultat a dépassé mon espérance, pour une vile où le commerce étranger est tout entre les mains des Juifs.

Votre Excellence est déjà informé par la correspondance de Monsieur Poumay de la création à Iassy d'un banque nationale autorisée par office Princier, l'année passée (règne du Prince Ghika) cette concession n'a d'abord pas été ratifiée par la Sublime Porte, le gouvernement Impérial et Royal s'y approuvait, elle s'est instalée cependant et fonctionne en vertu des droits communs des capitulations, il paraît qu'aujourd'hui, cette apparition de l'Autriche a cessé et que l'autorisation serait incessamment donnée par la Turquie, mais en tous cas, je me suis assuré que l'établissement financier subsisterai toujours sous la direction de Monsieur Herman Niederhofheim et comp. C'est Monsieur Herman Niederhofheim que je prends la liberté de presenter à Votre Excellence, comme consul de Belgique à Iassy, en lui remettant, ci-joint, copie d'une lettre qu'il vient de m'adresser.

Monsieur Niederhofheim est né à Francfort en 1827, il doit être très connu à Bruxelles où il a séjourné pendant 2 1/2 ans, travaillant dans la maison Bischoffsheim, d'ailleurs, la confiance que les fondateurs de la Banque de Moldavie lui ont donnée en le nommant directeur avec un traitement considérable et une part de bénéfice peut nous servire de preuve efficace de son honorabilité, j'ajouterai seulement, que sa position ici este parfaitement honorable et qu'il jouit de la considération des membres du Gouvernement, des Agents de tous les pays et des notabilités de tous les partis, j'ai n'aurai, d'ailleurs, à moins de choisir dans les Boyards du pays, aucun autre candidat à présenter.

J'aurai quelques observations à soumettre à Votre Excellence sur les circonscriptions juridiques de nos Consulats en Orient, qu'il ne dépend pas de nous d'étendre ou de restreindre au de là, ou en de ça, des circonscriptions politiques et administratives du pays, mais je réserve la question pour le rapport général qui j'aurai à faire à la fin de ma mission.

La situation de la Moldavie est généralement plus tendue que celle de la Valachie, les efforts publics et ostensibles du Prince Ghika en faveur de la réunion, pendant les derniers mois de son règne, ont compromis beaucoup d'hommes et ont rendu inévitable pour le Caïmacan actuel, qui ne tient son droit et sa mission que de la Sublime Porte, une lutte qui n'est pas sans aigreur. J'ai vu les hommes de tous les partis et chacun en particulier est convaincu, ou feint de l'être, que son opinion sortira triomphante des Divans à nommer, il est difficil de prévoir qui l'emporterait si la question de la Réunion pouvait être posée, ce qui n'est pas encore le cas, et ce dont, à mon grand étonnement, on se préoccupe fort peu ici.

Les chefs unionistes et il y en a de très considérables, désavouent hautement l'esprit de *l'Etoile du Danube* qui s'imprime à Bruxelles, ils reconnaissent avec assez d'habilité que les tendances démocratiques et anti-russes de ce petit journal ne peuvent que compromettre leur cause auprès des seuls Puissances qui paraissent vouloir la défendre.

Avec un caractère aussi impressionable et aussi inconcistant que celui des Roumains il faut faire une large part à l'imprévu, mais s'ils ont eux mêmes à décider de leur destinée, ce qui est fort douteux encore, ce sera la plus ou moins grande habilité des Agents des Puissances intéressées dans la solution, qui la décidera, et sous ce rapport, les Moldaves jusqu'à présent, sont livrés è eux-mêmes.

Il me tarde, Monsieur le Conte, de pouvoir me mettre en route, je ne songe pas pour cela à attendre mon rétablissement, ce qui pourrait me menera trop loin ; une *voiture à lit* est déjà préparé et dans peu de jours j'espère pouvoir partir pour me rendre par petites journées à Galatz.

Je ne puis laisser ignorer à Votre Excellence la splendide hospitalité et tous les égards dont j'ai été l'objet de la part de son Excellence le Caimacan Monsieur Théodore Balsch, de tous ses ministres, du corps consulaires et des grands Boyards, je n'ai pu profiter des nombreuses invitations qui m'ont été faites, mais j'ai trouvé à Iassy un hôtel parfaitement instalée, où je suis traité aux frais du Pays, Monsieur le Colonel Ranetti de l'Etat Major du Caïmacan qui était venu m'attendre à la frontière, m'a été attaché pour tout le temps de mon séjour en Moldavie, cuisinier, domestiques, serviteurs et une loge aux deux théatres ont été mis à ma disposition.

J'aurai l'honneur d'écrire, ou du moins, de faire écrire à Votre Excellence de Galatz.

Monsieur Poumay qui a eu la bonté de m'accompagner ne me quittera que dans cette dernière ville.

Veuillez agréer, Monsieur le Comte, l'assurance de la considération la plus haute avec laquelle j'ai l'honneur d'être

de Votre Excellence
le très humble et très obéissant serviteur
Blondeel van Cuellebroeck

À Son Excellence
Monsieur le Comte Vilain XIIII, Ministre des Affaires Etrangères etc., etc.
Bruxelles

IV

N⁰ 15
1 annexe
Voyage

Galatz, 2 février 1857

Monsieur le Comte,

Pendant mon séjour à Iassy, j'ai cherché, comme toujours, à activer les relations de la Belgique avec ce Pays et j'ai obtenu un premier petit succès dont je viens rendre compte à Votre Excellence.

Comme résultat de conversations que j'ai eus avec Son Excellence le Caïmacan et Monsieur le Chevalier Skeletti *hetman* (chef de la Milice), ce dernier vint d'adresser à Monsieur Poumay la lettre dont j'ai l'honneur de Vous remettre ci joint copie.

Votre Excellence remarquera que dans cette première commande d'armes pour essai on espère que le Gouvernement Belge voudra bien intervenir pour constater que ces armes sont conformes à celles emploiées dans notre armée et cette intervention ne comportant aucune espèce de responsabilité, je me plais à croire que Votre Excellence ne la déclinera pas.

Quant à la demande d'un instructeur que l'on prie le Ministère de la Guerre de vouloir bien désigner, je crois pouvoir ajouter qu'il lui seul alloué des frais de voyage pour l'aller et retour, que son engagement sera au moins de trois ans, qu'il aura rang d'officier dans l'armée Moldave et un traitement annuel qui pourra aller jusqu'à 7 000 francs, du reste, Monsieur Poumay vient de répondre au chevalier Skelitti pour réclamer une procuration en régle dans laquelle tous ces points sont scrupuleusement déterminés.

Je me borne donc à informer Votre Excellence de ce qui a été fait jusqu'aujourd 'hui, réclamant ses bons offices en faveur du Gouvernement Moldave qui est on ne peut mieux disposé de traiter toujours et de préférence avec la Belgique et je laisse à Monsieur Poumay le soin d'informer ultérieurement V.E. des suites de cette affaire.

Veuillez agréer, Monsieur le Comte, l'assurance de la considération la plus haute avec laquelle j'ai l'honneur d'être de

Votre Excellence
les très humbles et le très obéissant serviteur
Blondeel van Cuelebroeck

A Son Excellence Monsieur le Comte Vilain XIIII, Ministere des Affaires Etrangèrs etc., etc., etc.

Iassy, 17/29 Janvier 1857

Principauté de Moldavie
Département Militaire
N⁰ 179
Annexe à la dépêche n⁰ 15

Monsieur le Consul Général,

S.E. Monsieur Blondeel, ministre Résident de S.M. le Roi des Belges, lors de son passage à Iassy a bien voulu donner au Gouvernement Moldave, l'espèrance qu'il trouverait

auprès du Gouvernement du Roi les facilités nécessaires relativement aux armes de munitions (sic) dont il désirerait de procurer dans les manufactures Belges pour les troupes de la Principauté.

D'après cela je suis chargé, d'abord de S.E. le Caïmacan, de m'adresser à Votre obligeance en vos priant, Monsieur, de bien vouloir faire, a ces manufactures, pour le compte du Gouvernement Móldave, une première commande de 96 carabines Minié et 720 fusils d'infanterie de ligne à percussion, suivant le model de construction et l'usage de l'armée Royale, et interposer Vos bons offices afin que la fabrication de ces armes soit placé sous la surveillance d'un officier competent.

Le gouvernement Moldave offre le prix de fr. 32 à fr. 36 pour fusil d'infanterie et de 60 à 70 francs par carabine Minié sauf a ce que le tout fut infailiblement livré au port de Galatz dans le courant d'Avril prochain ; il est entendre que les frais de transport seraient à la charge du Gouvernement Moldave. Les fusils ainsi que les carabines devont être accompagnés des moules nécessaires pour pouvoir fondre 50 bales d'un jet. On désire aussi savoir à quel prix reviendraient 200 000 capsules rendues à Galatz.

Si les armes sus mentionnées se trouvaient dés à présent en disponibilité aux manufactures, la livraison, dans ce cas, pourrait en être faite immédiatemment.

Le gouvernement Moldave, désirant en même temps avoir un instructeur pour le tire à la carabine Minié, vous prie, Monsieur le Consul Général, de lui préter aussi à cet égard Votre concours auprès du Gouvernement Royal afin qu'il autorise l'envoi en Moldavie d'un sous-officier de l'armée Belge, expert au maniement de cette arme ; le Gouvernement Moldave souscrit d'avancer aux conditions de l'engagement de ce militaire telles qu'elle seraient stipulées par le Gouvernement Royal.

En vous communiquant ce qui précéde, j'ai l'honneur de vous prie, Monsieur le Consul Général, de bien vouloir m'informer, pour ma régle, si le Gouvernement de la Principauté peut compter à ce sujet sur votre obligeante intervention auprès du Gouvernement Royal que vous représentez.

Je saisis avec empressement cette occasion de vous ofrir, Monsieur le Consul Général, les assurances de ma considération la plus distingué

Le commandant Général ad interim
des troupes Moldaves
Colonel chevalier Skelitti
(signé)

A Monsieur

Poumay Consul Général de Belqique dans les Principautés Moldo-Valaques.

V1

Annexe 3
Dépêche N⁰ 18

Bucarest, 7/91 février 1857

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de Vous confirmer ma lettre du 11 février dernier, depuis lors, j'ai été reçu par le Caïmacan qui m'a exprimé chaudement et à différentes reprises le bon souvenir qu'il a conservé de Votre Excellence ; il m'a chargé, Monsieur le Ministre, de Vous exprimer à l'avance sa reconnaissance s'il Vous plaisait, lorsque l'occasion se présentera à Constantinople, de rendre un compte exact de sa situation. Le Prince prétend, à bon droit, que l'on ne lui tient pas assez compte des difficultes que les circonstances lui ont faites et il est chagrin d'être continuellement en lutte soit avec les Agents des grandes Puissances, soit avec le parti Ştirbey, soit avec ses ministres qui sont incapables et dont la plupart appartiennent à la vieille Boyarrie, car c'est là qu'il a dû les choisir pour être agréable et soumis à la Porte.

Le Prince m'a dit aussi :

„J'ai pour Mr Blondeel la plus grande estime, j'ai de Lui la plus haute opinion car je connais son impartialité ; aussi j'espère que son court séjour parmi nous ne sera pas sans porter quelques fruits au pays ; Il aura aussi apprécié qu'il est plus difficile en Valachie que partout

ailleurs de *contenter son monde*, par cela même, qu'il est ignorant et ambitieux, et que chacun souhaitait être Prince ou au moins être ministre ; Mr Blondeel est le représentant d'une puissance neutre, mais très considérée, qui n'a nul intérêt direct dans nos affaires ; je suis donc persuadé que si Mr le Ministre* (2) *veut parler sa voix sera écoutée...* il serait même hereux pour nous, que quelques hommes capables et désintéresées dans la question, visitassent ce Pays, ce serait le seul moyen de nous connaître, car malheureusement je crains toujours que la connaissance arrivent ici (2) *avec un parti pris et adapté à la politique de leurs gouvernements*".

Le Prince est très inquiet car il a appris que les Agents des France et d'Angleterre se plaignaient beaucoup à Constantinople de son administration, il a même connaissance, sans doute, par des plaintes venues de la Porte, de ce qui a été écrit à son égard ; il voudrait par mon entremise (3) *Vous communiquer des faits qu'il Vous prierait de glisser en passant à Lord Stradfordt, M. Thouvenel et Reschid Pacha.*

Le Prince se méfie de plus en plus (3) *de Aristarky*[1].

J'ai fait la sourde oreille et j'ai imité l'atittude que Votre Excellence a toujours tenue vis à vis du Prince et des Boyards ; cependant j'ai promis à Son Altesse de Vous en écrire, sans toutefois lui promettre de réponse ; si Vous le jugez à propos, Monsieur le Ministre, veuillez me dire un mot à l'occasion à ce sujet, afin que je sache quel rôle je dois jouer.

Le Caïmacan et beaucoup d'autres personnes m'ont demandé si Vous étiez partisan de la Réunion ; personne n'a pu pénétrer Vos véritable sentiments à l'égard de cette question.

La plus grande agitation règne ici depuis l'article du *Moniteur français* (article du 5 février) qui a trait à la réunion.

On parle hautement mais très hautement (3) *Comte de Flandre* ; on a aussi parlé, mais très peu (3) *d'un Prince de Nassau.*

Depuis plusieurs jours je reçois beaucoup de visites, elles me sont faites par des hommes de tous les partis, tous parlent (3) *Comte de Flandre* comme d'un fait accompli ; plusieurs personnes sont allées plus loin et m'ont dit que l'article du Moniteur sur la Réunion des Principautés avait été publié après un rapport que Vous avez fait sur l'état où elles se trouvent etc. Que répondre à de pareilles absurdites ? Pourtant j'ai protesté hautement contre de semblables inventions ; — en dehors de cela, je reste tel que Vous m'avez vu, Monsieur leMinistre, et tel que Vous m'avez recommandé d'être, avec tout ce monde bavard et oisif, je pense beaucoup et parle fort peu ; depuis mon retour je sors très peur et ne vois, pour ainsi dire, que les personnes qui veulent bien venir chez moi.

Je ne suis pas encore allé chez le Prince Ştirbey, mais j'irai cette semaine ; il a parlé de Vous a plusieurs personnages que j'ai vous, entre autre Mano, Otételichano et Davilla, il a demandé souvent de vos nouvelles en se félicitant d'avoir fait Votre connaissance personnelle ; il classe Votre Excellence parmi les hommes les plus distingués qu'il connaît, c'est du reste le langage de tous ceux qui ont eu le bonheur de Vous voir ; ils ont gardé de Vous les meilleur souvenir et ne parlent de Vous qu'avec enthousiasme.

Je sais, Monsieur le Ministre, que tout cela Vous importe peu, mais si je me permets de vous en parler en particulier, c'est que tiens à constater sous ces petits faits qui dans ce Pays ont une importance réelle, car on juges ici un Pays par les hommes qui le représentent, depuis Votre séjour à Bucharest, je m'aperçois que la Belgique a beaucoup grandi aux yeux des Valaques. Cela ne me fait peut être pas honneur qu'il ait fallu Votre présence pour apprécier notre Pays ; mais j'en ai la conscience nette, j'ai toujours fait ce que j'ai pû et aujourd'hui je crois faire ce que je dois en Vous disant ce qui est.

Le Prince Constantin a dû Vous écrire par le même Courrier. Nous avons dîné chez le Baron jeudi. Son *rond de boeuf* n'était guère mieux réussi que son jambon, mais la cave du Baron est si bonne qu'elle rend indulgent pour la cuisine.

J'ai bien reçu la dépêche télégraphique que Vous m'avez fait l'honneur de m'adresser de Galatz ; je suis très inquiet et ne puis comprendre ce détour par Odessa ; quoiqu'il en soit, j'espère que Vous serez arrivé sans accident et surtout bien portant à Constantinople.

Ma lettre est déjà très longue et Vous en nuiera peut être ; je laisse donc pour ma prochaine encore quelques lignes qui Vous donneront un petit compte rendu des agréables souvenirs que Vous avez laissez dans l'esprit de la plus belle moitié du genre humain. Cette moitié s'intéresse beaucoup à Vous.

---

[1] Son chargé d'affaires à Constantinople avec fr. 140 000 de traitement.

* Frazele subliniate care urmează, precedate de cifra care indică probabil, însemnele codului, sînt cifrate. Dedesubt, destinatarul a inserat traducerea.

J'attends, Monsieur le Ministere, de Vos bonnes nouvelles avec la plus vive impatience et reste avec un profond respect, Votre très dévoué et très obéissant serviteur

(signé) Jacques Poumay

Le Baron, Colquhoun, Danillo, Théof etc. etc. me chargent de mille compliments.

A son Excellence Monsieur Blondeel van Cuelebroeck, Ministre Résident de S.M. le Roi des Belges près la Sublime Porte etc. etc.

Constantinople

Annexe 4ème
Dépêche N° 18

V₂

Monsieur le Ministre,

Ainsi que j'ai déjà eu l'honneur de Vous entretenir ce matin, permettez-moi d'exprimer encore une fois à Votre Excellence tous mes regrets sur la maladresse que l'Etoile du Danube a commise, en insérant dans ses colonnes une correspondance de Bucharest, dans laquelle on trouve une narration inexacte sur Votre séjour en Valachie. Je suis convaincu que mieux informé, ce journal sera le premier a désapprouver tout autant que moi ce fait erroné et contraire aux sentiments tous de bienveillance et de sympathie que Vous avez énoncés en faveur des Roumains. J'ai donc immédiatement télégraphié à Bruxelles, et j'ai fortement engagé le rédacteur de désavouer formellement toute la partie de la correspondance se rapportant à Votre séjour à Bucharest.

De plus, une lettre de moi lui sera adressé aujourd'hui même, pour lui donner des détails exacts sur cet incident des plus fâcheux pour nous, ainsi que sur l'accueil tout sympathique que Votre Excellence a fait à tous ceux qui ont eu l'honneur de faire Votre connaissance. Je ne manquerai pas non plus de lui faire part du vif et chaleureux intérêt que Vous avez témoigné en faveur de l'avenir de notre patrie.

Veuillez, Monsieur le Ministre, considérer cette lettre comme accomplissement d'un devoir envers moi-même, comme un hommage à la vérité ; et agréez à cette occasion l'assurance de la considération toute distinguée, avec laquelle j'ai l'honneur d'être

de Votre Excellence

le très humble et très obéissant serviteur

(signé) M. Kogalnitchan

Iassy, le 14/26 Janvier 1857

A son Excellence Mr Blondeel van Cuelebroeck, Ministre etc. etc.

POZIŢIA PARTIDULUI NAŢIONAL LIBERAL PRIVIND SOLUŢIONAREA PROBLEMEI AGRARE DIN ROMÂNIA LA SFÎRŞITUL SECOLULUI AL XIX-lea ŞI ÎNCEPUTUL SECOLULUI AL XX-lea

DE

GHEORGHE IACOB

La sfîrşitul secolului al XIX-lea şi începutul secolului al XX-lea întregul proces de dezvoltare al României este circumscris efortului general pentru împlinirea idealului naţional; dorinţa Unirii era împărtăşită deopotrivă de românii din Regat cu cei din provinciile asuprite, de toate clasele sociale, de toate forţele politice. În aceste decenii, procesul de integrare a României în Europa capitalistă se intensifică, cuprinde noi laturi şi aspecte ale vieţii social-economice, ritmul său se accelerează continuu. Procesul de modernizare nu se desfăşoară, însă, în mod uniform, cu rezultate egale pentru toate domeniile de activitate; ca urmare, imaginea procesului de dezvoltare social-economică prezintă alături de rezultate comparabile cu cele din ţările dezvoltate şi multe — uneori grave — neîmpliniri. Faptul are multiple semnificaţii, între care: stadiul de dezvoltare a ţării, perioada relativ scurtă în care se petrec aceste transformări, mai ales dacă luăm în considerare efectele convenţiei cu Austro-Ungaria, crizele economice; raporturile economice inechitabile cu statele capitaliste dezvoltate; complexitatea şi numărul mare de probleme —vechi şi noi — care trebuiau rezolvate.

Între acestea, este incontestabil că problema agrară reprezenta „piatra unghiulară" a vieţii social-economice şi politice; este, de aceea, dificilă încercarea — indiferent în ce context şi din ce perspectivă — de a o pune în discuţie, avînd în vedere şi faptul că bibliografia constituită pînă în prezent este deosebit de bogată.[1]

---

[1] Fireşte, nu vom prezenta aici întreaga bibliografie ; amintim, totuşi, cîteva titluri semnificative (în afara izvoarelor) : * * * *Marea răscoală a ţăranilor din 1907*, Ed. Acad. R.S.R., Bucureşti, 1967 ; Vintilă I. Brătianu, *Foloasele exproprierii*, Bucureşti, 1914 ; Idem, *Învăţăminte. Politica externă şi reformele liberale*, Bucureşti, 1914 ; Const. Corbu, *Rolul ţărănimii în istoria Romaniei (secolul XIX)*, Ed. Ştiinţ. şi Enc., Bucureşti, 1982 ; G.D. Creangă, *Consideraţiuni generale asupra reformelor agrare şi aupra exproprierei*, Bucureşti, 1913 ; Gh. Cristea, *Contribuţii la istoria problemei agrare in România. Învoielile agricole* (1866—1882). *Legislaţie şi aplicare*, Ed. Acad. R.S.R., Bucureşti, 1977; N. Filipescu, *Revizuirea Constituţiei. Exproprierea şi reforma electorală...*, Bucureşti, 1914 ; Ion Ilincioiu, *Ţăranii, pămîntul şi moşierii în România, 1864—1888*, Ed. Politică, Bucureşti, 1982 ; M. Iosa, *Relaţiile agrare din România în deceniul premergător primului război mondial*, „Rev. de istorie", t. 35, 2/1982 ; V.M. Kogălniceanu, *Chestiunea ţărănească*, Bucureşti, 1906 ; Gh. Platon, *România la sfîrşitul secolului al XIX-lea. Observaţii*

Conştienţi de aceste dificultăţi, ne propunem să aducem în discuţie doar un singur aspect — edificator pentru evoluţia problematicii—şi anume poziţia P.N.L., insistînd asupra soluţiilor propuse pentru rezolvarea acesteia.

Pentru realizarea acestui obiectiv este — credem — necesar să fie prezentate mai întîi cîteva din trăsăturile şi elementele specifice problemei agrare în perioada istorică menţionată. Subliniem de la început unitatea componentelor sale de ordin social, economic, politic, naţional; de aici necesitatea unei abordări globale, de a avea mereu în vedere toate aspectele sale, chiar dacă discuţia insistă doar asupra unuia dintre ele; astfel, spre exemplu, rezolvarea problemei agrare nu poate fi înţeleasă decît în raport direct cu rolul ce revenea ţăranilor în viaţa politică, cu procesul de democratizare a societăţii.

O altă trăsătură se referă la *raportul specific stabilit între industrie şi agricultură*, ramuri care au cunoscut ritmuri diferite de dezvoltare. După cum este bine ştiut, modernizarea României — proces în care un rol preponderent l-a jucat industrializarea — s-a realizat într-un ritm rapid, „arzînd etapele", ritm care nu a caracterizat, însă şi agricultura, a cărei dezvoltare va urma cunoscuta „cale prusacă". Se poate spune, chiar, că succesele industrializării, se bazau pe rezultatele muncii din agricultură, care erau obţinute nu atît prin modernizare, cît mai ales prin intensificarea muncii ţăranilor. Prin urmare, raportul industrie/agricultură/oraş/sat apare defavorabil celui de al doilea factor.

O trăsătură esenţială a problemei agrare o constituie cea privind *specificul relaţiilor de producţie* existente în agricultură. A defini acest specific[2] este — nu spunem o noutate — dificil; ca urmare, se poate apela la o cale indirectă pentru a-l surprinde şi anume ne vom opri asupra „punctelor nodale" şi fenomenelor specifice problemei agrare în această perioadă istorică. Astfel, trebuie menţionată mai întîi *Legea agrară de la 1864*, care a asigurat cadrul evoluţiei agriculturii şi, implicit, al problemei agrare pînă la primul război mondial. Contextul în care s-a dat legea, raportul de forţe politice dintre burghezie şi moşierime la acea dată, efectele pozitive şi negative au fost analizate în numeroase lucrări şi studii. Pentru obiectivele demersului nostru, ni se pare necesar să insistăm asupra unui singur aspect care ne ajută în explicarea atitudinii faţă de problema agrară. Legea prevede că sumele despăgubirii plătite de ţărani reprezentau contravaloarea sarcinilor de clacă, de care sătenii fuseseră eliberaţi *şi nu* contravaloarea pămîntului primit, pe care ţăranii deveniseră proprietari. Motivaţia acestei prevederi se află în dorinţa claselor dominante de a elimina pe viitor posibilitatea ca ţăranii să mai ceară pămînt, prin despăgubire. „Nemaiexistînd în viitor clăcaşii, nici nu se

---

privind specificul dezvoltării, în vol. „Stat-societate-naţiune. Interpretări istorice", Ed. Dacia, Cluj-Napoca, 1982 ; * * * * *Relatii agrare şi mişcări ţărăneşti în România (1907—1921)*, Ed. Politică, Bucureşti, 1967 ; Radu Rosetti, *Pentru ce s-au răsculat ţăranii*, Bucureşti, 1908 ; * * * *Condiţiile istorice ale apariţiei şi dezvoltării clasei muncitoare din România. Făurirea şi afirmarea partidului său politic* (1821—1893), Ed. Politică, Bucureşti, 1984 ş.a.

[2] Este bine cunoscută caracterizarea dată de C. Dobrogeanu-Gherea *relaţiilor de producţie din agricultură*. (*Neoiobăgia*, Bucureşti, 1910, pp. 369—370) ; evident, Gherea a exagerat ponderea rămăşiţelor feudale şi a subestimat nivelul dezvoltării relaţiilor capitaliste ; prin aceasta, însă, nu se diminuează valoarea observaţiilor sale asupra specificului relaţiilor existente în agricultură. De altfel, C. Dobrogeanu-Gherea a revenit asupra problemei privind stadiul şi direcţiile dezvoltării României în studiul *Asupra socialismului în ţările înapoiate* (în vol. *Scrieri social-politice*, Ed. Politică, Bucureşti, 1968).

mai putea solicita eliberarea de asemenea sarcini și nimeni nu mai putea concepe o nouă împroprietărire în numele principiului adoptat la 1864"[3]. Argumentul cel mai temeinic al acestei viziuni îl furnizează însuși autorul legii, Mihail Kogălniceanu, care spunea în ședința parlamentului, din 1 iunie 1862: „... dacă am hotărî că pămîntul trebuie să se plătească știți domnilor, ce facem prin aceasta. Facem însăși împroprietărirea funciară nesigură, recunoaștem că ea poate oricînd a se expropria în folosul gloatelor, îndrituim generațiile viitoare ale țăranilor, ca și ele să vină să reclame pămînt ... Claca este muncă silită, este un vestigiu al feudalității; răscumpărîndu-se aceasta, nu mai există în România clăcași; proprietatea devine absolută și în mîna proprietarilor de moșii și în mîna țăranilor, fiecare pe partea sa, mare sau mică, și cînd în viitor s-ar mai înfățișa țărani care să ceară pămînt , atunci și proprietarii vor fi în drept să răspundă: voi n-ați fost clăcași, nu vă datorăm și nu ne datorați nimic; proprietatea este sfîntă"[4]; ideea este reluată într-un discurs din Adunarea Deputaților, la 11 februarie 1882: „prin legea din 15 august 1864, chestiunea socială, revoluțiunea dintre proprietari și dintre muncitori și-a luat sfîrșit. Acea lege s-a garantat prin constituțiunea din 1866 și nimănui nu-i este permis astăzi de a mai zice că se mai poate da țăranilor sau se mai poate lua proprietarilor. Prin urmare, antagonismul dintre țărani și proprietari nu mai există, fiindcă și unii și alții sînt proprietari"[5]. Poziția de clasă exprimată în această idee este cît se poate de clară; ea explică evoluția soluțiilor formulate pentru rezolvarea problemei agrare, amînarea momentului unei noi reforme.

Structura proprietății la sfîrșitul secolului al XIX-lea și începutul secolului al XX-lea o găsim menționată în mai multe surse ale vremii; datele nu concordă, dar nici diferențele nu sînt prea mari. Conform informațiilor furnizate de G. D. Creangă, 4171 proprietăți depășind 100 ha, însumau 3.810.351 ha (54,72%), iar 920 939 țărani — cu proprietăți pînă la 10 ha — dețineau 3 153 645 ha (45,28%)[6], Folosind alte date statistice[7], Mircea Iosa întocmește următorul tabel[8]:

Proprietatea în cifre absolute		%	Suprafața în cifre absolute	%
Pînă la 50 ha;	957 257	99,1	3 849 598	49,18
Peste 50 ha;	7 790	0,9	3 977 198	50,82

[3] Cf. Ion Ilincioiu, *op. cit.*, p. 89 ; fără a fi de acord cu maniera în care autorul discută atitudinea partidelor politice față de problema agrară (pp. 194 și urm.), apreciem calitatea lucrării.

[4] D.C. Sturza-Scheeanu, *Acte și legiuiri*, II, pp. 549—550, apud Ion Ilincioiu, *op. cit.* p. 90

[5] Radu Rosetti, *Acte și legiuiri*, I, Ploiești, 1907, p. 132, apud I. Ilincioiu, *op. cit.*, p. 89

[6] C.D. Creangă, *Proprietatea rurală în România*, București, 1907, p. XLVI—XLVII

[7] Mircea Iosa, *Relațiile agrare din România în deceniul premergător primului război mondial*, în „Rev. de istorie", t. 35, 2/1982

[8] *Ibidem*, p. 207

Autorul conchide că ţăranii (99,1% dintre agricultori) posedau mai puţin de jumătate din suprafaţa agricolă; iar dacă la cele aproape 4 milioane ha deţinute de marea proprietate, se adaugă pădurile, reiese că marii proprietari deţineau 6 450 000 ha (60%) din totalul terenului agrosilvic, iar ţăranii 4 150 000 ha (39%)[9].

Din aceste date statistice se evidenţiază cu claritate situaţia extrem de grea a ţărănimii. Pentru importanţa sa în înţelegerea problematicii şi mai ales a evoluţiei forţelor politice faţă de „chestiunea agrară", subliniem faptul că, deşi în structura proprietăţii au avut loc o serie de mutaţii între anii 1864 — 1914, lipsa de pămînt a ţărănimii „nu este *consecinţă a evoluţiei*, care a urmat reformei din 1864, este *rezultatul stabilizat* al reformei însăşi, a consacrării stadiului la care ajunsese proprietatea moşierească în urma unei îndelungate evoluţii istorice"[10].

Un alt „punct nodal" al problemei agrare îl reprezintă *legislaţia de excepţie* adoptată după reforma din 1864, care a funcţionat, cu modificările cunoscute, pînă la sfîrşitul perioadei aflate în atenţia noastră. Referindu-se la semnificaţia legii întocmelilor agricole din 1866, Radu Rosetti considera că „nouăzecişicinci de sutimi ale naţiunii române (se referă la românii din Regat — n. n.) erau prin această lege puse în afară de orice lege"[11], apreciere pe care o formulează şi Lucreţiu Pătrăşcanu[12]. Toate legile de învoieli agricole, prevăzînd execuţia excepţională, s-au caracterizat prin încălcarea principiilor constituţionale, stabilind un regim inegal, care favoriza, evident clasele dominante; ele conţineau obligaţii şi sancţiuni pentru săteni şi favorizau — şi prin neclaritatea voită a unor articole — abuzurile şi arbitrariul[13]. Alături de efectele legii rurale din 1864[14], grava insuficienţă a pămîntului, regimul învoielilor agricole va constitui una din cauzele mişcărilor şi răscoalelor ţărăneşti de la sfîrşitul secolului al XIX-lea şi începutul secolului al XX-lea.

Dintre *fenomenele specifice* problemei agrare în această perioadă istorică, menţionăm mai întîi, faptul că acum continuă procesul de *mărire a suprafeţelor cultivate cu cereale*, în vederea asigurării exportului, dar în detrimentul păşunilor[15], ceea ce va afecta creşterea animalelor de către ţărani, care nu aveau asigurată hrana acestora. De la 1860 la primul război mondial, suprafaţa însămînţată cu cereale a crescut de două ori şi jumătate, iar cea ocupată cu păşuni şi fîneţe a scăzut la jumătate[16].

Are loc, totodată, o continuă creştere a *preţului pămîntului* şi, în consecinţă, şi a arenzilor, o sporire deci a obligaţiilor impuse ţăranilor, intensifi-

---

[9] *Ibidem*; vezi şi A. Garoflid, *op. cit.*, p. 76

[10] Gh. Platon, *Istoria modernă a României. Partea I (1821—1878). Partea a II-a (1878—1918)*, Univ. Al. I. Cuza, Iaşi, 1982, 1983, p. 380

[11] Radu Rosetti, *op. cit.*, p. 447

[12] Lucreţiu Pătrăşcanu, *Un veac de frămîntări sociale. 1821—1907*, Ed. Politică, Bucureşti, 1969; „Legea tocmelilor agricole — scria autorul — a scos întreaga ţărănime, proaspăt liberată de jugul boierescului, de sub puterea legilor obişnuite şi a Constituţiei, dînd-o pradă, legată de mîini şi de picioare, marilor proprietari..." (p. 266)

[13] Gh. Cristea, *op. cit.*, p. 192; v. numeroase exemple de abuzuri în C. Corbu, *op. cit.*, pp. 39 şi urm.; I. Ilincioiu, *op. cit.*, pp. 146 şi urm.

[14] V. pe larg I. Ilincioiu, *op. cit.*, pp. 41—91

[15] Vintilă I. Brătianu, *Chestia ţărănească în România*, „Voinţa naţională", XXIV, nr. 6 489, 10/23 ian. 1907

[16] Gh. Platon, *Istoria modernă a României*, partea a II-a, p. 231

carea muncii lor fiind principala sursă de creştere a veniturilor pentru proprietari şi arendaşi. Pe de altă parte, *preţul muncii ţăranului este foarte mic*, datorită surplusului de forţă de muncă, la care trebuie adăugate efectele condiţiilor în care se făcea plata acestei munci (de cele mai multe ori în avans, adăugîndu-se şi dobînzi ridicate)[17].

S-a manifestat în această perioadă o *presiune demografică*, deoarece raportul dintre populaţie şi suprafaţa cultivată era mai mare decît în ţări cu agricultură intensivă; „iar faţă de zilele de muncă pe care le reclama tehnica agricolă şi faţă de salariile ce poate distribui producţia mică — scria C. Garoflid — o suprapopulaţie“[18]. Un alt fenomen caracteristic acestei perioade îl constituie — cum bine se ştie — *trusturile arendăşeşti* — dintre care multe aparţineau străinilor; în 1913, 53,7% din suprafaţa moşiilor mai mari de 100 ha era arendată; după alţi autori, proporţia era de 70%[19]. Referitor la al doilea aspect, de menţionat că în preajma anului 1907, aproximativ 900 000 ha erau arendate la străini, israeliţi sau bulgari. „Nu exista o altă ţară atunci cu o proporţie atît de mare de arendaşi străini şi nici cu o medie atît de mare... de pămînt arendat“[20]. Efectele arendăşiei pentru situaţia ţărănimii sînt evidente, avînd în vedere că singurul scop al arendaşilor era să scoată un venit cît mai mare într-un timp cît mai scurt, obiectiv realizat prin exploatarea muncii ţăranilor.

O mare amploare luase în lumea satelor *cămătăria*, afectînd pe diverse căi nivelul de viaţă al ţărănimii. Insuficienţa ofertei de credit din partea statului pentru ţărănime [21], o lăsa la discreţia proprietarului sau arendaşului, ale căror credite erau puse la dispoziţie contra muncă ; o muncă, însă, care întrecea înzecit — datorită dobînzilor mari — banii împrumutaţi ; în acest fel, cămătăria întreţinea sărăcia şi o agrava.

Mai trebuie avute în vedere *crizele economice* şi *seceta*, care au bîntuit mulţi ani în această perioadă, fenomene care au lovit tragic ţărănimea. *Foametea* obliga ţăranii să-şi amaneteze forţa de muncă pentru ani în şir, amînîndu-se *sine die* momentul eliberării de dependenţa faţă de proprietari sau arendaşi. Aşa cum declara I. G. Duca, în A.D., la 5 ian. 1908, „La noi răscoalele şi foametea erau endemice. De vreo 20 de ani am înaintat distribuind cu o mînă gloanţe, cu cealaltă porumb“ [22]. Foametea devenise un flagel cronic. Folosind datele din *Anuarul Statistic al României*, publicat de Ministerul de Finanţe, în 1904, C. Stere constata că ţăranul român „e tot mai flămînd“. Aşa cum rezultă din tabelul întocmit cu acest prilej, consumul de porumb pe cap de locuitor scăzuse de la 230 kg în 1876 la 146 kg în anii 1901/1903 [23].

---

[17] I. Bulei, *Lumea românească la 1900*, Ed. Eminescu, Bucureşti, 1984, p. 151

[18] C. Garoflid, *op. cit.*, p. 12 ; v. şi I. Bulei, *op. cit.*, p. 152

[19] M. Iosa, *op. cit.*, p. 211

[20] I. Bulei, *op. cit.*, p. 150. În Adunarea Deputaţilor, se arăta că 34% din arendaşii comunelor rurale erau străini, iar în unele părţi din Moldova, chiar 80%. (* * * *Istoria Parlamentului şi a vieţii parlamentare în România pînă la 1918*, Ed. Acad. R.S.R., Bucureşti, 1983, p. 350)

[21] I. Ilincioiu, *op. cit.*, pp. 176—178

[22] Apud Damian Hurezeanu, *Problema agrară şi lupta ţărănimii din România la începutul secolului al XX-lea (1904—1906)*, Ed. Ştiinţ., Bucureşti, 1961, p. 6

[23] C. Stere, *Foametea constantă şi chestia agrară*, în * * * *C. Stere, Scrieri*, Ed. Minerva, Bucureşti, 1979, p. 344

Din cele prezentate, rezultă cît se poate de limpede că moștenirea trecutului a jucat un rol însemnat în evoluția problemei agrare și după legea din 1864 ; în același timp, raportul de forțe politice, căile și ritmul modernizării țării determinau și erau determinate la rîndul lor de specificul relațiilor din agricultură.

După conturarea principalelor aspecte ale problemei agrare în această perioadă istorică, în prezentarea și explicarea soluțiilor oferite, o primă orientare ne este oferită de maniera în care erau formulate *cauzele* problemei agrare. În acest sens, un prim moment de referință îl poate reprezenta răscoala țărănească de la 1888. Manifestul Partidului Național Liberal către alegători, din 11 septembrie, deși recunoștea necesitatea continuării preocupărilor pentru îmbunătățirea soartei sătenilor, considera că răscoalele nu erau urmarea „existenței și cerințelor imperioase ale unei chestiuni sociale“, ci a unor uneltiri dinăuntru și din afara țării, avînd la origine interese politice [24]. „Tema“ agitatorilor — socialiști, ai partidului din opoziție sau străini — va constitui o permanență în arsenalul liberal [25], dar și conservator în explicarea cauzelor ridicării la luptă a țărănimii. Un leit motiv al dezbaterilor asupra cauzelor va fi precizarea că nu lipsa de pămînt determina nemulțumirile și răscoalele țăranilor, ci lăcomia „unora“ împotriva țăranilor și slaba administrație [26]. Cu un an înainte de marea răscoală de la 1907, se scrie că la originea nemulțumirilor se află nepotrivirea de interese dintre proprietari (arendași) și țărani ; problema agrară, „departe de a fi o chestie de pămînt“, era de fapt o problemă de reglementare a muncii pe baze moderne [27].

Există, însă, și intervenții ale unor lideri ai partidului, care încearcă să explice cu o paletă mai largă de argumente cauzele chestiunii agrare. M. G. Orleanu, în discursul său în Senat, la 14 decembrie 1905, aprecia că între cauzele situației din agricultură se aflau fărîmițarea pămîntului primit de țărani prin reformă, arenzile mari (raportul cerere-ofertă defavoriza pe țărani), politica de spoliere a trusturilor arendășești, corupția administrației [28]. Și Vintilă I. Brătianu, într-un articol publicat în ziarul „Tribuna“ și reluat în „Voința națională“ încearcă să ofere explicații mai complexe : reducerea treptată a terenurilor cultivate de săteni și a pășunilor pe care le foloseau aceștia, lipsa înlesnirilor de credit, inferioritatea mijloacelor de cultură, creșterea chiriei pentru pămînt, sporirea impozitelor, cămătăria, spolierea practicată de proprietari și arendași, insuficientele posibilități ale industriei de a oferi mijloace de trai celor plecați de la sate [29].

Marea răscoală de la 1907 a obligat oamenii politici să abordeze problema agrară sub toate aspectele ei. Sintetizînd opiniile liberarilor asupra cauzelor chestiunii agrare, constatăm ca prioritare, dar și statistic, următoarele cauze :

---

[24] Cf. *P.N.L. Manifestul către alegători, 11 septembrie 1888*, în D.A. Sturdza, *Partidul Național Liberal de la 1876 la 1888*, pp. 75–76

[25] V. spre exemplu, discursul lui M. Pherekyde, ministru de interne, în A.D., la 21 ian. 1899, publicat în „Voința națională“, XVI, nr. 4 199, 23 ian./4 febr. 1899

[26] *Chestiunea țărănească*, „Voința națională“, XVI, nr. 4 212, 10/12 febr. 1899

[27] *Liberali și bizantini*, „Voința națională“, XXIII, nr. 6 239, 25 aug./2 sept. 1906

[28] Supliment la „Voința națională“, XXIII, nr. 6 204, 13/26 ian. 1906

[29] Vintilă I. Brătianu, *Chestia țărănească din România...*, v. și G.A. Sturdza, *Discurs în Senat*, șed. 17 martie 1905, în *Trei cuvîntări rostite în Senat...*, p. 6

abuzurile trusturilor arendășești [30] și mai ales cele ale străinilor [31]; regimul nedrept al învoielilor agricole [32]; lipsa de preocupare și abuzurile administrației, care au dus la cristalizarea ideii în conștiința țăranillor că nu pot căpăta dreptate „față de cel mai tare" [33]; fiscalitatea excesivă [34]; lipsa de credite ieftine, de islazuri, defectuosul drept de moștenire, lipsa de cultură a țăranilor [35]. Într-o serie de intervenții, se vorbește și despre cauzele „adînci" ale chestiunii agrare, ce decurgeau din felul cum se realizase legea de la 1864 [36], din structura proprietății, care opunea latifundiile unei proprietăți mici fărîmițate [37]. Lipsa pămîntului nu apare menționată ca o cauză importantă, faptul demonstrînd limitele în care își permiteau liberalii să propună soluții, chiar și după înăbușirea răscoalei de la 1907.

Stăruind în continuare asupra orientărilor liberale privind soluționarea problemei agrare, notăm mai întîi că P.N.L. s-a declarat permanent apărător al proprietății [38]; ca urmare, pînă la 1907, principala soluție formulată de liberali privind problema agrară este cea a vînzării de pămînturi din domeniile statului [39], țăranii urmînd a fi susținuți de către stat, mai ales prin credite. Casa rurală va constitui principalul obiectiv al liberalilor în acțiunea de sprijinire a țărănimii pentru a cumpăra pămînt [40]. Cu prilejul discutării în A.D., la 12 martie 1903, a legii băncilor populare, Vintilă I. Brătianu aprecia că, atunci cînd țăranul va avea credit la dispoziția lui, și-l va întrebuința bine, problema țărănească va fi rezolvată[41]. Creditele oferite țăranilor trebuiau să aibă ca efect întărirea micii proprietăți, lărgirea acestui sector în raport cu marea proprietate. Trebuie să remarcăm, totodată, un alt aspect semnificativ; liberalii, ei înșiși mari sau mijlocii proprietari, apărau marea proprietate, însă o proprietate exploatată într-un mod capitalist și nu cu mijloacele proprii fostului boier, devenit acum capitalist, care arendează, nu investește și trăiește

---

[30] V. în acest sens: *În chestia trusturilor din Moldova de Sus*, „Voința națională", XXIV, nr. 6 534, 6/19 martie 1907; *Răscoala și guvernul, loc. cit.*, nr. 6 537, 9/22 martie 1907; *Tulburările din Moldova, loc. cit.*; *Pedeapsa noastră, loc. cit.*, nr. 6 538, 10/23 martie 1907

[31] V. D.A. Sturdza, *Discurs în Senat*, 20 febr. 1907, în *Patru cuvîntări din 1907...*, p. 65; Idem, *Memoriu asupra legilor agrare din România*, București, 1914, p. 106; I.I.C. Brătianu, *Discurs în A.D.*, 3 martie 1907, în *Discursurile...*, II, pp. 436—437; *Pregătiri de măcel*, „Voința națională", XXIV, 27 febr./2 martie 1907; *Mișelia lui Calman Fisher, loc. cit.*, nr. 6 540, 13/26 martie 1907

[32] G.D. Creangă, *Considerațiuni generale asupra reformelor agrare...* p. 20; I. Gh. Duca, *Discurs rostit la Legea pentru învoieli agricole, 12 dec. 1907, București, 1908, p. 7*

[33] Vintilă I. Brătianu, *Învățăminte...*, pp. 84—85

[34] *D.S. Constituanta*, 1914/1915, 1915/1916, p. 407

[35] Vintilă I. Brătianu, *Crize de stat. 1901—1907—1913*, București, 1913, p. 13; G.D. Creangă, *Considerațiuni...*, p. 12

[36] Cf. G.D. Creangă, *Considerațiuni...*, p. 7; I.I.C. Brătianu, *Discurs în A.D.*, 12 iunie 1907, *Discursurile...*, II, p. 456

[37] I.I.C. Brătianu, Discurs în A.D., 14 dec. 1907, *Discursurile...*, II, p. 477; Th. C. Aslan, considera că principala cauză a situației grele a țărănimii era fărîmițarea proprietății (Th. G. Aslan, *Politica agrară în România*, București, 1909, p. 192)

[38] V. V. Lascăr *Discurs.* în A.D., 25 febr. 1897, *Discursuri politice*, vol. I, București 1912, p. 298; I.I.C. Brătianu, *Discurs în A.D.*, 18 martie 1905, *Discursurile*, II, p. 137; Vintilă I. Brătianu, *Primejdii* (II), „Voința națională", 6002/28 aprilie/11 mai 1905, în *Scrieri și cuvîntări*, vol. I, București, 1937, p. 212

[39] Cf. *** *Istoricul P.N.L. de la 1848 pînă azi*, București, 1923, pp. 163—164

[40] G.D. Creangă, *Proprietatea rurală și chestiunea țărănească*, București, 1905, pp. 49—51; I.I.C. Brătianu, *Discurs în A.D.*, 4 martie 1905, *Discursurile...*, II, p. 124; Idem, *Discurs la o întrunire liberală*, 26 ian. 1905, *Discursurile....*, II, p. 86

[41] Vintilă I. Brătianu, *Scrieri și cuvîntări....*, I, p. 123

numai din intensificarea muncii ţăranului. Latifundiile exploatate astfel erau privite ca un pericol pentru stat. Dar, „Acolo unde, dimpotrivă, proprietarul are o aşezare trainică, unde exploatează singur, în mod cuminte şi cumpătat (!), unde nu e împovărat de datorii, unde are la îndemînă sumele necesare pentru exploatare şi pentru îmbunătăţirile continue ce se cer, acolo desigur rolul său social şi economic e binefăcător şi poate, aşa fiind, să continue mai departe a şi-l îndeplini“ [42]. Aceste rînduri fiind scrise în ianuarie 1907, sînt sugestive pentru poziţia liberalilor, pentru nivelul la care se aflau liberalii în privinţa soluţionării problemei agrare.

Şi Spiru Haret, în cunoscuta sa lucrare [43], considera că o nouă împroprietărire nu era posibilă, deoarece proprietarii ar fi protestat „justificat“, nu ar fi rezolvat problema decît pentru 15 —20 ani şi ar fi întărit convingerea ţăranului că de cîte ori nu ajunge pămîntul, vor fi sacrificate moşiile proprietarilor[44]; şi el opta pentru cumpărarea de pămînturi, prin intermediul Casei rurale, pentru modificarea legii învoielilor agricole [45]. Un program mai complet de măsuri, dar cu nimic mai radical, propunea Vasile M. Kogălniceanu [46]. Şi, totuşi, o nouă reformă agrară a fost propusă. În şedinţa A. D., din 28 noiembrie 1894, deputatul C. I. Nicolescu propunea o nouă reformă agrară, declarîndu-se şi adept al votului universal; era de preferat, spunea el, să se împroprietărească obştea, întrucît mica proprietate nu avea şanse — economice — să reziste [47].

Manifestul către alegători, din 11 septembrie 1888, spre exemplu, deşi venea după o răscoală de amploare, nu prevedea reforme noi, ci doar dezvoltarea şi îmbunătăţirea vechilor măsuri, adică: vînzarea de loturi mici din moşiile statului; cumpărarea în continuare de către stat a unor pămînturi vîndute de marii proprietari pentru a fi revîndute ţăranilor; îmbunătăţirea legii învoielilor agricole; credite agricole; şcoli regionale pentru învăţămîntul agricol; măsuri de perfecţionare a administraţiei la sate [48]. Nici *Programul* liberal din 1892 nu aduce lucruri noi în această privinţă. Un accent deosebit se punea doar pe necesitatea înfiinţării şi dezvoltării instituţiilor de credit, ce urmau să vină în ajutorul ţăranilor [49], prevederea care — aşa cum am subliniat mai sus — va ocupa în continuare locul principal în propaganda partidului privind chestiunea agrară. Ca dovadă, în *Programul P.N.L.*, din decembrie 1906, se vorbea despre „aplicarea legilor în toată întregimea lor“, stabilirea de relaţii „de încredere reciprocă şi colaborare prietenească“ între ţărani şi proprietari, înfiinţarea Casei rurale, ajutorul dat ţăranilor de către biserică şi şcoală [50], etc.; nimic despre pămînt.

---

[42] Ştefan Meitani, *Procesul morcelării proprietăţii*, „Voinţa naţională“, XXIV, nr. 6 496/18/31 ian. 1907

[43] Spiru Haret, *Chestia ţărănească*, Bucureşti, 1905

[44] V. şi: Discursul lui M.G. Orleanu, din Senat, la 14 dec. 1905, în Supliment la „Voinţa naţională“, XXIII, 6 204/13/26 ian. 1906

[45] Spiru Haret, *op. cit.*, pp. 7—10, 26, 50, 79

[46] Vasile M. Kogălniceanu, *Chestiunea ţărănească*, Bucureşti, 1906, p. 109

[47] *D.A.D.*, 1894/1895, 22 nov. 1894, pp. 177—178, apud * * * *Istoria Parlamentului...*, p. 295

[48] *P.N.L. Manifestul către alegători*, 11 sept. 1888, *op. cit.*, pp. 75—77

[49] * * * *Programul Partidului Naţional Liberal*, Bucureşti, 1892, pp. 33—36

[50] * * * *Programul P.N.L. din decembrie 1906*, în * * * *Istoricul P.N.L....*, pp. 183 şi urm.

În materie de *legislație*, singura măsură[51] care s-ar putea menționa pînă la sfîrșitul secolului este întocmirea unui proiect de lege privind înființarea Casei rurale, în timpul guvernului P. S. Aurelian[52]. În aceeași direcție vor fi îndreptate preocupările guvernului liberal din perioada 1901—1904; acum a fost votată și aplicată Legea băncilor populare (1903), al cărui efect în lumea rurală a fost sporit prin înființarea obștilor sătești. Deși cele două instituții au contribuit, în primul rînd, la întărirea burgheziei sătești, este de necontestat că ele au facilitat — acolo unde au fost înființate — rezolvarea unora dintre problemele economice ale țărănimii.

Cum s-au repercutat tragicele evenimente din 1907 asupra doctrinei și activității P. N. L.? În planul gîndirii politice, nu se remarcă, pînă la 1913, modificări de esență. Deși liderul partidului, I. I. C. Brătianu, era conștient că „...nu se poate concepe o burghezie sănătoasă... într-o țară în care țărănimea ar fi sărăcită și mizerabilă" și „prin nimic asigura mai bine dezvoltarea bunei sale stări materiale și morale, decît prin îmbunătățirea stării țăranilor, căci în raport cu această îmbunătățire creștem sfera de activitate a burgheziei noastre"[53], în luările sale de poziție, ca și ale altor fruntași ai partidului, regăsim aceleași principii enunțate și pînă la 1907: apărarea proprietății mari[54], dar și susținerea micii proprietăți[55]; creșterea rolului statului în ajutorarea țăranilor[56]; îmbunătățirea sistemului învoielilor agricole[57]; întărirea insituțiilor de credit pentru țărănime[58]; ridicarea nivelului cultural al țăranilor[59].

Reformele legiferate sub guvernarea liberală după înăbușirea răscoalei din 1907, sînt bine cunoscute. Nu insistăm asupra lor. Încercăm, însă, să răspundem la următoarea întrebare: de ce liberalii nu au propus după 1907 o nouă reformă agrară și care au fost factorii ce i-au determinat să o facă în 1913? De altfel, s-ar putea încerca o lărgire a sferei problemei: de ce nu au propus chiar înainte de 1907 o nouă reformă? Ar fi fost în interesul întăririi burgheziei, după cum declara I. I. C. Brătianu.

La explicarea faptului că P. N. L. a propus o nouă reformă agrară *abia*, *și* la 1913, trebuie să avem în vedere — credem noi — următorii factori:

— Perioada cuprinsă între 1878 și 1913 este relativ scurtă, pentru a fi permis „coacerea" condițiilor pentru o nouă reformă agrară, mai ales în contextul istoric dat; trebuie avut în vedere și numărul mare de probleme, rapi-

---

[51] În afara legilor de vînzare a bunurilor statului și a modificării legii învoielilor agricole din 1883 (v.C. Corbu, *Țărănimea din România între 1864 și 1888*, Ed. Științ., București, 1974, p. 30; Gh Cristea, *op. cit.*, pp. 150 și urm.)

[52] Cf. Tr. Lungu, *Viața politică în România la sfîrșitul secolului al XIX-lea (1888—1899)*, Ed. Științ., București, 1967, p. 224

[53] I.I.C. Brătianu, *Discurs în A.D.*, 15 dec. 1908, *Discursurile...*, II, p. 660

[54] v.C. Bacalbașa, *Bucureștii de altădată*, III, p. 155; Th. C. Aslan, *op. cit.*, p. 247

[55] v. I.G. Duca, *Discurs rostit la legea pentru învoieli agricole...*, 12 dec. 1907, București, 1908, p. 26

[56] Cf. I.I.C. Brătianu, *Discurs în A.D.*, 28 nov. 1910, *Discursurile...*, III, p. 306

[57] v. *Raportul asupra legii învoielilor agricole*, prezentate de Al. Djuvara, în *A.D.*, 11 dec. 1907, *D.A.D.*, 1907/1908, pp. 89—90

[58] v. *Raportul asupra legii pentru înființarea Casei rurale*, prezentat de Vintilă I. Brătianu, în A.D., la 1 febr. 1908, *D A.D.*, 1907/1908, pp. 433—434

[59] I.I.C. Brătianu, *Discurs în Senat*, 21 dec. 1907, *Discursurile...*, II, p. 519; Vintilă I. Brătianu, *Scrieri și cuvîntări*, III, p. 182

ditatea apariţiei unor necesităţi, care s-au aflat în faţa forţelor guvernante în aceste decenii [60].

— La fel, contextul extern nu a favorizat măsuri mai radicale. Rusia ţaristă şi Austro-Ungaria nu vedeau deloc cu ochi buni ritmul modernizării României şi, mai ales, acele transformări, pe care le caracterizau drept „revoluţionare“ [61].

— Aşa cum am mai subliniat, chestiunea agrară era indisolubil legată de cea a democratizării societăţii [62]; rezolvarea trebuia să fie comună, iar democratizarea a înregistrat acelaşi ritm lent, nefavorizînd soluţii mai radicale nici pentru problema agrară.

— Raportul de forţe dintre burghezie şi moşierime a evoluat într-un ritm moderat — deşi ferm — în favoarea burgheziei; abia în primul deceniu şi, mai ales, în preajma primului război mondial, poziţia burgheziei, — economică şi politică — îi permitea forţarea unei noi revizuiri a Constituţiei, pentru propunerea celor două reforme [63].

— Burghezia, am arătat mai sus, a cumpărat pămînt, s-a teritorializat [64]. Este drept, ea exploata aceste proprietăţi în chip burghez, dar sentimentul de proprietate era totuşi puternic. „Aripa moşierească“ — termenul nu ni se pare corect, dar este consacrat — a partidului, în frunte cu D. A. Sturdza, era puternică, dominînd partidul pînă la 1908 [65]. Aşa se explică şi poziţia partidului faţă de votul universal în aceşti ani. Take Ionescu — într-un discurs în A. D., la 24 nov. 1887 — avertiza cu satisfacţie conducerea P.N.L., că nu va putea realiza reforme democratice întrucît burghezia, care susţinuse o astfel de direcţie în politică, îşi schimbase poziţia „căci de altădată şi pînă azi ea a devenit marea proprietară în această ţară, Burghezia v-a susţinut, burghezia v-a adus la putere. Dar dacă aţi cerca să vă bazaţi tot pe dînsa ca să împingeţi la reforme radicale, v-aţi prăvăli într-o clipă“ [66]. Abia cînd noul val, al „tinerilor liberali“, în care „infuzia socialistă“ a avut de jucat un rol important, a reuşit treptat să se impună, definitiv după 1908, partidul s-a situat pe o poziţie mai realistă faţă de problema agrară, a avut forţa să propună o nouă reformă. Acest fapt explică de ce nu s-a propus reforma la 1907. Se adaugă şi contextul extern extrem de nefavorabil; Austro-Ungaria şi Rusia se oferiseră cu ajutoare. Pe de altă parte, moşierimea era atunci animată de sentimente de răzbunare [67], opunîndu-se cu vehemenţă chiar şi unor măsuri moderate. După cîţiva ani, I. I. C. Brătianu, răspunzînd unui atac venit din partea lui N. Titulescu, spunea : „Întrebaţi pe şeful D-voastră (Tacke Ionescu — n.n.) dacă la 1907 nu am examinat dacă nu era posibilă exproprierea, şi numai cînd am constatat că situaţia politică generală era astfel încît nu se putea concepe exproprierea, am ajuns la cealaltă soluţie“ [68].

---

[60] v. Vintilă I. Brătianu, *Scrieri şi cuvîntări*, I, p. 323

[61] D.A. Sturdza, *P.N.L. de la 1876 la 1888*, Bucureşti, 1888, p. 52

[62] v. în acest sens : Vintilă I. Brătianu, *Scrieri şi cuvîntări*, III, p. 87

[63] v. Vintilă I. Brătianu, *Învăţăminte. Politica externă şi reformele liberale*, Bucureşti, 1914, p. 79

[64] v. I.I.C. Brătianu, *Discurs în Senat*, 5 martie 1914, *Discursurile....*, IV, pp. 207, 219

[65] v. D. Drăghicescu, *Evoluţia ideilor liberale*, Bucureşti, 1921, p. 10

[66] *D.A.D.*, 1887/1888, p. 93

[67] Cf. * * * *Istoria Parlamentului....*, p. 393

[68] Cf. N. Titulescu, *Discursuri*, Ed. Şt. şi Enc., Bucureşti, 1967, p. 131 ; v. şi I.I.C. Brătianu, *Discurs în Senat*, 19 iunie 1914, *D.S. Constituanta*, 1914/1915, 1915/1916, p. 95 ; * * * *Istoricul Partidului Naţional Liberal*, Chişinău, 1918, p. 33

Prin urmare, anunțarea celor două reforme la 1913, a fost urmarea unei lungi evoluții a chestiunii agrare ; o soluție radicală, o nouă reformă, însoțită de o lărgire a dreptului la vot, nu mai putea fi amînată, fără riscuri mari pentru statul român. Factorii care au influențat direct asupra stabilirii acestui moment au fost, credem noi, următorii :

— Eficiența slabă a legislației agrare adoptate după înăbușirea răscoalei de la 1907. Datorită limitelor în care fusese concepută această legislație — combătînd mai mult efecte decît cauzele reale — manierei în care a fost aplicată (lipsurile administrației, abuzurile proprietarilor și arendașilor) — ea nu putea rămîne mult timp ultima soluție oferită țăranilor, după evenimentele tragice de la 1907.[69]

— Un alt factor care grăbea și obliga la luarea unor măsuri radicale era agravarea situației țărănimii, acutizarea „chestiunii" țărănești; teama de o nouă revoltă era împărtășită de liberali, cît și de conservatori Situația țăranilor după 1907 se îmbunătățise mult prea puțin, în raport cu necesitățile și jertfele de sînge făcute pentru pămînt, pentru o viață mai bună.

— Ca urmare are loc o intensificare a luptei țărănimii pentru satisfacerea justelor ei revendicări. Un rol foarte important a jucat, și în acești ani, activitatea clasei muncitoare, care și-a întărit acțiunile de sprijinire a țărănimii, a desfășurat o bogată campanie în presă, atrăgînd atenția asupra necesității unei noi și cît mai largi reforme agrare. În fața acestei ofensive, partidul național-liberal nu mai putea amîna înscrierea în program a celor două reforme, fără a-și periclita poziția politică[70].

— O atenție aparte se impune pentru contextul internațional în care s-au anunțat cele două reforme, în toamna anului 1913. Nu sîntem de acord cu părerea, acceptată de o parte a istoriografiei, conform căreia războiul din 1913 a dus „și la apariția unei noi faze în evoluția problemei agrare"[71]; o nouă fază deschisese 1907 — faptul nu mai trebuie demonstrat. Pornind de la opiniile exprimate de Ecaterina Negruzzi[72], credem că rolul factorului extern în luarea deciziei de către conducerea P.N.L. trebuie abordat într-o perspectivă mai largă. Conflictul balcanic și viitoarele posibile conflicte, în oarecare măsură previzibile datorită situației internaționale încordate, impuneau României consolidarea situației interne, care însemna, în primul rînd, rezolvarea problemei agrare, pentru a putea promova o politică externă activă, în conformitate cu interesele naționale[73]. Semnificative în acest sens ni se par cuvintele lui I. G. Duca, care într-o conferință susținută în anul 1913, înainte de izbucnirea celui de al doilea război balcanic, spunea că o bună politică externă se bazează pe o puternică situație internă; și, continua omul politic, „Cît timp vom avea o țărănime săracă, lipsită de lumină și fără drepturi politice, adică fără legătura de interese și de solidaritate cu clasa ocîrmuitoare, nu vom putea avea o politică externă într-adevăr bună"[74]. În același timp, trebuie să avem în vedere și efectele campaniei militare din Bulgaria asupra stării de spirit a țăranilor, care au putut vedea că țăranii bulgari au o stare

[69] M. Iosa, Tr. Lungu, *op. cit.*, pp. 186 și urm. ; Ecaterina Negruzzi, *Războaiele balcanice și problema agrară în România*, „A.I.I.A.", XVII, 1980, p. 444

[70] v. Vintilă I. Brătianu, *Crize de stat....*, p. 53 ; Al. Marghiloman, *Note politice*, I, p. 147

[71] Cf. * * * *Relații agrare și mișcări țărănești....*, p. 151

[72] Ecaterina Negruzzi, *op. cit.*

[73] v. M. Iosa, *Relațiile agrare din România....*, p. 220

[74] I.G. Duca, *Politica noastră externă*, București, 1913, p. 32

materială și politică superioară. Pe fondul unei stări de nemulțumire generată de abuzurile administrației la sate — în urma mobilizării și rechizițiilor —, se constată în toamna anului 1913 o creștere a încordării și frămîntării în lumea satelor[75].

— În acest context poate fi înțeles mai exact și raportul dintre social și național, efectul acestuia în stabilirea momentului reformei. Împlinirea idealului național impunea soluționarea grabnică a problemei agrare; țăranii din Regat nu mai puteau rămîne în situația de a fi compătimiți de către frații lor din provinciile surori, după cum nota C. Setre [76] Se impuneau deci, măsuri urgente pentru îmbunătățirea situației social-economice a țărănimii din Regat. Așa cum scria I. G. Duca, exproprierea „era necesară nu atît pentru cei din vechiul Regat (firește, aprecierea poate fi discutată și combătută — n.n.) cît și pentru frații din Ardeal și Bucovina pentru ca să știe că intră într-o Românie democratică potrivit idealurilor care-i stăpîneau, nu într-o Românie reacționară..."[77].

Dar exista și un alt aspect. Statele vecine și, mai ales, imperiile aveau între mijloacele politicii lor externe, privind România, pe cel al speculării situației grave din lumea satelor. După cum este bine cunoscut, la 1907, imperiile vecine s-au oferit cu multă „bunăvoință" să intervină pentru a ajuta la înăbușirea răscoalei[78]. Iar în timpul crizei balcanice, ziarul bulgar „Vecerna poșta", scria că, în cazul unui război cu România, armata bulgară avea asigurată victoria, deoarece „țăranul român e rob și imediat ce va trece armata bulgară Dunărea, nu numai că el nu se va lupta contra noastră, ci va merge cu noi, contra boierilor și exploatatorilor săi"[79]. S-ar părea că Bulgaria, după declanșarea celui de al doilea război balcanic, nu a concentrat trupe la Dunăre, nu numai datorită asigurărilor date de Austria, ci și faptului că s-a bizuit pe posibilele dificultăți ale României în cazul unei mobilizări[80]. 1913 dovedea, încă o dată, că existența și viitorul națiunii române erau indisolubil legate de soarta țărănimii; în acest context o nouă reformă agrară reprezenta singura soluție viabilă.

Soluțiile propuse de liberali, pentru rezolvarea problemei agrare, sînt consecința unui complex de factori social-economici; în ultimă instanță, atitudinea față de problema agrară semnifica poziția față de direcțiile, căile și ritmul dezvoltării țării. S-a putut observa că liberalii, deși recunoșteau gravitatea situației din agricultură, nu au promovat soluții reale decît la sfîrșitul perioadei; putem vorbi — pentru liberali — de o inconsecvență între principii și practica politică. Au propus o nouă reformă abia atunci cînd burghezia și partidul său politic și-au consolidat poziția, cînd condițiile interne și externe au impus-o la modul imperativ.

[75] Cf. Al. I. Teodorescu, *I.C. Brătianu și Fiii săi, Ionel și Vintilă*, București, 1938, p. 46

[76] C. Stere, *Cauzele mișcărilor agrare*, *op. cit.*, p. 435

[77] I.G. Duca, *Amintiri politice*, III, p. 141

[78] v. în acest sens : Al. Marghiloman, *Note politice*, I, p. 62 ; Vintilă I. Brătianu, *Crize de stat...*, pp. 20—21 ; * * * *Ce a făcut și ce va face P.N.L. Dare de seamă către alegătorii colegiului II-Ilfov*, 1908, p. 4 ; I.I.C. Brătianu, *Discurs la Craiova*, 13 mai 1907, *Discursurile...*, II, p. 447; *Anarhia în România*, articol din ziarul „Pester Lloyd", reprodus în „Voința națională" nr. 6 546, 20 martie/2 aprilie 1907

[79] Cf. I. Robu, *Adevăratul război*, „Facla", IV, nr. 2/12 ian. 1913, p. 27, apud Ecaterina Negruzzi, *op. cit.*, p. 447

[80] Ecaterina Negruzzi, *op. cit.*, p. 448

RECUNOAŞTEREA INTERNAŢIONALĂ A UNIRII TRANSILVANIEI CU ROMÂNIA

DE

VALERIU-FLORIN DOBRINESCU, ŞTEFAN CIOBANU

După terminarea primei conflagraţii mondiale, delegaţii României s-au deplasat la Paris pentru a prezenta, spre confirmare şi recunoaştere internaţională, în faţa Marilor Puteri şi a forumului păcii din capitala Franţei, Hotărîrile plebiscitare de *Unire* din 27 martie/9 aprilie, 15/28 noiembrie şi 1 decembrie 1918.

La deschiderea Conferinţei Păcii, *România era, de fapt şi de drept, stat naţional unitar*, constituit din teritoriile locuite dintotdeauna de români. Actele fundamentale cu valoare de lege, care legitimau acest stat, erau *Hotărîrile de Unire din 1918* precum şi convenţiile din 4/17 august 1916 în baza cărora România participase la *războiul unităţii naţionale* şi care promiteau satisfacerea dezideratului milenar. Conferinţa Păcii din capitala Franţei era, deci, chemată să dea consacrare juridică noului statut teritorial şi politic al României, prin recunoaşterea principiului naţionalităţilor şi al audeterminării popoarelor[1].

La 1 februarie 1919, conducătorul delegaţiei Bucureştilor, premierul I.I.C. Brătianu, subliniind că vorbeşte „în numele dreptului la unitate naţională a României"[2], a cerut forumului păcii ratificarea *Hotărîrii Marii Adunări Naţionale de la Alba Iulia*. I. I. C. Brătianu a invocat argumente de ordin etnic, economic, strategic şi istoric, subliniind *legitimitatea României* asupra acestei străvechi provincii; totodată, omul politic român constata că Unirea Transilvaniei cu patria mamă reprezenta o victorie a principiului naţionalităţilor, al autodeterminării popoarelor, în fine, o victorie a dreptăţii istorice. Şeful delegaţiei Bucureştilor a evidenţiat *caracterul reprezentativ şi plebiscitar* al Marii Adunări Naţionale de la Alba Iulia. Pentru Unirea Transilvaniei cu România s-au pronunţat şi numeroşi reprezentanţi ai naţionalităţilor conlocuitoare, la 3 noiembrie 1918, un grup de reprezentanţi de seamă ai vieţii culturale şi obşteşti ungare, printre care Ady Endre, Béla Bartok, şi, în ianuarie 1919, populaţia evreiască din Transilvania. La 11 ianuarie 1919, prin-

---

[1] G. Sofronie, *Principiul naţionalităţilor în Tratatele de Pace din 1919—1920*, Bucureşti, „Universul", 1938 ; V. Moisuc şi colab., *România şi Conferinţa de Pace de la Paris (1919—1920). Triumful principiului naţionalităţilor*. Cluj-Napoca, Ed. Dacia, 1983, p. 385—396 ; V. Fl. Dobrinescu, *La Reconnaisance internationale de l'Union de la Transylvanie avec la Roumanie*, în *R.R.H.*, XXVI, 1—2, 1987, p. 3—15

[2] Arh. M.A.E., fond 71, Conf. Păcii, 1919, dosar 222, f. 82—83

tr-un manifest publicat în ziarul „Mediascher Zeitung" s-a adus la cunoştinţă adeziunea populaţiei săseşti la Actul de la Alba Iulia, transmiţîndu-se poporului român „salutul frăţesc, cu urările cordiale la îndeplinirea idealurilor sale naţionale". Aceeaşi atitudine au adoptat şi şvabii din Banat care, în august 1919, la Congresul de la Timişoara, şi-au exprimat dorinţa unirii lor cu România, considerînd că „hotărîrea de la Alba Iulia este o chezăşie pentru dezvoltarea etnică şi culturală"[3].

Consiliul miniştrilor de externe a fixat, la 13 iunie 1919, frontiera româno-ungară iar, la 12 octombrie, a comunicat-o Bucureştiului. Dezbaterile privind încheierea Tratatului cu Ungaria au început la 3 martie 1920, la Londra. După două luni de negocieri, la 6 mai a fost remis delegaţiei ungare un complet de acte, alcătuit dintr-o scrisoare de trimitere şi din răspunsul Conferinţei la notele adresate de Ungaria referitor la textul definitiv al Tratatului de Pace. Scrisoarea adresată de Al. Millerand, preşedinte al Conferinţei de Pace, delegaţiei ungare constituie dovada seriozităţii cu care forumul păcii a dezbătut problemele Ungariei. „După matură chibzuinţă, Puterile Aliate şi Asociate au decis de a nu modifica pe nici un punct clauzele teritoriale conţinute în condiţiile de pace. Dacă s-au hotărît la aceasta, cauza este că s-au convins că orice modificare a fruntariilor fixate de ele ar aduce inconveniente şi mai grave decît acelea pe care le denunţă delegaţia ungară". În continuare, subliniind faptul că forumul păcii a avut de confirmat o situaţie rezolvată prin lupta maselor populare, aşa cum a fost şi în cazul României, el nota: „Voinţa popoarelor s-a exprimat în zilele lui octombrie şi decembrie 1918, cînd dubla monarhie s-a năruit şi cînd populaţiunile de mult timp oprimate s-au unit cu fraţii lor italieni, *români*, iugoslavi, cehoslovaci. Evenimentele care s-au produs la această epocă constituie tot atîtea mărturii noi despre sentimentele naţionalităţilor pe vremuri subjugate (s. ns.)"[4]. La 4 iunie 1920, dr. I. Cantacuzino şi N. Titulescu semnau, în numele României, Tratatul de la Trianon, prin care se recunoştea Unirea Transilvaniei cu România. Astfel, actul de autodeterminare de la 1 Decembrie 1918 s-a impus opiniei publice internaţionale şi reprezentanţilor Puterilor Aliate şi Asociate ca un drept istoric inalienabil al naţiunii române. „Tratatul de la Trianon — scria N. Titulescu — apare tuturor românilor şi, îndeosebi celor din Ardeal, ca o consfinţire a unei ordini de drept mult mai redusă decît aceea pe care veacuri de convieţuire şi suferinţă comune au *săpat-o în conştiinţa istorică* [...]. *Această reacţie instinctivă* constituie cel mai frumos omagiu adus Conferinţei Păcii şi cea mai strălucită mărturie a permanenţei operei ei"[5].

În studiul de faţă nu ne propunem să reluăm întreaga problemă a recunoaşterii internaţionale a Actului de la 1 Decembrie 1918, deoarece aceasta a fost abordată de către istoricii români în lucrări de referinţă*. Consultarea unor documente noi de arhivă, extrase din arhivele româneşti şi britanice, ale *Foreign Office*-ului îndeosebi, ne permite să putem oferi o imagine mai com-

[3] M. Muşat, *Lupta poporului român pentru realizarea unităţii naţionale şi statale în primul război mondial (1914—1918), Înfăptuirea şi recunoaşterea Marii Uniri din 1918*. În vol. *Din istoria militară a poporului român*, 11, Bucureşti, Ed. Militară, 1983, p. 398—399; General Dr. Ilie Ceauşescu, *Transilvania străveche pămînt românesc*, Bucureşti, Ed. Militară, 1984, p. 79

[4] *The Hungarian Peace Negociations*, Budapest, vol. I, 1920, p. 163

[5] N. Titulescu, *Discursuri*, Bucureşti, Ed. Ştiinţifică, 1967, p. 407

pletă a poziţiei opiniei publice britanice şi a oficialităţilor de la Londra faţă de Unirea Transilvaniei cu România.

Perioada 1914—1918

În anii primului război mondial, lupta românilor pentru Unirea Transilvaniei cu Vechiul Regat a fost unul din subiectele predilecte ale presei britanice, chestiunea interesînd, deopotrivă, şi cercurile *Foreign Office*-ului.

Două personalităţi engleze s-au impus în mod deosebit, în anii primului război mondial, prin acţiunile de apărare a drepturilor naţionale româneşti. Cea dintîi a fost cunoscutul istoric şi publicist R. W. Seton Watson care a stabilit, încă din primii ani ai secolului al XX-lea, strînse legături cu exponenţii luptei naţionale din Transilvania[6]. În timpul vizitelor întreprinse în Imperiul austro-ungar, R. W. Seton Watson a dezvăluit racilele monarhiei dualiste şi a apărat lupta naţionalităţilor, îndeosebi a românilor transilvăneni[7]. Cea de a doua personalitate a fost H. Wickham Steed, proprietar al revistei „The Review of Reviews" şi director al cunoscutului ziar conservator „The Times". Cei doi publicişti au informat exact opinia publică engleză despre lupta naţionalităţilor asuprite din monarhia dualistă, datele furnizate de ei fiind de un mare ajutor experţilor englezi la Conferinţa Păcii de la Paris.

După 1916, revista condusă de R. W. Seton Watson „The New Europa"[8] a devenit o adevărată tribună a drepturilor naţionale ale românilor transilvăneni, paginile ei fiind deschise şi unor mari personalităţi din Vechiul Regat (N. Iorga, Take Ionescu, N. Lupu, D. Drăghicescu) sau din teritoriile aflate sub dominaţie străină (Octavian Goga[9], Ion Pelivan, D. N. Ciotori), care s-au ilustrat în lupta pentru realizarea *idealului naţional integral.*

Opinia publică britanică a mai fost informată despre revendicările naţionale ale românilor şi printr-o serie de lucrări ai căror autori, englezi[10] sau români, atrăgeau atenţia asupra luptelor seculare pentru unitate. În această direcţie, se solicita sprijinul diplomatic al Angliei care trebuie să recunoască eforturile în război ale României şi marile sale sacrificii umane şi materiale. Dintre aceste lucrări, cele semnate de Leeper şi Mitrany au beneficiat de o audienţă mai largă atît în Europa, cît şi în America. Faptul este cu atît mai important, cu cît A. W. A. Leeper lucra la *Intelligence Department* din cadrul *Foreign Office*-ului şi, ulterior, a fost folosit de diplomaţia britanică ca expert la Conferinţa Păcii de la Paris. Primul, dealtfel, a mai tipărit *Rights*

---

* M. Muşat, I. Ardeleanu, *De la statul geto-dac la statul unitar român*, Bucureşti, Ed. Ştiinţifică şi Enciclopedică, 1983, p. 657—700; Şt. Pascu, *Făurirea statului naţional unitar român*, vol. II, Bucureşti, Ed. Academiei, 1983; V. Moisuc, *Tratatul de la Trianon — consacrare internaţională a legitimităţii Unirii Transilvaniei cu România.* în „Anale de istorie", III, 1976, p. 44—57

[6] Biblioteca Academiei R.S.R., Manuscrise, fond Oct. Goga, S 73/CDXC

[7] Şt. Pascu, C.Gh. Marinescu, *Răsunetul internaţional al luptei românilor pentru unitate naţională*, Cluj-Napoca, Ed. Dacia, p. 178—180

[8] H. Hanak, R.W. Seton Watson. *The New Europe and the Roumanians*, în *Anglo-Romanian Relations After 1821*, Iaşi, 1983, p. 167—181

[9] *The Achievement of Roumanian Unity* (vol. IX, 9 ianuarie 1919, p. 290—295).

[10] I.A. Magnus, *Romania's Case and Ideals*, London, Paul Kegan, 1917; A.H. Hurst, *Roumania and Great Britain*, London, 1916; A.W. A. Leeper, *The justice of Roumania's Cause*, London, New York, Toronto, 1917; D. Mitrany, *Great Rumanian. A Study is National Ideals*, London, Toronto, 1917

and Wrays of Romanian Race, unde sublinia că România a ales „calea justiţiei" şi, drept argument, consacra majoritatea paginilor luptei transilvănenilor pentru unitate naţională. Mitrany afirma că mai mult de jumătate din numărul total al românilor se află sub stăpînire străină, Transilvania fiind „o sursă permanentă a vitalităţii naţionale a Românilor"[11].

„Asociaţiunea profesorilor universitari din România"[12] şi „The Anglo-Roumanian Society", creată la Londra, în august 1917, au avut, de asemenea, un rol important în cunoaşterea de către opinia publică britanică a aspiraţiilor spre unitate ale românilor. Astfel, la mitingul din 7 decembrie 1917 al Societăţii Anglo-Române, Edward Carson asigura naţiunea română de sprijinul Angliei „our war is their war"[13].

Oficial, guvernul britanic a recunoscut, mai întîi, drepturile României asupra Transilvaniei în convenţia politică încheiată în august 1916 de I. I. C. Brătianu cu *Antanta*. Primul ministru Asquith şi viitorul şef al cabinetului de la Londra, David Lloyd George, au asigurat, în mai multe rînduri, România de sprijinul Angliei în drepturile sale asupra Transilvaniei. Astfel, într-un miting organizat la Leeds, Asquith, şeful Partidului Liberal şi fost prim-ministru declara că pacea viitoare „trebuie să recunoască tradiţiile istorice, aspiraţiile şi libertatea popoarelor"; în acel context, el a vorbit de *„justele revendicări ale României"* (s. ns.)[14].

Dezideratele naţionale româneşti au stat, de asemenea, în centrul preocupărilor unei misiuni diplomatice britanice care s-a deplasat pe continentul nord-american. În timpul vizitei, Misiunea Balfour a încunoştiinţat *Departamentul de Stat* asupra intenţiilor Angliei în legătură cu viitorul României care, după opinia *Foreign Office*-ului, trebuia „să intre în posesiunea unei minime părţi din teritoriile ruseşti şi de pe zona de frontieră ungară, care sînt de o parte şi de alta locuite de români"[15]. Reîntors la Londra, A. J. Balfour a rostit, la 6 noiembrie, un interesant discurs în Camera Comunelor, care a fost reprodus în marile cotidiene americane. Discursul a reţinut atenţia românilor americani care, la 14 noiembrie 1917, i-au adresat autorului o scrisoare, exprimîndu-şi însă nemulţumirea faţă de faptul că ministrul de externe britanic nu acordase suficient spaţiu problemelor româneşti într-un context ce menţiona şi alte popoare aflate sub dominaţia Imperiului austro-ungar. Arătînd că România a intrat în război „pentru eliberarea celor oprimaţi", scrisoarea dădea glas dorinţei transilvănenilor nord-americani de a se alătura la patria mamă, ca „România să fie cum a fost"[16]. Ulterior, *Memoriul Balfour* intitulat *Reglementarea Păcii în Europa*, prevedea constituirea unei Românii Mari în sud-estul continentului[17], ceea ce îndrituia speranţele legitime a milioane de români aflaţi în afara graniţelor statului naţional.

---

11 D. Mitrany, *op. cit.*, p. 5

12 B.C.S., fond Al. Şt. Georges, Arh. T. Ionescu, XCVIII/8/4 (Raport către Ministerul Finanţelor, f. 104–105)

13 „The New Europe", vol. V, 13 decembrie 1917, p. 288

14 Arh. M.A.E., fond 71, Londra, dosar 29, 1914–1924, f. 188 (telegrama nr. 3 287, din 14 septembrie 1917, N. Mişu către M.A.S. – Iaşi)

15 Col. House, *Papières intimes*, t. III, Publiés par Ch. Seymour, Paris, Payot. 1930, p. 58

16 Great Britain, Public Record Office, F.O. 371, 2 395, f. 216–217

17 David Lloyd George, *Mémoires de guerre*, tom. II, Paris, Fayard, 1935, p. 329

Evenimentele petrecute la sfîrşitul anului 1917 şi încheierea păcii de la Bucureşti au avut însemnate repercusiuni asupra relaţiilor României cu Puterile *Antantei*. Cu toate acestea, unii oameni politici britanici au fost convinşi de situaţia fără ieşire în care s-a găsit România în acea perioadă. Primul ministru David Lloyd George formula, la 5 ianuarie 1918, drept unul din scopurile majore ale războiului — refacerea României ocupate[18]. Într-un mod asemănător s-a pronunţat Balfour care, cu prilejul banchetului oferit de Lordul primar, menţiona că România fusese forţată să încheie pacea cu *Puterile Centrale*[19]. Mai apoi, la 10 aprilie, interpelat în Camera Comunelor, el aprecia că „România este încă un stat aliat"[20].

În cursul anului 1918, un rol deosebit în cunoaşterea revendicărilor României asupra Transilvaniei l-au jucat memoriile depuse la *Foreign Office* precum şi contactele avute de unii oameni politici români cu oficialităţi londoneze. Profesorul George Moroianu a prezentat *Foreign Office*-ului, la 24 septembrie 1918, un memoriu în care se subliniau eforturile în război ale ţării sale precum şi voinţa tuturor românilor ca, după conflagraţie, să se alipească pentru totdeauna la patria mamă. Corespondenţa, care a urmat depunerii memoriului, reliefa semnificaţia acestui document şi interesul cercurilor politice britanice pentru cunoaşterea problemei naţionale a românilor transilvăneni, precum şi a contribuţiei reale a poporului român la lupta împotriva *Puterilor Centrale*. A. W. A. Leeper şi R. B. C. Sheridan au apreciat memoriul ca „extrem de bine făcut" şi „excepţional de util"[21], accentuînd îndreptăţita voinţă a României de a-şi vedea împlinit idealul de unitate naţională. Vizita lui Moroianu a fost urmată de cea a altor exponenţi ai luptei naţionale a românilor: Octavian Goga, Sever Bocu[22], Avram Imbroane, I. Sîrbu.

Take Ionescu a fost omul politic român care a angajat, în această perioadă, cele mai multe contacte cu reprezentanţii *Foreign Office*-ului şi ai presei britanice. La Londra, el a înţeles că României i se vor recunoaşte drepturile asupra Transilvaniei, dar nu în baza tratatului din august 1916. În această atmosferă favorabilă României este explicabil faptul că Anglia a fost una din primele ţări europene care a recunoscut oficial rolul *Consiliului Naţional al Unităţii Române* de a coordona activitatea imigraţiei din străinătate. În noiembrie 1918, răspunzînd la scrisoarea lui Take Ionescu, şeful diplomaţiei engleze sublinia, din nou, că la Congresul Păcii Anglia „va acorda simpatia sa şi tot ajutorul său principiului general de *unitate română*" (s. ns.)[23].

În noiembrie 1918, România reintră în *războiul unităţii naţionale*. Ca rezultat al participării ţării la prima conflagraţie mondială şi al exprimării libere, conform principiilor autodeterminării naţionale, a voinţei românilor din teritoriile aflate pînă atunci sub dominaţie străină, visul de secole al românilor de a trăi în frontierele unui singur stat a devenit realitate. Conferinţa

---

[18] H.W.V. Temperley, *A History of the Peace Conference of Paris*, vol. I, London, 1920, p. 191

[19] Arh. M.A.E., fond 71, Londra, 1914—1924, dosar 29, f. 509 (radiogramă nr. 639 din 3/16 martie 1918, de la Londra, M. Boerescu către generalul Averescu)

[20] *Ibidem*, f. 518 (Telegramă nr. 802, 8 aprilie 1918, Boerescu către Externe)

[21] G. Moroianu, *Les luttes des Roumains Transylvains pour la liberté et l'opinion europeene. Épisodes et souvenirs*, Paris, Librarie Universitaire, J. Gamber, 1923, p. 242—259, 202—203

[22] P.R.O., *F.O.* 371, 3 133, f. 89—103 (Memorandum on Conversations with two Transylvanians Leaders, 21 September 1918, Octavian Goga and Sever Bocu)

[23] P.R.O., *F.O.* 371, 3 141, f. 391

de Pace urma să consacre prin tratate internaţionale ceea ce poporul român înfăptuise în cursul anului 1918. Cît priveşte Anglia, aceasta considera că principiile care vor sta la baza atitudinii sale faţă de revendicările naţionale ale României sînt cel etnic şi al autodeterminării naţionale.

Perioada 1919—1920

Conferinţa Păcii de la Paris din anii 1919 — 1920 nu a fost în situaţia de a crea un stat român întregit deoarece aceasta era opera poporului român. Forumul păcii din capitala Franţei urma să dea consacrare juridică noului statut teritorial şi politic al României întregite, prin recunoaşterea principiului autodeterminării naţionale. Astfel, poporul român punea Puterile Aliate şi Asociate în faţa unui fapt împlinit ca şi la 1859 şi 1877.

Conferinţa de Pace urma să consacre o cerinţă de bază a dreptului istoric, ea trebuind să refacă harta Europei conform voinţei popoarelor, în aşa fel ca nici o naţiune sau părţi ale aceleiaşi naţiuni să nu mai fie încorporate unui stat străin. Constatînd sfîrşitul marilor imperii, misiunea Conferinţei era redusă la fixarea detaliilor frontierelor, care practic, fuseseră trasate prin lupta şi voinţa maselor populare.

România venea la Paris conştientă că îşi îndeplinise obligaţiile internaţionale asumate în anii războiului şi că făcuse enorme sacrificii umane şi materiale. Astfel, ea a pierdut în anii 1916 — 1918 circa 10% din întreaga populaţie, care număra atunci 7,5 milioane locuitori[24]. Pentru a participa la război, statul contractase împrumuturi de peste 2,5 miliarde lei, totalul datoriei publice atît interne cît şi externe, rezultată din aceasta, ridicîndu-se la 72 643 191 077 lei aur[25]. De asemenea, aportul militar românesc la victoria aliată din 1918 a fost considerabil[26]. Cu toate acestea — aprecia istoricul american Sherman David Spector — România a trebuit să combată atît pe cîmpul de luptă, cît şi în sălile conferinţei[27].

Într-adevăr, delegaţia română condusă în prima fază a Conferinţei de premierul I. I. C. Brătianu şi, apoi, de Al. Vaida-Voievod a trebuit să facă eforturi considerabile pentru ca prin tratatele de pace care se încheiau, independenţa şi suveranitatea României să nu sufere.

La 1 februarie 1919, I. I. C. Brătianu a prezentat memoriul *România în faţa Conferinţei de Pace. Revendicările sale teritoriale* şi a subliniat că vorbeşte „în numele dreptului la unitate naţională a României". El a cerut forumului păcii ratificarea Hotărîrii Marii Adunări Naţionale de la Alba Iulia şi stabilirea graniţei româno-ungare conform celor stabilite prin acordul din august 1916. I. I. C. Brătianu a subliniat necesitatea pentru ţara sa de a avea frontiere care să-i asigure libertatea existenţei administrative, politice şi economice, precum şi dezvoltarea *în sensul conştiinţei naţionale*[28]. David

[24] M. Popa, *Primul război mondial 1914—1918*, Bucureşti, Ed. Ştiinţifică şi Enciclopedică, 1980, p. 470

[25] Gh. M. Dobrovici, *Istoricul dezvoltării economice şi financiare a României. Împrumuturile contractate 1823—1933*, Bucureşti, 1933, p. 477

[26] P.R.O., *F.O.* 371/4 705, f. 13—14

[27] S.D. Spector, *Rumania at the Paris Peace Conference. A Study of the Diplomacy of Ioan I.C. Brătianu*, New York, Bookman (1962), p. 67

[28] Arh. M.A.E., fond 71, Conf. Păcii, 1919, dosar 222, f. 82—83, 89

Lloyd George l-a interpelat pe şeful delegaţiei române în privinţa naturii adunărilor naţionale, el personal dovedindu-şi neîncrederea în plebiscitul spontan şi considerînd cererile Bucureştilor „exorbitante"[29].

După retragerea lui I. I. C. Brătianu, premierul englez a propus ca revendicările României să fie analizate de o comisie teritorială care să examineze faptele istorice, etnografice, economice, strategice, dar nu şi pe cele politice. Din comisia respectivă, condusă de Tardieu, au mai făcut parte: Day, Seymour (Statele Unite), E. Crowe, A. W. A. Leeper (Anglia), Laroche (Franţa), de Martino şi Vanutelli (Italia). „Comitetul pentru studierea chestiunilor teritoriale privind România şi-a început lucrările la 11 februarie 1919; el a beneficiat de o serie de studii referitoare la problemele româneşti întocmite anterior de Comisia *Inquiry*[30], de experţi francezi şi, îndeosebi, englezi. Comitetul, în baza dreptului istoric al principiului autodeterminării naţionale şi a voinţei plebiscitare exprimată de masele populare la Alba Iulia, a recomandat Puterilor Aliate şi Asociate să recunoască Unirea Transilvaniei cu România.

Între timp, pe fondul dificultăţilor crea tedelegaţiei Bucureştiului la forumul păcii, generate de refuzul Consiliului Suprem de a recunoaşte valabilitatea acordului din august 1916 şi a includerii în Tratatul de la St. Germain a unor clauze care afectau independenţa şi suveranitatea României, în vara anului 1919 s-a declanşat agresiunea militară a Ungariei împotriva României. Contra populaţiei româneşti paşnice din Transilvania au fost comise, din partea autorităţilor maghiare, numeroase excese şi fărădelegi[31]; mai mult chiar, după instaurarea Republicii Ungare a Sfaturilor, noile autorităţi, în pofida prevederilor armistiţiului de la Belgrad, la care România n-a fost consultată, au întărit armata, au decretat mobilizarea şi au atacat în două rînduri, România[32]. „Linia de demarcaţie" între România şi Ungaria, deşi nu însemna o frontieră, lăsa sub ocupaţie maghiară o mare parte a Transilvaniei. Astfel, s-a creat o situaţie din care au decurs o serie de dificultăţi de ordin politic, militar, diplomatic şi economic care au îngreuiat activitatea delegaţiei României la Conferinţa Păcii de la Paris, fermă în a solicita recunoaşterea *de jure* a *Hotărîrii Marii Adunări Naţionale de la Alba Iulia*. Scopul principal al agresiunii Ungariei împotriva României era acela de a se încerca reanexarea teritoriului locuit de români care, la 1 Decembrie 1918, prin voinţa unanimă a maselor largi populare, se uniseră cu România. Acest lucru reiese şi din analiza unei cuvîntări rostite la o întrunire socialistă de Béla Kun: „Se pomeneşte de stabilirea graniţelor. Tovarăşi! Răspunsul nostru nu poate fi decît acesta: *pentru noi nu există fruntarii*" (s. ns.)[33].

În aceste împrejurări grave, în care prin acţiuni de forţă şi prin presiuni diplomatice se urmărea din nou scindarea poporului român şi a teritoriului său milenar, Marele Cartier General Român a hotărît trecerea la contraofensivă, împotriva trupelor inamice[34]. Acţiunile trupelor române, care s-au făcut cu

[29] S.D. Spector, *op. cit.*, p. 90—97
[30] Keith Hitchins, *W. Wilson and the Union of Transylvania with Romania 1917—1918*, în *R.R.H.*, 4, 1979, p. 805—810
[31] Arh. M. Ap. N., fond 876, dosar 9, 1919, f. 155; idem, fond 3 831, dosar 128, 1919, Poziţia 2 894, f. 3
[32] Arh. M.A.E., fond 71, Conf. Păcii, 1919, dosar 181, f. 33—36
[33] F. Aderca, *Moartea unei Republici Roşii*, Bucureşti, „Ancora", (1919), p. 150
[34] Gen. lt. dr. Ilie Ceauşescu, *op. cit.*, p. 80

consimţămîntul şi la sugestia Aliaţilor[35], s-au soldat cu intrarea unor unităţi, la 3 august 1919, în Budapesta.

Intenţiile României faţă de Budapesta au fost clar exprimate, în două rînduri, de primul ministru I. I. C. Brătianu. Mai întîi, la 22 mai 1919, şeful guvernului de la Bucureşti îl informa pe M. Pherekyde că, „date fiind circumstanţele actuale din punct de vedere politic, el nu consideră oportună avansarea armatelor române spre Budapesta. Noi nu avem nici un interes de a consolida nici un guvern maghiar înainte ca el să nu-şi fi luat angajamentul *să recunoască revendicările noastre*" şi „să colaboreze la dezvoltarea relaţiilor amicale cu noi" (s. ns)[36]. La 9 iunie I. I. C. Brătianu îi comunica, din nou, primului ministru ad-interim că „este în interesul nostru politic ca operaţiile militare contra Ungariei să aibă un caracter defensiv", ţara trebuind să-şi păstreze propria „securitate" pe limitele actuale[37].

Pînă în iunie 1919, Consiliul Suprem nu a comunicat traseul frontierei româno-ungare. În aceste condiţii, I. I. C. Brătianu a atras atenţia Conferinţei asupra împărţirii statelor participante în puteri mari, cu interese nelimitate, şi în puteri mici, cu interese limitate, România fiind încadrată în a doua categorie. Această nemulţumire, ca şi refuzul de a semna Tratatul de la St. Germain, au creat o ruptură între delegaţia Bucureştilor şi forumul păcii.

La 11, respectiv 13 iunie 1919, Consiliul miniştrilor de externe şi Consiliul Suprem au analizat chestiunea Unirii Transilvaniei cu România. Şeful delegaţiei române a respins ca nefondante „acuzaţiile" ce i s-au adus din partea lui W. Wilson şi David Lloyd George, după care România ar fi contribuit, „prin acţiunea sa, la instituirea bolşevismului în Ungaria" şi a subliniat că ţara sa nu-şi putea lua răspunderea unei retrageri a trupelor de pe Tisa „*pînă nu se cunosc graniţele*", pentru a se evita pe viitor complicaţii cu ei[38]. Consiliul miniştrilor de externe, luînd act de observaţia lui I. I. C. Brătianu, a făcut cunoscută linia de frontieră între România şi Ungaria, faţă de care omul politic de la Bucureşti a constatat că există „diferenţe foarte mari, mai ales la extremităţi", motiv pentru care nu-şi putea asuma singur o hotărîre definitivă. Totodată I. I. C. Brătianu constata, cu regret, că „*stabilirea frontierei s-a făcut fără participarea noastră*" (s. ns.)[39]. În cadrul aceleiaşi reuniuni, Balfour aprecia că „frontierele stabilite sînt bune în timp de pace, ele nu sînt tot aşa de bune din punct de vedere strategic". Diplomatului englez nu i se părea posibil a se cere românilor să se retragă „înainte ca ungurii să evacueze teritoriul cehoslovac"[40], opinie faţă de care Wilson a avut rezerve. Şeful Executivului american era de părere că „noi am putea să spunem românilor: dacă nu vă conformaţi deciziilor noastre, noi vom înceta să vă sprijinim revendicările şi veţi rămîne în afara tratatului de pace"[41]. Replica şefului *Foreign Office*-ului nu s-a lăsat aşteptată: „veţi proceda aşa, dar, în fapt, veţi pune, *din nou, populaţii româneşti sub dominaţia maghiară*", el exprimîndu-şi te-

[35] Arh. M. Ap. N., fond 3 831, dosar 7, 1919, Poziţia 2 688, f. 5

[36] Arh. M.A.E., fond 71, Conf. Păcii, 1919, dosar 181, f. 125 (telegramă nr. 383, de la Paris, 22 mai 1919, I.I.C. Brătianu către Pherekyde)

[37] Ibidem, f. 127 (telegramă nr. 414, 9 iunie 1919, Brătianu către Pherekyde)

[38] Idem, dosar 222, f. 207

[39] Ibidem

[40] P. Mantoux, *Les Délibérations du Conseil des Quatres*, Paris, 1955, vol. 2, p. 415—416

[41] Ibidem

merea că, odată amînate, (stabilirea granițelor — n. a.) pot interveni „mari inconveniente". Eu nu cred — a subliniat Balfour în încheierea intervenției sale — să revizuim ceea ce e decis. Președintele va hotărî"[42]. Conducătorul diplomației engleze, așa cum reiese dintr-o notă întocmită de Kerr în urma unei conversații purtate cu Mișu, fusese impresionat de argumentele lui Brătianu în problema graniței româno-ungare[43].

Guvernul român, răspunzînd la nota ultimativă din 15 iunie 1919, sublinia că nu are intenția de a prelungi „ocuparea unor regiuni nerevendicate de ea decît pe durata strict impusă prin securitatea sa și cît amenințarea de agresiune militară trebuie să fie înfățișată" [44]. O zi mai tîrziu, Balfour l-a trimis pe Kerr la N. Mișu cu o notă conținînd decizia conferinței în problema retragerii trupelor române din Ungaria care, după părerea emisarului britanic, „rămînea încă deschisă" [45].

Urmează o perioadă în care raporturile Bucureștilor cu Consiliul Suprem devin tot mai încordate, acesta din urmă trimițînd mai multe telegrame ultimative guvernului român [46]. Este interesant de precizat că în problema raporturilor României cu forumul păcii de la Paris, presa franceză și cea britanică, cu excepția ziarelor de stînga, erau favorabile Bucureștilor și „ironizau atitudinea Conferinței față de România" [47].

În septembrie 1919 a fost trimis la București un emisar, în persoana englezului George Clark, care avea misiunea să modifice atitudinea României față de forumul păcii. Din raportul lui Clark [48], ajuns pe masa Conferinței, rezulta că acțiunea României a fost provocată de ostilitatea crescîndă a Ungariei care nu respectase termenii armistițului de la Belgrad. Între timp, s-a stabilit frontiera definitivă româno-ungară, hotărîrea fiind comunicată Bucureștiului la 12 octombrie 1919. În esență, ea corespundea principiului etnic ceea ce a determinat acceptarea ei de către guvernul de la București. Aceasta nu era cea specificată în tratatul din august 1916 și se deosebea în multe locuri de precizările făcute în Hotărîrea Marii Adunări Naționale de la Alba Iulia. Delegatul ungar Apponyi a mers la primul ministru englez, cu o hartă întocmită de Pál Teleky, pentru a obține modificarea liniilor de frontieră trasate de experți, ceea ce David Lloyd George nu a acceptat [49].

În ianuarie 1920, noul delegat al României la Conferința de Pace, Al. Vaida-Voievod, s-a deplasat la Paris și la Londra unde s-au discutat detaliile tratatului cu Ungaria. Misiunea lui Al. Vaida-Voievod a început într-un moment în care Budapesta desfășura o propagandă activă în problema Transilvaniei. Așa cum reieșea din raportul Biroului de Presă de la Londra, din 20 februarie 1920, marile cotidiene arătau, spre deosebire de ziare cu un tiraj redus, *„interes și înțelegere cauzei românești"* (s.ns.) [50]. „The Times" și „The

---

[42] Ibidem, p. 416
[43] *D.B.F.P.*, First Series, vol. VI, p. 83 (Notă din 16 iulie 1919)
[44] Arh. M.A.E., fond 71, Conf. Păcii, dosar 222, f. 226
[45] *D.B.F.P.*, First Series, vol. VI, p. 82—83
[46] Arh. M.A.E., fond 71, Conf. Păcii, 1919, dosar 58, ff. 138, 160, 149—150, 152
[47] Ibidem, f. 175
[48] Arh. M. Ap. N. fond 3 831, dosar f.n., 1919, Poziția 2 587, f. 16; Arh. St. București, fond Microfilme Anglia, Rola 446, c. 535—538
[49] R. Șeișanu, *Frontierele noastre*, în „Familia", Seria a III-a, anul 7, 3—4, martie-aprilie 1940, p. 15—16
[50] Arh. M.Ap.N., fond 3 831, Poziția 2 894, dosar 128, 1919, f. 12

Daily Telegraph" au publicat numeroase articole pe tema raporturilor româno-ungare. Primul ziar protesta împotriva propagandei maghiare ce se făcea în Anglia, prin care se urmărea compromiterea *„cauzei drepte a României*, Serbiei şi Cehoslovaciei, aliaţii Marii Britanii, care au contribuit enorm la deznodămîntul fericit al marelui război" (s.ns.) [51].

În legătură cu problemele româneşti, la interpelările a doi deputaţi, primul ministru al Angliei a considerat ca nefondate „acuzaţiile" aduse de aceştia politicii României. Un alt deputat, Maclean, a cerut revizuirea hotarelor în favoarea Ungariei, la care Balfour a ripostat : „graniţele sînt cele mai bune posibile şi ele au fost stabilite ţinînd cont de considerente economice, etnice şi militare" [52], delimitate de Comisia Experţilor, în urma unor cercetări amănunţite.

Al. Vaida-Voievod, care a fost bine primit la Londra, a luat parte la Conferinţa Puterilor Aliate, el fiind însoţit la discuţii de însărcinatul cu afaceri român M. Boerescu. Şeful guvernului român a găsit în capitala Angliei o atmosferă internaţională destul de încordată. În acest context, omul politic român îşi exprima speranţa că revendicările naţionale ale României vor fi recunoscute, în sfîrşit, de Aliaţi şi arăta ca un cuvînt de ordine pentru diplomaţia Bucureştiului necesitatea combaterii „oricărei tendinţe pentru crearea unei Confederaţii a Dunării", adăugînd că eforturile Ungariei, care lucrează cu toate forţele ei, pot fi paralizate cu succes". Ţara noastră — sublinia Al. Vaida-Voievod — „nu aparţine nici unui bloc. Numai astfel, vom apăra interesele şi existenţa sa" [53].

Rezultatele obţinute de Al. Vaida-Voievod au corespuns intereselor naţionale, Consiliul Suprem refuzînd să mai asculte contrapropunerile lui Apponyi în chestiunea Transilvaniei [54].

Conferinţa miniştrilor de externe şi ambasadorilor, prezidată de lordul Curzon, a hotărît, la 8 martie 1920, că proiectul de tratat cu Ungaria rămînea definitiv în ceea ce priveşte clauzele teritoriale, militare, financiare şi de tranzit. Problemele care au mai rămas în dezbaterea comisiilor de experţi, după această dată, nu erau de natură a prejudicia interesele fundamentale ale României [55]. Autorii Tratatului de pace cu Ungaria acceptau, de fapt, valoarea indubitabilă a hotărîrilor plebiscitare din 1918. Tratatul de la Trianon a fost încheiat la 4 iunie 1920 şi ratificat de forurile legislative româneşti (Cameră şi Senat) la 17 şi, respectiv, 26 august acelaşi an [56].

Chestiunea ratificării tratatului de către forurile legiuitoare din Marea Britanie a fost un prilej de noi încercări din partea unor cercuri reacţionare britanice de a torpila hotărîrile Conferinţei de Pace. În pofida acestora, în Camera Comunelor s-au exprimat opinii lucide, potrivit realităţilor istorice. Astfel, prezentînd proiectul de lege pentru ratificarea Tratatului de la Trianon,

---

[51] Idem, fond 5 416, dosar 20, Poziţia 661, f. 1

[52] Idem, fond 3 831, f. 9—10, 55

[53] Arh. M.A.E., fond 71, Anglia, Relaţii cu România, dosar 39, 1920—1937, f. 49 (telegramă nr. 293/203, 24 februarie 1920, Al. Vaida-Voievod către Şt. Cicio-Pop)

[54] Gh. Buzatu, *Un capitol de istorie politică — constituirea, guvernarea şi dispariţia „Blocului parlamentar" (1919—1920)*, în „Anuarul Institutului de Istorie şi Arheologie «A.D.Xenopol»" XIII, 1976, 142

[55] V. Moisuc, *Tratatul....*, p. 35

[56] „Monitorul Oficial", partea I, nr. 136, 21 septembrie 1920, p. 4 710 şi urm.

secretarul de stat Harmsworth preciza, cu dreptate, că, de fapt, „regatul Ungariei s-a descompus într-o largă măsură în părţile sale componente înainte de începerea lucrărilor Conferinţei de Pace", căci această ţară, spunea el, „nu a fost decît un conglomerat artificial şi forţat de rase neasemănătoare şi în unele cazuri ostile". Într-un mod asemănător, s-au exprimat Sir Samuel Hoare şi Lordul Curzon [57].

În anii 1919—1920, conducătorii delegaţiilor României la Conferinţa de Pace, I. I. C. Brătianu şi Al. Vaida-Voievod au făcut eforturi considerabile pentru ca Rezoluţia de la Alba Iulia să fie sancţionată de Consiliul Suprem. Amînarea nejustificată de către forumul păcii a sancţionării Hotărîrii de la Alba Iulia, nerespectarea de către guvernul maghiar a armistiţiului de la Belgrad şi atacarea de către armatele Republicii Sovietice a Sfaturilor de la Budapesta ale României şi masacrarea a numeroşi cetăţeni paşnici din Transilvania, nerecunoaşterea de către noile autorităţi ungare a deciziei de la Alba Iulia, ca şi rolul duplicitar al unor cercuri politice din Occident faţă de noile realităţi geopolitice europene au determinat conduita guvernului de la Bucureşti faţă de vecinul său din vest. Documentele pe care le-am folosit sînt *revelatoare* în ceea ce priveşte atitudinea României, războiul său din 1919 cu Ungaria fiind justificat şi făcînd parte din „politica de rezistenţă" adoptată de guvernul de la Bucureşti faţă de forumul păcii, care încerca să întîrzie sancţionarea Hotărîrilor de Unire din 1918. Semnat la 4 iunie 1920, de către dr. I. Cantacuzino şi N. Titulescu, Tratatul de la Trianon recunoştea Unirea Transilvaniei cu România, dînd sancţionare juridică Hotărîrii Marii Adunări Naţionale de la Alba Iulia. Era o victorie a principiului autodeterminării naţionale, a dreptului istoric, a luptei de veacuri dusă de poporul român pentru unitatea sa naţional-statală. Astfel, Conferinţa de Pace dădea gir principiului naţionalităţilor, în final impunîndu-se decizia popoarelor asupra politicii Marilor Puteri. Este, credem, partea cea mai viabilă din tot ce s-a realizat la Paris în anii 1919—1920. Cît priveşte Anglia, contribuţia ei la elaborarea Tratatului de la Trianon poate fi rezumată numai printr-o simplă dar esenţială apreciere; graniţa româno-ungară stabilită de experţii englezi a fost cea mai apropiată de aceea aprobată de *Antantă* în august 1916, dar neacceptată integral de Aliaţi la 1919—1920.

Retrospectiv, eforturile diplomaţiei Bucureştiului (ale lui I.I. C. Brătianu şi Al. Vaida-Voievod, îndeosebi), în preajma şi în timpul elaborării Tratatului de la Trianon, ne relevă unul din momentele ei cele mai înălţătoare.

---

[57] V. Moisuc, *op. cit.*, p. 56

UN EPISOD DIN ISTORICUL CONFERINȚEI DE PACE DIN 1919 — 1920 : SEMNAREA TRATATULUI CU GERMANIA

DE

EMILIAN BOLD

Istoriografia noastră a insistat în ultima vreme asupra diverselor aspecte legate de desfășurarea dezbaterilor Conferinței de pace de la Paris. S-a scris despre unele divergențe dintre cei patru „mari", dintre țările cu interese generale și cele cu interese limitate, despre principiul naționalităților, despre problema reparațiilor de război, despre atitudinea față de cei învinși, despre dificultățile care s-au ivit la redactarea tratatelor de pace etc. Mai puțin se cunoaște momentul semnării tratatului de pace cu Germania — Tratatul de la Versailles — asupra căruia încercăm să insistăm în cele ce urmează.

După multiple compromisuri și discuții contradictorii, experții au reușit, în aprilie 1919, să finiseze redactarea tratatului de pace cu Germania. Proiectul de tratat trebuia să fie înmînat unei delegații germane, ce urma să vină la Paris, la 7 mai 1919.

Tratatul de pace cu Germania — se cunoaște — are 430 de articole, grupate în 15 capitole sau părți. El cuprindea Pactul înființării și organizării Societății Națiunilor, fixarea frontierelor Germaniei, stipulații privind situația juridică a malului stîng al Rinului și regiunii Saar, efectivele militare admise pe teritoriul Reichului, pedepsirea vinovaților de declanșarea războiului, obligația de a plăti reparațiile de război, probleme sociale ș.a.

Momentul prezentării condițiilor de pace delegației germane a fost însoțit de o atmosferă tulbure, în care cele două părți — învingători și învinși — se înfruntau pentru a doua oară, de data aceasta cu armele diplomației.

Episodul, petrecut la 7 mai 1919, este redat în cîteva pagini palpitante de către diplomatul italian L. Aldrovandi Marescotti, atunci interpret și martor ocular. El scrie că pentru înmînarea condițiilor de pace s-a amenajat o sală la parterul palatului Trianon de la Versailles. În sala puternic luminată, un mare număr de mese era destinat principalilor delegați care conduceau dezbaterile Conferinței, precum și celorlalți delegați ai țărilor aliate sau asociate Antantei. La masa centrală se aflau Georges Clemenceau, cu Woodrow Wilson și ceilalți americani la dreapta și cu David Lloyd George și delegația sa la stînga. Italienii, după ce părăsiseră Conferința, ca urmare a neobținerii orașului Fiume, s-au întors la 5 mai de teamă ca pacea să nu se semneze fără ei. Delegația italiană era așezată la o masă laterală la dreapta, după americani. O masă în fața lui Clemenceau, cu cinci scaune, era rezervată germanilor. În sfîrșit,

secretariatul Conferinței se găsea în spatele lui Clemenceau. Sala era plină pînă la refuz de ceilalți delegați, de numeroși ofițeri superiori în uniforme de gală.

La ora 15, cînd toți se aflau la locurile lor, s-a telefonat în sala unde aștepta delegația germană care, după cîteva minute, și-a făcut apariția [1]. Pînă la acea dată, membrilor delegației germane li se oferise una din locuințele complexului de la Versailles — Hotel des Rezervoirs [2]. În fruntea delegației germane se afla contele Ulrich von Brockdorff-Rantzau [3], de la 6 decembrie 1918, ministrul de externe. El venise la Paris cu o suită numeroasă de experți, de traducători și de secretari, păziți cu grijă de poliția franceză pentru a-i feri de un eventual atac al populației pariziene [4]. Șeful delegației germane făcea parte dintre acei care susținuseră și mai susțineau încă regimul monarhic. Istoricul vest-german Peter Krüger scrie despre el că a rămas „mereu un aristocrat, deosebit de sensibil, dificil în raporturile lui cu cei din jur, ambițios", politica lui fiind „determinată de noțiunile onoare, forță, grandoarea Reichului, în ciuda hainei moderne pe care a îmbrăcat-o, sub influența principiilor proclamate de Wilson [5]. În fața celor prezenți în sală, Ulrich Brockdorff-Rantzau părea să simbolizeze încă militarismul prusac și duritatea diplomației germane.

Intrat în sală, Brockdorff-Rantzau avea fața palidă și dădea semne de nervozitate, spre deosebire de colegul său din delegație, Landsberg, ministru al justiției. care afișa o mină fals surîzătoare.

În calitatea sa de președinte al Conferinței, Georges Clemenceau s-a ridicat și a declarat ședința deschisă. Atmosfera vibra într-un ritm accelerat al tuturor inimilor — scrie L. Aldrovandi Marescotti. Numai fața lui Clemenceau părea că nu trădează nici un fel de satisfacție pentru victorie sau pentru pace. El avusese grijă să aducă la această ședință solemnă trei mari mutilați de război, invitați la loc de onoare, tocmai pentru a demonstra grozăviile marelui cataclism și pentru a mări în ochii celor prezenți în sală vinovăția Germaniei [6]. Clemenceau vorbi apoi, după obiceiul său, clar, concis, fără ezitări

[1] L. Aldnovandi Marescotti, *Guerre diplomatique, 1914—1919*, Gallimard, Paris, 1939, p. 216

[2] Bertrand de Jouvenel, *D'une guerre à l'autre. De Versailles à Locarno*, vol. I, Calman-Levy, Paris, 1930, p. 98. La Hotel des Reservoirs își făcuse Bismarck cartierul său general în 1871 (Wickham Steed, *Mes memoires, 1914—1922*, vol. II, Plon, Paris, 1927, p. 316).

[3] Ulrich von Brockdorff-Rantzau (1869—1928) a fost la început ofițer de gardă. În 1922 este trimis la Copenhaga ca ministru plenipotențiar, cînd reușește să împiedice o alianță a Danemarcii cu Antanta. În 1918 este secretar de stat la Ministerul Afacerilor Externe și în decembrie, ministru de externe în cabinetul Ph. Scheidemann. Demisionează din acest post la 21 iunie 1919, nevoind să recunoască Tratatul de la Versailles. În 1920 își publică ideile de politică externă în *Dokumente und Gedanken um Versailles*. În 1922, este numit ambasador la Moscova, urmînd, împreună cu G. Cicerin, o apropiere între Germania și Rusia Sovietică (Vezi, *Stresemann, 1878/1978, Inter Nationes*, Bonn, Berlin Verlag (West), 1978, p. 141).

[4] Wickham Steed, *op. cit.*, p. 316

[5] Peter Krüger, *Deutschland und die Reparationen, 1918/1919. Die Genesis des Reparationesproblems in Deutschland Zwischen Waffestillstand und Versailles Friedenschluss*, Deutsche Verlag-Anstalt, Stuttgart, 1973, p. 87.

[6] Georges Clemenceau, *Măreția și amărăciunile unei victorii*, Cartea românească, 1930, p. 342. Despre acești mari mutilați, Clemenceau scrie : „Deodată o tresărire a mulțimii mută. Pe o canapea de catifea, între două ferestre, fuseseră așezate la vedere trei figuri hidoase ale tragediei infernale, cu ochii ieșiți din orbite, cu fălcile strîmbate, cu obrajii brăzdați de toate cicatricile — trei mutilați de război, poftiți la loc de cinste, ca amintire a groaznicilor torturi eroic suportate" (*Ibidem*).

sau ocolișuri, fără gesturi, cu o voce care ținea parcă de forța conștiinței umane. El a subliniat cruzimea războiului impus, după opinia sa, de germani : „D-lor delegați ai Reichului german — și-a început Clemenceau expunerea. Nu e nici timp, nici loc pentru cuvinte inutile. Aveți în fața dv. delegați ai marilor și micilor puteri care v-au învins. Dv. ne-ați impus războiul, noi vom lua măsuri ca a doua agresiune să nu se mai producă. *Ora grelei judecăți a sosit.* Dv. ne-ați cerut pacea ; sîntem dispuși să v-o acordăm. Veți primi volumul care conține condițiile păcii [...] Ne veți găsi mereu gata să vă ajutăm în misiunea dv., dar această a doua pace de la Versailles (prima fusese în 1871, în urma înfrîngerii lui Napoleon al III-lea — E.B.) a fost prea scump cîștigată de noi ca să nu avem dreptul să cerem prin toate mijloacele aflate la dispoziția noastră satisfacțiile care ne sînt datorate“ [7].

Discursul lui Clemenceau era tradus în limbile engleză și germană. După discurs, secretarul general al Conferinței, Datusta, a adus un exemplar imprimat cu condițiile păcii și l-a înmînat șefului delegației germane. Acesta, fără a-l deschide — textul îi era cunoscut — a pus volumul pe masă și a cerut cuvîntul lui Clemenceau. Toți ochii celor prezenți în sală s-au îndreptat spre acest diplomat țeapăn, rigid, primul diplomat german care vorbea după război învingătorilor.

Brockdorff-Rantzau și-a prezentat opiniile și obiecțiile față de condițiile păcii. El a respins tratatul și nu a recunoscut vina Germaniei de a fi declanșat singură războiul de agresiune [8]. În alocuțiunea sa, Brockdorff-Rantzau a spus, printre altele : „Nu ne facem iluzii asupra dimensiunii înfrîngerii noastre. Știm că puterea germană a fost înfrîntă. Cunoaștem puterea dv. și am ascultat pretențiile dv. S-a cerut de la noi să ne recunoaștem singuri vina. Dar o astfel de recunoaștere ar fi o minciună din partea mea. Opinia publică, adversară nouă, din toate țările vorbește din nou despre impactul care a dus Germania la război. Dar în felul conducerii războiului, nu a greșit numai Germania singură. Fiecare națiune europeană cunoaște persoane despre care cei mai buni camarazi ai mei nu-și aduc aminte cu plăcere. Sutele de mii de civili care, la 11 noiembrie, au trecut de partea Antantei, au fost împușcați cu sînge rece și abia atunci adversarii noștri au obținut victoria. După aceasta, judecați dacă puteți vorbi despre crimă și vinovăție“. Respingînd categoric învinuirile aduse Germaniei, Brockdorff-Rantzau a continuat spunînd : „Nu recunoaștem dimensiunea responsabilității și a defectelor noastre [...] Nu cunoaștem cauza urii — insinua el — al cărei obiect sîntem și am simțit voința pasionantă cu care învingătorii vor să ne facă să plătim atît ca învinși, cît și în calitate de culpabili“ [9]. Șeful delegației germane a căutat, în continuare, să insiste asupra incompatibilității dintre condițiile impuse și conținutul celor „14 puncte“ wilsoniene, în special asupra principiului conform căruia pacea trebuia încheiată

---

[7] L. Aldrovandi Marescotti, *op. cit.*, p. 218 ; vezi și Alex. Zévaès, *Histoire de la Troisième Republique, 1870—1926*, Les Editions Georges-Anquetil, Paris, 1926, p. 580

[8] *Les papières de Stresemann*, vol. III, *De Thoiry à la mort de Stresemann, 1926—1929*, Plon, Paris, 1933, p. 353—354

[9] L. Aldrovandi Marescotti, *op. cit.*, p. 218 ; Frank Simonds, *Histoire de l'Europe d'apres guerre. De Versailles au landemain de Locarno*, Payot, Paris, 1929, p. 34 ; Walter Tormin, *Weimarer Republik*, Fackelträger, Hannover, 1977, p. 87 ; Charles Bonnefon, *Histoire d'Allemagne*, A. Fayard, Paris, 1925, p. 481 ; Alex. Zévaès, *op. cit.*, p. 580 ; G. Clemenceau, *op. cit.*, p. 342

„fără învinși și fără învingători“ [10]. Inițial, el și alții ca el, își făcuseră iluzii considerînd programul wilsonian drept bază pentru o pace favorabilă Germaniei, în refacerea căreia ar fi putut fi interesate puterile învingătoare. Asemenea iluzii nu țineau seama de resentimentele Aliaților după un război atît de lung, atît de costisitor și atît de distrugător. Faptul că Brockdorff-Rantzau a vorbit în limba germană și fără a se ridica de pe scaun a mărit sentimentul de antipatie, deja existent față de această delegație [11]. Discursul său a fost, după cum menționează André Tardieu, „de o violență rece și aspră“ [12].

Clemenceau, din ce în ce mai iritat, a cerut translatorilor să vorbească mai tare și să se apropie de el. Iritați au fost și ceilalți reprezentanți ai marilor puteri învingătoare. „Ce sfidare a bunului simț — spunea D. Lloyd George. E greu să fii învingător și să asculți un asemenea discurs“ [13]. W. Wilson, la rîndul său, opina că „acest discurs este cel mai lipsit de tact din cîte am auzit vreodată“ [14]. Susceptibilitatea lui rănită făcu, de acord cu Clemenceau, să refuze unele concesii pe care D. Lloyd George le preconizase în principiu. După informațiile aflate la Arhiva Ministerului de Externe din București, se pare că în discuțiile celor patru „mari“ asupra impresiei făcute de Brockdorff-Rantzau reveneau mereu cuvintele „obraznic“ și „stupid“ [15].

În aceeași zi, 7 mai 1919, șeful delegației române, I. I. C. Brătianu, prezent în sală, trimitea în țară impresiile produse de momentul înmînării proiectului de tratat cu Germania, ca și de conținutul acestuia: „Din ce știm — scrie el — pacea este, totodată, și prea aspră și prea slabă [16]. Ea impune condiții napoleoniene și vrea să le execute cu mijloace wilsoniene. Taie toate posibilitățile expansiunilor economice unui popor de 80 de milioane; contra exploziunii provocată de asemenea compresiuni prevede, în loc de cingătoare de fier, ghirlandele Societății Națiunilor“ [17].

A doua zi, secretarul de stat american, Robert Lansing, într-o discuție cu unul din membrii delegației sale, spunea și el că „impresia generală era de totală decepție, de regret, de depresiune (din partea germanilor — E.B.). Condițiile păcii sînt peste măsură de dure și umilitoare, și multe îmi par imposibil de realizat“ [18].

La 29 mai, guvernul german remitea în scris refuzul de a recunoaște tratatul de pace; Brockdorff-Rantzau declarase, de altfel, că nu va putea

---

[10] Frank Freidel, *Les États-Unis d'Amerique au XX-e siècle*, Editions Siriy, Paris, 1966, p. 129. Georges Clemenceau credea că o pace mărinimoasă sau care ia măsuri cinstite și drepte față de toate părțile, așezată pe o „ideologie“ ca aceea a celor „14 puncte“ nu ar putea decît să scurteze răstimpul pentru reînarmarea Germaniei și să atace din nou Franța. (Vezi, John M. Keynes, *Urmările economice ale păcii*, Editura Vatra românească, București, 1920, p. 29—30)

[11] W. Steed, *op. cit.*, p. 316—317

[12] André Tardieu, *La Paix*, Payot, Paris, 1921, p. 133

[13] L. Aldrovandi Marescotti, *op. cit.*, p. 218; André Tardieu, *op. cit.*, p. 133

[14] Robert Lacour-Gayet, *Histoire des États-Unis. De la fin de la guerre civile à Pearle-Harbor*, Fayard, Paris, 1977, p. 185

[15] Arhiva Ministerului Afacerilor Externe, București, E_2, P. I, vol. 181, prin curier, Brătianu către Pherekyde, 7 mai 1919, f. 152

[16] Publicistul și istoricul Jacques Bainville, referindu-se la conținutul tratatului, scria că „această pace este „prea dură pentru cei slabi și prea dulce (slabă) pentru cei puternici“ (Jacques Bainville, *L'Allemagne*, Plon, Paris, 1940, vol. II, p. 153)

[17] Biblioteca Academiei R.S.R., ms. S CCCCXVIII; Gh. Brătianu, *Acțiunea diplomatică și militară a României în 1919*, Cartea Românească, București, 1940, p. 75

[18] Robert Lansing, *Memoires de....*, Payot, Paris, 1925, p. 196

semna o pace care ar strivi Germania. În particular, el insista asupra imposibilităţii de a priva ţara de minele de cărbune din Saar (preconizate a fi mandatate de Societatea Naţiunilor, respectiv de Franţa) şi din Silezia superioară (trecută sub suveranitatea Poloniei) şi se împotrivea articolului 231 în legătură cu culpabilitatea Germaniei în declanşarea războiului.

Aflarea condiţiilor păcii a creat o stare de puternică tensiune în Germania. Unele periodice germane etichetau pacea a fi „o pace a egoismului rafinat, o pace a violenţei". Se scria, totodată, că Franţa avea dorinţa sadică (Die Sadischelust) de a umili Reichul. Pentru a preveni o asemenea situaţie, se propunea semnarea imediată a păcii cu Rusia Sovietică şi folosirea trupelor acesteia în apărarea Germaniei [19]. În cercurile oficiale, în birourile industriale şi financiare se manifesta o puternică indignare. Se auzeau afirmaţii ca: „Această pace este o crimă ! Este un secol al sclaviei !", în timp ce cuvintele *revanşă, un nou război* creşteau ca o ameninţare [20]. Chiar şi Mathias Erzberger, cel care se va pronunţa hotărît pentru acceptarea tratatului, declara unui ziarist francez că „Totul este rău, ceea ce ni se propune este inacceptabil şi irealizabil" (Alles ist schlimm ! Was uns geboten wird ist unerträglich und unerfüllbar) [21]. Cancelarul Philipp Scheidemann declarase şi el că prefera „să i se usuce mîna", decît să semneze o pace cu condiţii atît de grele [22].

O propagandă antiversailleză, bine susţinută a convins opinia publică germană că tratatul de pace este un *diktat*, o pace impusă cu forţa. Concomitent cadrelor superioare militare, în frunte cu Hindenburg şi Ludendorff au răspîndit ideea că armata, în realitate, n-ar fi suferit nici o înfrîngere — şi Fr. Ebert, preşedintele Reichului gîndea la fel[23] — că situaţia defavorabilă în care se afla Germania era cauzată de mişcarea revoluţionară care lovise armata pe la spate (Dolchstosslegende), că duşmanii erau „trădătorii din noiembrie", adică revoluţionarii, şi „sistemul republican"[24]. De aici

[19] Paul Gentizon, *L'Allemagne en Republique*, Payot, Paris, 1920, p. 122

[20] *Ibidem*, p. 121 ; Charles Bonnefon, *op. cit.*, p. 481

[21] Paul Gentizon, *op. cit.*, p. 123

[22] La întrebarea, „Ce face Scheidemann" ?, parlamentarii interogaţi răspundeau cu umor : „Învaţă să scrie cu stînga". „Pentru ce ?". Pentru că el ştie bine că dreapta i se va usca" (*Ibidem* p. 178 ; vezi şi Gebhardt, *Handbuch der deutschen Geschichte*. Karl Dietrich, Erdamnn, *Die Zeit der Weltkrieg. Die erste Weltkrieg. Die Weimarere Republik*, 4/1, Ernst Klett Verlag, Stuttgart, 1973, p. 209)

[23] La 11 noiembrie 1918, trupele germane venite de pe front au defilat pe străzile principale ale Berlinului, avînd pe căşti coroane de frunze de stejar. Burghezia reacţionară le aclamă, cintînd împreună cu muzica militară „Deutschland, Deutschland überalles". Coloana militară, sosită la Poarta Brandenburg, a fost întîmpinată de şeful guvernului, social-democratul Frantz Ebert, care le-a spus : „Vă salut pe voi care veniţi neînvinşi de pe cîmpul de bătălie. Jertfa şi faptele voastre sînt fără egal. Nici un duşman nu v-a depăşit. Abia cînd superioritatea duşmanului în oameni şi materiale a devenit din ce în ce mai apăsătoare, noi am cedat lupta" (Eure Opfer und Taten sind ohne Beispiel. Kein Feind hat euch überwunden. Erst als die Übermacht der Gegner an Menschen und Material immer drükkender wurde, haben wir den Kampf aufgegeben) (Gebhardt, *Handbuch...., op. cit.*, p. 219) ; Bertrand de Jouvenel, *op. cit.*, p. 97 ; Georg Bernhardt, *Le suicide de la Republique Allemande*, Rieder, Paris, 1933, p. 204.

[24] În memoriile sale, Eric Ludendorff susţine că „Germania, din punct de vedere militar nu a fost înfrîntă. Ceea ce a cauzat defecţiunea nu este nici prăbuşirea armatelor sale, aşa cum pretind, în mod fals, adversarii ; defecţiunea s-a datorat slăbiciunii spatelui, slăbiciunilor guvernului, mai ales datorită discursurilor socialiştilor care au înjunghiat spatele soldaţilor ce luptau pe front. Iată cauza, singura cauză a prăbuşirii Germaniei" (Vezi Raymond Recouly, *La Ruhr*, Flammarion, Paris 1923, p. 234). Într-un program electoral al Partidului Naţionalist German (D.N.V.P.) se spunea că revoluţia a luat armatei armele din mîini „şi ne-a lăsat în faţa

concluzia că „forțele sănătoase ale armatei nu ar fi fost deloc responsabile de înfrîngere“[25].

Articolul care a incitat cel mai mult spiritul german contra tratatului de pace a fost cel plasat în fruntea părții a VIII-a *Reparații*, articolul 231. El avea să provoace în Germania o adevărată furtună de proteste. Paul Mantoux, unul din interpreții de la Conferința de pace, scria în *Les déliberations du Conseil des quatre* că articolul cu pricina a ridicat „unele pasiuni și critici“ în intervalul interbelic[26]. Articolul consemna vina și răspunderea Germaniei de a fi cauzat toate pierderile și toate pagubele guvernelor aliate și asociate prin războiul care le-a fost *impus*, respectiv de agresiunea germană împreună cu foștii ei sateliți.

Diplomația germană, cum s-a văzut în cazul prezentării condițiilor de pace de la 7 mai, a respins această acuzație, cu implicații multiple pentru soarta economică și politică a Germaniei viitoare. Știm că aceeași diplomație. în cazul victoriei germane, ar fi impus condiții infinit mai grele învinșilor[27]. Bernhardi, unul din politicienii cei mai reacționari ai Germaniei imperiale, făcuse o declarație în timpul războiului care putea pune pe gînduri pe Aliați: „Nu trebuie să lăsăm învinșilor decît cei doi ochi pentru a plînge“[28]. În adevăr, tratatele impuse de germani la Brest-Litowsk și București demonstrau cu prisosință că Germania voia să transforme pe zeci de ani Rusia Sovietică și România în adevărate colonii.

Temîndu-se de complicații, în eventualitatea că Germania se încăpățîna să refuze semnarea tratatului, D. Lloyd George s-a pronunțat pentru concesii cît mai consistente. El a reunit pe principalii săi miniștri și pe reprezentanții dominioanelor, explicîndu-le rațiunea care-l determina să aibă o altă atitudine față de Germania. După reunuiune a făcut o declarație surprinzătoare pentru observatorii politici aflați la Paris. El preciza că, întrucît cei convocați se pronunțau pentru concesii în favoarea Germaniei, nu putea să aibă o altă atitudine, justificînd astfel propria-i schimbare. La 2 iunie a făcut-o cunoscută și partenerilor săi din Consiliul celor patru, cerînd schimbarea conținutului unora din articolele tratatului. Altfel, declara el, „colegii mei refuză să reînceapă operațiile de război sau blocusul în cazul cînd Berlinul

---

dușmanului fără putere și fără apărare“. „Dacă revoluția n-ar fi venit atunci — scrie și un organ de presă al Centrului catolic — Germania n-ar fi fost acum atît de neajutorată“. „Militarismul prusac — spunea Ghiorghi Cicerin, la 12 mai 1919, soldaților Antantei — a fost înfrînt nu de tancuri și de tunuri ale imperialismului aliat, ci de revolta muncitorilor și soldaților germani“ (Gebhardt, *Handbuch*.... p. 219)

[25] Gilbert Badia, *Histoire de l'allemagne contemporaine, 1917—1933*, vol. I. Editions Sociales, Paris, 1962, p. 157

[26] Paul Mantoux, *Les deliberations du Conseil des quatre*, I. Paris, 1955, p. 11

[27] Paul Gentizon, *op. cit.*, p. 129

[28] Raymond Poincaré, *Histoire politique. Chronique de Quinzaine*, vol. II, (15 sept. 1920-1-er mars 1921), Plon, Paris, 1921, p. 22. Missir, cel care negocia pacea cu Germania la București în 1918, cînd a văzut că Dobrogea era luată, ocupația militară nelimitată, exploatarea puțurilor de petrol pe timp de 99 de ani, i-au dat lacrimile. Un general german, pentru a-l consola, i-a spus : „Fiți liniștit. Aceasta este o adevărată pace prietenească în comparație cu aceea pe care noi o rezervăm Angliei și Franței“ (Vezi, Friedric Wilhelm Föster, *l'Europe et la question allemande*, Plon, Paris, 1937, p. 275).

nu va semna"[29]. Printre alte argumente aduse de D. Lloyd George era şi unul care putea avea efect asupra partenerilor de discuţie. El încredinţa că impunerea unor condiţii prea severe Germaniei ar arunca-o „în mîinile bolşevismului", dacă nu se procedează la modificarea unor articole[30]. De asemenea, premierul englez mai dezvăluia că nici muncitorii englezi nu voiau să împovăreze poporul german cu exigenţe excesive[31].

Ţinta loviturii, prin această atitudine a lui D. Lloyd George, era Franţa. Guvernul francez făcuse cunoscut că în cazul în care Germania nu semnează tratatul de pace, trupele sale şi cele aliate, drept represalii, urmau să ocupe întreg teritoriul german şi să-l împartă în provinciile sale istorice. Refuzul englez însă a venit prompt şi deşi discuţiile dintre cei doi premieri — Clemenceau şi Lloyd George — au fost presărate cu ameninţări de ambele părţi[32], s-a ajuns totuşi la o înţelegere privind atitudinea faţă de Germania. La 16 iunie a fost trimis guvernului german un ultimatum în care se menţiona că în eventualitatea unui refuz, armatele aliate vor intra în Germania. Se insista din nou asupra cauzelor pentru care Germania trebuia să răspundă în faţa umanităţii de declanşare şi ravagiile războiului. „În opinia puterilor aliate şi asociate — consemna ultimatumul — războiul care a izbucnit la 1 august 1914 a fost cea mai mare crimă contra oamenilor şi libertăţii popoarelor comise vreodată conştient de o naţiune ce se pretinde civilizată [...] Puterile aliate şi asociate consideră că ar lipsi de drepturi pe acei care au dat totul pentru a salva libertatea lumii, dacă ar consimţi să nu vadă în acest război o crimă contra umanităţii şi contra dreptului [..] Germania — se menţiona în continuare — nu numai că a declarat războiul, dar a distrus industria, minele şi uzinele ţărilor cu care se învecinează. Ea le-a distrus nu în timpul luptelor, ci cu intenţii deliberate şi calculate de a permite propriei sale industrii de a lua mărfurile acestor ţări înainte ca industria lor să le fi putut ridica şi apăra de distrugere"[33].

După trimiterea acestui document, în tabăra Antantei persista dilema dacă Germania va semna sau nu tratatul[34]. În Germania, mai ales în Reichstag sau în diverse întruniri publice, se desfăşurau dezbateri şi discuţii în

---

[29] Paul Mantoux, *op. cit.*, p. 70. Declaraţia lui D. Lloyd George a produs derută în rîndurile diplomaţilor francezi şi speranţe în cele ale germanilor (Vezi Emilian Bold, *Pacea de la Versailles şi cei patru „mari"*, în „Analele şt. ale Universităţii «Al. I. Cuza» Iaşi", s. III, *Istorie*, Tom XXIV, 1981, p. 88).

[30] André Tardieu, *op. cit.*, p. 337

[31] Paul Mantoux, *op. cit.*, p. 46

[32] G. Clemenceau, *op. cit.*, p. 202

[33] Paul Gentizon, *op. cit.*, p. 159 ; F.W. Föster, *op. cit.*, p. 269—270. Între 7 mai, data remiterii proiectului de tratat lui Brockdorff-Rantzau şi 16 iunie, data răspunsului aliat notelor germane, s-au ţinut 20 de şedinţe ale Consiliului celor patru şi 127 de şedinţe ale comisiilor în care toate clauzele financiare au fost revăzute şi scrupulos cîntărite. Un prieten al lordului Robert Cecil (Cecil susţinea micşorarea sancţiunilor faţă de Germania), Phillippe Kerr, scria : „Responsabilitatea Germaniei nu este limitată la faptul că ar fi voit şi declanşat războiul. Germania este, în egală măsură, responsabilă pentru maniera sălbatică şi inumană în care l-a purtat [...] Puterile aliate şi asociate doresc să vadă Germania bucurîndu-se de prosperitate ca alte puteri. Dar o parte considerabilă a acestei puteri va trebui, o bună bucată de timp, să servească reparării pagubelor pe care Germania le-a cauzat" (Raymond Poincaré, *op. cit.*, vol. I, (15 mars-1-er septembre 1920) p. 32; vezi şi Maurice Baumont, *Les origines de la deuxième guerre mondiale*, Payot, Paris, 1969, p. 38)

[34] Roy Stannard Baker, *Le president Wilson et le reglement franco-allemand d'après les documents personnels et inédits du president Wilson*, Payot, Paris, 1924, p. 222

contradictoriu asupra aceluiaşi subiect. Unii politicieni realişti, între care M. Erzberger, K. Kautzki, Eduard Bernstein atrăgeau atenţia că tergiversarea acceptării tratatului, nu numai ca ar aduce după sine intervenţia armatelor străine, dar ar fi putut afecta însăşi unitatea Germaniei[35]. Alţii, în schimb, se opuneau categoric semnării tratatului. Rezultatul a fost declanşarea unei crize politice soldată cu demisia lui Ph. Scheideamnn şi a cabinetului său şi numirea în funcţia de cancelar a lui Gustav Bauer. După multe dezbateri şi discuţii controversate, Reichstagul votează acceptarea tratatului cu 237 de voturi contra 138[36].

Astfel, la 28 iunie 1919, în sala oglinzilor de la Versailles , plenipotenţiarii germani Hermann Müller şi Johanes von Haniel, primul ministru de externe şi al doilea ministru al coloniilor, cu acelaşi ceremonial ca şi la 7 mai, îşi puneau automat semnătura pe tratatul de pace. „Este de la sine de înţeles, d-lor delegaţi germani, avea să spună Georges Clemenceanu, că toate angajamentele pentru care depuneţi semnătura trebuie să fie înfăptuite integral şi loial". Un „Ja" apatic şi gutural s-a auzit din partea celor doi delegaţi germani[37].

Episodul de la 28 iunie 1919 încheie o etapă din activitatea Consiliului celor patru mari, poate cea mai importantă. Celelalte tratate semnate cu Austria, Ungaria, Bulgaria sau Turcia, cu unele modificări determinate de situaţii speciale, au avut drept model tratatul semnat cu Germania. În aceeaşi zi, 28 iunie, îşi începea activitatea Societatea Naţiunilor.

Tratatul de la Versailles, cum este cunoscut în istorie, a fost primit cu optimism de către unii, cu neîncredere de către alţii. „Bun sau rău — scria Raymond Poincaré, atunci preşedinte al Republicii Franceze, va trebui să avem curajul să-l realizăm"[38]. Deşi a fost unul dintre cele mai democratice tratate cunoscute pînă în acea vreme, el n-a putut fi realizat în întregime. Într-o situaţie complexă şi complicată cunoscută de altfel, rezvizuirea a început chiar imediat după semnarea lui.

---

[35] La 1 iunie 1919, se anunţa constituirea unei republici a Rinului în Maintz şi Wiesbaden. O tendinţă asemănătoare se semnala din partea procurorului de stat Hans Adam Dorten, pe care francezii îl stimulau şi-l sprijineau în realizarea unei republici rhenane (Gebhardt, *Handbuch...* p. 209 ; Bertrand de Jouvenel, *op. cit.*, p. 93 ; G. Clemenceau, *op. cit.*, pp. 176, 179, 186).

[36] Gilbert Badia, *op, cit.*, 155

[37] Jacques Bainville, *Histoire de deux peuples, continuée jusqu'à Hitler*, Flammarion, Paris, 1933, p. 151 ; Idem, *L'Allemagne...* p. 42

[33] Raymond Poincaré, *op. cit.*, vol. II, p. 144

MOMENTE ALE RELAŢIILOR ROMÂNO-ITALIENE (1924–1937)

DE

I. CIUPERCĂ

O monografie a relaţiilor româno-italiene între 1918 şi 1940 lipseşte. Se cuvine alcătuită în urma unei documentări special orientată spre acest scop şi pe un spaţiu tipografic adecvat. Acestea sînt şi motivele pentru care ne propunem să insistăm doar asupra unor momente semnificative ce ar putea intra între reperele unei asemenea monografii.

Limitele cronologice nu sînt alese numai pe criteriul propriei documentări; întrevederile selectate prezintă similitudine de conţinut şi sînt relevante în privinţa atitudinii Italiei faţă de România. Apoi, alegerea anului 1924 prezintă avantajul, după opinia noastră, de a fi semnificativă atît pe plan intern cît şi extern.

Din perspectiva problemelor care confruntă ţările Europei centrale şi de sud-est — inclusiv România — este anul în care mari puteri europene recunosc *de jure* U.R.S.S. şi, în consecinţă, au de conciliat angajamentele lor faţă de ţările din zonă cu această decizie.

De asemenea, eşecul Franţei în Ruhr deschide posibilitatea acomodării intereselor Franţei slăbite cu ale partenerilor vest-europeni şi această conciliere în vest, ce va fi exprimată de momentul Locarno al relaţiilor internaţionale, pune în termeni diferiţi cursa marilor puteri pentru dominarea Europei adică, în fapt, a Europei centrale şi de sud-est.

Pe plan intern, în România au existat destule temeiuri să se creadă într-o posibilă schimbare a guvernului Brătianu mai ales în iunie 1924. Între elementele care făceau plauzibilă această schimbare era şi demonstraţia organizată de Averescu la 2 iunie 1924, la Arenele Române, cînd generalul reuşise să adune aderenţi al căror număr fusese estimat la 50 000.

Comentariile din epocă nu exprimă numai impresia produsă de numărul aderenţilor, ci conţin şi detaliul că generalul făcuse în prealabil un voiaj socotit „ciudat", în Italia. Că purtase negocieri financiare apreciate drept „stranii" şi că în urma acestor negocieri fuseseră amînate vizitele suveranilor români la Roma[1].

Momentul este deosebit de complex. Rivalităţile marilor puteri pentru dominarea Europei centrale şi de sud-est ating cote maxime şi datorită tendinţei Franţei, după Rapallo (1922), de a-şi spori influenţa în zonă prin des-

---

[1] „L'Europe Nouvelle", 7. année, no 329, 7. VI 1924, p. 726. „România Industrială", an XVIII, nr. 614 din 23 martie 1924; nr. 615 din 1 aprilie 1924; nr. 618 din 20 aprilie 1924

chiderea de credite militare[2]. În acest context celelalte mari puteri exprimă nemulţumirea faţă de tratamentul lor inegal în raport cu Franţa. Reacţiile Angliei sînt cele mai puternice şi de temut. Urmează ale Italiei care mizează şi pe avantajul cooperării cu un om al opoziţiei acceptată de guvern în numele continuităţii de guvernare — generalul Averescu. Tensiunile acumulate în relaţiile româno-italiene la sfîrşitul anului 1923 şi începutul anului 1924 se amplifică în momentul în care vizite regale româneşti la Roma trebuie contramandate. Era în mai 1924. Cum în aparenţă conflictul româno-italian din 1924 pleca de la neplata datoriilor de către România, Mussolini ţinea să-i explice generalului că îl deranjează mai mult faptul că România nu acceptă Italia la exploatarea bogăţiilor sale în măsura în care acceptă alte puteri[3]. Nu încape îndoială că Mussolini viza în primul rînd Franţa, neconvenindu-i mai ales o eventuală preferinţă a României pentru capitalurile franceze în exploatarea petrolului. Că rivalitatea franco-italiană este o realitate în 1924 se vede şi din felul cum cele două diplomaţii finalizează pacte bilaterale cu ţări ale Europei centrale şi de sud-est. Impresia că Italia cîştigă teren în zonă[4] putea să rezulte şi din încheierea tratatelor cu Jugoslavia[5] şi Cehoslovacia[6]. O lună mai tîrziu, Mussolini, comentînd semnificaţia acordurilor semnate cu Jugoslavia, vorbea de „expansiunea pacifică" a Italiei spre răsărit. Aprecia faptul că la Belgrad a fost înţeleasă direcţia acestei expansiuni[7]. Ca urmare, tendinţa lui Mussolini de a face din tratatul cu Jugoslavia baza unui pact dunăreano-balcanic, mai tîrziu, în 1926, apare firească[8].

Tot firească apare şi respingerea de către Mussolini a propunerii Briand din martie 1926 de a se realiza un acord tripartit franco-italo-jugoslav. Nemulţumit, Briand insistă asupra „ameţelii megalomane a lui Mussolini" care vrea să domine Mica Înţelegere[9].

---

[2] Vezi şi I. Ciupercă, *The Great Powers and The Central and Sputh-East European Countries (1919 — 1925)*, în „Nouvelles Etudes d'Histoire", 2/1980, p. 301 şi urm.; Idem, *Probleme ale relaţiilor internaţionale ale României după primul război mondial* în „Anuarul Institutului de Istorie şi Arheologie «A. D. Xenopol»", tom XVIII, 1981 p. 353 şi urm.; Idem, *Marile puteri şi ţările Europei centrale şi de sud-est după primul război mondial. Probleme economice*, în „Analele ştiinţifice ale Universităţii «Al. I. Cuza» din Iaşi", tom XXVI, s. III a. Istorie, p. 113 şi urm.

[3] Cf. D. Şandru. *Despre pătrunderea imperialismului italian în economia statelor balcanice şi a României*, în „Studii şi cercetări ştiinţifice", Istorie, an III, Fasc. II, 1962, pl 191

[4] Vezi şi G. M. Gathorne-Hardy, *Histoire des événements internationaux de 1920 à 1939*, Paris, 1946, p. 156

[5] La 27 ianuarie 1924, la Roma, se încheiau acorduri care reglementează situaţia portului Fiume şi a zonei adiacente. Se mai încheia un „Pact de amiciţie şi colaborare cordială" între Italia şi Regatul sîrbo-croato-sloven.

[6] Tratatul cu Cehoslovacia era încheiat la 5 iulie 1924 şi înregistrat la Liga Naţiunilor la 15 iulie (cf. *Survey of International Affairs* în continuare *Survey*, 1924, p. 452). Un tratat de alianţă se realizase între Franţa şi Cehoslovacia la 25 ianuarie, ratificat de Franţa la 7 martie 1924. Este interesant că Titulescu semnalează imediat Bucureştiului reacţia presei britanice împotriva Cehoslovaciei care „a luat iniţiativa de a alege între Franţa şi Anglia", devenind cea mai dependentă de Franţa dintre ţările Micii Înţelegeri (Arh. M.A.E., fond 71, 1920—1944, Anglia, Presă. 1921—1929, vol. 15, p. 16).

[7] Cf. *Survey*, 1924, p. 442

[8] Vezi şi C. Iordan-Sima, *La Roumanie et les relations franco-italiennes dans les annéss, 1926 — 1927. Une page d'histoire de la diplomatie roumaine*, în „Revue Roumaine d'Histoire" tome XIV, nr. 2, 1975, p. 327 — 340

[9] Idem, *Despre negocierile privind încheierea alianţei franco-romane (10 iunie 1926)*, în „Revista de istorie", tom. 29, nr. 2, 1976, p. 231

Aceste tendinţe ale politicii externe italiene există în germene în 1924. Strucutura tratatului italo-cehoslovac era de natură să nască polemici între Paris şi Roma. De la Roma, Al. Em. Lahovary semnala ministrului de externe, I. G. Duca[10], faptul că polemica pornise de la o omisiune semnificativă pentru Franţa. Textul acordului italo-cehoslovac nu spune nimic despre tratatul de la Versailles, ci numai despre cele de la St. Germain, Trianon şi Neuilly. „Le Temps" imputa tendinţele „megalomane şi imperialiste" ale politicii personale duse de Mussolini şi atrăgea atenţia asupra faptului că omisiunea „ar putea da pretext Germaniei de a se împotrivi obligaţiilor de reparaţiuni prevăzute de comisia experţilor..." Răspunsul Romei, prin „Messagero", nu numai că nu este relevant dar este simptomatic pentru atitudinile viitoare ale regimului fascist faţă de soluţiile menţinerii păcii în Europa centrală şi de sud-est. Se explica astfel că omisiunea tratatului de la Versailles s-a făcut deoarece tratatul cu Cehoslovacia „are în vedere numai asigurarea situaţiei în Europa centrală, deci un caracter cu totul special ca şi al acordului italo-iugoslav". Se eluda astfel unitatea tratatelor în intangibilitatea lor — o sugestie pentru cele ce se vor întîmpla mai tîrziu, la Locarno, în 1925, cînd unitatea temporară şi relativă a marilor puteri occidentale va amplifica nesiguranţa în centrul şi răsăritul Europei.

Din perspectivă românească, acum interesează rivalitatea puterilor cu atît mai mult cu cît tensiunea între România şi Italia se adaugă unei situaţii internaţionale defavorabile României datorită politicii liberale ambiţioase pe plan economic şi a disensiunilor existente în Mica Înţelegere pe tema atitudinii faţă de U.R.S.S. [11].

La Viena, în aprilie 1924, eşuează convorbirile asupra „uneia din cele mai bolnave probleme ale politicii internaţionade actuale", cum o caracterizase locţiitorul comisarului poporului pentru afaceri externe, M.M. Litvinov[12]. Aceasta este împrejurarea care explică de ce tensiunea româno-italiană este comentată în presa străină ca fiind expresia unei cooperări italo-sovietice[13], iar presa românească supraevaluează importanţa prezenţei unui prinţ japonez în România, în aprilie 1924[14].

De la Londra[15] şi de la Sofia se comentează izolarea în care se găseşte România. Rezoluţia lui I. G. Duca pe telegrama trimisă de la Sofia, de Langa Răşcanu, trădează nervozitatea şi proiectează mai multe deziderate: „Nu pricep cum *România poate fi considerată ca izolată cînd pentru apărarea tuturor graniţelor are hotare trainice şi cînd spre deosebire de alţii* — aluzie la Cehoslovacia, n. ns. — *raporturile ei cu marii aliaţi sînt deopotrivă bune*"[16].

[10] Bibl. Acad. R. S. România, Mss. Arh. Gh. Kirileanu, Arh. Palatului. XXXII, varia 2 (Al. Em. Lahovary către I. G. Duca, la 21 mai 1924)

[11] *Survey*, 1924, p. 440 şi urm. Revista apreciază că Cehoslovacia şi Regatul sîrbo-croato-sloven sînt mai puţin dispuse ca oricînd să sprijine România într-un eventual conflict cu U.S.

[12] Ministerstvo Junostranîh Del SSSR. Dokumentî Vneşnei politiki, VII, Moscova, Izd. Politiceskoi Literaturî, 1963, doc., nr. 95, p. 179—182

[13] Cf. „România Idustrială" an XVIII, nr. 615 din 1 aprilie 1924. Vezi şi I. Ciupercă, *Probleme ale relaţiilor...*, 363, şi urm.

[14] „Dimineaţa", an XXI, nr. 6 251 din 3 aprilie 1924; nr. 6 252 din 4 aprilie 1924.

[15] *Survey*, 1924, p. 265

[16] Arh. M. E. A., Fond 71, 1920—1944, România, Politica internă 1920 — 1924, vol. 342, p. 167, tel. nr. 313 din 4 februarie 1924

Relaţiile cu Franţa nu erau chiar atît de bune[17] şi probabil şi această situaţie contribuie la încercările Italiei de a-şi consolida poziţiile în România. Sincronizarea acestor încercări cu momentele de recul în relaţiile româno-franceze este de domeniul evidenţei. Din acest punct de vedere convorbirile lui Mussolini din 5 septembrie 1924 cu Al. Constantinescu, ministru al agriculturii în guvernul I. I. C. Brătianu şi Al. Averescu, şeful Partidului poporului şi succesorul lui Brătianu, conţin elemente semnificative.

Convorbirea cu Al. Constantinescu este vizibil marcată de tensiunea ce apăruse în relaţiile româno-italiene la sfîrşitul anului 1923 şi începutul anului 1924, cînd vizitele regale la Roma trebuiseră contramandate. Cînd Constantinescu întreba pe Mussolini dacă vede posibilitatea unui împrumut făcut de către România în Italia „în cazul în care guvernul ar judeca oportun să facă apel la capitalurile italiene pentru valorificarea bogăţiilor sale naturale"[18] refuzul premierului italian era lipsit de echivoc. Mussolini invoca dificultăţi cu împrumutul făcut Poloniei şi cu cel promis Jugoslaviei. Şi mai semnificativ este faptul că şeful regimului italian oferă, *pe credit României material militar*, cunoscut fiind faptul că la începutul anului 1924 tensiunea în relaţiile româno-franceze se acumulase pe tema unei tranzacţii similare. Propunerea apare astfel ca o aluzie la aceste dificultăţi şi o sugestie pentru înlocuirea Franţei cu Italia ca partener în afaceri de o aşa importanţă.

Agenda convorbirilor dintre Mussolini şi Al. Constantinescu are o structură în multe privinţe asemănătoare cu cea a convorbirilor cu Al. Averescu desfăşurate în aceeaşi zi de 5 septembrie 1924[19]. Se discuta în direcţia îmbunătăţirii relaţiilor cu Italia de la care oamenii politici români aşteptau mai ales ratificarea tratatului din 28 octombrie 1920, încheiat între România, pe de o parte şi Anglia, Franţa, Italia şi Japonia, pe de altă parte. Averescu aprecia că discuţiile s-au purtat „în atmosfera cea mai caldă şi, cea mai deschisă". Pe lîngă ratificarea tratatului din octombrie 1920, Averescu mai pune în discuţie încă cinci probleme ale relaţiilor cu Italia: 1) încheierea unei convenţii comerciale după alcătuirea tarifului vamal românesc planificată pentru sfîrşitul anului 1924; 2) „că dorim a face şi o convenţie de înţelegere cordială şi fiindcă în această privinţă sîntem informaţi că Italia ar dori să facem ceva cît mai strîns decît are încheiat cu Cehoslovacia şi Jugoslavia, aştept ca preşedintele să-mi formuleze ceea ce Italia crede a propune în această privinţă şi sîntem gata a intra în discuţiune"; 3) o soluţie care „să risipească ultimii nori ce ar fi mai putut rămîne în chestiunea vizitei pe care regele României urma să o facă în primăvara trecută regelui Italiei, după invitaţia ce primise prin ministrul Italiei la Bucureşti..."; 4) „că în chestia petrolului, acum că avem regulat regimul prin legea minelor, dacă Italia va voi noi o asigurăm că o vom trata în această materie pe un picior de absolută egalitate cu Franţa şi Anglia"; 5) propuneri de colaborare tehnică pe baza legii de comercializare a unora din bogăţiile statului.

---

17 Vezi şi I. Ciupercă, *Probleme ale relaţiilor . . ., passim*

18 Arh. M. E. A., Fond 71, 1920 — 1944, România, General, 1924, vol. 184, fila 356

19 Bibl. Acad., Mss., Arh. Al. Averescu, I. mss 33. Convorbirea cu Mussolini este rezumată autograf de Al. Averescu pe textul italian al acordului italo-iugoslav din 12 noiembrie 1920 de la Rapallo. Documentul este incomplet; lipseşte partea curprinzînd răspunsurile lui Benito Mussolini la problemele puse de Al. Averescu.

Ar fi fost de mare interes să cunoaştem răspunsurile lui Mussolini la problemele puse de către generalul Averescu. Am fi putut compara distanţa între intenţii şi realizări la primul ministru italian. Aşa, ştim numai că nu i-a reuşit încercarea de apropiere italo-româno-iugoslavă în decembrie 1924; că nu i-a reuşit tentativa de Locarno balcanic care „să diminueze influenţa franceză în Orient" şi nici cea de Locarno central european[20]. Astfel, este edificator faptul că în timpul negocierii tratatului româno-italian, intenţiile lui Mussolini sînt în multe privinţe diferite de ale lui Averescu; pe cînd premierul român urmărea consolidarea situaţiei ţării sale în sistemul existent, unul garantat de Franţa în primul rînd, Mussolini năzuia la formarea unui sistem româno-italo-bulgar sub controlul Italiei. După publicarea tratatului franco-român din 10 iunie 1926, marchizul Durazzo, ministrul Italiei la Bucureşti, informa pe Mussolini că „în faţa dilemei Paris sau Roma, România a optat pentru Paris[21]". Exprimarea cu claritate a poziţiei româneşti a permis României să contribuie chiar la ameliorarea pe moment a relaţiilor franco-italiene[22].

Pentru simetria demonstraţiei asupra momentelor semnificative reţinem că din încercările de apropiere româno-italiene în 1924 rămîne valabilă numai o comandă de submarine făcută de către România în Italia; că protestul Italiei împotriva tratamentului inegal în raport cu Franţa la sfîrşitul anului 1923 şi începutul anului 1924 era însoţit de o demonstraţie navală de natură să sublinieze vulnerabilitatea României spre poarta maritimă. Această vulnerabilitate va fi mereu luată în considerare de către factorii politici italieni în estimarea locului României în propriile lor calcule.

Că diplomaţia italiană şi Mussolini însuşi au preferat să colaboreze cu generalul Averescu, apare evident. Sub guvernul Averescu (27 martie 1926 — 3 iunie 1927) s-a realizat cooperarea în afaceri de petrol, ratificarea tratatului din 28 octombrie 1920 şi s-a reuşit şi contractarea unor împrumuturi româneşti pe piaţa italiană[23]. Aceste realizări vădesc mai mult îndeplinirea obiectivelor averescane dacă pornim de la aprecierea că scopul Romei de a reorienta politica externă a României spre Italia a eşuat[24].

La prepararea acestor reuşite averescane Mihail Manoilescu, subsecretar de stat la Finanţe, pare să fi avut un rol deosebit. El vizita Italia în iunie 1926[25]. Era primit de Mussolini şi conţinutul convorbirilor va fi dezvăluit

---

[20] Încă din 1922 fusese remarcată dorinţa Italiei de a dirija statele moştenitoare ale Dublei Monarhii (Albert Mousset, *La constelation danubienne vue de Belgrade*, în „L'Europe Nouvelle", 5[me] Année, no.1, 7 janvier, 1922, p.17 şi urm.). În 1924 Octavian C. Tăslăuanu scoate volumul *États Unis d'Orient*. Autorul vedea cu o oarecare naivitate pe N. Iorga drept organizator al acestei federaţii. Din punctul nostru de vedere interesează faptul că în 1924 introdusese Italia în schema imaginată sub titlul de mai sus. Mai tîrziu, va explica scoaterea ei „deoarece Italia urmăreşte politica ei imperialistă specială de expansiune în Balcani şi de dominaţie în Europa centrală şi orientală. Pe urmă Italia nu s-ar învoi ca centrul confederaţiei să nu fie Roma" (*Valuri politice*, Bucureşti, 1933, p. 194). Zygmut J. Gasiorowski, *Stresemann and Poland before Locarno*, în „Journal of Central European Affairs", volume XVIII, April 1958, number one, p. 25—47. Idem, *Stresemann and Poland after Locarno* în Idem, volume XVIII, october, 1958, number three, p. 292—317.

[21] Apud Constantin Iordan-Sima, *La Roumanie*..., p. 330

[22] *Ibidem*, p. 328 — 331

[23] Vezi D. Şandru *op. cit.*, p. 194 — 198

[24] Vezi şi Eliza Campus, *Din politica externă a României 1913 — 1947*. Editura Politică Bucureşti, 1980, p. 279 — 280

[25] „Îndreptare", an VIII, nr. 151 din 4 iulie 1926.

mai tîrziu, în 1934. „Eram trimis la Roma — va mărturisi el — cu o misiune în aparență economică, în realitate mai mult politică“[26].

Trebuia să întrebe pe șeful guvernului italian cînd va ratifica tratatul din 28 octombrie 1920. Este de presupus că discuția cu Mussolini a cuprins o arie mai largă de probleme inclusiv pe cea a semnării pactului de „amiciție și colaborare“ ce va fi parafat la 16 septembrie 1926, cînd șeful guvernului român — Averescu — va vizita din nou Roma.

În manifestările publice ale lui Manoilescu, după vizita în Italia, sînt elemente care confirmă supoziția noastră. Intervievat asupra raporturilor italo-române, el nu ezita să spună că „venirea la cîrmă a guvernului prezidat de Averescu înseamnă o eră nouă în raporturile dintre cele două țări“[27]. Oricît de interesat ar fi fost, ca om politic, să-și laude guvernul din care făcea parte, întrevederea cu Mussolini trebuia să-i fi întărit convingerea în posibilitatea semnării pactului cu Italia. Un singur pasaj dintr-un interviu privind împrumutul contractat în Italia poate confirma faptul că misiunea lui n-a fost una strict ecomomică „Dincolo de împrumutul ca atare —spunea Mihail Manoilescu — trebuie să înțelegem această problemă într-un complex de măsuri și tendințe politice în care împrumutul reprezintă un element secundar“[28]. Cel puțin din punct de vedere italian nu prea era secundar dacă aranjamentele semnate permiteau Italiei să pătrundă în afacerile petroliere ale României, producînd chiar aprecierea că „gestul Italiei“ care a dat o lovitură „în stil mare“ contrabalansa interesele Franței[29].

Admirația lui Manoilescu pentru regimul fascist italian și șeful acestui regim se confirmă și în același timp este revelatoare pentru evoluția lui viitoare. Dintre aprecierile elogioase cuprinse în interviul despre marile transformări sociale și politice din Italia, atrag atenția cele privitoare la monarhie. Găsea admirabil faptul că regimul italian „pune în fruntea organizației naționale, ca o garanție de stabilitate și un simbol de continuitate și de grandoare a națiunii, monarhia“[30]. Observația era simptomatică. Manoilescu putea vedea în 1926 —1927, în Averescu, un potențial Duce. Nu era singurul. Adeseori vin îndemnuri către Averescu și Iorga să-și asume răspunderea dictaturii de tip italian în România: un reflex al amărăciunii confruntărilor politice cu șanse schimbătoare. Mai trebuie adăugat faptul că fenomenul nu apare numai în România. Dictatorul italian se constituie într-un model de referință în epocă.

După întîlnirea cu Mussolini de la 30 septembrie 1926, sir Austin Chamberlain, atunci ministru de externe al Angliei, declara la întoarcerea la Londra: „Am o mare stimă și o mare admirație față de domnul Mussolini. Este un om cu o mare tărie de caracter, o profundă înțelepciune, iar comportarea lui per-

---

[26] Mihail Manoilescu, *Mussolini, Hitler, Kemal*, Brăila 1934, p. 12 Desigur mărturiile făcute trebuie luate sub rezervele necesare. Afirmația că vizita lui în Italia a avut loc în *iulie* nu este riguros exactă. Apoi aceste mărturisiri erau făcute într-o conferință ce-și propunea creionarea profilurilor semnificative ale epocii, între care și Mussolini. Este cunoscut că după 1931, Manoilescu va aluneca din punct de vedere politic tot mai vizibil spre dreapta (vezi și Vasile C. Nechita, *Doctrina economică și corporatistă a lui Mihail Manoilescu*, București, 1971, p. 7 și urm.)

[27] „Îndreptarea“, an VIII, nr. 15 din 4 iulie 1926

[28] Ibidem. M. Manoilescu, *op. cit.*, p. 12 și urm.

[29] D. Șandru, *op. cit.*, p. 200

[30] „Îndreptarea“, an VIII, nr. 151, din 4 iulie 1926

sonală este plină de mult farmec și de o desăvîrșită simplicitate". Ziariștilor contrariați de un asemenea elogiu, sir Austin Chamberlain le replica: „Oricare ar fi opinia dumneavoastră despre politica lui, este un mare patriot"[31]. Elogiile, de mai sus veneau concomitent cu valul de insulte italiene la adresa Franței concurentă redutabilă a dominației italiene în Mediterană și adăpost al italienilor rămași fără țară în urma înstăpînirii totalitare a regimului lui Mussolini asupra Italiei. În 1927, același Mussolini impresiona plăcut pe Winston Churchill, viitorul premier britanic în timpul celui de al doilea război mondial.

Este interesantă, apoi, ipostaza modelului în Polonia. La 12 mai 1926, printr-o lovitură de stat, Joseph Pilsudski instituise un regim autoritar în Polonia văzut din afară de cele mai multe ori, ca un regim dictatorial. În fața adunării naționale poloneze și a presei, Pilsudski respingea ideea unei dictaturi antiparlamentare. Se pronunța pentru combaterea coteriilor și pentru „însănătoșirea" statului; altfel spus, pentru „organizarea democrației", drumul cel mai scurt și cu aparență elegantă spre dictatură. De aici și dificultatea definirii puterii lui Pilsudski, ajungîndu-se la observația că titlul lui Cromwell, de lord protector, i s-ar potrivi cel mai bine[32]. Cînd, în ianuarie 1928, Albert Thomas vizita Varșovia, a vrut să aibă o explicație cu Pilsudski, în numele amintirilor luptei comune, ca vechi socialiști. L-a întrebat *ex-abrupto*: «Sînteți un Mussolini» ? Pilsudski a protestat cu energie deoarece îl detesta pe Duce...

În România, Manoilescu era printre admiratorii lui Mussolini și a sistemului său corporatist. Că Manoilescu era și în căutarea unui prinț care să dea stabilitate coroanei se poate vedea și din faptul că un an mai tîrziu, în noiembrie 1927, va fi angrenat într-un proces cu răsunet datorită legăturii lui cu viitorul Carol al II-lea[33]. Acum, în 1926, admirînd pe Mussolini, îl găsea, „de o sinceritate dusă pînă la brutalitate" și rămînea uimit în fața informației ample pe care Ducele o avea, precum și în fața perspicacității sale politice. Împrejurarea care amplificase admirația mai veche a lui Manoilescu ținea de precizarea Ducelui că ezită să ratifice tratatul din 28 octombrie 1920 pentru că are informația că „îndată ce guvernul Averescu va obține de la guvernul italian această recunoaștere, Brătianu va răsturna guvernul Averescu"[34]. La 9 martie 1927 Italia ratifica tratatul din 1920 și la 2 iunie cădea „cărămida" în capul averescanilor; „paranteza Averescu" se închisese; I. I. C. Brătianu înțelegea să vină „cînd vrea" la cîrma țării.

Și totuși din această „paranteză" Averescu vor rămîne cîteva elemente esențiale dacă ne referim la relațiile cu Italia. Între ele, remarcăm o disponibilitate pentru cooperarea pe plan militar. Nu numai că Averescu făcuse școala militară la Torino și era căsătorit cu o italiancă , dar în 1926 italienii l-au făcut mareșal al armatei lor. Personalități militare italiene, ducele Spoleta și mareșalul Badoglio, comandantul armatei, vizitează România în noiembrie

[31] Apud Max Gallo, *Italia lui Mussolini*, Editura Politică, 1969, p. 263

[32] Jules Laroche, *La Pologne de Pilsudski. Souvenirs d'une ambassade 1926—1935*, Paris, 1953, p. 42 — 47

[33] Problema merită o analiză detaliată ce nu intră în economia studiului de față. Procesul prilejuiește rediscutarea posibilității apropierii opoziției contra guvernului Brătianu. De la Paris, spre exemplu, i se scrie lui N. Iorga; „Mai mult ca oricînd sînteți vrednic de admirație pentru că ați adus opoziția pe punctul de a se uni. De s-ar întîmpla minunea asta, tirania liberală ar fi aproape de sfîrșit." (Bibl. Acad. Mss. Coresp. N. Iorga, vol. 340, f. 463 — Pr. Doru N. Ionescu Paris — N. Iorga, la 21 nov. 1927).

[34] Mihail Manoilescu, *op. cit.*, p. 12 și urm.

1926 şi cel puţin unul din rosturile vizitei lor era estimarea cu cît mai multă precizie a potenţialului militar românesc după ce relaţiile politice fuseseră înscrise în pactul de „amiciţie şi colaborare" din 16 septembrie 1926[35].

Relaţiile româno-italiene pînă la 5 noiembrie 1937, cel de al treilea moment analizat de noi în studiul de faţă, au o evoluţie multiplu condiţionată. O pistă a degajării acestor condiţionări o oferă însuşi tratatul româno-italian. din 1926. Considerăm utilă distincţia operată între noţiunea de „tratat de alianţă" şi cea de „pact de amiciţie" în privinţa caracterizării actelor semnate între guvernul român şi cel italian[36]. Distincţia marchează realitatea că interesele părţilor contractante nu sînt total convergente. Partea română a vrut un tratat de alianţă, „un preţios inel" în sistemul de alianţe aflat sub egida Franţei. Diplomaţia italiană viza consolidarea statutului de mare putere prin stabilirea unei zone de influenţă pe valea Dunării. Coliziunea cu Franţa şi Germania (ordinea este semnificativă *acum*, în 1926 — 1927, pînă în 1935) este greu de evitat. *Acum* politica externă italiană pare a fi marcată de dileme. Cu Austria şi Ungaria împotriva sistemului francez, sau cu Jugoslavia şi România în locul Franţei? Dilemele devin nai relevante dacă sînt conectate cu declaraţiile făcute de către Mussolini la începutul anului 1926: „Fie-ne dat să punem bazele imuabile ale acestui secol pe care l-am numit şi care va fi secolul puterii italiene"[37].Varianta a doua nu are sorţi de izbîndă în 1926 din cauza românilor hotărîţi mai mult să-şi sporească securitatea decît să-şi schimbe direcţia politicii externe. Ca urmare, rezultă un pact de amiciţie şi colaborare cordială a cărei operativitate se încearcă a fi sporită, la insistenţa părţii româneşti, prin scrisori secrete schimbate între Averescu şi Mussolini, la 16 septembrie 1926. Scrisorile conţineau obligativitatea colaborării la nivelul statelor majore în caz de agresiune; o satisfacţie pentru partea românească „smulsă" italienilor fără certitudinea operativităţii ei în viitor. De altfel, italienii vor deveni tot mai activi în relaţiile internaţionale în sensul urmăririi celeilalte variante: cu Ungaria şi Austria împotriva Franţei şi a Germaniei (pînă în 1935—1936). Din acest punct de vedere, poate să nu fie o simplă coincidenţă cronologică în faptul că Italia depune în noiembrie 1927, la Liga Naţiunilor, pactele italo-român şi italo-ungar, ultimul semnat în aprilie 1927. În următorii şapte ani această tendinţă a politicii italiene se va contura tot mai clar; înainte de semnarea Protocoalelor de la Roma între Italia, Austria şi Ungaria (17 martie 1934), Italia va denunţa unilateral pactul cu România (ianuarie 1934). Mussolini este cel care exprimă insatisfacţia în legătură cu pactul, cerînd anularea scrisorilor secrete semnate cu Averescu în septembrie 1926 şi introducerea unei clauze de neutralitate. România respinge clauza ca neconformă cu statul Ligii Naţiunilor[38].

---

[35] Sînt indicii că prepararea acestui pact s-a făcut din vreme de către averescani. Cînd Contarini invoca necesitatea ca proiectul de pact „să fie un fel de complement al celui de la Locarno", nu se aflăm decît în faţa unei manevre diplomatice — după opinia noastră — de natură să întîrzie semnarea pînă la venirea noului guvern Averescu (vezi şi Bibl. Acad. Mss. Arh. Gh. Kirileanu, Arh. Palatului, XXXII, varia 2—Lahovary, Roma către I. G. Duca, nr. 541 din 13 februarie 1926).

[36] Eliza Campus, *Din politica externă a României 1913 – 1947*, Editura Politică Bucureşti, 1980, p. 284 — 285

[37] Apud Max Gallo, *op. cit.*, p. 261

[38] *Ibidem*, nota 139

Că termenii dilemei diplomației italiene corespund realității, rezultă și din analiza a două momente ale relațiilor internaționale din punct de vedere german: „marele plan" Barthou de realizare a unui Pact oriental (1934) și conferința de la Stressa (11—14 aprilie 1935). Ambele momente conțin între elementele incomode diplomației germane ideea unui acord franco-italian; ideea unirii sistemelor de alianțe italian (o realitate începînd din 1934) și francez în vederea constituirii unui „baraj" în fața expansiunii germane. Cînd fermitatea lui Barthou amplifica impresia iminenței acestui acord, Germania refuză oficial aderență la Pactul oriental (10 septembrie 1934). După căderea lui Barthou, răpus la Marsilia cu complicitatea Romei și a Budapestei ideea Pactului oriental este diluată; accentele se redistribuie de preferință spre Germania și Italia. Acordurile Laval-Mussolini (7 ianuarie 1935) încurajează expasiunea Italiei spre Etiopia. Reînarmarea Germaniei (16 martie 1935) neliniștește profund oficialitățile franceze. La Roma, perspectiva vecinătății cu Germania, în stare să asimilieze Austria, produce îngrijorare. Mussolini, la Stressa, pledează viguros pentru reînarmarea austriecilor, ungurilor și bulgarilor și organizarea „rezistenței" antigermane sub egida Italiei. Eșecul tentativei unui acord italo-francez se datorește temerii lui Flandin și Laval în fața nemulțumirii Micii Antante și mai ales „a acêstei forțe oculte și de temut — președintele Beneș[39]", că țările Europei centrale și de sud-est asimilate categoriei statelor învingătoare și grupate în Mica Antantă și Înțelegerea Balcanică mai au încă forța de a se opune înțelegerii marilor puteri pe seama lor. Și un alt element intervenise însă la Stressa : anunțul Germaniei că este gata să accepte ralierea la un Pact oriental[40]. Un bluf. În privința repercusiunilor, efectul acestei „lovituri" a diplomației Germaniei este comparabil, în opinia noastră, cu semnarea acordului de neagresiune polono-german (24 ianuarie 1934)"; „frontul de la Stressa" era rupt și prin aceasta se îndepărta unul din obstacolele ce ar fi putut incomoda expansiunea germană.

Pentru reperarea traseului relațiilor româno-italiene pînă la 5 noiembrie 1937, esențială rămîne condiționarea acestora de către maniera întîlnirii intereselor marilor puteri și în special a Italiei, Germaniei și Franței în Europa centrală și de sud-est.

Agresiunea Italiei împotriva Etiopiei și încercarea de sancționare a Italiei de către Liga Națiunilor pun în evidență posibilitatea acomodării intereselor a două state cu regimuri asemănătoare ideologic: Italia și Germania. Forțe redutabile se compun în ideea răsturnării ordinii stabilite prin sistemul de la Versailles (Axa Roma — Berlin, 25 octombrie 1936). Acordurile de la Roma între Italia, Austria și Ungaria fuseseră reînoite încă de la 23 martie 1936.

Divergențe franco-italiene în problema echilibrului forțelor navale în Mediterană puse în evidență la conferința dezarmării navale de la Washington (21 noiembrie 1921—6 februarie 1922). reapar în ianuarie —aprilie 1930 la conferința de la Londra. Argumentarea delegatului Italiei, Francesco Copola, apare simptomatică pentru conturarea viitoarelor linii ale politicii externe italiene. «...Dacă Franța are de apărat un mare imperiu colonial —

[39] Georges Bonnet, *Le Quai d'Orsay sous Trois Républiques 1870 — 1961*, Paris, 1961, p, 137 — 138

[40] „Universul", an 52, nr. 103 din 14 aprilie 1935

spunea el — Italia are unul de dobîndit... Pentru a dobîndi este nevoie de mai multă forţă decît pentru a apăra[41].

Divergenţele păstrează aceeaşi amplitudine la conferinţa de la Londra pentru înlocuirea Tratatului de la Washington (9 decembrie — 25 martie 1936). Ele se amplifică şi datorită faptului că guvernul de front popular condus de Leon Blum nu prezintă disponibilităţile necesare pentru a trece peste obstacole ca diferenţa de opinii în privinţa războiului civil din Spania şi amintirea asasinării liderului socialist Matteotti de către regimul fascist; expresia „nu voi trata cu asasinul lui Matteotti" este pusă pe seama premierului francez[42]. Ca urmare a acestor obstacole, relaţiile dintre cele două ţări conservă o răceală percepută şi la Bucureşti la sfîrşitul anului 1937. O raţiune în plus pentru oficialităţile române să nu neglijeze Roma în prospectarea posibilităţilor de supravieţuire în condiţiile înclinării balanţei forţelor în favoarea statelor fasciste.

Într-adevăr, din 1936, după reocuparea zonei renane de către Germania, speranţele ţărilor din Europa centrală şi de sud-est în posibilitatea ajutorului francez diminuaseră sever. Fuseseră ele o iluzie pînă în 7 martie 1936? Problema este controversată şi controversa se extinde şi asupra importanţei datei de mai sus ca punct de plecare spre cel de al doilea război mondial. Dacă alături de A. J. P. Taylor, putem subscrie asupra relativităţii importanţei momentului reocupării zonei renane, a nega orice intenţie a Franţei de a-şi ajuta aliaţii din est ni se pare excesiv[43]. Cel mult se poate accepta că, după tratatele de la Locarno (1925), ajutorul francez pentru Europa centrală şi de sud-est a devenit foarte dificil din punct de vedere juridic. Iluzie sau nu, speranţa pusă în Franţa de către România s-a năruit în cea mai mare parte în 1936. Printre soluţiile vrednice de prospectat rămînea şi cooperarea cu Italia. Din acest punct de vedere, vizita ministrului român al Aerului şi Marinei, Radu Irimescu, în Italia şi convorbirea lui cu Benito Mussolini, la 5 noiembrie 1937, conţine elemente semnificative.

Există o anume simetrie între vizitele lui Manoilescu în 1926 şi a lui Radu Irimescu în 1937. Şi într-un caz şi în altul în joc par a fi puse mai ales interese comerciale. Vizita în Italia a ministrului Radu Irimescu coincide cu semnarea protocolului pentru prelungirea pînă la 15 decembrie 1937 a datei de denunţare eventuală a acordului comercial italo-român şi a convenţiei de plăţi aferentă, din 13 februarie 1937[44]. După structura delegaţiei, itinerariul vizitei şi întrevederile avute se poate deduce importanţa ei preponderent militară. Interimatul ministrului Aerului şi Marinei fusese lăsat generalului de divizie adjutant, Constantin Ilasievici, ministrul Apărării Naţionale. În Italia, Radu Irimescu, era primit de amiralul Cavagneri, subsecretarul de stat al Marinei; de generalul Valle, subsecretar de stat la Ministerul Aerului; de contele Ciano — ministrul de externe precum şi de şeful guvernului, Benito

[41] Apud *Diplomaţi iluştri*, IV, Editura Politică, 1983, p. 408

[42] Cf. Georges Bonnet, *op. cit.*, p. 176 — 177

[43] A. J. P. Taylor, *The Origins of the Second World War*, Atheneum, New York, 1983, p. 286.

[44] „Universul", an 54, nr. 105 din 5 noiembrie 1937. Acum, „Viitorul" (an XXIX, nr. 8951 din 7 noiembrie 1937) inserează articole privitoare la stabilirea legăturii aeriene dintre Bucureşti şi Roma" după tratative de peste doi ani, determinînd Jugoslavia să îngăduie survolul".

Mussolini. El vizita şcoala militară de aviaţie, aeroporturile militare de la Spezia şi Milano, precum şi bazele navale italiene de la Genova şi Torino[45].

Era primit de Mussolini la 5 noiembrie 1937[46]. Discutau 30 de minute, vizita încheindu-se „într-o atmosferă de vădită cordialitate şi bună dispoziţie din partea Ducelui care, — preciza R. Irimescu — m-a întovărăşit tot timpul de la birou pînă la ieşire". Ducele s-a interesat de programul românesc de construcţii navale. Cînd Radu Irimescu i-a făcut expunerea „de dotare tehnică" Mussolini a făcut observaţii ce-l impresionau pe ministrul român deoarece dovedeau „o competenţă completă a tuturor chestiunilor navale în general şi ce este de reţinut, a chestiunilor speciale specifice Mării Negre şi a rolului nostru esenţial în Marea Neagră în anumite ipoteze (una dintre aceste ipoteze — Rusia ostilă)"[47].

Cînd Radu Irimescu a pus problema achiziţionării unui crucişător de 5—7 000 tone Mussolini a susţinut ideea, argumentînd că un crucişător poate reprezenta o coloană vertebrală solidă a apărării şi acţiunilor româneşti în Marea Neagră. Mussolini mai opina că un asemenea crucişător ar fi trebuit armat cu 8 piese de artilerie şi că trebuia să fie capabil a încasa lovituri.

Şi mai interesantă este discuţia purtată în domeniul aviaţiei. Ducele ţine să-şi sublinieze competenţa în problemă pe temeiul că deţine şi portofoliul de resort şi că a zburat personal pe toate tipurile de aparate din dotare. El nu uită să precizeze că aviaţia italiană a trimis în Spania (era în plin război civil — n. ns.) nu mai puţin de 412 aparate de toate tipurile. Este regretabilă omisiunea rezumării de către Irimescu a convorbirii cu Ducele despre acţiunea aviaţiei italiene în Spania. Ar fi fost interesant să se vadă în ce măsură experienţa înfrîngerii italienilor la Guadalajara se reflectă în observaţiile premierului italian. Vestea înfrîngerii, primită la 18 martie 1937, sub soarele arzător al Libiei, îi curmase deliciul primirii aclamaţiilor locale; furios, se întoarse la Roma[48].

Raportul lui Irimescu redă numai concluzia Ducelui: „ce păcat că lumea nu vrea să înţeleagă că este vorba despre ceva nou" (presupunem că se referă la eficienţa aviaţiei) şi Irimescu găseşte afirmaţia „susceptibilă de diverse interpretări".

Discuţia continuă şi Mussolini se arată gata să ajute România în probleme de aviaţie „fără nici o restricţie sau rezervă, pentru binele ţărilor noastre", declaraţie pe care, din nou, Irimescu o găseşte susceptibilă de interpretări diverse.

Sfîrşitul discuţiei are un caracter mai cald, mai personal. Cînd, întrebat, Radu Irimescu răspunde că a studiat ingineria la Berlin—Charlotenburg,

---

[45] „Universul", an 54. nr. 305 din 5 noiembrie 1937; „Viitorul", an XXX, nr. 8960 din 18 noiembrie 1937

[46] Hoover Institution on War, Revolution and Peace (Stanford University, Palo Alto, California U.S.A.), Hoover Institution Archives (în continuare, H. I. A.), Collection Radu Irimescu, Box 2, correspondence (Nota pentru ministrul Lugoşianu alcătuită de Radu Irimescu).

[47] Cînd Marea Britanie se interesa de posibilitatea construcţiei unei baze navale pe litoralul românesc, în 1930, la Taşaul, erau discutate, în manieră similară, diverse ipoteze ale apărării României. „Pravda" din 28 august 1930 aprecia că prin această iniţiativă Anglia „ia sub protecţie sectorul sudic al frontului antisovietic" (cf. *Documents on British Foreign Policy 1919—1929*, London, Second Series, vol. 7, H. M. S. O., (William Strong, Moscow, to A. Henderson, nr. 508).

[48] Max Gallo, *Italia lui Mussolini*, Editura Politică București, 1969, p. 351

Ducele nu scăpa ocazia să precizeze că „a primit recent defilarea la Berlin" chiar în fața școlii unde studiase Irimescu[49].

Întors în țară, Radu Irimescu mărturisea impresiile dobîndite în urma vizitei în Italia. Constata progresele calitative și cantitative ale industriei aeronautice italiene, buna organizare a bazelor navale, disciplina de fier a personalului și „entuziasmul lui extraordinar". Preciza faptul că s-au făcut comenzi în Italia pe baza „unei perfecte înțelegeri financiare între cele două țări". Nimic nu se lăsa văzut — sau nu era remarcat — din viitoarea tragedie a Italiei. Alături de alți contemporani notorii și R. Irimescu nota că „Italia sub noua ei conducere și-a schimbat cu totul structura sufletească și că ea contribuie la progresul omenirii, dînd exemplu de hotărîre în toate acțiunile și, mai ales apărarea țării și a neamului stă în fruntea preocupărilor"[50]. Ultima parte a observației putea fi și o sugestie sau o pledoarie *pro domo* între cei de acasă.

Nu intră în intenția noastră să exagerăm valoarea vreunei întrevederi și cu atît mai puțin a vizitei efectuate de Radu Irimescu în Italia. Din cel puțin două considerente se cuvine să observăm proporțiile firești ale evenimentului. Vizita în Italia, convorbirile avute cu oficialitățile italiene și aranjamentele încheiate, reprezintă un moment al efortului dotării armatei noastre. Or, este știut că în preajma izbucnirii celui de al doilea război mondial s-au desfășurat polemici înverșunate între oamenii politici pe tema insuficiențelor dotării armatei naționale și a răspunderilor în privința acestui neajuns.

Apoi, vizita în Italia și convorbirea cu Mussolini n-au adus schimbări notabile în politica noastră externă. După părerea noastră nici nu putea să aducă deoarece, după 7 martie 1936, țările mici, în genere, și în speță cele din Europa centrală și de sud-est asimilate categoriei țărilor învingătoare după primul război mondial au tendința să se retragă spre neutralitate. Cazul Belgiei este relevant și incomod pentru eventualitatea unei reactivări a politicii franceze în Europa orientală[51]. Cînd spunem tendința spre neutralitate, avem în vedere menținerea unei distanțe egale față de marile puteri; cînd Franța s-a plasat pe poziția apărării sistemului de la Versailles sau a creat această impresie, țările mici din Europa centrală și de sud-est au înclinat firesc către Franța. Acum, după 7 martie 1936, în mai multe state est-europene oameni politici exprimă această tendință spre neutralitate. În România, spre exemplu, reapărea ideea apropierii de Anglia. Aflat într-o vizită neoficială la Londra, sub numele de „contele Vrancea", Carol al II-lea formula ideea unei „Axe" Londra-București[52]. Apoi, era formulată de către unii oameni po-

[49] Este vorba de cea de a doua vizită a Ducelui în Germania, efectuată la 23 septembrie 1937. Această vizită a pregătit aderarea Italiei la Pactul anticomintern (6 noiembrie 1937). (Max-Gallo, *op. cit.*, p. 353 și urm.).

[50] Cf. „„Viitorul", an XXIX, nr. 8 962 din 20 noiembrie 1937

[51] United States of America, National Archives and Record Services, Washington D. C. (în continuare N. A.), R. G. 59, 771.00/15 (Bullit, Paris către Secretarul de Stat, m. 621 din 6 mai 1937). *Sentiment national en Allemagne et en Belgique* (XIX^{e} — XX^{e} siècles) Coloque des 25 et 26 avril 1963, Editions de l'Institut de Siociologie de l'Université Libre de Bruxelles, p. 59 — 106.

[52] A. L. Easterman, *King Carol, Hitler and Lupescu*, London, Victor Golancz, 1942, p. 113. Pavel Pavel, *Why Romania Failed*, London, Alliance Press Ltd, ș.a., p. 139. Carol al II-lea acorda un interviu lui Wicham Steed. Autorul avea la dispoziție notele întrevederii dintre Wicham Steed și Carol, în iulie 1937. Adeastă vizită va pregăti pe cea óficială, din noiembrie 1938. Ideea

litici români necesitatea creării unei fîşii de state neutre, de la Marea Baltică la Marea Mediterană; crearea „unui baraj teritorial între cele două focare geografice ale primejdiilor ideologice învrăjbite"; un grup de state neutre care „ar trebui să fie pus sub garanţia Franţei şi a Angliei" şi avînd drept bază „mişcarea de rezistenţă spirituală a micilor state"[53]. Mai tîrziu, statele situate în zona rîvnită de marile puteri pentru dominaţia Europei şi a lumii vor imagina drept posibilă neutralitatea şi fiinţa lor şi sub egida Italiei. Era în timpul celui de al doilea război mondial. Cu repeziciune, o nouă iluzie se destrăma.

Aşadar, analiza întrevederilor oamenilor politici români cu şeful guvernului italian a oferit prilejul focalizării cercetării noastre spre probleme ce confruntau România în anii 1924—1926 şi 1937. Considerăm incitantă ideea orientării analizei spre punctul de întîlnire dintre eforturile diplomatice româneşti şi italiene, diplomaţii pentru care problema supravieţuirii se punea în termeni diferiţi. Experienţa acomodării intereselor unor ţări europene, aflate pe niveluri diferite ale ierarhiei puterilor, conţine elemente pline de interes. Documente inedite, precum şi unele cunoscute, dar văzute din altă perspectivă, au fost folosite pentru constituirea momentelor din 1924, 1926 şi 1937 în repere posibile ale unei sinteze asupra relaţiilor româno-italiene în perioada interbelică.

ROMANIAN-ITALIAN RELATIONS. SOME MOMENTS (1924 — 1937)

Summary

This study results from an analysis of The Great Powers, interests in The Central and South-Eastern European area Romania included.

It is based on a rich bibliography as well as on some new records gathered by the author during the last years in the Romanian and American Archives.

Our analysis is focused on the intercourses of the Romania an politicians (Al. Averescu Al. Constantinescu, Mihail Manoilescu and Radu Irimescu) with B. Mussolini.

A special emphasis was laid on the way the interests of both Italy and Romania meet each other. Taking into account that these countries ranked differently in the European hierarchy of Powers the author considered such on investigation worth doing.

The moments analysed (the meetings from 1924, 1926 and 1937) are seen as possible guidelines in a synthesis on the Romanian-Italian relations between 1919 and 1940.

„Axei" Londra-Bucureşti pare să fie mai mult o tatonare a posibilităţilor. Mai tîrziu, politica lui Carol al II-lea a fost văzută ca una ce tinde a menţine egală distanţa de U.R.S.S. şi, Germania, (vezi Hugh Seton-Watson, *Eastern Europe between The Wars (1918 — 1941)* Cambridge, 1946, p. 391).

[53] Mihai A. Antonescu, *Problemele păcii europene*, Bucureşti, 1937, 23 p. Ideea îşi face loc încă în timpul primului război mondial, începînd din 1917. Între oamenii noştri politici, Take Ionescu a reprezentat-o strălucit. Flexibilitatea lui în faţa marilor aliaţi occidentali, după primul război mondial, are explicaţia ei. „. . . În altă vreme cînd te certai cu Ruşii, te bazai pe Austria şi Germania. Astăzi cînd stai rece cu Puterile din Apus, unde te încălzeşti?" (*Politica externă a României şi chestiunea Banatului. Expunere făcută la clubul Partidului*, Bucureşti, 1920, p. 71). Flexibilitatea lui „se încarcă negativ" numai cînd este pusă în dihotomia intransigenţă-tranzacţie, cum a pus-o Gheorghe I. Brătianu (*Acţiunea politică şi militară a României în 1919 în lumina corespondenţei diplomatice a lui Ion I. C. Brătianu*, Bucureşti, „Cartea Românească" 1940, p. 192).

DEMOCRATIZAREA APARATULUI LOCAL DE STAT ÎN PERIOADA 23 AUGUST 1944 — 6 MARTIE 1945 (I)

DE

GHEORGHE TANASĂ

După victoria actului din August 1944, problema esențială a revoluției de eliberare națională și socială, antifascistă și antiimperialistă a fost lupta pentru cucerirea puterii politice, declanșată între forțele revoluționare și cele conservatoare. În cadrul acestei confruntări, forțele înaintate ale societății au căutat o soluție politică problemei puterii, înfăptuind o revoluție neviolentă, fără vărsări de sînge[1]. Poporul era chemat să rezolve problema puterii în interesul său. Într-un șir de acțiuni succesive, forțele conservatoare burgheze au fost izolate, înfrînte și apoi eliminate treptat din viața politică a României. Componentă inseparabilă și principală a marilor bătălii revoluționare desfășurate în anii care au urmat eliberării, democratizarea aparatului de stat a vizat în modul cel mai direct puterea. Cine vor fi noii conducători ai prefecturilor, preturilor și primăriilor instalați ca rezultat al înlăturării aparatului de stat antonescian și în urma desființării administrației horthyste în nord-vestul țării? Ale cui interese economice și social-politice vor apăra noile autorități ale aparatului local de stat?

Transformarea treptată a aparatului de stat, introducerea unui conținut nou în multe din formele sale vechi, pregătirea condițiilor pentru schimbarea radicală a sistemului organelor centrale și locale atît în formă cît și în conținut reprezintă modul original în care a fost rezolvată problema complexă a democratizării aparatului de stat în țara noastră în anii 1944—1947. În contextul luptei generale de cucerire a puterii depline în stat, acest proces continuu și profund constituie un impresionant aspect în marea epopee a poporului român pentru democrație și socialism. Democratizarea aparatului de stat s-a desfășurat în general în conformitate cu o serie de principii de bază

[1] Într-un raport al reprezentantului S.U.A. în România, B.Y. Berry, din 15 ianuarie 1945, se arată că în fruntea P.C.R. erau două grupuri de conducători, între care existau deosebiri „în ce privește scopurile comuniștilor în România": 1. Lucrețiu Pătrășcanu, ministrul justiției și Gheorghiu-Dej, ministrul comunicațiilor, considerau că în România comunismul trebuia să se bazeze „pe principii naționale"; 2. Ana Pauker și Vasile Luca, comuniști din garda veche, cu lungi perioade de ședere în Uniunea Sovietică, se mai țineau încă „de interpretarea internaționalistă a Cominternului" (I. Ardeleanu, V. Arimia, M. Mușat, coord., *23 August 1944*. Documente, 1944 — 1945, vol. III, Editura Științifică și Enciclopedică, București, 1985, p. 468. În continuare se va cita : *23 August 1944*...). Ultimii preconizau ca puterea politică să fie luată prin forță, în condițiile prezenței trupelor sovietice și Comisiei Aliate de Control.

comune[2], dar acest proces a îmbrăcat diferite forme de la o etapă la alta în raport cu situația frontului și de realitățile existente în diferite zone și județe ale țării, îndeosebi în Moldova și în nordul Transilvaniei, grav afectate de război, în funcție de schimbarea fundamentală în situația forțelor politice din țară, a raporturilor dintre ele, în funcție de statutul României de țară tratată ca „învinsă“ și ocupată, în raport de consecințele nefaste ale stăpînirii horthyste în nord-vestul țării, aspecte menționate[3] dar care merită a fi detaliate și pe deplin integrate în contextul național atunci cînd se tratează o asemenea temă în literatura de specialitate.

Propunîndu-ne să urmărim, în articolul de față, instalarea și contribuția noilor organe locale ale puterii de stat la schimbarea guvernelor cu majoritate burgheză și la instaurarea puterii revoluționar-democratice, la 6 Martie 1945, avem în vedere că, în ciuda unor particularități pe care le prezintă acest proces istoric, *documentele vremii pun în lumină orientarea unitară a forțelor înaintate de pe întreg cuprinsul țării, preocuparea acestora de a înfăptui revoluția de eliberare națională și socială în cadrul statului român, de a face ca transformările înnoitoare să concure la întărirea României, a independenței suveranității și integrității ei teritoriale.*

Noile autorități locale instalate în timpul primului guvern de uniune națională condus de generalul Sănătescu

a. *Reorganizarea autorităților în județele din nordul Moldovei în primăvara anului 1944.* În toamna anului 1943, și, mai ales, în primăvara anului 1944, creșterea stării de spirit antihitleristă a poporului nostru, loviturile date mașinii de război naziste pe front și în spatele frontului, apropierea operațiunilor militare de granițele țării și pătrunderea trupelor sovietice în nordul Moldovei au provocat o acută criză regimului antonescian[5]. În ziua de 15 martie 1944, din ordinul lui Antonescu, a început operația de evacuare a autorităților românești civile și militare din nordul și centrul Moldovei, la care s-a atașat marea majoritate a proprietarilor de moșii și întreprinderi industriale. Trupele române s-au instalat de la 1 aprilie 1944 pe un aliniament de apărare jalonat de rîul Jijia și localitățile Botoșani—Rădăuți—Marginea. La 2 aprilie 1944, U. R. S. S. a propus României încheierea armistițiului[6]. Ion Antonescu a refuzat această propunere.

[2] T. Necșa, *Aspecte din lupta pentru instaurarea unor autorități locale democratice*, în „Studii“, XII, nr. 4/1959; D. Turcuș, *Pagini din lupta pentru instaurarea puterii populare în România.* Contribuții la studiul democratizării aparatului de stat, Editura Științifică, București, 1974; Gh. Țuțui, *Lupta maselor populare din România pentru democratizarea organelor locale ale administrației de stat (1944 — 1945)*, în „Revista de istorie“, Tom 32, nr. 8/1979

[3] Gh. I. Bodea, L. Fodor, L. Vajda, *Cluj, Pagini de istorie revoluționară. 1848 — 1971.* Cluj, 1971, p. 335 — 409; Gh. Tanasă, *Lupta maselor populare conduse de P. C. R., pentru democratizarea aparatului de stat în județele din estul țării (1944 — 1947)*, în „Analele științifice ale Universității «Al. I. Cuza» din Iași“. s. III a. Istorie, Tom XXVII, 1981, p. 93 — 107

[4] Gh. Tanasă, *op. cit.*, p. 94

[5] Aurel Loghin, *Moldova în preajma insurecției din August 1944*, în „Analele științifice ale Univ. «Al. I. Cuza» din Iași“, Tom XXV, 1979

[6] *23 August 1944, Documente*, 1944, vol. II, 192 — 193

Populaţia românească din judeţele ocupate de armata sovietică era cuprinsă de teama privind „extinderea" Uniunii Sovietice şi dincoace de graniţa stabilită la 26 iunie 1940 între cele două state. În ziua de 2 aprilie 1944, V. M. Molotov a declarat presei sovietice şi străine că guvernul ţării sale nu urmărea anexiunea teritorială a vreunei părţi din România, nici schimbări în situaţia internă şi că înaintarea trupelor sovietice pe teritoriul acestei ţări era „dictată de necesităţi strategice", cîtă vreme continua existenţa inamicului[7]. Comandanţii armatei sovietice staţionate în judeţele Botoşani, Dorohoi, Rădăuţi şi Suceava au reamintit prefecţilor conţinutul declaraţiei lui Molotov din 2 aprilie 1944. Prefectul judeţului Rădăuţi a fost rugat, la 10 aprilie 1944, să transmită populaţiei judeţului „mai ales pasajul din declaraţie care prevedea că U. R. S.S nu avea nici un fel de revendicări teritoriale faţă de România"[8]. În acest sens, a fost dat un comunicat pentru a ridica moralul scăzut al populaţiei judeţului[9], iar la 23 aprilie 1944 a fost difuzat manifestul *Către poporul român. Către armată!*[10]. În ziua de 16 iunie 1944, lt. col. Samoilov care a participat, din partea delegaţiei de militari de la Moscova, la şedinţa consiliului de colaborare al prefecturii Suceava, a precizat că armata sovietică „nu se va amesteca în administraţia internă a teritoriului ocupat şi nu are intenţia să influenţeze viaţa economică, financiară, culturală, socială etc. a acestor teritorii"[11].

În lipsa unui aparat de conducere şi de ordine, în condiţiile jafurilor săvîrşite de armatele germane în retragere, de hoţi şi răufăcători, reorganizarea administraţiei de stat în judeţele Botoşani, Dorohoi, Rădăuţi şi Suceava, fiind problema cea mai importantă şi cea mai urgentă, a precedat, de regulă, pătrunderea armatelor sovietice, s-a desfăşurat conform structurii aparatului de stat românesc şi prin aplicarea legilor administrative româneşti. În toate cazurile, prefecţii şi primarii au fost instalaţi de comandamentele militare sovietice sau au funcţionat cu aprobarea acestora acolo unde fuseseră deja aleşi de către adunările cetăţenilor[12]. Prefectul judeţului Suceava, după ce a făcut o vizită în partea ţării ocupată de trupele sovietice, preciza că prefecţii judeţelor Botoşani, Dorohoi şi Rădăuţi „*au fost instituiţi, la fel ca şi în judeţul nostru, de comandamentele militare locale*" (subl. ns.) sovietice[13]. În acelaşi timp, acordînd o atenţie deosebită frontului din sectorul Straja-nord—Iaşi—Marea Neagră, autorităţile militare sovietice erau direct interesate în reorganizarea administraţiei româneşti cu elemente de încredere, capabile să restabilească ordinea, să refacă viaţa economică a judeţelor Botoşani, Dorohoi, Rădăuţi şi Suceava pentru a aproviziona numărul mare de trupe concentrate aici, însumînd 925 000 de oameni[14], gata să înceapă ofensiva pe

---

[7] Arh. St. Bucureşti, fond Min. Prop. Naţionale, VI, Buletine, dosar nr. 269/1941—1944, f. 8

[8] Arh. St. Suceava, fond Pref. jud. Rădăuţi, dosar nr. 2/1944, f. 4

[9] Ibidem

[10] Ibidem, dosar nr 1/1944, f. 17

[11] Ibidem, fond Pref. jud. Suceava, dosar nr. 24/1944, f. 6; Arh. St. Buc., fond Min.Prop. Naţ., Direcţia presei, dosar nr. 3/1944, p. 1

[12] Gh. Tanasă, *op. cit.*, p. 96 — 97

[13] Arh. St. Suceava, fond Pref. jud. Suceava, dosar nr. 2/1944, f. 13—15; fond Pref. jud. Rădăuţi, dosar nr. 8/1944, f. 1

[14] Gh. Buzatu, *Dosarele războiului mondial (1939 — 1945)*, Editura Junimea, Iaşi 1978, p. 198

frontul din Moldova. Participarea reprezentanților comandamentelor militare sovietice la instalarea autorităților locale românești, la adunările cetățenești, la ședințele consiliilor de colaborare, emiterea unor ordonanțe și formularea unor dispoziții, obligația noilor autorități de a îndeplini instrucțiunile și ordinele comandamentelor militare sovietice și de a raporta măsurile luate privind reglementarea vieții administrative și înviorarea economico-socială a județelor, orașelor și comunelor din nordul Moldovei, toate acestea reprezentau cîteva dintre modalitățile de exercitare a controlului și observației asupra întregii activități desfășurate în această parte a țării[15]. Au fost instalați primari, ajutori de primari dintre cetățenii cu autoritate, buni organizatori, unii provenind din rîndurile nevoiașilor. Încadrarea instituțiilor s-a făcut cu o parte din funcționarii care, dintr-un motiv sau altul, au rămas pe loc, dar și cu elemente noi, fără deosebire de origine etnică. Evreii, „evacuați în Ucraina în urma intervenției Reichului prin ministrul său plenipotențiar de la București, Killinger“[16], s-au reîntors la domiciliile lor. Mulți dintre ei au fost desemnați în conducerea administrației și a diferitelor instituții, mai ales în județul Botoșani, după 23 August 1944 și în celelalte județe ale Moldovei.

Poliția rurală, justiția populară au fost înființate pentru menținerea ordinii și siguranței publice, cît și din dispozițiile comandamentului militar sovietic, preocupat în cel mai înalt grad de finalizarea preparativelor vastei operații de la Iași—Chișinău[17]. Economia județelor din nordul Moldovei a fost o sursă de aprovizionare, un „șantier de lucru pentru sprijinirea Armatei Roșii în pregătirea ofensivei“ împotriva trupelor hitleriste[18]. Avînd în vedere marile eforturi de aprovizionare și de muncă ale locuitorilor acestei părți românești[19], considerăm că se impune ca, la sacrificiile umane și materiale ale României la războiul antihitlerist, să se adauge și contribuția economică a județelor Botoșani, Dorohoi, Rădăuți și Suceava chiar din momentul pătrunderii trupelor sovietice în această parte a țării[20].

Considerînd temporară staționarea ostașilor sovietici pe teritoriul acestor județe, autoritățile românești au reușit, cu abilitate și calm, să depășească unele faze critice și să acționeze în raporturile cu armatele sovietice ca organe reprezentative ale poporului român. Condițiile excepționale ale staționării frontului timp de cinci luni au determinat izolarea temporară a celor patru județe de restul țării.

b) *Înlocuirea aparatului de stat antonescian.* Difuzate încă din ziua de 23 August 1944, Proclamația regală, Declarația guvernului și Declarația C. C. al P. C. R. aveau poziții identice față de obiectivele fundamentale ale noii etape în care a intrat România, punînd pe primul plan lupta pentru alun-

---

[15] Arh. St. București, fond M.A.I., Cabinetul Ministerului, dosar nr. 13, 1944, f. 4; Arh. St. Suceava, fond Pref. jud. Rădăuți, dosar nr. 1/1944, f. 18; fond. pref. jud. Suceava, dosar nr. 45/1944, f. 8; dosar nr. 24/1944, f. 19; Arh. St. Botoșani, fond Pref. jud. Botoșani, dosar nr. 39/1944, f. 12

[16] Arh. St. Suceava, fond Pref. jud. Suceava, dosar nr. 45/1944, f. 267; dosar nr. 24/1944 f. 51

[17] Arh. St. Botoșani, fond Pref., dosar nr. 39/1944, f. 10—12

[18] Arh. St. Suceava, fond Pref. jud. Rădăuți, dosar nr. 34/1945, f. 19

[19] Arh. St. Botoșani, fond Pref., dosar nr. 17/1944, f. 1

[20] Gh. Tănasă, *Economia Moldovei în anul 1944 și sprijinirea războiului antihitlerist*, în „Anuarul Institutului de Istorie și Arheologie «A. D. Xenopol» din Iași“, XIX, 1982, p. 453

garea trupelor hitleriste din țară, eliberarea nord-vestului României de sub dominația străină, democratizarea vieții publice. De asemenea, în titlul I al Constituției din 29 martie 1923, repusă parțial în vigoare prin decretul regal din 31 august 1944, se preciza ca: „1. Regatul României este stat național unitar și indivizibil. 2. Teritoriul României este nealienabil"[21]. Alte dispoziții ale Constituției din 1923 prevedeau că toți cetățenii, fără deosebire de origine etnică, de limbă, de religie și de clasă socială, erau egali în fața legilor, aveau dreptul de întrunire și asociere, libertatea presei, a cuvîntului și a conștiinței. Toate dispozițiile legale întemeiate pe discriminări de natură etnică sau religioasă au fost abolite[22]. Actul din august 1944, care a declanșat și începutul democratizării vieții publice în întreaga țară, a găsit județele din centrul și sudul Moldovei fără administrația de stat antonesciană, care s-a evacuat, în grabă[23], sub ofensiva armatei sovietice de pe frontul Iași—Chișinău. Eliberarea comuniștilor și luptătorilor antifasciști din închisori și lagăre, ca urmare a aplicării decretelor[24] emise în seara zilei de 23 August 1944, a dus la refacerea și consolidarea rîndurilor forțelor democratice și revoluționare în condiții de legalitate, a sporit capacitatea organizațiilor județene și regionale ale P.C.R. în conducerea luptei de democratizare a aparatului de stat[25]. Pînă la începutul lunii septembrie 1944, au fost instalați sau au fost indicați prefecți, în locul celor antonescieni, de către comandamentul militar sovietic, în județele Iași[26], Roman[27], Bacău[28], Tutova[29], Neamț[30], Vaslui[31], Putna[32], Tecuci[33], Covurlui[34]. Unii prefecți și primari au fost numiți de comandamentele militare sovietice și apoi, s-a cerut și asentimentul populației[35]. La 4 septembrie 1944, a fost schimbat prefectul județului Rădăuți. Printr-o circulară, noul prefect chema locuitorii județului să dea tot concursul armatelor române și sovietice „pentru alungarea și stîrpirea definitivă a nemților de pe teritoriul României"[36]. În județele Botoșani, Dorohoi și Suceava și-au continuat activitatea prefecții instalați înainte de 23 August. Guvernul prezidat de C. Sănătescu n-a avut încă posibilitatea să confirme sau nu instalarea prefecților județelor din estul țării.

În lipsa poliției și jandarmeriei, în unele județe s-au format gărzi cetățenești, care au asigurat paza și ordinea publică, au participat la curățirea

[21] *Constituția din 29 martie 1923*, în „Monitorul oficial", nr. 282 din 29 martie 1923
[22] „Universul" din 7 septembrie 1944
[23] Arh. St. Galați, fond Inspect. Gen. de Poliție Galați, dosar nr. 58/1944
[24] „Monitorul oficial", partea I, nr. 10 bis din 24 august 1944, p. 6 200
[25] Arh. Comit. jud. P. C. R. Bacău, fond 4, dosar nr. 1/1945, f. 11 — 12; dosar nr. 11/1945 f. 76; dosar nr. 22/1944 — 1945, f. 47; „Flacăra" (P. Neamț) din 26 august 1944
[26] A. Karețki, I. Agrigoroaiei, *Organizația P..C.R. Iași...*, în *Iașul în lupta revoluționară și democratică*, Editura Junimea, 1979, p. 328 — 329
[27] Arh. st. Roman, fond Pref., dosar nr. 19/1944, f. 6; Arh. St. Neamț, fond Pref., dosar nr. 2/1944, f. 6
[28] Arh. Comit. jud. P.C.R. Bacău, fond 3, dosar nr. 2/1944, f. 26; Arh. St. Bacău, fond Pref., dosar nr. 45/1944, f. 231
[29] „Flacăra" (Tutova) din 19 — 23 noiembrie 1944
[30] Arh. St. Neamț, fond Pref., dosar nr. 19/1944 f. 2
[31] T. Necșa, *op. cit.*, p. 298
[32] Arh. St. Vrancea, fond Pref., jud. Putna, dosar nr. 37/1944, f. 3
[33] Arh. St. Galați, fond Insp. Gen. de Poliție Galați, dosar nr. 98/1944, f. 3
[34] Ibidem, f. 2 — 3
[35] Arh. St. Neamț, fond Pref., dosar nr. 104/1944, f. 10, 26
[36] Arh. St. Suceava, fond Pref, jud. Rădăuți, dosar nr. 1/1944, f. 19

teritoriului de resturi ale trupelor hitleriste în retragere[37]. În județele Covurlui, Fălciu, Putna, Tecuci, Tutova au fost reorganizate corpurile de pază, formate din posturi fixe și patrule mixte, compuse din gardieni publici, ostași români și sovietici[38].

Numeroase date și fapte contrazic aprecierile referitoare la „dezinteresul" guvernului de la București față de populația din județele Moldovei, căreia nu i-ar fi acordat nici un fel de sprijin pentru depășirea situației grave în care se afla. În problema stabilirii răspunderilor pentru situația economică deosebit de grea a estului țării în 1944 și la începutul anului 1945, fără a absolvi de vină unii factori interni — evident, în măsură diferită —, credem că stabilirea frontului în această zonă, operațiile militare, efortul material al populației dintr-o regiune slab dezvoltată, factori care n-au depins, în primul rînd, de unele măsuri de ordin intern, au avut un rol determinant din acest punct de vedere[39]. Aprecieri nerealiste au fost formulate și în legătură cu relațiile dintre autoritățile locale din județele din estul țării și guvernul de la București. La începutul celei de a doua decade a lunii septembrie 1944, a fost trimisă o comisie interministerială în județele din nordul Moldovei, pentru a constata situația concretă în care se afla această parte a țării după o izolare de cinci luni și pentru a lua măsurile în vederea exercitării autorității statului român asupra întregului teritoriu național[40]. În ședința Consiliului de Miniștri din 29 septembrie 1944, la care au participat reprezentanții B. N. D. — L. Pătrășcanu, C. Titel Petrescu, Iuliu Maniu și Dinu Brătianu —, generalul C. Dămăceanu și D. Negel au prezentat pe larg rezultatele călătoriei de documentare făcută în Moldova, din ordinul guvernului[41]. În virtutea exercitării competențelor privind independența și suveranitatea de stat, guvernul Sănătescu a considerat că este necesar să verifice prefecții și primarii instalați de comandamentele militare sovietice și să adopte o nouă decizie de confirmare pe post pentru acele persoane care erau corespunzătoare[42]. Pînă pe data de 29 octombrie 1944, Ministerul Afacerilor Interne a confirmat în această parte a țării numai prefecții județelor Botoșani, Covurlui, Neamț și Putna.[43]

În ședința Consiliului de Miniștri din 16 septembrie 1944, ministrul de externe, Gr. Niculescu Buzești, a propus schimbarea masivă a prefecților și primarilor[44]. Guvernul Sănătescu a luat măsuri de destituire a prefecților, pretorilor și primarilor în majoritatea județelor din Muntenia, Oltenia, sud-vestul Transilvaniei. Astfel, au fost schimbați prefecții județelor Arad, Buzău, Constanța, Făgăraș, Fălciu, Ialomița, Timiș, Tîrnava Mare, Tîrnava Mică, Turda, Tutova. Tulcea. În fruntea județelor Alba, Argeș, Bihor, Brașov Brăila, Dîmbovița, Dolj, Gorj, Hunedoara, Ilfov, Mehedinți, Muscel, Rîmnicu Sărat, Sibiu, Teleorman, Turda, Vlașca, Vîlcea au fost numiți de către guvern pre-

---

[37] „România liberă" din 4 noiembrie 1944, p. 2; Arh. St. Galați, fond Insp. Gen. de Poliție Galați, dosar nr. 98/1944, f. 2

[38] Ibidem, f. 6

[39] Gh. Tanasă, *Economia Moldovei...*, p. 447 — 459

[40] Arh. St. Botoșani, fond Pref., dosar nr. 17/1944, f. 1 — 2

[41] „Dreptatea" din 30 septembrie 1944, p. 3

[42] Gh. Țuțui, *Cu privire la începutul revoluției în România*, în „Analele șt. ale Univ. «Al. I. Cuza» din Iași", Istorie, Tom XXV, 1979, p. 4 — 5

[43] Arh. St. Buc., fond M.A.I., dosar 13/1944, p. 5

[44] *23 August 1944, Documente*, vol. III, p. 84 — 85

fecți din rîndurile armatei, cei mai mulți dintre ei fiind colonei în rezervă[45]. Întărind autoritatea administrației locale, forțele politice burgheze românești urmăreau paralel cu asigurarea liniștii publice, întărirea suveranității, integrității țării și menținerea și apărarea ordinii de stat existente. S-au înregistrat și situații ca în județul Romanați, unde au fost numite în aparatul administrativ elemente care serviseră regimul antonescian[46]. Forțele înaintate ale societății vor acționa însă energic.

Aparatul de stat antonescian fusese înlocuit în toate județele țării. Noile autorități proveneau din straturi sociale și politice diferite. De acum înainte, ele se vor confrunta pentru deținerea deplină a puterii. Un obiectiv central în activitatea P. C. R. l-a constituit întărirea forțelor muncitorești-țărănești atît în guvern cît și în aparatul de stat local.

c) *Eliberarea nord-vestului țării și desființarea administrației horthyste.* Faptele istorice demonstrează patriotismul și hotărîrea celor mai variate forțe social-politice, de la clasa muncitoare și partidul ei comunist pînă la rege și cercurile palatului, de a lupta pentru redobîndirea independenței naționale, pentru păstrarea integrității teritoriale a țării și pentru suveranitatea ei[47]. „Națiunile Unite ne-au garantat independența țării și neamestecul în treburile noastre interne — se arăta în Proclamația către țară a regelui Mihai I, difuzată în ziua de 23 August 1944. Ele au recunoscut nedreptatea Dictatului de la Viena prin care Transilvania ne-a fost răpită“[48]. În Declarația C. C. al P. C. R., se preciza că P. C. R. reprezintă interesele întregului popor român în lupta sa de eliberare națională, în lupta sa pentru cîștigarea drepturilor cetățenești și democratice[49]. Deși U. R. S. S., S. U. A. și Marea Britanie au denunțat public Dictatul de la Viena ca un act imperialist și l-au declarat nul și neavenit, Ungaria nu a înțeles să-și retragă trupele și administrația din nord-vestul României. La 30 august 1944, România a rupt relațiile diplomatice cu Ungaria. Legația română de la Budapesta a fost arestată și internată în lagăr. Noi trupe ungare au fost masate la frontierele României, iar în nord-vestul țării s-a intensificat represiunea horthystă împotriva acțiunii de rezistență din partea populației. Guvernul ungar a continuat să fie solidar cu politica germană și a dus lupte înverșunate împotriva armatei române, punîndu-se în stare de război cu România[50]. Drept consecință, la 8 septembrie 1944, România a declarat război Ungariei[51]. Prezentînd atmosfera existentă în rîndurile populației din nord-vestul țării, un deputat maghiar de aici declara în ședința Consiliului de Miniștri de la Budapesta, în ziua de 8 septembrie 1944, că „în Transilvania toată lumea este convinsă că jocul e pierdut, că acest război a fost pierdut de nemți și împreună cu ei de noi (ungurii — n. n, G. T.). Românii sînt convinși de reunirea nordului Transilvaniei (cu România — n. n.) iar populația maghiară este de părere că sin-

[45] D. Turcuș, *op. cit.*, p. 78 — 97
[46] Gh. Țuțui, *op. cit.*, p 1 503
[47] *23 August 1944 Documente*, vol. II, p. 416
[48] „România liberă“ din 24 august 1944
[49] Ibidem
[50] „Libertatea“ din 9 septembrie 1944, p. 1
[51] St. Lache, Gh. Țuțui, *România și Conferința de pace de la Paris din 1946*, Editura Dacia, Cluj-Napoca, 1978, p. 99

gura salvare constă în a se orienta spre stînga, în înțelegere cu comuniștii români"[52].

La auzul Proclamației regale, populația, adunată pe străzi, a început să cînte cîntece patriotice. În cap de listă se afla: *Vrem Ardealul.* Difuzate mai întîi sub formă de manifest, ziarul „România liberă" a publicat apoi versurile:

„În clocot de inimi, cu arma pe mînă,
Pornesc azi românii spre Ardealul iubit,
Dictatul robiei lui Hitler să-l sfarme,
Domniei lui Horthy să-i punem sfîrșit"[53].

Generația născută în anii imediat următori Marii Uniri din 1918, însuflețită de idealurile mari naționale și îngrijorată de viitorul țării noastre, s-a angajat cu ce avea mai bun la lupta pentru eliberarea deplină a patriei. Armata română, cot la cot cu armata sovietică și cu sprijinul larg al populației civile, a voluntarilor[54] din întreaga țară, a trecut la 20 septembrie 1944, la eliberarea

---

[52] Citat după: Gh. Zaharia, L. Vajda, coord., *Rezistența antifascistă în partea de nord a Transilvaniei* (sept. 1940 — oct. 1944), Editura Dacia, Cluj-Napoca, 1977, p. 192 — 193

[53] Cf. I. Alexandrescu, M. Fătu, St. Lache, P. Nechita, Gh. Țuțui, Gh. Zaharia, *6 Martie 1945*, Editura Politică, București, 1982, p. 44 — 45

[54] Răspunzînd dorințelor multor voluntari de a lupta pentru dezrobirea nord-vestului țării, la 5 octombrie 1944, Marele Stat Major a hotărît să organizeze în cadrul marilor unități române din Ardeal, pe lîngă fiecare companie de poliție, cîte patru plutoane de poliție de voluntari ardeleni, ca unități suplimentare. Echipate și instruite prin grija marilor unități, plutoanele de poliție de voluntari se bucurau de aceleași drepturi pe care le avea personalul armatei de operațiuni, erau supuse legilor și regulamentelor militare, urmau unitățile luptătoare din linia întîi, avînd îndatorirea de a executa întocmai ordinele eșaloanelor superioare militare. Ele aveau atribuția de a *„respecta viața și bunurile locuitorilor de altă naționalitate și origine etnică, nelăsîndu-se conduse de dușmănii și interese personale"* — subl. n., G. T. (*23 August 1944. Documente*, vol. II. p. 791). Cunoscînd regiunea, plutoanele de voluntari indicau organelor armatei toți indivizii suspecți care puteau periclita spatele frontului, pe cei care au comis acte de teroare sau jaf împotriva elementului românesc, *„predîndu-i neatinși organelor militare de resort"* (subl. n., G. T.). Voluntarii nu se puteau institui singuri în judecători. „A fi voluntar fiind o onoare, toți acei ce s-au înrolat de bună voie sînt datori să supravegheze actele camarazilor lor". Voluntarii purtau o brasardă tricoloră cu inscripția „Voluntar pentru Ardeal" (*Ibidem*, p. 792). Unele dintre batalioanele de voluntari pentru eliberarea nord-vestului țării, „drept recunoștință pentru marile vrednicii ale lui Iuliu Maniu care a luptat atît de neînfricat pentru eliberarea Ardealului", și-au luat numele de voluntari „Iuliu Maniu" („Unirea poporului", Blaj nr. 38 — 43 din 22 octombrie 1944, p. 5). Femeile care s-au înscris ca voluntari erau conduse de aviatoarea Smaranda Brăiescu. În unele comune și orașe din nord-vestul țării au avut loc o serie de incidente naționaliste provocate de elemente șovine maghiare cît și de cele românești. *Unii* membri ai batalioanelor de voluntari ardeleni, ajunși în acele localități, s-au dedat la acțiuni de pedepsire. În ședința Consiliului de Miniștri din 5 octombrie 1944, Lucrețiu Pătrășcanu a cerut guvernului să combată asemenea excese și să asigure statornicirea unor relații de colaborare între românii și maghiarii din Transilvania în lupta împotriva hitleriștilor și horthyștilor. „Să nu uităm — preciza Pătrășcanu — că noi avem în granițele noastre muncitori, țărani și intelectuali minoritari. Va trebui [...] să găsim formula conlucrării pașnice cu această populație" (*România în anii revoluției democrat-populare, 1944 — 1947*, Editura Politică, București, 1971, p. 97). Forțele democrate române și maghiare și-au exprimat dezaprobarea față de aceste excese. Au apărut apoi în presă o serie de articole care, și din motive propagandiste, au amplificat proporțiile acestor excese și au prezentat în mod deformat scopul batalioanelor de voluntari în nord-vestul țării, *toate* fiind apreciate prin prisma celor care au încălcat legile și regulamentele pe baza cărora s-au constituit, ca „o bandă de criminali teroristo-șovinistă care a comis acte de asasinat și jaf în rîndurile populației neromâne („Universul", nr. 1 din 1 ianuarie 1945, p.3). *Cei vinovați* din batalioanele de voluntari, care erau judecați la Brașov, meritau cea mai aspră pedeapsă pentru că, așa cum arăta un vechi membru al P.S.D. — prof. univ. dr. Al. Pop, de la Universitatea din Cluj —, „au murdărit paginile frumoase ale istoriei românilor, în care asasinatul po-

nord-vestului României. Înscriind pagini de eroism legendar, armatele române şi sovietice au înfrînt pas cu pas rezistenţele opuse de armatele horthysto-hitleriste pe Mureş şi Arieş, pe Someş şi pe Crişuri, la Cluj[55], Oradea, Arad şi Timişoara, în Munţii Mezeş şi Făget, zdrobind ultimele forţe ale ocupantului în zona oraşelor Carei şi Satu Mare în ziua de 25 octombrie 1944[56]. Eliberarea nord-vestului României, şi nu *reocuparea* Transilvaniei de nord cum falsifică autorii maghiari în *Istoria Transilvaniei*[57], a pus capăt pentru totdeauna odiosului Dictat de la Viena. În toată această perioadă armata română a participat cu un efectiv total de peste 275 000 oameni (circa 100 000 militari mai mulţi decît prevăzuse Convenţia de armistiţiu), iar U. R. S. S. a participat cu trei armate. Pierderile suferite de armata română în perioada 23 August 1944 —25 octombrie 1944 au fost de 58 330 oameni (morţi şi dispăruţi)[58].

În articolul 19 al Convenţiei de armistiţiu, semnată la 12 septembrie 1944, guvernele Naţiunilor Unite, susţinînd interesele naţionale ale poporului român, au socotit hotărîrile Dictatului de la Viena, „cu privire la Transilvania, ca *nule şi inexistente*" (subl. n.) şi erau de acord ca Transilvania (sau cea mai mare parte a ei) să fie restituită României, sub condiţia confirmării prin Tratatul de pace[59]. Introducerea parantezei cu sens restrictiv s-a datorat, potrivit explicaţiei lui Lucreţiu Pătrăşcanu, guvernului englez, care a cerut această formulă pentru a nu-şi asuma, spre deosebire de guvernul sovietic, nici o obligaţie, pînă la Conferinţa de pace, referitoare la frontierele europene. „Guvernul sovietic, arăta Lucreţiu Pătrăşcanu, este ca să luăm Transilvania. Englezii însă nu vor, prin acest tratat de armistiţiu, să fie trasate frontiere faţă de care ei să ia vreun angajament. Din această cauză — am discutat şi cu alte persoane — guvernul englez nu vrea să spună «toată

---

litic nu a fost cunoscut decît sub huliganismul legionar de tristă memorie" (*23 August 1944. Documente*, vol. IV, p. 512). În acelaşi timp, Al. Pop preciza că era necesar să amintească faptul că „faţă de cele 20 de victime ale voluntarilor asasini ai lui Maniu, ungurii, în cei patru ani de horthysm, au suprimat prin violenţă peste o mie de vieţi omeneşti în Ardealul de nord"(*Ibidem*; Arh. St. Bucureşti, fond Min. de Interne, dosar nr. 13/1945). Teroarea dezlănţuită a fost de o ferocitate fără precedent. Sadismul şi barbaria ocupanţilor maghiari s-au manifestat prin asasinate în masă şi individuale. Bărbaţii şi copiii măcelăriţi, femei gravide spintecate, familii întregi exterminate, intelectuali de vază şi clerici asasinaţi. La Ip şi Trăznea au fost asasinate sute de vieţi. Cel mai abominabil act din ultimele zile ale stăpînirii maghiare asupra părţii nord-vest a României l-a constituit masacrul de la Moisei din 14 octombrie 1944 (M. Fătu, M. Muşat, coord., *Teroarea horthysto-fascistă în nord-vestul României. Sept. 1940 — oct. 1944*, Editura Politică, Bucureşti, 1985, p. 87 — 91). Monstruozitatea crimelor şi atrocităţilor comise de autorităţile horthyste în toamnele sîngeroase 1940 şi 1944 erau o dovadă că ungurii au venit cu o nepotolită sete de răzbunare, pentru a lichida elementul românesc.

[55] Eliberarea Clujului a prilejuit mari şi entuziaste manifestaţii în toată ţara. Cu această ocazie, miniştrii de stat Lucreţiu Pătrăşcanu — de regulă în majoritatea articolelor, studiilor şi monografiilor publicate numai declaraţia patriotică a acestuia era menţionată—, C. Titel-Petrescu, Iuliu Maniu, C. I. C. Brătianu, şefii partidelor din B.N.D., şi înaltul comisar pentru administrarea regiunilor eliberate din Transilvania, Ionel Pop, au făcut declaraţii la posturile noastre de radio („Universul" din 13 octombrie 1944; „Dreptatea" din 13 octombrie 1944).

[56] Gh. Zaharia, L. Vajda, coord., *op. cit.*, p. 188 — 230; M. Fătu, M. Muşat, coord., *Teroarea...*, p. 315—323

[57] *Erdély története*, Akadémiai Kiadó, Budapest, 1986, capitolul XV, partea a II-a

[58] Ilie Ceauşescu, Fl. Constantiniu, M. Ionescu, *200 de zile mai devreme. Rolul României în scurtarea celui de al doilea război mondial*, Ed. Ştiinţifică şi Enciclopedică, Bucureşti, 1984 p. 104 — 112

[59] *23 August 1944. Documente*, vol. II, p. 709

Transilvania», căci prin aceasta ar fi însemnat că s-ar fi delimitat frontiera de nord a Transilvaniei. Deci, formula aceasta este cerută de guvernul englez. [...] Din impresiile pe care le-am avut, rezultă că Uniunea Sovietică nu va sprijini nici un fel de revendicare, pentru nici o bucăţică de pămînt, din partea Ungariei pentru Ardeal"[60]. Introducerea acestei paranteze în art. 19 al Convenţiei de armistiţiu a fost inutilă din moment ce U. R. S. S., Anglia şi S.U.A., state negociatoare ale armistiţiului, au recunoscut nevalabilitatea Dictatului de la Viena, fapt consemnat atît în Convenţia de armistiţiu cu România, cît şi cu Ungaria şi susţinut în declaraţiile anterioare ale guvernelor celor trei ţări[61]. Schimbarea intervenită în atitudinea britanică se explică prin opinia guvernului englez că, date fiind eforturile României de a reintegra teritoriul smuls prin Dictatul de la Viena şi ale Ungariei horthyste de a anexa şi sudul Transilvaniei, era posibil să se utilizeze problema Transilvaniei pentru a slăbi legăturile regimurilor de la Bucureşti şi Budapesta cu Berlinul şi a limita participarea lor la războiul antisovietic[62]. În articolul 2 al Convenţiei de armistiţiu încheiată între Naţiunile Unite şi Ungaria, la 22 ianuarie 1945, se preciza că „Ungaria acceptă şi se obligă de a evacua toate trupele şi autorităţile oficiale maghiare din teritoriile Cehoslovaciei, Iugoslaviei şi României în interiorul frontierei maghiare existente la 31 decembrie 1937 şi de a anula toate dispoziţiunile legislative şi administrative referitoare la anexarea sau încorporarea acestor teritorii"[63]. Articolul 13 consemna că „Arbitrajele de la Viena din 2 noiembrie 1938 şi cel de la 30 august 1940 sînt declarate nule"[64].

În condiţiile eliberării nord-vestului României, în lunile septembrie şi octombrie 1944, a fost desfiinţat aparatul de stat horthyst din cele 11 judeţe din această parte a ţării. Potrivit articolului 17 al Convenţiei de armistiţiu, guvernul român avea dreptul să restabilească administraţia civilă pe întreg teritoriul ţării, cu excepţia unui sector de 50—100 km de linia frontului[65], organele administrative româneşti avînd obligaţia de a îndeplini instrucţiunile şi ordinele date de comandamentul aliat (sovietic) în scopul executării prevederilor armistiţiului[66]. Cu ocazia discutării Convenţiei de armistiţiu în şedinţele Consiliului de Miniştri din zilele de 15—16 septembrie 1944, ministrul de externe, Gr. Niculescu-Buzeşti, a ridicat problema ca administraţia românească să fie restabilită pe măsura eliberării Transilvaniei, pînă la frontiera

---

[60] *Ibidem*, vol. III, p. 65

[61] Ion Enescu, *Politica externă a României în perioada 1944 — 1947*, Edit. Ştiinţifică şi Enciclopedică, Bucureşti, 1979, p. 70

[62] Florin Constantiniu, *„Rectificarea" istoriei sau rectificarea frontierelor?* în vol. *Jocul periculos al falsificării istoriei*. Culegere de studii şi articole, coord. Şt. Pascu şi Şt. Ştefănescu, Editura Ştiinţifică şi Enciclopedică, Bucureşti, 1986, p. 294. O bună cunoscătoare a politicii Angliei în Europa de sud-est preciza că „dificultatea era că, în timp ce britanicii sprijineau principiul de a păstra deschis statutul definitiv al Transilvaniei, pînă la încheierea păcii, ceea ce ar fi dat posibilitatea de a-i ademeni atît pe români cît şi pe unguri cu o posibilă recompensă pentru buna purtare, Stalin luase deja decizia în 1941 că România va avea întreaga Transilvanie". Într-adevăr, în timpul discuţiilor dintre I. V. Stalin şi A. Eden, liderul sovietic s-a pronunţat în favoarea restituirii către România a teritoriului rupt prin Dictatul de la Viena(*Ibidem*, p. 294 295).

[63] „Universul", nr. 18 din 24 ianuarie 1945, p. 1

[64] *23 August 1944. Documente*, vol. III, p. 550

[65] *Ibidem*, p. 709

[66] *Ibidem*, vol II, p. 707 — 710; „Unirea poporului", Blaj, nr. 38 — 48, din 22 octombrie 1944, p. 2

fixată prin tratatul de la Trianon. Lucrețiu Pătrășcanu sublinia că România trebuie să intervină pentru a restabili administrația românească în nord-vestul țării, deoarece „juridicește autoritatea românească era pînă la granița stabilită prin tratatul de la Trianon"[67]. Ministrul afacerilor interne, generalul Aurel Aldea, cerea să se ia legătura, prin Marele Stat Major, cu comandamentul sovietic pentru „ca să nu se poată instala decît autorități pur românești și cu concursul nostru; să nu se instaleze minoritarii, care se găsesc acolo"[68]. Toate forțele social-politice din țară cereau grabnica restabilire a administrației românești în județele Bihor, Ciuc, Cluj, Maramureș, Mureș, Năsăud, Satu Mare, Sălaj, Someș și Trei Scaune de către guvernul român, redîndu-i-se astfel României dreptul să-și exercite pe deplin suveranitatea pe toată întinderea teritoriului ei. Firește, pe plan intern, taberele angajate în lupta pentru putere urmăreau scopuri diferite privind prezentul și viitorul țării. Partidele și organizațiile democratice din F. N. D., conduse de P. C. R., au acționat pentru instalarea unor autorități locale care să mobilizeze masele la înfăptuirea unor reforme economice, politice și sociale structurale care să ducă, în final, la instaurarea unei noi orînduiri sociale. Forțele burgheze erau preocupate să încredințeze atribuțiile administrative unor autorități locale românești leale statului nostru, instrumente, în același timp, de bază în revenirea la cadrele economice sociale și politice ale regimului burghezo-democratic de dinaintea instaurării dictaturii regale. În acest sens, la cererea lui Iuliu Maniu, guvernul a întocmit un decret-lege prin care a înființat comisariatul pentru administrarea Transilvaniei de nord, chemat să reprezinte autoritatea statului în teritoriile eliberate și să apere interesele populației din această parte a țării[69]. Avînd în vedere puterile largi ce i se confereau comisariatului în prima formă a decretului-lege, Lucrețiu Pătrășcanu a cerut să nu se încurajeze tendințele regionaliste, iar guvernul să aibă controlul direct asupra întregului teritoriu al țării[70]. Avînd caracter de organ provizoriu de informare și control direct al guvernului, comisariatul general trebuia să restaureze administrația, poliția și jandarmeria românească în nord-vestul țării[71], să ia toate măsurile care priveau transportarea, aprovizionarea și încartiruirea celor 500 000 români expulzați și refugiați în anii prigoanei horthyste[72], pentru ca „să se reîntoarcă cît mai repede la vetrele din care au fost alungați"[73]. Comisariatul trebuia să înființeze birouri de încartiruire, care să ajute refugiații să intre în stăpînirea caselor lor, să îndrume primăriile pentru a cerceta și a consemna toate abuzurile și infracțiunile comise în anii 1940—1944[74]. Înființat la 10 octombrie 1944, Comisariatul Transilvaniei era condus de un înalt

---

[67] *23 August 1944. Documente*, vol. III, p. 67 – 68

[68] *Ibidem*, p. 62. Autoritățile românești nu s-au putut instala în orașul Sf. Gheorghe, după eliberarea acestuia, deoarece n-aveau voie să se apropie de oraș, relata generalul Aldea în ședința guvernului din 16 septembrie 1944. „Și atunci, de unde noi am desființat toată administrația care avea elemente unguresti, au apărut acum unguri și secui, care și-au pus cîte o banderolă la mînă, au spus că fac parte din partidul comunist, s-au înarmat și au ocupat primăria orașului Sfîntu Gheorghe" (*Ibidem*, p. 61).

[69] „Monitorul oficial" din 13 octombrie 1944

[70] D. Turcuș, *op. cit.*, p. 127

[71] „România nouă", Cluj-Sibiu, din 10 și 14 octombrie 1944

[72] „Scînteia", nr. 164 din 11 martie 1945, p. 5

[73] „România nouă", nr. 41 din 24 octombrie 1944

[74] „România nouă", nr. 29 din 10 octombrie 1944

comisar, în această funcție fiind numit Ionel Pop[75]. Instalarea administrației românești în nord-vestul țării urma să se facă „într-un spirit de largă omenie“, acei dintre unguri care se vor încadra sincer în comunitatea de interese a statului român vor fi bine văzuți, putîndu-și asigura un loc fericit între granițele țării noastre“[76]. Îmbrățișate de populația românească, aceste măsuri au declanșat reacții și atitudini diferite în rîndul populației maghiare din nordul Transilvaniei. Cei mai mulți dintre ei, elemente înaintate, îndeosebi oameni ai muncii cu un trecut curat, s-au reîncadrat ca fii legitimi și loiali ai țării, marea majoritate orientîndu-se spre partidele și organizațiile de stînga[77] în care vedeau cea mai sigură garanție a respectării egalității în drepturi, indiferent de naționalitate, a cetățenilor, prevedere înscrisă în Constituția României din 1923 și a garantării tuturor drepturilor de a se dezvolta din toate punctele de vedere în condiții egale. În anii transformărilor revoluționare 1944—1947, colaborarea și prietenia românilor s-a bazat pe această mare parte a populației maghiare care a răspuns și a militat sincer pentru înfrățire, pentru raporturi sănătoase, indiferent de origine etnică, între fiii țării, pentru prosperitatea României. În același timp, membrii partidelor [78] care au sprijinit activ regimul horthyst, cei vinovați de măsurile luate împotriva românilor în anii de groază ai prigoanei horthyste, cei mai mulți dintre cei 300 000 — 400 000 maghiari necetățeni români aduși în nord-vestul țării în anii 1940—1944 cu scopul de a modifica raporturile demografice, economice și sociale din Transilvania, pentru a-i schimba străvechea sa fizionomie românească[79], toți aceștia au adoptat o poziție refractară măsurilor de introducere a administrației românești, au desfășurat o deșănțată propagandă prin care, în mod voit, denaturau realitatea din județele în care s-a instaurat administrația românească, declarînd că aceasta asuprește și terorizează populația maghiară, au cerut protecția și sprijinul armatelor aliate pentru a instala autorități maghiare etc. Unii dintre ei s-au strecurat în organizațiile și partidele de stînga cu scopul de a se masca în activitatea lor șovinistă. La 8 mai 1946, ministrul justiției, Lucrețiu Pătrășcanu, declara că în nord-vestul țării erau 300 000 — 400 000 de maghiari care trăiau „în afara legilor noastre, în mod ilegal în România. Această populație maghiară atît de numeroasă nu se află aici în căutare de mijloace de existență. Prezența acestor oameni și permanentizarea acestei prezențe, oameni pe care noi în mod conștient și vădit i-am exclus de la drepturile de cetățenie, creează o situație îngrijorătoare. Pentru că tocmai acești maghiari, sau cei mai mulți dintre ei, cultivă și alimentează tendințele revizioniste și duc o muncă de destrămare a statului nostru. În această chestiune îngăduința noastră are limite. Sîntem hotărîți să facem ca această stare de lucruri să înceteze cît mai repede cu putință. Cred că în această privință liberalismul nostru a fost cu totul rău înțeles“[80]. Forțele înaintate ale societății noastre s-au confruntat cu aceste elemente care au încercat să învenineze relațiile dintre români și maghiari, încurajînd manifestările naționaliste,

[75] „Unirea poporului“, Blaj, nr. 38 — 43 din 22 oct. 1944
[76] „România nouă“, nr. 50 din 3 noiembrie 1944, p. 1
[77] A se vedea pe larg: Gh. Bodea, L. Fodor, L. Vajda, *op. cit.*, p. 336 — 372
[78] M. Fătu, M. Mușat, coord., *op. cit.*, p. 45 — 55
[79] Românii, pe baza recensămîntului din 1941 organizat de guvernul horthyst dar nepublicat, formau încă majoritatea populației.
[80] „Scînteia“, nr. 546 din 12 iunie 1946, p. 3

şovine. O parte din ideile acestora se reîntîlnesc în recenta lucrare *Istoria Transilvaniei* a autorilor maghiari, în care, profanîndu-se adevărul istoric, se arăta că °P. N. T. a reprezentat acea mentalitate care a vrut acum să pedepsească prin măsuri represive daunele suferite de sentimentul naţional român prin decizia (dictatul —n. ns., G. T.) de la Viena. Este caracteristic pentru noile raporturi de forţe că atunci cînd, pe baza convenţiei de armistiţiu, administraţia românească a intrat în teritoriul reocupat (eliberat — n. ns. G. T.) al Transilvaniei de nord, aşa numitele gărzi ale lui Maniu au săvîrşit grave atrocităţi în unele din satele secuimii, mai ales la Aita Seacă, Sînt Dominic, dar şi în altă parte, aşa în Aghireşul regiunii Cluj sau în Bihor"[81]. Mai întîi, odiosul dictat fascisto-imperialist de la Viena, prin care s-a smuls României o parte a Transilvaniei cu o suprafaţă de 43 492 km^2 şi o populaţie de 2 667 000 locuitori, din care mai bine de jumătate (50,2%) erau români, 37,1 % maghiari şi secui, iar restul era format din germani, evrei şi alte naţionalităţi[82], este denumit impropriu cu termenul *decizie*. Apoi, potrivit autorilor maghiari ai *Istoriei Transilvaniei* „administraţia românească a intrat în teritoriul *reocupat* (subl. ns. — G. T.) al Transilvaniei de nord", afirmaţie falsă şi gravă din care ar rezulta că acest pămînt nu ne-ar aparţine. Evident, presa oferă o cronică amănunţită a faptelor epocii. Dar această cronică este imperfectă, deoarece nu întotdeauna s-a putut face o analiză profundă şi aprecieri corecte asupra evenimentelor, alteori s-au strecurat inexactităţi datorită imperfecţiunilor în receptarea şi transmiterea ştirilor, cît şi scopului urmărit de unii ziarişti, a lipsei de scrupule din partea altora. În unele ziare a apărut afirmaţia că prin introducerea în nord-vestul ţării a administraţiei româneşti s-a înfiinţat acolo un regim de teroare şi s-au produs acte de persecuţie, omoruri etc. împotriva populaţiei maghiare, ceea ce ar fi adus grave consecinţe. Unele sînt scrise şi cu scop propagandistic, în fazele de vîrf ale luptei maselor pentru răsturnarea guvernelor cu majoritate burgheză[83]. Pentru a se restabili adevărul, în articolul de fond *Administraţia românească în Ardealul eliberat*[84] şi în scrisoarea lui Ionel Pop, înaltul comisar al guvernului pentru nord-vestul ţării, trimisă ziarelor[85], se preciza că administraţia românească a fost instalată în judeţele Trei Scaune, Ciuc, Odorhei şi Mureş, la începutul lunii octombrie 1944 şi a funcţionat pînă la 14 noiembrie 1944 în condiţii mulţumitoare[86]. În judeţele Someş şi Sălaj nu au funcţionat decît cîteva zile. În celelalte judeţe nu s-a produs nici chiar un început de instalare. În timpul cît a funcţionat în judeţele menţionate, administraţia românească nu a săvîrşit acolo nici un act de teroare, omor etc. Se citau două cazuri: omorurile din comuna Aita Seacă (judeţul Trei Scaune) şi din comuna Aghireş (judeţul Cluj), care au format obiectul unor discuţii în presă. Primul caz s-a întîmplat mult înainte de instalarea administraţiei româneşti, iar în judeţul Cluj, unde este comuna Aghireş, administraţia românească nu a fost deloc instalată de la 1940. Prin urmare în nici un mod nu se puteau pune aceste cazuri în sarcina administraţiei româneşti instalată în nord-vestul ţării eli-

[81] *Erdély története*, capitolul XV, partea a II-a
[82] M. Fătu, M. Muşat, coord., *op. cit.*, p. 17
[83] „România liberă", nr. 81 şi 85 din 4 şi 8 noiembrie 1944
[84] „România nouă", nr. 23 din 1 februarie 1945, p. 1
[85] „România nouă", nr. 31 din 11 februarie 1945, p. 3
[86] *23 August 1944. Documente*, vol. III, p. 203

berate. Gărzile de voluntari, care erau învinuite de săvîrşirea omorurilor de la Aita Seacă şi Aghireş, nu aveau nimic comun cu administraţia românească, fiind complet străine de aceasta. De altfel, activitatea acestor gărzi de voluntari a format obiectul unor vaste şi severe cercetări ale Curţii Marţiale Sibiu, care a efectuat numeroase arestări şi a dat mai multe sentinţe. Bine ar fi fost dacă s-ar fi dat „un comunicat asupra rezultatelor cercetărilor şi a sentinţelor pronunţate"[87]. A acuza administraţia românească, care a funcţionat atît de puţin şi pe un teritoriu atît de restrîns, de „purtare total reacţionară şi fascistă" era o etichetare la modă aruncată fără nici un temei al faptelor[88].

La 25 septembrie şi la 17 octombrie, ministrul afacerilor interne, generalul Aurel Aldea, a numit în toate judeţele eliberate prefecţi, oameni propuşi de Iuliu Maniu[89]. Pînă la instaurarea autorităţilor de către înaltul comisar pentru administrarea judeţelor din această parte a ţării, Comandamentul general al etapelor s-a conformat înaltului decret nr. 1996 din 24 octombrie 1944[90] şi a luat în subordine toate autorităţile militare, întreprinderile şi stabilimentele militare sau militarizate şi a exercitat administraţia asupra acestui teritoriu. Au fost organizate echipe alcătuite din funcţionari superiori ai departamentelor de pe lîngă Comandamentul general al etapelor, conduse de cîte un ofiţer superior de stat major. Prin cercetare la faţa locului, echipele s-au documentat în legătură cu condiţiile în care se exercita administraţia, s-au informat asupra autorităţilor militare, întreprinderilor, stabilimentelor militare care se găseau în zonă şi au propus măsurile de ordin general administrativ ce se impuneau pentru restabilirea autorităţii româneşti în nord-vestul ţării. Sintetizînd informaţiile culese, generalul de divizie O. Stavrat a întocmit darea de seamă[91] şi raportul[92] Comandamentului general al etapelor pe care le-a înaintat, la 7 noiembrie 1944, Preşedintelui Consiliului de Miniştri, în care a reliefat două situaţii: 1) în judeţele *Trei Scaune*[93], *Ciuc, Odorhei şi Mureş s-au instalat autorităţile româneşti numite de înaltul comisar pentru Ardeal*[94]. De asemenea, în judeţul *Someş*, începutul funcţionării administraţiei româneşti numită de guvern s-a făcut prin instalarea prefectului, subprefectului şi cîtorva funcţionari judeţeni[95]. În aceste judeţe se simţea lipsa notarilor[96] şi a organelor exterioare ale departamentelor: agricultură, economie naţională, justiţie, educaţie naţională, lucrările publice, sănătate, Banca Naţională a României. Deşi cu personal incomplet, autorităţile depuneau eforturi susţinute pentru normalizarea situaţiei economico-sociale destul de dificile. Menţinerea în circulaţie a monedelor maghiare şi lipsa capitalului pentru investiţii de refacere stînjeneau activitatea economico-financiară[97].

---

87 „România nouă", nr. 23 din 1 februarie 1945
88 Ibidem
89 *România în anii revoluţiei democrat-populare*, p. 97
90 „Monitorul oficial", nr. 247 din octombrie 1944
91 *23 August 1944. Documente*, vol. III, p. 202—235
92 *Ibidem*, p. 201—202
93 *Ibidem*, p. 206
94 *Ibidem*, p. 201, 203
95 *Ibidem*, p. 216 — 218, 234
96 „România nouă" nr. 32 din 13 octombrie 1944
97 *23 August 1944. Documente*, vol. III, p. 234

Starea de spirit a populației în mediul rural era în general calmă, în timp ce în orașe se manifestau semne de neliniște[98]. Populația maghiară din județele Mureș, Someș, Trei Scaune ținea „contactul permanent cu comandamentul sovietic pentru satisfacerea pretențiunilor ei"[99]. Refractare măsurilor luate de către autoritățile române, elemente maghiare făceau „chiar imixtiuni în administrație și iredentism la adăpostul oportunității politice"[100]; 2) *în județele Bihor, Bistrița-Năsăud, Cluj, Maramureș, Satu-Mare, Sălaj n-au fost instalate autoritățile administrative numite de înaltul comisar.* În schimb, jandarmeria și-a organizat posturile în aceste județe[101], cu excepția orașului Cluj, Careii Mari, Satu Mare și județul Bihor[102]. Generalul O. Stavrat aprecia că autoritățile românești n-au fost primite la Cluj, Oradea și Satu Mare datorită „unor cauze politice" și propunea ca guvernul să intervină pe lîngă comandamentul sovietic pentru a se admite instalarea lor[103]. În ziua de 1 noiembrie 1944, autoritățile civile și militare instalate de înaltul comisar au fost silite de comandamentul sovietic să evacueze județul Bihor[104]. Administrația în județele Bihor, Cluj, Maramureș, Năsăud, Satu Mare, Sălaj era asigurată de elemente locale, numite de comandamentele militare sovietice sau constituite ad-hoc[105]. Din ordinul comandamentului armatei sovietice, în ziua de 12 octombrie 1944, Teofil Vescan (senior) a preluat funcția de prefect al județului Cluj, iar Ludovic Csögör, pe cea de subprefect[106]. De asemenea, au fost delegați ca primar profesorul Tudor Bugnariu, iar ca ajutor de primar Ioan Demeter [107]. Prin ordinul nr. 4 din 18 octombrie 1944, prefectul județului Cluj cerea să se instaureze peste tot, conform prevederilor Convenției de armistițiu, „un regim adevărat democratic, încetînd toate vrăjmășiile dintre naționalități, rase și confesiuni"[108]. Comunele județului erau invitate să-și aleagă cîte un primar și cîte un consiliu comunal din locuitorii care au lucrat în interesul populației muncitoare. Valorile, bunurile însușite pe nedrept urmau să fie restituite fără întîrziere. Pentru paza, siguranța vieții și averii cetățenilor se instituiau gărzi comunale[109]. În același timp, s-a remarcat activitatea deosebită depusă de prefecții județelor Maramureș, Năsăud și Sălaj pentru promovarea intereselor naționale și pentru satisfacerea nevoilor locale. S-a propus ca aceste autorități, de mare valoare națională, să nu fie îndepărtate, ci menținute pe posturile pe care le îndeplineau[110]. Populația județului

---

[98] Urmărind să schimbe structura națională în teritoriul ocupat, regimul horthyst a adus în locul refugiaților și expulzaților români și în urma deportării în masă a populației evreiești în lagărele de concentrare, coloniști unguri, îndeosebi în localitățile urbane (*Ibidem*, vol. 1, p. p. 263 — 276, 327 — 333, 600 — 602; vol. III, p. 211 — 213).

[99] *Ibidem*, p. 214

[100] *Ibidem*, p. 235

[101] *Ibidem*, p. 214 — 216, 218 — 220, 225

[102] *Ibidem*, p. 234

[103] *Ibidem*, p. 202—235

[104] *Ibidem*, p. 201

[105] *Ibidem*, p. 234

[106] *Ibidem*, p. 201 — 234; „România liberă", nr. 80 din 3 noiembrie 1944, p. 1; „Tribuna Ardealului", Cluj, din 18 octombrie 1944

[107] *Istoria Clujului*, sub redacția Acad. prof. Șt. Pascu, Cluj, 1974, p. 446, Gh. Bodea, L. Fodor, L. Vajda, *op. cit.*, p. 336

[108] „Plugarii", Cluj, an I, nr. 1 din 5 noiembrie 1944, p. 5

[109] „România liberă", nr. 80 din 3 noiembrie 1944, p. 1

[110] *23 August 1944. Documente*, vol. III, p. 202

Maramureș și-a manifestat, ca pretutindeni în țară, satisfacția eliberării printr-un entuziasm mișcător. Administrația locală era exercitată de consiliul național, format din elemente românești de vază, care a dat însărcinări provizorii în toate funcțiile. Securitatea era garantată prin jandarmi și gărzi naționale[111]. La 21 octombrie 1944, comandamentul sovietic a delegat cu exercitarea atribuțiilor de prefect al județului Năsăud pe colonelul în rezervă Teodor Zbîrcea[112]. Acesta a rechemat în serviciu pe toți funcționarii care au activat în administrație pînă în anul 1940 și i-a numit pe cei corespunzători în aparatul de stat local, cu asentimentul comandamentului sovietic. Noile autorități din județul Năsăud, deși provizorii, au reușit să-și desfășoare activitatea în înțelegere cu comandamentul sovietic, în aproape toate compartimentele, „menajînd în același timp susceptibilitatea celor învinși"[113]. Darea de seamă întocmită de O. Stavrat preciza că „astăzi ungurii se declară toți comuniști convinși, pentru a obține bunăvoință și favoruri de la comandamentul sovietic și avantaje asupra populației băștinașe românești"[114]. În timp ce în orașul Carei și în cîteva comune rurale au fost instalați primari unguri, în marea majoritate a județului Sălaj administrația era condusă de români[115]. La Jibou funcționa consiliul național român. Județele Bihor și Satu Mare erau conduse de prefecți unguri, instalați de comandamentul sovietic[116]. În fruntea orașelor Oradea și Satu Mare au fost numiți primari maghiari. Primăriile rurale erau conduse de primari români și maghiari instalați ad hoc. În satele județului Bihor, paza se asigura prin gărzi cetățenești. Starea de spirit în orașe, unde „au rămas foarte mulți funcționari proveniți din Ungaria veche," era „vădit antiromânească"[117]. Românii erau bruscați. Asigurarea securității locuitorilor, paza avutului și ordinea au fost încredințate poliției populare în orașul Cluj[118], gărzilor civile în județul *Maramureș*[119], poliției civile maghiare în orașele Carei, Oradea, Satu Mare[120]. Așadar în lunile septembrie-octombrie 1944, administrația în nord-vestul țării se exercita în condiții deosebit de complexe, imprimînd o serie de particularități care se cer, mereu, a fi reliefate și subliniate cu grijă și discernămînt. Tabloul sumar al acestei realități prezenta o serie de coordonate, printre care menționăm: instalarea autorităților românești numite de înaltul comisar pentru Ardealul eliberat în județele Ciuc, Odorhei, Mureș, Someș, Trei Scaune; neadmiterea instalării organelor locale ale administrației românești în orașele Cluj, Satu Mare, Oradea[121] și evacuarea autorităților locale numite de guvern din județul Bihor; numirea și instalarea administrației de către comandamentul sovietic sau constituirea lor singure, ad-hoc, în județele Bihor, Cluj, Maramureș, Năsăud, Satu Mare, Sălaj; prezența a 300 000 — 400 000 maghiari necetățeni români aduși în anii 1940—1944 cu scopul de a modifica rapor-

111 *Ibidem*, p. 218 — 220
112 *Ibidem*, p. 288.
113 *Ibidem*, p. 234
114 *Ibidem*, p. 233
115 *Ibidem*, p. 228
116 *Ibidem*, p. 220
117 *Ibidem*, p. 222, 223
118 *Ibidem*, p. 215. În schimb, poliția din Cluj, cu un efectiv de 40 gardieni, aștepta la Feleac să i se permită să intre în oraș.
119 *Ibidem*, p. 218
120 *Ibidem*, p. 220, 223, 228
121 „România nouă", nr. 58 din 14 noiembrie 1944

turile demografice, economice şi sociale din Transilvania; dorinţa de a se reîntoarce grabnic la vetrele lor a celor circa 500 000 români expulzaţi sau evacuaţi de aici în anii de groază ai prigoanei horthyste; afluxul populaţiei, îndeosebi celei maghiare, spre organizaţiile şi partidele de stînga, declanşarea luptei dintre forţele revoluţionare şi cele burgheze pentru a pune mîna pe conducerea prefecturilor şi primăriilor; contextul internaţional în cadrul căruia responsabilitatea principală a aplicării convenţiei de armistiţiu în România revenea Uniunii Sovietice. Sub nici un motiv desemnarea puterii locale în mod proporţional cu originea etnică a populaţiei existente în septembrie-octombrie 1944 în localităţile din nordul Transilvaniei nu constituia o soluţie realistă dacă se au în vedere absenţa a peste jumătate de milion de români şi prezenţa aici a 300 000 — 400 000 de maghiari necetăţeni români. Documentele vorbesc despre justificata îngrijorare a românilor ca nu cumva administraţia să fie încredinţată în unele judeţe, oraşe şi comune unor conducători şi funcţionari maghiari necetăţeni români sau din rîndul acelora care au activat în timpul ocupaţiei horthyste, ostili statului şi naţiunii române, şi care, la adăpostul calităţii de membri ai partidelor de stînga şi solicitînd ocrotirea puterilor aliate, să aplice dispoziţiile unor cercuri şoviniste şi revizioniste din afara statului român, instigînd la manifestări naţionaliste, iredentiste şi revanşarde, cu scopul de a destrăma teritoriul patriei.

La scara întregii ţări, au fost destituiţi sau înlocuiţi, pînă la 28 octombrie 1944, prefecţii a 54 de judeţe din totalul de 58[122]. În linii generale a fost înlăturat aparatul de stat antonescian şi a fost izgonită administraţia horthystă din nord-vestul ţării. Noile autorităţi locale au fost instalate în majoritatea judeţelor ţării prin deciziile făcute de guvern şi prin acţiuni ale maselor. În judeţele din estul ţării şi o parte din judeţele din nordul Transilvaniei prefecţii şi primarii au fost numiţi sau indicaţi de comandamentele sovietice sau au funcţionat cu aprobarea acestora, acolo unde fuseseră alese deja de către populaţie. În situaţia insubordonării unor autorităţi locale guvernului Sănătescu, regiuni întregi scăpau în mare parte sau chiar total, de sub influenţa autorităţii centrale. În aceste momente grele, de maximă încordare, este explicabilă poziţia fermă cvasiunanimă a populaţiei din aceste părţi româneşti de a se subordona din punct de vedere administrativ guvernului de la Bucureşti. *Normal era ca întreaga ţară, şi cu atît mai mult în estul şi nord-vestul ţării, guvernul român să instaleze, în deplină concordanţă cu noul raport de forţe social-politice după actul din august 1944, o administraţie în fruntea căreia să fie desemnaţi prefecţi şi primari cetăţeni români, indiferent de naţionalitate, loiali statului nostru, care să acţioneze pe linia intereselor fundamentale ale ţării, mobilizînd masele largi populare la realizarea obiectivelor imediate şi de perspectivă determinate de revoluţia de eliberare naţională şi socială antifascistă şi antiimperialistă din România, să urmărească respectarea şi aplicarea în practică a prevederilor democratice prevăzute în Constituţia din 1923.*

Judecarea obiectivă, mai aproape de realitatea timpului a evenimentelor din perioada tratată, duce la aprecierea că acţiunile guvernului de uniune naţională prezidat de C. Sănătescu de a trimite propria sa administraţie în judeţele din Moldova şi din nordul Transilvaniei se înscriau pe linia menţinerii organizării statale şi administrative româneşti ca factori esenţiali ai

[122] Gh. Ţuţui, *op. cit.*, p. 1 502

păstrării entității noastre, izvorau din puternicul sentiment al unității și demnității naționale, reprezentau exercitarea firească a atributului de suveranitate a statului român, reprezentau calea de mobilizare a locuitorilor din toate județele țării în ducerea războiului antihitlerist, în îndeplinirea grelelor obligații prevăzute în convenția de armistițiu, pentru înfăptuirea deziderațelor economico-sociale și naționale. Amestecul comandamentelor militare sovietice în instalarea și indicarea unor prefecți și primari, neprimirea sau alungarea altora trimiși de Ministerul de Interne, reprezentau o consecință a tratării României ca țară „învinsă" și ocupată pe teritoriul căreia se aflau trupe aliate de trei ori mai mari decît numărul și forța propriei armate, și se făceau în condițiile în care U. R. S. S. îi revenea responsabilitatea principală a aplicării convenției de armistițiu în țara noastră. În același timp, Uniunea Sovietică considera că problema nord-vestului țării „nu era numai o problemă de natură teritorială, rezolvată doar prin faptul încadrării acestei părți a țării în granițele statului român, ci era și o problemă de natură național-politică"[123]. Teofil Vescan, prefectul județului Cluj instalat de comandamentul militar aliat, sublinia, în același sens, că eliberarea nord-vestului țării constă din eliberarea sa geografică și prin realizarea unui regim democratic „pentru toate națiunile (națiunea română și naționalitățile conlocuitoare — n. n., G. T.) și confesiunile din Ardeal, fără nici o părtinire și deci fără șovinism"[124]. Mai trebuia oare reamintit că Marea Unire a fost însoțită de elaborarea unor reforme cu caracter burghezo-democratic ca votul universal, egalitatea tuturor cetățenilor statului român întregit indiferent de naționalitate, reforma agrară? Au fost împroprietăriți prin reforma agrară din 1921, una din cele mai largi din Europa, aproximativ 200 000 țărani numai din rîndul naționalităților conlocuitoare. Firește, U. R. S. S. vedea în forțele de stînga, în frunte cu comuniștii, garanțiile unor transformări interne și externe în deplin acord și cu interesele aliaților și își manifesta, în acest sens, mari rezerve față de P. N. Ț. și P. N. L.

Înlăturarea administrației locale antonesciene și izgonirea celei horthyste din nord-vestul țării nu au însemnat și o corespunzătoate înlocuire cu prefecți și primari care să oglindească fidel noile mutații de forțe social-politice din cadrul procesului revoluționar în plină organizare și desfășurare. Mizînd prea mult pe sprijinul din partea Marii Britanii și S. U. A., conducătorii partidelor burgheze nu au dovedit înțelegerea vremurilor pe care le trăiau și mobilitatea de a se adapta rapid la noile condiții. Preluînd controlul administrației asupra unor județe, orașe și comune, forțele burgheze urmăreau să folosească aceste instrumente ale puterii în scopul restaurării cu orice preț a regimului social-politic dinainte de război, primejduind, prin unele acțiuni, statutul internațional al României în preajma și după încheierea tratatului de pace. Cererea ca necetățenii români să părăsească țara era calificată ca o acțiune naționalistă, reacționară. În același timp, să avem în vedere că elementele șovine, revizioniste, urmărind să învenineze atmosfera din nordul Transilvaniei, au prezentat, în mod fals, aliaților că, în urma restaurării administrației românești în unele din județele din nord-vestul țării, naționalitățile nu s-ar bucura de drepturi și libertăți, că aici s-ar fi introdus un regim de teroare. De asemenea,

[123] „Graiul nou", nr. 30 din 14 martie 1945, p. 1
[124] „Plugarii", nr. 1 din 5 noiembrie 1944, p. 6

au lansat zvonuri prin care încercau să convingă populația maghiară că încadrarea acestei părți a țării nu era definitivă și stabilă. Înțelegînd exigențele contextului internațional în care se afla țara, comuniștii și celelalte forțe revoluționare în continuă ascensiune au urmărit împlinirea cu strictețe și fără condiții a efortului maxim militar și economic pentru înfrîngerea inamicului, pentru cîștigarea încrederii marii puteri aliate U. R. S. S., de care depindeau reintegrarea părții de nord-vest a teritoriului național și soarta tratatului de pace. În lupta dură pentru putere, un rol important l-a avut publicarea, în septembrie 1944, de către C. C. al P. C. R., a *Proiectului de platformă pentru constituirea Frontului Național Democrat*, proiect de program care cuprindea principalele transformări cu caracter economic și social-politic ce se cereau înfăptuite în acea etapă, inclusiv democratizarea aparatului de stat[125]. În condițiile particularităților pe care le prezentau estul și nord-vestul țării și în perspectiva viitorului, *unitatea politică și administrativă se realiza, deocamdată, prin programul F. N. D., care stătea la baza activității noilor organe ale administrației publice*. În ziua de 21 octombrie 1944, s-a constituit la Cluj Consiliul Național Democratic din nordul Transilvaniei, din componența căruia făceau parte delegați ai P. C. R., P. S. D., Madosz-ului, Uniunii patrioților, reprezentanți ai sindicatelor, ai intelectualilor democrați și alții cu scopul de a coordona întreaga activitate a F. N. D. din nord-vestul țării. În toată țara s-au desfășurat demonstrații și adunări ale oamenilor muncii prin care își dădeau adeziunea față de prevederile platformei F. N. D.[126], alegeau consiliile locale ale F. N. D., schimbau prefecții și primarii necorespunzători instalați de Ministerul de Interne, așa cum au procedat în județele Brăila, Buzău, Covurlui, Dîmbovița, Fălciu, Ilfov, Prahova, Rîmnicu Sărat, Romanați, Tutova Vlașca ș.a.[127]. Înlocuirea prefecților și primarilor prin forța maselor cu reprezentanți ai lor a inaugurat conturarea elementelor noii puteri și introducerea unor raporturi noi între autoritățile de stat județene și categoriile largi de cetățeni, recunoscute de acestea și investite cu puterea exercitării funcțiilor administrative. Prefecții și primarii aleși își desfășurau activitatea pe baza prevederilor Platformei-program a F. N. D., își întemeiau autoritatea pe adeziunea și forța maselor, aveau permanent în atenție responsabilitatea față de cei cărora le datorau numirea. Ocuparea prefecturilor și primăriilor a exercitat o influență deosebită asupra activizării politice a maselor, a participării lor la conducerea vieții obștești. Indiscutabil că în aceste luni de aspre confruntări s-au săvîrșit și greșeli, abuzuri, revărsări peste maluri ale șuvoiului revoluționar. Fără cunoașterea lor nu se poate avea imaginea reală a diverselor contradicții ale vieții social-politice din România din timpul primei guvernări Sănătescu, nu putem înțelege în toată amploarea sa lupta revoluționară din acele luni pentru democrație, pentru un guvern politic. Cînd guvernul Sănătescu a ordonat, în octombrie 1944, înapoierea la reședință și reînceperea activității tuturor autorităților administrative și polițienești evacuate din Moldova, împotriva acestora s-a desfășurat o vastă campanie în adunări,

---

[125] A se vedea pe larg: Aurel Loghin, A. Karețchi și M. Gh. Morărașu, *Activitatea P.C.R. de grupare a tuturor forțelor democratice. Crearea și activitatea F.N.D. (1944)*, în „Analele științifice ale Universității «Al. I. Cuza» din Iași", Tomul XII, 1966, p. 131–150

[126] „Scînteia", din 26 septembrie 1944.

[127] Arh St. București, fond M.A.I., inventar 755, dosar nr. 13/1944, f. 5; Arh. St. Galați, fond Insp. de jandarmi Galați, dosar nr. 107/1945, f. 38; Gh. Țuțui, *op. cit.*, p. 1 503

mitinguri, presă, fiind calificate „reacţionare", „legionare şi fasciste", „jefuitorii ţării", „slugile siguranţei şi jandarmeriei" etc. Evident, se exagera şi se greşea atunci cînd aceste aprecieri erau extinse fără discernămînt asupra tuturor funcţionarilor din vechea administraţie, printre care au fost şi elemente cinstite, cu o foarte bună pregătire profesională, de care Moldova avea nevoie în acele timpuri grele. Îngrijorarea provocată în rîndul noilor autorităţi din Moldova era cu atît mai mare cu cît un însemnat număr de evrei deţineau posturi de conducere de bază în aparatul de stat local în judeţele din estul ţării[128] şi nu numai aici. P. C. R. şi P.S.D. au afirmat şi au luptat pentru egalitatea reală şi deplină în drepturi a tuturor cetăţenilor fără deosebire de naţionalitate şi religie. Originea etnică nu a constituit un criteriu în vîltoarea luptelor sociale şi politice. Dovada elocventă o constituie numărul mare al membrilor P.C.R. şi P.S.D. din rîndurile naţionalităţilor conlocuitoare. În acelaşi timp, hotărîrea guvernului de a nu recunoaşte în bloc noile autorităţi, alături şi de alte cauze au dus la apariţia unor manifestări de nesupunere, de izolare, de acţiuni stîngiste. F.N.D. Moldova a înfiinţat Consiliul regional al forţelor democratice pentru verificarea cadrelor administrative reîntoarse, cu sediul la Iaşi, ai cărui membri s-au deplasat în judeţele Moldovei, au convocat reprezentanţii partidelor politice şi organizaţiilor de masă şi au constituit comisii judeţene pentru verificarea şi trierea funcţionarilor. Particularitatea aplicării legii de epurare a aparatului de stat în judeţele Moldovei a constat în faptul că funcţionarii care se aflau în serviciu şi-au continuat activitatea pînă ce comisiile s-au pronunţat asupra lor. Cei care s-au reîntors din evacuare nu au ocupat posturile lor decît după ce au trecut prin comisia de verificare şi triere, care s-a pronunţat dacă puteau fi sau nu reîncadraţi. Este o îndatorire pentru fiecare cetăţean care trăieşte între graniţele ţării noastre să accepte ideea de stat românesc unitar şi a simbolurilor lui naţionale. Limba oficială a statului român este limba română, singura valabilă în justiţie în toate problemele funcţionării interne a aparatului administrativ. Prin ordonanţa nr. 416 din 27 octombrie 1944 a prefectului judeţului Cluj se preciza că „în virtutea principiilor democratice fixate prin Constituţia României din 1923 toate inscripţiile şi ordinele publice vor fi exprimate şi redactate în limbile română şi maghiară pe tot teritoriul şi municipiul Cluj. De asemenea, vor fi îndepărtate toate semnele şi insignele care sînt contrare principiilor dictate de convenţia de armistiţiu, înlocuindu-se *prin semne şi insigne româneşti, exprimînd în mod clar suveranitatea acestui* teritoriu[129]. Documentele vremii dezvăluie cazuri în care românii erau încă obligaţi să folosească numai limba maghiară în scrierea corespondenţei sau în relaţiile cu autorităţile dintr-o serie de localităţi din nord-vestul ţării, situaţii în care tricolorul românesc era ignorat, iar steagul maghiar era arborat ca mijloc de aţîţare la şovinism. În fruntea administraţiei erau unii din rîndurile celor care n-au protestat cu nimic tolerînd sălbatica prigoană împotriva populaţiilor româneşti, evreieşti ş.a. în anii 1940—1944[130]. Adevărata înfrăţire dintre români şi naţionalităţile conlocuitoare se putea realiza prin

[128] Arh. St. Botoşani, fond Pref. jud. Botoşani, dosar nr. 17/1944, f. 3; dosar nr. 53/1944, f. 66

[129] „Plugarii", nr. 1 din 5 noiembrie 1944, p. 5

[130] V. Luca afirma, în ianuarie 1946, că o mare parte din conducerea MADOSZ-ului a fost „complice cu odiosul arbitraj hitlerist de la Viena" („Scînteia", nr. 437 din 27 ianuarie 1946).

lupta comună pentru făurirea unei lumi noi, prin dreapta pedepsire a elementelor fasciste și horthyste, a celor ce s-au făcut vinovați de persecuția populațiilor nemaghiare, Se întîrzia însă sancționarea celor care cu bună știință au luat viața și bunurile românilor din nord-vestul țării. Lipsa unor asemenea măsuri îi determina pe mulți români să nu aibă sentimentul garantării securității și a averii particulare, a satisfacției pedepsirii celor din cauza cărora au suferit 4 ani, să manifeste rezerve față de unele autorități locale noi și indignare față de acțiunile șoviniste. Ar fi nerealist să se creadă că înregimentarea unei mari părți a populației în cadrul forțelor revoluționare democratice a însemnat și o schimbare la toți, peste noapte, a sentimentelor, convingerilor, atitudinilor, concepțiilor. Sub masca democrației, unii își continuau șovinismul și naționalismul, arme periculoase înfrățirii dintre români și naționalitățile conlocuitoare. Alții afișau o simpatie de conjunctură față de comandamentele militare aliate, căutînd pe orice cale să le convingă pe acestea de sentimentele lor comuniste, spre a obține diferite avantaje și atingerea scopurilor iredentiste. În iunie 1945, pe drept cuvînt, Lucrețiu Pătrășcanu sublinia că „datoria fiecăruia era de a combate șovinismul oriunde se manifestă sub orice formă se înfățișa“[131]. Comuniștii din nord-vestul țării își reorganizau rîndurile, după ce, pe baza instrucțiunilor venite de la Comintern, își desfășuraseră activitatea în cadrul P. C. din Ungaria[132].

Așadar, P.C.R. se angajase să rezolve marea complexitate a contradicțiilor societății românești nu printr-o atitudine de negare, ci prin studierea și înțelegerea cauzelor ce le generau, prin acțiunea conștientă pentru înlăturarea vechilor stări de lucruri. În acest context se pot desprinde dimensiunile reale ale greutăților deosebit de mari — și nu prin simplificarea lor — și ale eforturilor susținute ale P.C.R. de a atrage de partea sa toate forțele sociale capabile să ducă revoluția înainte, de a le organiza potrivit cerințelor dezvoltării procesului revoluționar. După eliberarea țării, după înlăturarea aparatului de stat antonescian, după desființarea administrației horthyste, după crearea F.N.D., demisia guvernului Sănătescu și constituirea unui guvern politic, condus tot de C. Sănătescu, reprezenta un succes al forțelor democratice.

131 „România liberă“, nr. 268 din 18 iunie 1945, p. 1
132 M. Fătu, M. Mușat, coord., *op. cit.*, p. 202 — 203

LEONID BOICU, *Principatele Române în raporturile politice internaţionale (Secolul al XVIII-lea)*, Iaşi, Editura Junimea, 1986, 296 p.

În ultima vreme, secolului al XVIII-lea — în cursul căruia s-a plămădit societatea română modernă — s-a bucurat legitim, de un tot mai sporit interes. Au fost studiate liniile fundamentale ale dezvoltării economice şi sociale, procesul de formare a naţiunii, de cristalizare a conştiinţei naţionale, au fost reliefate ideile politice şi liniile fundamentale ale mişcării naţionale, dimensiunile sociale ale acesteia, specificul iluminismului românesc, integrarea societăţii noastre în Europa ş.a. În egală măsură publicarea unor documente otomane sau însemnări ale călătorilor străini pe teritoriul românesc au uşurat înţelegerea mentalităţii timpului şi a sistemului politic fanariot. Fără să fie sistematice, cercetările ultimului sfert de veac ne-au apropiat, sensibil, de epoca „ai cărei descendenţi direcţi sîntem", după expresia lui Paul Hazard (*Gîndirea europeană în secolul al XVIII-lea*, Editura Univers, Bucureşti, 1981, p. 5).

În şirul contribuţiilor consacrate secolului al XVIII-lea, cercetarea lui Leonid Boicu ocupă un *loc aparte*; importanţa şi eficienţa sa pot fi apreciate şi reliefate numai situînd-o în contextul multiplelor contribuţii consacrate veacului fanariot. În această perspectivă, servind desăvîrşirii *sintezei* de care avem atîta nevoie, *Principatele Române în raporturile politice internaţionale* din *marele veac*, schiţînd cadrul politic internaţional, stabilind şi implicaţiile, interdependenţele interferenţele care au afectat fenomenele şi procesele interne ale secolului al XVIII-lea, completează, întregeşte şi explică multe din problemele complexe, economice, sociale, politice sau spirituale analizate sau puse în discuţie de celelalte cercetări speciale.

Îmbinînd analiza cu sinteza, mişcîndu-se cu dezinvoltură în complexul relaţiilor internaţionale ale căror resorturi intime le stăpîneşte la fel de bine ca şi problematica secolului al XVIII-lea, L. Boicu domină, cu autoritate, imensul material al problemei care face obiectul cercetării, studiind-o din ambele sensuri: atît din lăuntru, cît şi din afară. Cele două Principate, deşi lipsite de libertatea de a desfăşura o politică externă proprie, se inserează în relaţiile internaţionale, pe care le orientează, influenţîndu-le, definind, prin acţiunea forţelor profunde interne, contururile unei probleme româneşti cu individualitate proprie.

Valoroasă prin perspectiva largă în care sînt analizate faptele şi evenimentele, prin exactitatea cu care sînt interpretate, în spiritul epocii, prin apelul la legăturile care explică şi justifică acţiunile oamenilor şi deciziile politice, în sfîrşit, prin numeroasele intervenţii care îmbogăţesc conţinutul unor fapte sau evenimente — întăresc sau infirmă aprecieri sau observaţii mai vechi, cartea lui Leonid Boicu, repetăm, acoperind întreaga epocă, oferă cercetătorului avizat, mai cu seamă, putinţa de a cîntări şi dimensiona mai exact unele din problemele complexe ale acestui important secol al istoriei româneştl.

Organizarea materialului în cuprinsul celor şapte capitole şi genericul acestora definesc orientarea cercetării şi etapele importante în evoluţia problemei româneşti spre individualizare, spre independenţă. (*I. Raporturile politice internaţionale la cumpăna secolelor* XVII şi XVIII; II, *Tendinţe şi acţiuni ale Principatelor Române în sfera relaţiilor politice internaţionale pînă la 1768*; III. *Tendinţe şi acţiuni politice ale puterilor europene faţă de Principatele române pînă la 1768*; IV. *O nouă etapă a desfăşurărilor politice internaţionale (1768 — 1792) şi Principatele Române*; V. *Principatele Române „o piatră de încercare" (1768 — 1774)*; VI. *Principatele Române şi crizele stării de pace (1774 — 1787)*; VII. *Principatele Române şi ultima confruntare politico-militară ruso-turco-austriacă a secolului)*.

Nu este vorba, doar, de o simplă reconstituire de fapte şi evenimente, de construirea unui cadru necesar adîncirii problematicii epocii. L. Boicu verifică totul, cîntăreşte, rosteşte judecăţile cu mare cumpănire, cu o precizie care nu stă la îndemîna oricui. Observaţiile, numeroase, cu privire la obiectivele şi raţiunile politicii lui C. Brîncoveanu şi a lui D. Cantemir, asupra regimului fanariot, precizările — asupra cărora revine mereu — cu privire la natura şi sensul cererilor de protecţie formulate în epocă de boierii români, cele referitoare la deosebirea existentă între *proiectul grecesc* şi cel al *regatului dacic*, la obiectivele politicii lui Frederic II, la veleităţile lui Potemkin ş.a. sînt importante , lărgesc cadrul în care poate fi situată problema Principatelor, al căror teritoriu, în epocă, devenise teatru de luptă, moneda de schimb sau de compensaţie între puterile europene şi, mai cu seamă, între marile imperii din zonă. Cititorul înţelege mai bine tragicul destin al românilor într-o perioadă în care reprezentau doar un *obiect* în cadrul relaţiilor internaţionale; înţelege, mai uşor, sensul şi valoarea efortului naţional românesc desfăşurat sub ameninţarea continuă provenită de la Scylla crucii şi Charibda semilunii.

La sfîrşitul lecturii, agreabile — stilul lui L. Boicu, limpede şi dens, captivează — cititorul obişnuit rămîne cu satisfacţia de a fi pătruns într-un univers puţin accesibil, în timp ce specialistul simte bucuria unei mai mari apropieri de înţelegerea dramatismului unei epoci de mare frămîntare. Şi unul şi celălalt au satisfacţia, deloc comună astăzi, pe care ţi-o oferă lectura unei cărţi de excepţie.

Gh. Platon

GABRIEL BĂDĂRĂU, *Academia Mihăileană (1835 — 1848). Menirea patriotică a unei instituții de învățămînt*, Iași. Editura Junimea, 1986, 188 p. (174 — text + rezumat în l. franceză, anexe, indice, fotografii)

Întinzînd o punte între trecut și viitor, la hotarul dintre generații, epoci și mentalități, înscriindu-și activitatea, prin realizări și finalitate, în zona marilor aspirații ale poporului, *Academia Mihăileană* rămîne — în istoria devenirii noastre — un moment de importantă referință. Concepînd și finalizînd lucrarea în perspectiva impusă de timpul nostru, Gabriel Bădărău ne-a restituit istoria acestui înalt așezămînt într-o viziune nouă. Fenomenul școlar — deci și Academia — a fost situat și analizat în contextul istoric în care s-a dezvoltat și pe care l-a servit, influențîndu-l și modelîndu-l, în cuprinsul unei epoci de mare tensiune socială, politică și spirituală, în care s-a definit și s-a afirmat națiunea română, s-a cristalizat conștiința națională. În demersul său, autorul a pornit de la convingerea, căreia i-a dat expresie în orientarea și structurarea lucrării, în conformitate cu care „procesul formării națiunii române și cel de constituire a unui sistem național de învățămînt, ca parte a culturii naționale, se conjugă,aflîndu-se într-o relație în care efectul sintetizator al primului a implicat contribuția efectivă, modelatoare, creatoare de atitudini și sentimente pe planul superior al conștiinței, a celui de al doilea". În această perspectivă, contribuția Academiei este raportată la dimensiunile întregii societăți a timpului, în coroborare cu toți factorii, cu toate mijloacele care au acționat în sensul modernizării culturii. Acțiunea iradiantă a înaltei școli este urmărită și apreciată în cadrul dezvoltării dinamice a societății românești din epoca ce a prefațat revoluția de la 1848. *Sistemul școlar* în cuprinsul căruia se situează Academia Mihăileană este privit și judecat în funcționalitatea și eficiența sa, în cuprinsul larg al culturii naționale. De asemenea, raportarea la modul de organizare a învățămîntului european contemporan oferă o imagine mai limpede cu privire la *integrarea* societății românești în circuitul dezvoltării lumii moderne.

În desfășurarea analizei, realizată „pe verticalitatea" istoriei noastre, dar și „în orizontalitatea epocii" autorul situează elevii și profesorii în dinamica perioadei în care a fost pregătită revoluția de la 1848, formulează observații privind apartenența socială a elevilor, modalitatea de angajare în circuitul cultural și politic,în legătură cu rolul profesorilor,precizează consecințele desființării „cursurilor înalte", în 1847 și a transformării Academiei într-o *școală de nivel gimnazial*. Toate aceste observații, precizări sau sugestii conferă lucrării un important plus valoric.

Înlăturînd șabloanele stereotipe, G. Bădărău a realizat o lucrare cu o pronunțată notă de originalitate, care o distinge și o impune. Scrisă cu autoritatea specialistului consacrat, lucrarea beneficiază, în egală măsură, de un stil curat, elegant, care-i adaugă un plus de distincție și ținută.

Gh. Platon

Universitatea „Al. I. Cuza", Institutul de Istorie și Arheologie „A. D. Xenopol", Iași, *Condica lui Constantin Mavrocordat*, vol. II, ediție cu introducere, note, indice și glosar alcătuită de Corneliu Istrati, Iasi, 1985, 321 p. (multigrafiat)

Publicarea acestui izvor documentar aparținînd secolului al XVIII-lea al istoriei românești prezintă o importanță particulară . Ne facem o plăcută datorie să aducem mulțumirile noastre recunoscătoare conducerii *Almei mater*, care patronează această inițiativă, precum și cercetătorului Corneliu Istrati, care și-a asumat povara alcătuirii.

Sub această denumire, se știe, importanta piesă, aflată în fondul documentar al Academiei Române (Manuscrise românești, nr. 237), a fost publicată, parțial, de către N. Iorga, în 1904, în vol. VI din ale sale *Studii și documente cu privire la istoria românilor*. Prin materialele reproduse și comentariile care le însoțesc, marele istoric a atras atenția asupra conținutului și asupra valorii *Condicii*, introducînd-o în circuitul informației istorice.

Dezvoltarea ce au luat-o acum cercetările asupra secolului al XVIII-lea, în strînsă legătură cu importanța marelui veac al Luminilor în istoria românească și în cea universală, a impus reevaluarea izvoarelor, redimensionarea proceselor și a fenomenelor. În cuprinsul acestei operații, aflate în curs de desfășurare, informațiile *Condicii lui Constantin Mavrocordat*, oferite integral, într-o viziune modernă, urmează să joace un rol important, apreciat la adevărata lui valoare de cercetătorii secolului luminilor. Sarcina și-a asumat-o Corneliu Istrati, pregătit să o îndeplinească în acord cu exigențele actuale.

Acest prim volum — care va fi urmat, în curînd, de alte patru — cuprinde o pertinentă și foarte utilă *Introducere* lămuritoare, urmată de un indispensabil *indice cronologic* al celor 3 192 documente. Legate într-un singur corp, manuscrisul conține *o parte* din condicile rezultate din administrația lui Constantin Mavrocordat în perioada septembrie 1741 — ianuarie 1743 (p. IV). Deși se referă la un interval de timp redus, documentele conțin informații variate

și importante, cu referiri și la prima jumătate a veacului; alcătuiesc „o oglindă vie" a vieții cotidiene și, totodată, o *sinteză* a măsurilor reformatoare întreprinse de Constantin Mavrocordat în cea de a doua domnie a sa în Moldova (p. XLVI, XLIX).

Piesele *Condicii* sînt din aceeași perioadă (1741 —1742) ca și *rapoartele* agenților diplomatici de la Constantinopol (publicate recent)[1], care consemnează *eforturile* desfășurate pentru cîștigarea tronului Țării Românești, *afacere* cu mult mai rentabilă. Compararea celor două categorii de documente ne va ajuta să desprindem constatări utile cu privire la *mobilurile* legislației lui Constantin Mavrocordat, atît de unilateral apreciate în literatura de specialitate.

Primul volum — *Introducerea* în studiul *Condicii* — reprezintă o promisiune, pe care, onorînd-o, Universitatea din Iași își va cinsti funcția, legitimîndu-și rolul de factor activ de cultură a timpului nostru. Întreaga prețuire pentru rîvna și competența truditorului.

Gh. Platon

M. TODOSIA, I. SAIZU, *Cultură și economie. Puncte de vedere din perioada interbelică*, Iași, Editura Junimea, 1986, 304 p. (text, rezumat în l. franceză, indice)

Rod al colaborării, fericite, am spune, dintre un economist și un istoric, amîndoi cu vechi state de serviciu în cîmpul cercetării, avînd contribuții remarcabile pentru perioada interbelică, cartea de față reprezintă un nou argument cu privire la *continuitatea* dezvoltării societății românești, fenomen contestat o bună perioadă de vreme. Deși titlul este limitat la *cultură și economie*, conținutul demersului, firesc, depășește limitele enunțului, înscriindu-se în generalitatea fenomenului cultural. Autorii și-au propus și au reușit să realizeze o sistematizare a ideilor și a proiectelor elaborate în perioada dintre cele două războaie care dau expresie implicării învățămîntului, științei și culturii în procesele economice ale vremii. Este subliniat rolul școlii, al științei și al culturii în societatea modernă, așa cum a fost înțeles de cei mai de seamă cărturari și cum s-a răsfrînt, apoi, în diferite inițiative, sub patronaj instituțional și în practica economică (p. 17). Fenomenul cultural nu este analizat numai în raport cu dezvoltarea economică; este înfățișat în întreaga sa complexitate, în contextul dezvoltării societății.

Succesiunea celor cinci capitole reliefează obiectivele propuse (II. Sarcinile statului național unitar; III. Opțiuni pentru o radicală primenire a relației cultură-economie (A. Justificări în favoarea sporirii funcției aplicative a învățămîntului ; B. Esența relației știință-economie, C., Misiunea culturii în actul de redresare și de construcție, economică); IV. Criterii moderne de sistematizare a activității culturale (A. Motivații de organizare și raționalizare; B. Introducerea ideii de plan în structura culturii); V. Trecerea conceptului în universul aplicativ. Rezultate și implicații).

Modalitatea aleasă de autori este aceea a reliefării unor puncte de vedere, apreciate valoric a fi cele mai autorizate. Acestea sînt selectate, organizate, încadrate în discursul restitutiv situat în cuprinsul larg al problematicii interne postbelice. Cititorului, celui avizat,mai cu seamă, i se oferă imaginea reconfortantă a unei societăți aflată în plină mișcare, ce abordează și rezolvă problemele complexe ale erei postbelice cu energie dar și cu responsabilitate.

Firește, nu au putut fi înfățișate toate pozițiile, stabilite concluzii definitive. Uneori, poate, unor observații parțiale li se conferă caracter de generalitate. Adoptarea unei asemenea modalități de expunere a implicat riscul. Concluziile, însă, sînt cele firești: stabilirea unui raport de continuitate cu perioada de construcție a României moderne, „dezvoltarea în acord cu imperativele noului cadru istoric postbelic" (p. 275), apelul fără precedent la valențele și impulsurile economice ale culturii (p. 276). Dezbaterea cu privire la stabilirea funcției culturii în civilizația economică, constată autorii, a limpezit multe opinii, inclusiv la nivel oficial și de decizie, reprezentînd o moștenire demnă " ((p. 277) care se înscrie în tezaurul culturii naționale. O concluzie importantă; subliniind continuitatea și valoarea efortului cultural în serviciul propășirii societății românești, studiul în discuție reprezintă o pledoarie, în favoarea căreia subscriem, pentru o analiză a culturii și a civilizației românești în succesiunea orînduirilor, fără cezuri arbitrare, neștiințifice.

Gh. Platon

Interferențe culturale româno-germane, Universitatea „Al. I. Cuza", Iași, 1986, 238 p.

Cel de al IV-lea volum din seria de *Contribuții ieșene de germanistică* abordează aspecte ținînd de o problematică vastă și complexă, fapt demonstrat și de „largul spectru" al colaboratorilor : lingviști, istorici, filozofi, critici literari, filologi de la Universitatea „Al. I. Cuza"

---

[1] Cf. *Reprezentanța diplomatică a Moldovei la Constantinopol — 30 VIII 1741—XII 1742. Rapoartele inedite ale agenților lui Constantin Mavrocordat*, Ediție îngrijită de Ariadna Camariano-Cioran, București, Editura Academiei, 1985.

şi din institutele ei afiliate, ca şi din Bucureşti, Cluj-Napoca, Timişoara, din R.D. Germană, R.F. Germania şi Berlinul Occidental. După cum sîntem„avertizaţi“ în *Cuvînt înainte*, volumul, îngrijit de Andrei Corbea şi Octavian Nicolae, respectă în mare „rubricaţia“ celor precedente, el cuprinzînd, alături de studii — „reunite (...) pe baza unui criteriu de manifestă interdisciplinaritate“ — note şi documente, contribuţii bibliografice şi recenzii.

Prima parte a volumului este consacrată evocării personalităţii lui Traian Bratu, întemeietorul şcolii ieşene de germanistică şi fost rector al Universităţii (1921 — 1924; 1932 — 1938). Evocările aparţin lui Jean Livescu, unul dintre succesorii lui Traian Bratu la conducerea Catedrei, şi lui Gheorghe Ivănescu. Celor două evocări le este alăturat, în chip fericit, textul tradus în germană al conferinţei omagiale, ţinută de Karl Kurt Klein la 9 februarie 1937 în Aula Universităţii, cu prilejul celei de a şaizecea aniversări a primului mentor al germanisticii universitare la Iaşi.

Întru cinstirea memoriei profesorului Bratu şi într-un „omagiu“ adus celor optzeci de ani ai şcolii ieşene de germanistică se constituie şi studiile cuprinse de volum, cele mai multe dintre ele reprezentînd contribuţii deosebit de valoroase la elucidarea unor diferite aspecte circumscrise problematicii *Interferentelor culturale româno-germane*. În funcţie de aspectele abordate, cele douăsprezece studii pot fi grupate în două „categorii“. Prima o reprezintă studiile consacrate „interferenţelor lingvistice“ şi unor probleme de metodologie şi terminologie. Astfel, contribuţii noi sînt aduse de V. Arvinte în privinţa cunoaşterii împrumuturilor de origine germană în română, autorul, cunoscut lingvist, descifrînd, în studiul său (p. 31 — 40), etimologia cuvintelor *cataramă* şi *şerpar*; Margareta-Sigrid Jumuga realizează un studiu interesant şi foarte concis (p. 41 — 46) despre influenţa românei asupra „dialectului german sătesc“ şi asupra „germanei uzuale“ din Bucovina; la fel şi Ioan A. Florea (p. 46 — 53) despre elementele de origine germană în Bucovina de nord pe baza ALM (*Atlasului lingvistic moldovenesc*, realizat de Institutul de Lingvistică din Chişinău); consideraţii interesante, cu evidente note de originalitate, ne oferă şi Ioan Oprea în legătură cu rolul limbii germane în formarea terminologiei filozofice româneşti (p. 89 — 97); unele probleme de terminologie şi metodologie sînt tratate şi de Eva Behring într-un studiu referitor la traducerile în germană din română (p. 139 — 146).

A doua „categorie“ însumează studii ce abordează aspecte de istoria culturii, relevante pentru modalităţile şi nivelele de interferare a spaţiilor spirituale român şi german. Victor Neumann punctează principalele raţiuni ale interesului ce-l poate prezenta, nu numai pentru specialişti, cunoaşterea „istoriei Banatului“ prin prisma istoriografiei germane din epoca modernă (p. 54 — 67); Klaus-Henning Schroeder ne oferă date şi interpretări interesante în legătură cu „filoelenismul german“ şi imaginea acestuia despre români în prima jumătate a secolului XIX (p. 68 — 74); Al. Zub se referă, într-un studiu foarte dens în idei, la Ranke şi directiva organicistă în cultura română (p. 75— 88). Ion Ianoşi ne dezvăluie elemente în plus despre impactul filozofiei germane asupra formaţiei intelectuale a tînărului Titu Maiorescu (p. 98 — 106); „întîlnirile admirabile“ între creaţiile lui Lucian Blaga şi Rainer Maria Rilke fac obiectul studiului lui Peter Motzan (p. 115 — 122), în vreme ce studiul mult regretatului Sorin Chiţanu se referă la receptarea operei lui Rilke în România (p. 107 — 114); o notă aparte, dar nu în disonanţă cu tematica generală a volumului, o constituie consideraţiile lui Ovid. S. Crohmălniceanu despre „jurnalele“ a doi scriitori germani (Hans Carossa şi Gustav Sack) combatanţi pe frontul românesc în timpul primului război mondial (p. 123 — 138).

La rubrica de *Note şi documente* semnează Dan Petrovanu (*Un „articol-replică“ al lui Eminescu la un editorial din ziarul „Neue Freie Presse“*), Mariana Macarevici (*Mihail Eminescu : Veneţia. Metamorfoze*), Ştefan Lemny(*Despre Johann Lorenz Schmidt, traducătorul Istoriei Imperiului Otoman)*, Richard Lifka (*Kurt Tucholsky in Rumänien*), Horst Fassel (*Der Nachlass von RenéPhilipp Müller— Ps. Fülöp Miller—in der Bayerischen Staatsbibliothek München*) şi Andrei Corbea (*Din nou despre exilul bucurestean al lui Franz Th. Csokor*). Deosebit de utilă şi riguros întocmită de Erich Beck este bibliografia *Deutsche Sprache und Literatur in der Bukowina* (p. 189 — 220). Recenziile şi notele bibliografice semnate de Grigore Marcu, Octavian Nicolae, Eugen Munteanu, Raluca Miruna Bostan, Michael Ástner şi Cornelia Cujbă înt regesc un volum care, aflat într-un fructuos „dialog“ cu cel îngrijit de Klaus Heitmann, *Rumänische-deutsche Interferenzen*, Heidelberg, 1986, se dovedeşte valoros din punct de vedere ştiinţific şi relevant pentru garanţiile ce le prezintă tînărul colectiv al germaniştilor ieşeni în sensul continuării şi dezvoltării frumoaselor tradiţii ale germanisticii la cea dintîi Universitate modernă a României.

Gheorghe Cliveti

ALEXANDRU DUŢU, *Dimensiunea umană a istoriei. Direcţii în istoria mentalităţilor*, Editura Meridiane, Bucureşti, 1986, 304 p.

Sînt, de multă vreme, cunoscute şi apreciate eforturile stăruitoare ale lui Al. Duţu de a acredita şi în spaţiul nostru cultural principiile şi temele majore ale istoriei mentalităţilor — indiscutabil una dintre direcţiile cele mai promiţătoare ale istoriografiei europene contemporane.

Toate textele şi cărţile pe care le-a tipărit pînă acum — numărul lor este considerabil — precum şi dezbaterea pe aceeaşi temă a mentalului colectiv, organizată în paginile „Revistei de studii sud-est europene" (nr. 4, 1980) sînt elocvente nu numai pentru amploarea pe care autorul a crezut de cuviinţă să o confere tentativei sale, ci, în egală măsură şi pentru informaţia sa completă în domeniu, ceea ce îi explică îndeajuns de limpede familiaritatea cu toate noutăţile metodologice şi de caz, care îmbogăţesc necontenit această deosebit de complexă problematică.

De la Marc Bloch şi Lucien Febvre, istoricii au (re) devenit conştienţi că finalitatea oricărei anchete asupra trecutului, indiferent de natura sa, trebuie să o constituie omul şi tot ceea ce îl caracterizează deopotrivă, ca ins biologic şi fiinţă gînditoare. Desprinderea istoriei mentalităţilor, la începutul anilor '60, ca domeniu distinct de investigaţie şi perspectiva totalizatoare, globală, deschisă de ea demersului retrospectiv al istoricului, au făcut, foarte repede, din această cerinţă un imperativ categoric. Noua direcţie şi-a integrat astfel, ca structură de rezistenţă, o esenţială *dimensiune umană*, care a justificat-o şi, în acelaşi timp, a făcut-o posibilă. Este, probabil, şi motivul pentru care Al. Duţu şi-a ales-o ca emblemă a ultimei sale cărţi.

Începînd cu patru texte introductive în care autorul analizează alcătuirea şi obiectivele istoriei mentalităţilor (*I. Culturile văzute dinăuntru*) şi semnalează cîteva dintre temele de referinţă ale acesteia: atitudinile colective faţă de copil urmărite în diferite epoci şi culturi (II. *Chipul copilului şi al Ifigeniei*), raportul dintre mentalul colectiv şi formele artistice (III. *De la Torcello la Voroneţ şi la baroc*), structurile şi nivelele de receptare ale culturii şi sensibilităţii populare (IV. *Întoarcerea lui Martin Guerre*), volumul continuă cu o substanţială antologie de texte reprezentative.

Grupate tematic în funcţie de problema specificului evoluţiei mentalului colectiv (cf. prima secţiune a cărţii, intitulată *Ce se schimbă şi ce rămîne*), a alterităţii şi a modelului cultural (*Închipuirea, chipul străinului şi al omului exemplar*) şi a rolului cărţii în modelarea sensibilităţii colective (*Cartea şi dorinţa de ficţiune a omului*), adesea incitante prin subiectele pe care le abordează, ele îl invită pe cititor să sesizeze singur marile direcţii pe care noua istorie se angajează astăzi să le exploreze.

Autorul nu a urmărit, fireşte, o informare exhaustivă care, de altfel, nici nu ar fi fost posibilă. Ceea ce l-a interesat a fost realizarea doar a unei introduceri într-o literatură extrem de vastă, pe baza unor criterii care au avut în vedere atît îmbinarea elementelor de ordin metodologic cu aplicarea lor practică condiţiile în care explorarea mentalităţilor trecutului pot sluji la înţelegerea mai bună a prezentului, cît şi posibilitatea detectării unor preocupări similare de istoria mentalităţilor la o serie de cărturari români (N. Iorga şi Gh.M. Cantacuzino, de exemplu).

Ca expresie a unor opţiuni şi preferinţe personale, selecţia autorului nu poate fi, desigur, scutită de discuţii. Important rămîne, însă, faptul că textele autorilor „introduşi astfel în viaţa noastră culturală" (L. Febvre, G. Duby, R. Mandrou, M. Vovelle, H. Dyserinck, R. Chartier W. Ong.) reprezintă prin sugestiile lor tematice şi metodologice, un important punct de pornire pe calea dezvoltării, şi în istoriografia noastră, a unor preocupări înrudite, în măsură să conducă la elaborarea unor noi modalităţi de înţelegere a trecutului.

Alexandru-Florin Platon

NESTOR VORNICESCU, *Un filosof străromân de la Histria dobrogeană — Aethicus Histricus — Autorul unei cosmografii şi al unui alfabet* (sec. *IV—V*), Craiova, Editura Mitropoliei Olteniei, 1986, (20 p. + rezumate în limbile franceză şi engleză, anexe, ilustraţii). Extras din Revista Mitropoliei Olteniei, (XXXVII) 1985, nr. 11 — 12.

Istoric de aleasă distincţie, cu o bogată activitate în cercetarea trecutului nostru, înaltul prelat se opreşte acum asupra lui *Aethicus Histricus*, „om de cultură străromân", erudit filozof, originar din părţile Histriei, autor al unei *Cosmografii*) „adevărat jurnal de călătorie", în care sînt înregistrate observaţii asupra lumii pe care a cunoscut-o şi al unui *alfabet* care-i poartănumele.

Prezentării posterităţii operei (răspîndită în copii manuscrise) apreciată ca aparţinînd „patrimoniului culturii noastre străvechi, din epoca etnogenezei române" (p. 14), îi urmează cîteva interesante însemnări şi observaţii cu privire la integrarea Daciei romanizate în romanitatea orientală. Opera lui *Aethicus*, ca şi a celorlalţi cărturari străromâni, notează autorul — expresia apartenenţei culturale şi lingvistice la romanitatea răsăriteană " (p.17)—a contribuit la procesul consolidării romanizării acestor ţinuturi" (p. 19). Studierea contextului în care a

apărut și evoluat această remarcabilă personalitate culturală, precum și analiza alfabetului pe care l-a creat este de natură să lărgească viziunea cu privire la cultura din spațiul danubiano-carpato-pontic, în epoca ce a precedat formării poporului român.

O lucrare interesantă, de certă valoare, care-l cinstește pe autor, ce îmmănunchează într-un atît de fericit chip tradiția generoasă a înaltei instituții pe care o reprezintă cu responsabilitatea istoricului.

Gh. Platon

GEORGES DUBY. *Arta și societatea, 980 — 1420*. Traducere și note de Marina Rădulescu, prefață de Răzvan Teodorescu, Editura Meridiane, București, 1987, vol. I, 273 p., vol. II, 230 p.

Consecventă cu preocuparea de a face cunoscute publicului nostru orientările și tendințele care caracterizează astăzi noua istorie — preocupare ilustrată de tipărirea într-o cadență rapidă a cîtorva dintre operele fundamentale ale reprezentanților acesteia: F. Braudel, J. Le Goff, J. Delumeau — Editura Meridiane pune, acum, la dispoziția cititorului român, într-o tălmăcire exemplară, o altă carte de referință în domeniu, aparținînd istoricului G. Duby, la fel de semnificativă pentru ampla deschidere proprie istoriografiei franceze contemporane.

Analiza fenomenului artistic din unghiul de vedere al conotațiilor sale sociale a mai constituit, și pînă acum, subiectul unor traduceri în folosul publicului din țara noastră. Este suficient să fie reamintite, în acest sens, studiile mai vechi ale lui A. Scobeltzine (*Arta feudală și rolul ei social*, Editura Meridiane, București, 1979), M. Vieux (*Lumea constructorilor medievali*, Editura Meridiane, București, 1987), Y. Gimpel (*Constructorii goticului*, Editura Meridiane, București, 1979) sau, bunăoară, cel la fel de exact subscris împreună de M. Pacaut și J. Rossiaud, despre *Epoca romanică* (1982). Ceea ce le deosebește, însă, pe toate de cartea lui G. Duby este perspectiva adoptată. În cazul de față, aceasta nu se mai circumscrie unei epoci sau unui curent artistic, ci îmbrățișează practic aproape întreaga istorie a Occidentului medieval, care, în lumina confluenței dintre artă și societate devine, de fapt, o istorie a trăirilor, sensibilităților și atitudinilor colective ale oamenilor, radiografiată prin intermediul fenomenului artistic.

Trei momente decisive marchează — crede autorul — această istorie. Primul („timpul mănăstirii") — cuprins între secolele X — XII — este momentul cînd, după o îndelungată și complexă evoluție, se cristalizează — într-un Occident latin scăpat de invaziile pustiitoare ale „ultimului val" și liber să se organizeze — civilizația medievală. Este o perioadă dominată de restaurația ottoniană, de primele deschideri fecunde spre tezaurul de cultură al Bizanțului și spre spiritualitatea arabă, dar, în egală măsură afectată și de marile spaime milenariste, evocatoare pentru o stare generală de spirit încă profund marcată de impactul normand și sarazin din secolele precedente.

În acest climat de echilibru relativ se conturează o primă etapă majoră a spiritualității occidentale, de factură imperială, la început — monastică, mai apoi, care, adunînd laolaltă în primul stil unitar al Apusului după sfîrșitul Antichității împrumuturi din sfera „barbarității" germanice și a Romei imperiale, prefigurează întîia artă medievală propriu-zisă, și, în același timp, cea dintîi manifestare a modernității Occidentului: *romanicul*.

Expresie, între multe altele, a ceea ce s-a numit de la Ch. Haskins înainte „renașterea secolului al XII-lea", *goticul* — cel de-al doilea moment în evoluția artei europene și, totodată, în istoria Occidentului latin (sec. XII — XIII) — reprezintă, spre deosebire de stilul precedent, o artă specific urbană și regală, ale cărei teme fundamentale oglindesc bine stadiul de dezvoltare al unei societăți care își acordă, la zenitul ei, o ultimă perioadă de răgaz înaintea marilor tulburări din secolele următoare (XIV — XVI).

Artă a catedralelor, goticul (sau, cum s-a mai spus „Opus francigenum" este, însă, deopotrivă și, poate, înainte de orice, o creație a Bisericii, a unei biserici suverane, al cărei primat spiritual și politic nu mai este periclitat de nici o contestație de anvergura celei opusă mai înainte de imperiu. Este, cu siguranță, motivul esențial care face din formele artistice ale acestei epoci nu atît un prinos adus divinității, o expresie a unei adorații colective, cît un mijloc eficace de instruire a maselor, de afirmare triumfătoare a dogmei. Mai puțin retorică, mai puțin preocupată de podoabe, catedrala gotică „năzuiește să ajungă la claritatea demonstrațiilor scolastice".

Obiectivul s-a dovedit, în cele din urmă, iluzoriu. Armonia perfectă a catedralelor nu a reușit să lase impresia unei armonii identice în planul lumii terestre și nici să mascheze fisurile adînci ale unui edificiu social și politic intrat într-o epocă de mari prefaceri. Subminată de devierile eretice din ce în ce mai greu de controlat, confruntată cu o criză internă de structură care i-a paralizat timp îndelungat capacitatea de ripostă și i-a afectat serios prestigiul, Biserica romană s-a dovedit neputincioasă în a ține pasul cu societatea timpului, angajată ferm pe drumul înnoirii.

Epocă a unei crize profunde în viața spirituală a continentului — cu certitudine alimentată de valul de calamități care a devastat cu regularitate lumea occidentală începînd cu anul 1348 — veacul al XIV-lea și începutul celui următor au reprezentat, totuși, paradoxal, un timp nou în plan artistic și intelectual, o vreme a apariției și consolidării unor noi forme de creație culturală.

„Timp al palatului", această a treia perioadă care „scandează" evoluția fenomenului artistic occidental dezvăluie o artă în schimbare rapidă, aproape secularizată sub raportul celor care o patronează și, într-o anumită măsură a temelor, mai individualizată și mai ostentativă prin formele care o caracterizează și prin ideile pe care le degajă.

Conjugată cu și, în același timp, inspirată de celelalte prefaceri, intervenite în viața intelectuală a timpului, ea se deschide, în final, spre epoca următoare, a Renașterii, a genezei spiritului modern.

G. Duby nu merge mai departe de acest prag. Dar ceea ce el ne dezvăluie pînă aici este suficient pentru a constata nu numai o deosebită capacitate de analiză și o remarcabilă putere de sinteză, ci, mai ales, o perfectă colaborare între istoric și cunoscătorul de artă, ale căror concluzii, completîndu-se fericit, recompun, într-o perspectivă integratoare, una dintre cele mai spectaculoase epoci din istoria continentului nostru.

Alexandru-Florin Platon

Academia de Științe Sociale și Politice, Institutul de Studii Sud-Est Europene, *Izvoare orientale privind istoria României*, VI, *Documente turcești privind istoria României*, vol. III, *1791 — 1812*, Întocmit de Mustafa A. Mehmet, București, Editura Academiei, 1986, 396 p. (documente, glosar, indice)

Al VI-lea din seria „Izvoarelor orientale privind istoria României", noul volum dă expresie preocupării continue a Institutului de Studii Sud-Est Europene de a deschide istoriografiei noastre universul de informații al surselor otomane, pe cît de prețioase, pe atît de indispensabile pentru lămurirea sau aprofundarea unor probleme fundamentale.

Precedate de un substanțial *Cuvînt introductiv*, în care reputatul cercetător Mustafa A. Mehmet subliniază conținutul și importanța, cele 214 documente acoperă perioada cuprinsă între două importante momente din istoria relațiilor internaționale, care au afectat direct istoria României (pacea de la Șiștov, 1791 și, apoi, cea de la Iași, și pacea de la București, 1812). Ele conțin informații cu privire la rolul Principatelor în strategia diplomatică otomană, la regimul juridic al acestora, la reglementările economice și privilegii, la măsurile adoptate pentru asigurarea ordinii interne, la reglementările cu privire la teritoriul „celor două ceasuri" ș.a. O importanță de excepție o prezintă *Cartea de legi* (Kanunname) din martie 1792 — 1793, în care este reliefată, din nou, comunitatea intimă care leagă cele două Principate, „*slobode în toate privințele*" (p. 26). O egală valoare prezintă și celebrul hatișerif din 1802, care reînnoiește și extinde privilegiile celor două țări românești.

Documentele exprimă, limpede, ambiguitatea regimului fanariot: recunoașterea formală a autonomiei, pe de o parte, întărită continuu prin succesiunea dispozițiilor și a actelor de privilegii, și, pe de alta, încălcarea frecventă a acestei autonomii, fie prin dispoziții și cereri nejustificate, fie prin tranzacții cu teritoriul acestora, considerat, arbitrar, ca făcînd parte din Imperiu. În acest sens, o importanță particulară prezintă rapoartele demnitarilor otomani care au participat la preliminariile păcii de la București.

Interesante prin ele însele, prin conținutul lor documentele ne dezvăluie, totodată, atmosfera, starea de spirit în care s-au desfășurat tratativele, probează că chestiunile teritoriale legate de Principate au reprezentat unul din punctele importante ale acestora. Cititorul poate constata măsura în care cele două mari puteri, în realizarea obiectivelor lor imperiale, au făcut abstracție de interesele reale ale românilor, pe care le invocau, mereu, cu atîta ostentație, pentru a-și legitima dominația sau tendințele expansioniste.

Documentele înfățișînd *tocmeala* dintre cele două puteri reliefează măsura în care teritoriul Principatelor a reprezentat mereu „teatrul de război, moneda de schimb sau de compensație pentru învingători". Totodată, ele dau expresie valorii efortului românesc pentru apărarea și salvgardarea intereselor devenite naționale. În totalitate, piesele din volum îngăduie aprofundarea problematicii dintr-un unghi capabil să releve mai bine realități și evenimente deosebit de importante de la răscrucea celor două veacuri.

Publicarea documentelor turcești, sarcină ce și-a asumat-o Institutul de Studii Sud-Est Europene, ne apare, astfel, drept o întreprindere capitală, de natură să contribuie la revaluarea și dimensionarea fenomenelor istoriei noastre.

Gh. Platon

DAN A. LĂZĂRESCU, *Imaginea României prin călători*, vol. II, *1789—1821*, Bucureşti, Editura Sport-Turism, 1986, 349 p. (text, note indice, ilustraţii)

Noul volum al seriei care, practic, conferă statut ştiinţific *imagologiei* în literatura noastră istorică, confirmă aprecierile formulate cu prilejul apariţiei primului volum, care a deschis seria (a se vedea prezentarea noastră în numărul trecut al „Analelor ştiinţifice“, t. XXXIII, 1986, p. 90 — 91). Respectînd rigorile genului, autorul reconstituie imaginea care se degajă din textele călătorilor prin situarea informaţiilor în perspectiva epocii; acestea sînt validate, li se subliniază sau li se infirmă valoarea prin raportarea la realităţile istorice ale vremii. Comentariile — însoţite de note bogate, care probează erudiţie şi o desăvîrşită stăpînire a problematicii — îl introduc pe cititor în universul epocii, apropiindu-l de esenţa acesteia. Discutat într-o asemenea perspectivă şi cu asemenea mijloace, materialul îşi dezvăluie valoarea.

Maniera de lucru a lui A. D. Lăzărescu se desprinde, limpede, din succesiunea capitolelor. Prezentarea informaţiilor din lucrările lui Thomas Thornton, William Wilkinson, Adam Neale şi William Mc Michael este precedată de pertinente observaţii lămuritoare şi întregitoare (*Cezura revoluţiei franceze, Reconsiderarea problematicii sud-estului European, Istoriografia britanică referitoare la Imperiul otoman şi la români* (p. 5 — 47). În egală măsură, cea de a doua parte, în care sînt analizate lucrările lui Chezarie Daponte, Athanasie Comnen Ipsilanti, *Istoria Ţării Româneşti din punct de vedere politic şi geografic*, precum şi lucrările lui Dimitrie (Daniil) Philippide şi Dionisie Fotino, este precedată de un scurt dar substanţial paragraf introductiv (*Erudiţia neogreacă în slujba cauzei naţionale româneşti* (p. 203 — 222). Volumul se încheie cu un capitol privind *Imaginea Transilvaniei* aşa cum se degajă din lucrările lui Demian, Marcel de Serres şi Felice Coronini.

Valoarea demersului iniţiat de A. D. Lăzărescu nu se limitează la gruparea scrierilor, la precizările de natură să sublinieze valoarea informaţiilor, să reconstituie imaginea ţărilor române în viziunea călătorilor străini. Observaţiile formulate depăşesc cadrul strict al preocupării atingînd unele probleme fundamentale ale *secolului fanariot*. Chiar fără să fim de acord cu unele din aprecieri, valoarea generală a observaţiilor rămîne indiscutabilă; ele trebuie avute în vedere de acei care îşi propun să reconstituie problematica acestei epoci istorice.

Aşa cum se pare, D. A. Lăzărescu, reluînd opinii mai vechi, încearcă să realizeze o disociere — asupra căreia stăruie — între turci şi fanarioţi, într-un sens foarte interesant. În accepţiunea sa, fanarioţii nu sînt simple unelte ale Porţii în Principate. Servindu-şi stăpînii, aceştia au urmărit, deliberat, propriul lor program politic, orientat spre promovarea acelei *Mari Idei* care-i obseda. Urmărindu-se aplicarea aceastei politici, este dificil să se constate unde se termină interesul otoman şi începe cel fanariot. D. A. Lăzărescu îşi orientează în acest sens observaţiile privind organizarea sistemului fanariot şi rolul grecilor, politica Mavrocordaţilor (cea a lui C. Mavrocordat, mai cu seamă) care a avut drept obiectiv, în accepţiunea sa, prefacerea tuturor aşezămintelor ţării, modificarea structurilor politice, agrare şi sociale a acesteia, întreţinerea, cu bună ştiinţă, a obscurantismului şi a amoralităţii etc. În legătură cu această viziune, se modifică, substanţial, şi optica în care pot fi apreciate desfăşurarea, deznodămîntul şi obiectivele revoluţiei din 1821. În legătură cu aceasta, D.A. Lăzărescu constată că, în 1821, „printr-un calcul cu totul greşit al unei fracţiuni a intelectualităţii elene, domnia fanarioţilor în ţările române a luat sfîrşit“ (p. 332).

Autorul împinge şi mai departe disocierea, sugerînd că, după 1782, ca urmare a sistemului de intervenţie al consulilor, regimul politic din Principate poate fi considerat drept *turco-fanarioto-consular* (p. 173).

Personal, nu credem în *independenţa* domnilor fanarioţi (*Rapoartele* diplomatice ale capuchehailor dovedesc contrariul (A se vedea *Reprezentanţa diplomatică a Moldovei la Constantinopol... Rapoartele inedite ale agenţilor lui Constantin Mavrocordat*, alcătuită de Ariadna Camariano-Cioran, Edit. Academiei, Bucureşti, 1985), şi nici în existenţa unui regim *turco-fanariot* (denumire care, practic, implică disocierea). Regimul fanariot rămîne credem noi, o expresie, o nouă formă de expresie a dominaţiei otomane. O discuţie în acest sens, care ar stărui asupra numeroaselor implicaţii, ar fi cît se poate de necesară şi oportună.

Observaţiile lui D. A. Lăzărescu invită la meditaţie, la reevaluarea datelor în lumina cărora este apreciat veacul fanariot. Dacă acesta ar fi doar *cîştigul*, el ar fi suficient pentru a proba valoarea cărţii. *Imaginea* oferită prin intervenţia erudită a autorului este una vie, dinamică; prin intermediul ei, cititorul pătrunde în universul complex al unei importante epoci istorice.

Gh. Platon

NICOLAE BOCŞAN, *Contribuţii la istoria iluminismului românesc*, Timişoara, Editura Facla, 1986, 427 p. (text + rezumat în l. engleză, indice)

Format în climatul generos al şcolii istorice clujene, care a consacrat secolului al XVIII-lea şi iluminismului românesc lucrări definitorii, reprezentant mai tînăr al acestei „şcoli“, care şi-a

făcut, de mult, simțită prezența în „cîmpul luminilor" cu lucrări de referință, N. Bocșan —concentrîndu-și atenția asupra Banatului —ne oferă, acum, o lucrare care-l înscrie în rîndul cercetătorilor de valoare ai fenomenului iluminist românesc.

Arie de convergență a civilizației și a influențelor culturale, punct de întîlnire a culturii occidentale cu cea a Europei centrale și sud-estice (p. 8) așezarea geografică asigură Banatului o situație distinctă, conferă sintezei realizată aici în epoca Luminilor aspectul ei particular. Peste civilizația și cultura tradițională, legate organic de ansamblul civilizației românești și de a sud-estului ortodox, se grefează demersurile înnoitoare ale Luminilor europene, favorizate și difuzate parțial de reformismul austriac, amplificate, apoi, prin multiplicarea contactelor directe sau mediate cu Luminile central-vest-europene. Drept urmare, Banatul acestei epoci reprezintă o complexă realitate istorică, în care efectele și reacțiile Luminilor sînt diverse, însă, totodată, inegale și contradictorii (p. 8). Urmărindu-le și definindu-le, N. Bocșan și-a propus, ambițios, ca, dintr-o perspectivă globală a acestei realități să reconstituie ansamblul unitar al culturii românești din această zonă, cu convingerea mărturisită că, în felul acesta, va completa tabloul iluminismului nostru cu particularitățile și nuanțele izvorîte din specificul evoluției istoriei locale, va fixa mai exact legăturile și va marca similitudinile cu mișcarea general românească, interferențele cu Europa Luminilor" (p. 5).

Un asemenea proiect (reconstituirea realității Luminilor în Banat, stabilirea legăturilor ce alcătuiesc unitatea fenomenului românesc în cadrul național, în dinamica complexă a procesului de integrare în Europa) solicită nu numai familiarizarea deplină cu epoca; impune, totodată, adeziunea la metodologia nouă a istoriei globale, un orizont capabil să cuprindă totalitatea fenomenelor unei societăți situate, limpede, în ritmul dezvoltării moderne, naționale.

Nicolae Bocșan nu a putut și nici nu a trebuit să stăruie, în măsură egală, asupra tuturor aspectelor; a știut să selecteze faptele, să dozeze expunerea, să-i confere echilibru. Înfățișînd realitățile din Banat, obiectul principal al preocupărilor, orientîndu-se, cu dezinvoltură, în problematica complexă a epocii, a izbutit să formuleze observațiile și judecățile trebuitoare integrării fenomenului local în cel național, românesc, să stabilească corespondențele și implicațiile stabilite și generate de contactul cu Europa Luminilor. A izbutit, în final, să realizeze o lucrare de un remarcabil echilibru, de o perfectă unitate și structură.

Demersul lui N. Bocșan este precedat de o scurtă introducere (*Epoca Luminilor*) în care sînt precizate împrejurările, modalitățile și consecințele integrării spațiului românesc în *civilizația luminilor.* Din capul locului, autorul mărturisește că a urmărit să raporteze mișcarea iluministă la realitățile istorice, sociale, politice și confesionale, să-i descifreze receptarea sau respingerea, plierea la diferite niveluri și efectele ei asupra omului și a societății (p. 15). Cu alte cuvinte, să înfățișeze maniera în care s-a realizat dialogul cultură-societate, să reconstituie formarea modelului cultural național în evoluția sa istorică, finalitatea acestuia, impactul lui asupra conștiinței colective, integrarea mișcării din Banat în procesul de formare și afirmare a națiunii române (p. 6).

Aceste obiective sînt deplin realizate în succesiunea celor trei mari capitole ale lucrării (*Stat-societate-comunitate*, în care este schițată structura societății românești, capacitatea sa de a recepta Luminile, II. *Cultură și societate*, în care sînt urmărite temele și modelele de acțiune și de difuzare a Luminilor, III. *Iluminismul și națiunea*, în care este schițată finalitatea procesului, în cuprinsul fenomenului național, și al mișcării naționale românești).

O lucrare de aleasă ținută, bogat informată, exemplară pentru definirea orizontului de cuprindere și a metodologiei ce caracterizează noua generație de istorici, chemată să continue dialogul istoriografiei noastre cu cea universală; ea se înscrie ca o contribuție de seamă la istoria națiunii române, omologînd un istoric care întrunește, într-o fericită formă de expresie, orizontul intelectual, erudiția profesională pasiunea și talentul.

Gh. Platon

PAUL CERNOVODEANU, *Relațiile comerciale romăno-engleze în contextul politicii orientale a Marii Britanii (1803 — 1878).* Cluj-Napoca, Editura Dacia, 1968, 363 p. (text, rezumat în l. engleză, indice)

În rîndul lucrărilor editate în România, tot mai numeroase în ultima vreme, care dau expresie interesului englez pentru realitățile românești (cf. Beatrice Marinescu, *Romanian British Political relations 1848 — 1877*, Editura Academiei, București, 1983, *Documente privind Unirea Principatelor*, vol. VII, *Corespondență diplomatică engleză 1856 — 1859*, București 1984) un loc de prim plan îl ocupă cele semnate de Paul Cernovodeanu. Specialist de recunoscută autoritate, începînd cu *England's Trade Policy in the Levant and her exchange of goods with the Romanian Countries under the latter Stuarts (1660 — 1714)*, apărută în 1972 (la București) sistematic, a analizat legăturile economice și politice ale Angliei cu țările române în ceea ce au ele mai semni-

ficativ şi mai interesant. Rezultatele acestor îndelungate preocupări publicate parţial, şi-au găsit acum expresie în voluminoasa monografie care constituie obiectul atenţiei noastre.

Adoptînd, firesc, o periodizare legată de împrejurări care legitimează, strict, natura relaţiilor dintre Anglia şi Principate (I. *De la obţinerea dreptului de navigaţie în Marea Neagră pînă la Tratatul de la Adrianopol (1803 — 1829)*, II. *De la Tratatul de la Adrianopol la Convenţia strîmtorilor (1829 — 1841)*, III. *De la Convenţia strîmtorilor la războiul Crimeii (1841 — 1854)*, IV. *Războiul Crimeii şi Congresul de pace de la Paris (1854 — 1856)*, V. *Evoluţia situaţiei între cele două congrese de pace: de la Paris (1856) şi Berlin (1878)*, autorul prezintă *relaţiile comerciale* dintre Anglia şi Principate în contextul politicii orientale a Marii Britanii. Folosind şi oferindu-ne, totodată, o bogată bibliografie. P. Cernovodeanu depăşeşte limitele indicate prin titlul lucrării; practic, reface profilul general al perioadei care se încheie cu independenţa, adăugînd liniilor cunoscute contururi noi, care scot în relief fapte şi evenimente, procese şi fenomene ce aparţin istoriei noastre moderne, subliniază mai limpede legătura dintre evoluţia istoriei noastre şi cea a relaţiilor economice şi politice europene.

O lucrare complexă, de mare densitate, de netăgăduită valoare şi utilitate pentru desăvîrşirea profilului general al istoriei noastre moderne.

Gh. Platon

ARTHUR BALIGOTE DE BEYNE, *Corespondenţa cu Alexandru Ioan Cuza şi Costache Negri*, Studiu introductiv, selectarea şi traducerea textelor, note, comentarii şi indici de Emil Boldan, Iaşi, Editura Junimea, 1986, XXVI + 403 p. (381 p. documente + postfaţă, cuprins cronologic, indice onomastic şi toponimic, fotografii).

Apreciat, pe drept, printre *„adevăraţii prieteni ai românilor“*, *„unul dintre aceia care au lucrat cel mai mult în făurirea regenerării noastre“*, cum nota bunul său prieten Vasile Alecsandri, „luptător cu necontenire pentru neamul şi interesele românilor încă de la anul 1846“, cum sublinia un alt mare prieten, C.Negri, A. Baligot de Beyne şi-a legat indisolubil soarta sa de cea a românilor, contribuind, prin fapta şi prin scrisul său, la lupta pentru constituirea şi afirmarea statului naţional al acestora.

Înainte de a ajunge secretar al Domnitorului Unirii, Al. I. Cuza (oct. 1860), omul de litere francez a fost alături de emigraţia română în 1848, în campania întreprinsă pentru cîştigarea opiniei europene şi a sprijinului Franţei, după cum, în timpul războiului Crimeii, ca secretar al ambasadei franceze din Constantinopol, a continuat să servească interesele naţionale româneşti în calitate de agent confidenţial, îndeplinind misiuni delicate, de mare răspundere. După aceea, în calitatea sa pe lîngă domnitor, aflat în misiuni la Constantinopol sau Paris, cu tact şi inteligenţă, îl informează pe Al. I. Cuza cu privire la atmosfera din cele două capitale europene, la starea de spirit în favoarea românilor, recomandîndu-i sau sugerîndu-i atitudini şi măsuri de natură să servească intereselor politicii naţionale. Cu începere din luna iulie 1862, cînd ocupă oficial funcţia de şef al Cabinetului domnesc, Baligot de Beyne desfăşoară o bogată activitate, organizînd corespondenţa pe care Al. I. Cuza a întreţinut-o cu cabinetele europene; i-a revenit un important rol în redactarea unor piese diplomatice româneşti, care exprimau atitudinea şi ideile politice ale lui Al. I. Cuza.

Deşi s-a bucurat de mare influenţă pe lîngă Domn, Baligot de Beyne, spre deosebire de membrii camarilei, nu s-a folosit de poziţia sa pentru a promova interese personale. S-a numărat „printre puţinii oameni cu adevărat integri“ din anturajul domnitorului (XV—XVI). A rămas credincios ţării pe care a slujit-o şi lui Al. I. Cuza şi după lovitura de stat, întreţinînd legături epistolare cu domnitorul detronat, de care-l legau o strînsă prietenie şi afecţiune. A continuat să-l ajute la redactarea corespondenţei, să-i sugereze, cu discreţie, atitudini. Moartea lui Al. I. Cuza, „marele şi iubitul nostru prieten“, l-a îndurerat. Venit din nou în ţară, a continuat să fie alături de Doamna Elena Cuza.

Corespondenţa din volum — a lui Baligot de Beyne cu Alexandru Ioan Cuza şi cu C. Negri este importantă pentru aprofundarea perioadei istorice în care s-a constituit şi s-a consolidat statul naţional român; dezvăluie, mai limpede, maniera în care, susţinuţi de entuziasmul şi spiritul patriotic al poporului, oamenii politici ai timpului, care şi-au asumat conducerea destinelor României, au acţionat pentru a desăvîrşi voinţa naţională. Sînt înfăţişate, explicate şi justificate acte politice, atitudini sau stări de spirit; problematica este diversă. În substanţialul său *studiu introductiv*, E. Boldan semnalează varietatea problemelor la care se referă numeroasele informaţii din corespondenţa inclusă în volum. Cercetătorii avizaţi, cei familiarizaţi cu problematica epocii, mai cu seamă, pot surprinde numeroase nuanţe sau aspecte noi, de natură să sporească înţelegerea cu privire la ponderea unor fapte, la dimensiunea unor fenomene.

De la Constantinopol, unde, practic, l-a dublat pe C. Negri, reprezentant diplomatic oficial al Principatelor, sprijinindu-l prin întinsele relaţii pe care le întreţinea în lumea politică din capitala Imperiului otoman, Baligot de Beyne îi comunica domnitorului informaţii în legătură

cu atmosfera din cercurile diplomatice privitoare la eforturile românilor de a-și desăvîrși Unirea, la efectul atitudinii ferme a lui C. Negri (p. 54). Consemnînd senzația produsă de zvonul potrivit căruia desăvîrșirea Unirii ar fi fost proclamată la București, reliefînd reacția cercurilor politice, B. de Beyne notează că toate amănuntele în legătură cu această problemă probează maniera în care „cauza Principatelor Unite și-a făcut drumul în spirite" (45). Marchizul de Lavalette, ambasadorul Franței, care acorda o înaltă apreciere rolului lui C. Negri în „succesul Unirii" (54) într-o convorbire cu literatul francez, îl întreba: „Ei bine? Prințul pregătește Unirea?" Relatînd conținutul întrevederii și comentînd întrebarea ambasadorului francez, Baligot de Beyne, nota în scrisoarea adresată domnitorului, la 25 octombrie 1861: „Mă întreb dacă nu este cumva aici o indicație pe calea de urmat, pentru singura soluție care ar putea să pună capăt ezitărilor diplomatice și luptelor de influență. Mi s-a părut, continua el, că s-ar putea deduce din însăși această întrebare, avansată cu un fel de nerăbdare, repetată și acolo și aici, că nu vor fi prea uimiți și nici nemulțumiți să afle într-o bună zi, prin telegraf, de Unirea Moldovei cu Muntenia" (139—140). Observațiile diplomatului în legătură cu poziția puterilor față de o asemenea eventualitate sînt demne de interes (52 — 54). O notă paticulară, în acest sens, prezintă cele legate de poziția Rusiei. Încă din 1861, această putere, considera de Beyne, manifesta intenția de a modifica clauza tratatului de la Paris în legătură cu neutralizarea Mării Negre (p. 23). Importante sînt, în egală măsură, informațiile referitoare la poziția Porții. În legătură cu aceasta, B. de Beyne notează că „cu răbdare, se poate obține de la turci cu mult mai mult decît fondul, ba poate chiar mai mult, cu condiția să acționezi fără zgomot și să le respecți susceptibilitățile. Dar sub raportul formei, în privința respectării cuvîntului dat sînt de neclintit" (29). Diplomatul comunică impresia cu privire la convingerea cercurilor politice din Constantinopol în legătură cu rolul ce-i poate reveni lui Al. I. Cuza în împrejurările grave legate de o eventuală redeschidere a Problemei orientale (145).

De mare interes sînt și observațiile cu privire la mișcările grupărilor politice din interior. La 13 mai 1861, Baligot de Beyne pomenește de „reînnodarea *monstruoasei alianțe* a ultraliberalilor cu Albii, *deja înfăptuită* cu ocazia votului care a pus sub acuzație guvernul Epureanu; de asemenea, se referă la sensul politic al cererii prințului străin (97) precum și la atitudinea cercurilor emigrației maghiare față de românii din Transilvania. „De la 1849, constată el ungurii n-au învățat nimic sau prea puțin" (137).

Interesantă ni s-a părut informația potrivit căreia Știrbei și Bibescu, foștii domnitori, sînt prezentați la Paris drept „Bourboni ai Principatelor", Parisul fiind considerat drept „Coblențul" acestei legitimități românești iar Oltenia o Vandee românească. „Acești emigranți, notează ironic observatorul politic, maimuțăresc întrutotul pe emigranții noștri de la 93; nici ei n-au uitat și n-au învățat nimic" (p. 151, corespondență din Paris, din 24 noiembrie 1864).

Exemplele ar putea continua; ele mărturisesc măsura în care evenimentele, descrise, și comentate în lumina experienței lui Baligot de Beyne, capătă sensuri și dimensiuni sporite, conferind corespondenței sale politice o valoare particulară.

Nu considerăm necesar să mai stăruim asupra importanței pe care o prezintă corespondența cu C. Negri, această personalitate singulară a epocii. Piesele incluse în volum completează, întregindu-le, pe cele deja cunoscute, referitoare la activitatea prodigioasă, exemplară, totodată, pe care acest *Mare Om și Cetățean* a desfășurat-o în calitate de *ambasador* al intereselor românești în capitala Imperiului otoman.

Noul volum, prin care Emil Boldan își încoronează o activitate pentru care cercetarea istorică trebuie să-i fie recunoscătoare (acordîndu-i creditul cuvenit în privința selectării documentelor) ne apropie mai mult de înțelegerea epocii de mare tensiune în care s-a realizat Unirea, luminează mai bine evenimentele, îi definește mai exact pe oamenii care, prin înălțimea cugetării și prin exemplul faptei civice și-au înscris numele în galeria personalităților ilustre care au contribuit la făurirea României moderne.

Studiul introductiv, postfața, numeroasele note care explică fapte și evenimente, făcînd documentele accesibile prin explicarea sensului, fac din volumul editat de Junimea un instrument prețios pentru specialiști și pentru cititorii de istorie adevărată, neviciată de spiritul encomiastic.

Gh. Platon

VESELIN TRAIKOV, *Curente ideologice și programe din mișcările de eliberare națională din Balcani pînă în anul 1878*, București, Editura Științifică și Enciclopedică, 1986, 448 p.

Scrisă în 1978, cartea îl recomandă pe V. Traikov drept „unul din cei mai buni cunoscători ai istoriei țărilor din sud-estul Europei". Aprecierea, formulată în cuvîntul introductiv al traducătorului — distinsul profesor Constantin N. Velichi — este pe deplin confirmată de conținutul lucrării. Alcătuită pe baza unei bogate bibliografii, cartea, exemplară prin informație, organizarea materialului și probitatea expunerii, înfățișează istoria „luptei politice a popoarelor

din Balcani în context european", reliefînd trăsăturile specifice ale fiecărei mişcări, precum şi apropierile, interdependenţele şi implicaţiile acestora. Realizîndu-şi cercetarea, autorul porneşte *din lăuntrul* evenimentelor, de la esenţa lor. Faptul conferă cărţii o mare densitate şi valoare. Aşadar prin problematică şi prin maniera de tratare, aceasta se înscrie pe linia modernităţii. posedînd, totodată, girul exactităţii faptelor şi al probităţii ştiinţifice.

Materia este organizată în trei mari capitole care acopăr, integral, perioada cuprinsă între constituirea naţiunilor (secolul al XVIII-lea) şi congresul de la Berlin (1878): I. *Apariţia primelor programe şi curente ideologice în mişcările de eliberare naţională din Balcani pînă la crearea primelor state nationale.* II. *Curente ideologice şi programe din perioada formării primelor state naţionale în Balcani şi pînă la războiul Crimeii,* III. *Programe şi curente ideologice din luptele de eliberare ale popoarelor balcanice în perioada cuprinsă între războiul Crimeii şi Congresul de la Berlin (1878).* Complexitatea perioadei, bogăţia informaţiei, diversitatea problematicii sînt, fireşte, în dezacord cu numărul paginilor consacrate fiecărei perioade sau mişcări naţionale. În acest sens, opiniile pot să difere. Oricare ar fi acestea, însă, ele nu pot împieta asupra valorii, de excepţie, a lucrării. Cititorul avizat şi cel interesat în descifrarea complexelor relaţii proprii lumii balcanice vor găsi în cartea lui Veselin Traikov judecăţi şi aprecieri sigure, trimiteri bibliografice la zi (pînă la apariţia lucrării), un indice care, înlocuind prezentarea tipologică, oferă posibilitatea orientării sigure în varietatea mişcărilor şi a curentelor ideologice din zona balcanică.

În ceea ce priveşte istoria noastră, de la început, încă, ne-am putea declara surprinşi că istoria românească a fost integrată în istoria Balcanilor. Faptul că lupta de eliberare era îndreptată împotriva aceloraşi opresori (Imperiul otoman şi cel austriac), legăturile de vecinătate sau interdependenţele, fireşti, nu pot reprezenta argumente justificative. Imperiul ţarist şi protectoratul rus au reprezentat pentru români un obiectiv distinct al luptei naţionale, începînd cu o anumită perioadă istorică. De altfel, autorul subliniază mereu specificul şi particularităţile mişcării naţionale româneşti, *legate de viaţa autonomă a Principatelor române* (p. 418). Din păcate, acest specific este conturat şi apreciat tot în cadrul *procesului istoric general balcanic.*

Convingerea noastră — ea nu este singulară — este că România, după cum, geografic, nu face parte din Peninsula Balcanică, nici istoria sa nu poate fi cercetată şi înţeleasă numai în acest context. De altfel, întreaga lucrare, ea însăşi, este o pledoarie în acest sens. În privinţa istoriei româneşti, în carte, sînt unele aprecieri care se cer amendate, după cum, altele nu sînt suficient de nuanţate pentru a da expresie particularităţilor pe care autorul s-a străduit să le reliefeze mereu. Astfel, relaţiile Principatelor cu Rusia sînt de o natură cu totul specială (după 1821, mai cu seamă): din această cauză, aprecierile generale nu pot fi întotdeauna şi întrutotul exacte şi convingătoare. Formele opoziţiei antiunioniste şi termenul de *partide separatiste,* ar fi solicitat explicaţii (p. 296), după cum informaţia cu privire la cele 38 voturi contra Unirii din Adunarea ad-hoc a Munteniei se cere a fi amendată (*Ibid.*). În egală măsură, caracterizarea poziţiei *pasiviste* este incorectă; inexistenţa unui curent revoluţionar îşi are o explicaţie bine definită. Adunarea de constituire a Partidului naţional din Transilvania a avut loc la Miercurea Sibiului nu la Miercurea Ciuc (p. 354). Lipsită de nuanţarea necesară este şi expunerea privitoare la poziţia cercurilor politice româneşti faţă de independenţă (p, 387).

Fireşte, nu putem avea pretenţia ca istoricul să cunoască toate intimităţile fiecărei mişcări naţionale. Rectificări de detaliu sau nuanţări mai pot fi operate. Acestea, însă, nu aduc prejudicii ansamblului lucrării; aceasta rămîne, indiscutabil, o cercetare de aleasă referinţă alcătuită de un istoric cu largă informaţie şi capacitate de cuprindere, stăpîn pe metodologie şi pe mijloacele de expresie.

Auxiliar esenţial pentru cercetătorii istoriei moderne, cartea istoricului bulgar reprezintă, totodată, un îndemn la colaborare şi solidaritate, ceea ce, în regiunea continentului în care ne aflăm, are o puternică bază istorică.

Gh. Platon

DAN BERINDEI, *Cultura naţională română modernă,* Bucureşti, Editura Eminescu, 1986, 502 p.

Dan Berindei este un nume cu rezonanţă în istoriografia şi cultura timpului nostru. Exeget al epocii moderne, el se înscrie în literatura de specialitate cu contribuţii de aleasă ţinută. Din bibliografia impresionantă a operei sale istorice se disting lucrările consacrate *revoluţiilor* din secolul al XIX-lea, trepte în drumul României spre modernizare. Noua carte, *Cultura naţională română modernă,* a cărei tematică se desfăşoară pe întregul registru al epocii moderne, vădeşte, mai mult, poate, decît lucrările înscrise în genul strict al istoriografiei, măsura în care istoricul este dublat de eruditul informat cu cunoştinţe temeinice şi multilaterale şi orizontul necesar transformării scrisului în act de autentică cultură.

În cele opt secțiuni ale culegerii, în studii succinte, în care autorul se arată preocupat, mai cu seamă, de exactitatea informației și fixarea dimensiunii fenomenelor și mai puțin de sunetul frazei (simplitatea și acuratețea acesteia îi conferă, însă și frumusețe și o valoare particulare) cititorul va găsi date și fapte legate de începuturile învățămîntului românesc și de personalitățile care l-au servit, referitoare la activitatea și opera marilor istorici ai epocii (de la Gh. Șincai și N. Bălcescu la A. D. Xenopol și N. Iorga), la începuturile și rolul presei, la crearea și rolul cultural și național al Academiei Române, la *literatura națiunii române moderne*, la raportul ei cu istoria, la unitatea culturală a spațiului românesc. Capitolul al VII-lea—*Imaginea celuilalt*—de actualitate și interes, înfățișează, în ceea ce au ele mai important și sugestiv, notațiile unor călători români care au luat contact cu civilizația Apusului, precum și mărturiile lui J.A. Vaillant despre societatea românească în preajma revoluției de la 1848.

Importante prin conciziunea informației, cele 29 de articole și studii conțin numeroase noțiuni, observații și sugestii care-l introduc pe cititor în universul istoriei și al culturii României moderne, în problematica complexă a acestuia. Condusă cu finețe, spirit de observație și aleasă distincție intelectuală, în final, călătoria satisface pe deplin, atît pe specialiști cît și pe cititorii doritori de adevăr și frumos. Cu farmecul și acribia ce-i caracterizează scrisul, Dan Berindei satisface exigențele solicitate de gen, oferindu-ne încă o carte de valoare, reprezentativă.

Gh. Platon

MIRCEA PĂCURARU, *Politica statului ungar față de biserica românească din Transilvania în perioada dualismului 1867 — 1918*, Sibiu, Editura Institutului Biblic de Misiune al Bisericii Ortodoxe Române, 1986, 301 p. (217 text + anexe, indice de nume și locuri).

În Transilvania, mai cu seamă, se știe, Biserica a jucat un rol covîrșitor în menținerea și întărirea personalității etnice, în promovarea și apărarea intereselor naționale. Slujitorii ei, înalți prelați sau simpli slujitori ai altarului, au fost mereu alături de popor, ostași ai propășirii culturale și intelectuale, „apostoli ai românismului", apărători ai „legii strămoșești" (românești). De aceea, istoria luptei naționale a românilor din Transilvania nu poate fi despărțită de istoria Bisericii. Politica regimului dualist împotriva Bisericii românești din Transilvania a fost îndreptată, așadar, împotriva unuia din centrele vitale ale rezistenței naționale. Elaborată în această perspectivă, cartea distinsului profesor din Sibiu, reputat istoric al Bisericii, depășește limitele stricte ale domeniului ecleziastic proiectînd faptele și evenimentele în generalitatea lor națională, românească.

După ce în *Introducere* și în primul capitol sînt înfățișate *Situația politică a Transilvaniei în perioada dualismului* și aspectele politicii de maghiarizare, în următoarele patru capitole este abordată problematica specială privind biserica (II. *Statul ungar și Biserica românească în perioada dualismului*; III. *Încercări de desnaționalizare a românilor prin Biserica unită*; IV. *Guvernele ungare și școlile confesionale românești din Transilvania*; V. *Preoțimea românească în anii 1916 — 1918).*

Scriind cartea —cu rigoarea omului de știință și cu disciplina de gîndire a profesorului— M. Păcurariu, adresîndu-se unui public larg de cititori, reliefează, din nou, limpede, rolul militant al Bisericii și al adeziunea slujitorilor ei la imperativele naționale. Suferințele generațiilor asupra cărora s-au abătut rigorile regimului dualist, consideră autorul, nu trebuie uitate, nici îngropate în arhive sau cărți. trebuie cunoscute de toți acei care iubesc neamul și istoria lui.

La sfîrșitul lecturii, cititorul rămîne cu imaginea reală a vieții românești din perioada dualismului; înțelege mai bine importanța națională a actului de la 1 decembrie 1918; rezultat al luptei și jertfei poporului. Unirea a înlăturat un grav pericol care plana asupra națiunii române în întregul ei. Cartea lui M. Păcurariu reliefează rolul Bisericii și al slujitorilor ei în apărarea valorilor etnice. Într-un moment în care,în scopuri străine spiritului științific și colaborării internaționale și umane, într-o anumită literatură, perioada dualismului este idealizată, estompîndu-i-se ororile,înfățișarea acesteia în adevărata sa lumină ca precursoare a regimului horthyst—crimele de la Beliș și din alte centre ale Transilvaniei românești au pregătit masacrele colective de la Trăznea, Ip și Moisei — reprezintă un act lucid, de natură să mobilizeze conștiințele timpului nostru la veghe și responsabilitate. În acest sens, cartea pe care o semnalăm, alături de valoarea științifică, de rostul de a informa un public larg, are o limpede semnificație politică.

Gh. Platon

LIVIU MAIOR, *Mișcarea națională românească din Transilvania 1900 — 1914*, Cluj-Napoca, Editura Dacia, 1986, 194 p. (text + indice)

În contextul politic de astăzi, cînd, din rațiuni străine spiritului științific, denaturarea istoriei noastre — a istoriei Transilvaniei mai cu seamă — a devenit o preocupare sistematică a unor anumite cercuri străine, maghiare, mai ales, orice lucrare scrisă cu rigoare profesională

şi conştiinţă naţională reprezintă un răspuns, în măsură să valideze *adevărul nostru*, care este şi *acel al istoriei*, al ştiinţei — subliniat, cu atîta demnitate, dar şi cu hotărîre, totodată, de şeful statului însuşi[1]. Pe această linie se situează cartea lui Liviu Maior; rod al unor preocupări care se înscriu pe linia duratei lungi, prin apariţia în împrejurările de astăzi, ea capătă o valoare şi o semnificaţie particulare.

Perioada istorică în care se înscrie mişcarea naţională a românilor la începutul secolului al XX-lea este dominată de *noul activism*; impus de politica regimului dualist, acesta se sprijină, însă, pe transformarea structurii societăţii româneşti din Transilvania, pe strîngerea legăturilor cu *Ţara*, cu România, în condiţiile în care mişcarea naţională, prin reacţii, implicaţii şi modalităţi de expresie îşi pierduse caracterul particular, regional, devenise unică, angaja naţiunea în întregul ei, inclusiv cercurile politice conducătoare de la Bucureşti. Detaşarea României de Tripla Alianţă este considerată în acest orizont larg al luptei naţionale (119).

Urmărind mişcarea naţională a românilor din Transilvania, în geneza şi cu implicaţiile sale, autorul — distins profesor al Facultăţii de Istorie din Cluj — o situează în acest context general, dominat, obiectiv, de lupta pentru desăvîrşirea unităţii de stat. În cuprinsul epocii, pe planul necesităţii obiective, se situa, în egală măsură, dispariţia structurii anacronice dualiste, sprijinită pe metode teroriste, în dezacord flagrant cu *spiritul epocii*.

În noul stadiu al dezvoltării istorice, românii abandonează conceptul autonomiei, înlocuindu-l cu cel firesc al autodeterminării; de asemenea, se renunţă la ideea desuetă a„ bunului împărat"; lupta naţională nu poate fi frînată nici de opreliştile dar nici de conceptele vechi.

După ce defineşte împrejurările în care s-a născut şi s-a consolidat *noul activism*, autorul urmăreşte evoluţia grupurilor de la Arad şi Orăştie, care au îmbrăţişat noua orientare politică precum şi activitatea P.N.R.pînă în 1914, insistînd asupra noului program. Atent la poziţia mişcării socialiste, la reacţia acesteia faţă de lupta naţională, L. Maior reliefează maniera şi împrejurările în care s-a produs şi a continuat colaborarea P.N.R. cu socialiştii grupaţi în secţia română a PSUD, a cărei constituire, în 1905, a fost apreciată drept „începutul naţionalizării socialiştilor români" (p. 89). Analiza succintă, densă, însă şi utilizarea unui material nou, nevalorificat, încă, se încheie cu o trecere în revistă a curentelor şi a tendinţelor din mişcarea naţională a românilor.

O carte utilă şi oportună, cu valoarea egală ştiinţifică şi politică, ce reliefează, limpede, falsitatea şi ipocrizia încercărilor de reabilitare a unui regim condamnat de istorie, care a opus *dreptul forţei* unei minorităţi, împotriva popoarelor care-şi sprijineau lupta naţională pe *forţa dreptului* şi pe adevărul istoriei.

Gh. Platon

MILAN VANKU, *Nicolae Titulescu, promotor al politicii de pace şi colaborare în Balcani 1920 — 1936*, Editura Politică, Bucureşti, 1986, 190 p.

Profesorul dr. Milan Vanku este un istoric foarte cunoscut si apreciat pentru cercetările sale în domeniul relaţiilor internaţionale din Europa centrală şi de sud-est. Ampla sa monografie privind Mica Înţelegere (*Malo Antanta 1920 — 1938*, Titovo Uzice, 1969) reprezintă o lucrare de referinţă în literatura de specialitate. Publicul nostru cititor a avut posibilitatea să-i cunoască direct unele din rezultatele cercetării prin publicarea la Editura Politică, în 1979, a cărţii *Mica Înţelegere şi politica externă a Iugoslaviei 1920 — 1938* (vezi şi prezentarea făcută de noi în „Analele ştiinţifice ale Universităţii „Al. I. Cuza" din Iaşi" *Istorie*, t. XXVI, 1980, p. 142 — 143).

Milan Vanku îşi începe astfel cuvîntul *Către cititorii din România*: „Nicolae Titulescu, celebrul diplomat român de renume mondial, om de ştiinţă şi politician, personalitate de prestigiu a perioadei interbelice a marcat puternic, prin activitatea sa teoretică şi practică, istoria relaţiilor internaţionale, dar cu deosebire politica de pace şi securitate promovată de România şi ţările aliate ei din zona central-sud-estică a Europei". Pornind de la aceste constatări, pe care le considerăm esenţiale, autorul realizează o lucrare în trei părţi: prima se referă la perioada cuprinsă între intrarea lui N. Titulescu în viaţa politică şi poziţia adoptată de Mica Înţelegere în cadrul Conferinţei dezarmării, a doua cuprinde problema securităţii în condiţiile instaurării hitlerismului la putere, Pactul de la Atena din februarie 1934, Conferinţa de la Stressa şi acţiunea N. Titulescu, iar partea a treia are în vedere strădaniile marelui diplomat român în direcţia salvării securităţii şi a păcii în centrul, răsăritul şi sud-estul Europei în anul 1936. Chestiunile nu sînt tratate strict cronologic, o serie de reveniri sau interferenţe de natură a explica mai bine atît devenirea de ansamblu a personalităţii de excepţie, cît şi poziţia adoptată de o etapă sau un moment cu semnificaţie deosebită în relaţiile internaţionale din perioada interbelică.

Cercetarea efectuată de Milan Vanku are la bază lucrări fundamentale din literatura străină referitoare la relaţiile internaţionale, volume şi studii ale unor cercetători de prestigiu

---

[1] „Scînteia", anul LVI, nr. 13 848, sîmbătă, 28 februarie 1987.

din țara noastră, documente din arhivele mai multor state, inedite sau publicate, memorialistică, presă etc. În *Cuvînt înainte* (care este de fapt, un adevărat studiu introductiv, p. 5 - 25), Viorica Moisuc arată: „Este important de precizat și acest lucru reprezintă un însemnat cîștig pentru istoriografia din România și Iugoslavia că în concluziile și aprecierile formulate de Milan Vanku privitor la problemele fundamentale abordate în carte găsim o mare similitudine și chiar identitate de vederi în raport cu istoriografia românească (. . .). Este de asemenea de remarcat faptul că informațiile puse în circulație de M. Vanku lărgesc orizontul cunoașterii și în unele probleme de interes major pentru istoria României în acești ani, cum ar fi, de pildă, izolarea politică a țării în contextul internațional din ajunul declanșării celui de-al doilea război mondial".

Alături de autor, considerăm că această carte „se înscrie în tradiționalele relații de prietenie și colaborare dintre România și Iugoslavia, dezvoltate pe un plan superior în ultimele două decenii". Realizarea prof. dr. Milan Vanku se adaugă lucrărilor apărute la noi cu prilejul centenarului nașterii marelui om politic și diplomat român (dintre care menționăm aici monografia lui Ion Grecescu și volumul *Titulescu și strategia păcii* – coordonator Gh. Buzatu).

Una din concluziile de bază ale cărții este astfel formulată: „Poporul român a avut în Nicolae Titulescu un reprezentant eminent al celor mai valoroase tradiții ale istoriei și culturii sale". Este încă un motiv pentru a o recomanda cu căldură atît specialiștilor, cit și publicului larg cititor din țara noastră.

Ion Agrigoroaiei

ANIVERSĂRI

PROFESORUL ILIE GRĂMADĂ LA A 75-a ANIVERSARE



Personalitate marcantă a vieții culturale ieșene din ultimele decenii, dascăl de excepție al Universității „Al.I.Cuza", profesorul Ilie Grămadă a depășit, de curind, frumoasa virstă a celor trei sferturi de veac. A făcut-o cu zimbetul care este, deopotrivă, al tinereții și al înțelepciunii, două calități care, mai rar intilnite împreună, s-au reunit printr-o fericită excepție a da contur unui om cu alese însușiri. Fiindcă înțelepciunea a condus pașii tinărului pe drumurile atit de fertile și de frumoase ale cunoașterii, după cum tinerețea a asigurat mersul drept, nesovăielnic, in anii senectuții. Firește, nu numai îmbinarea celor două însușiri impresionează; acestora li se adaugă numeroase altele, care au avut menirea să atragă o unanimă apreciere a tuturor celor care, direct sau indirect au avut posibilitatea să-i cunoască deosebit de bogată și variata activitate.

Cel care avea să fie pentru zeci de promoții profesorul *s-a născut la 10 decembrie 1911 in Zaharești, comuna Stroești, intr-o regiune care, prin dăltuirea formelor prezente, dar și prin chemarea vechilor amintiri, trebuie să îndemne, in același timp, spre artă, spre înțelepciune, spre trecut, domenii spre care avea să se îndrepte cel care s-a așezat, mai intii in una din băncile școlii primare din satul natal, pentru a-și continua, mai apoi studiile liceale la Suceava și Vatra Dornei. Sint domenii care aveau să-l atragă atunci cind și-a ales drept loc de specializare Universitatea din Cernăuți, creație a Marii Uniri, instituție ilustrată de mari personalități ca Ion Nistor, Romulus Cândea, Vasile Grecu, Grigore Nandriș ș.a. Aici și-a trecut, pe rînd, licențele in sociologie (1934), limba română și istorie (1938), teologie (1941); tot aici a devenit doctor in filosofie cu teza* Teoria monadelor : *Leibnitz — Gh. Renouvie, după cum in „Revista de pedagogie" locală avea să-i apară încă in 1932, o primă contribuție.*

Activitatea bogată, orizontul larg, calitățile intelectuale remarcabile i-au adus o unanimă apreciere din partea dascălilor săi, care au intrevăzut in tinărul de atunci viitorul dascăl de perspec-

tivă. În consecință, i s-a încredințat, mai întîi conducerea practicii la Seminarul pedagogic de pe lingă Catedra de filosofie-pedagogie a fostei Facultăți de Teologie din Cernăuți-Suceava (1941—1948), prilej pentru dezvoltarea unei măiestrii didactice pe care avea să o demonstreze în mod strălucit de-a lungul întregii sale activități. În cadrul aceleiași catedre a funcționat și ca asistent (1944 — 1948).

Din 1948, activitatea sa s-a desfășurat la Universitatea ieșeană. Aici s-a afirmat ca unul din cadrele de bază, încă din perioada cînd dificultățile legate de reorganizarea învățămîntului superior erau complexe. Largile sale disponibilități, înțelegerea profundă a fenomenului social au determinat ca prelegerile sale să contribuie în mod substanțial la educarea într-un spirit nou a studenților. Conferențiar la Facultatea de Drept, a predat tocmai în acest spirit socialismul științific istoria filosofiei, istoria revoluțiilor și istoria contemporană. Cea mai mare parte a activității sale este legată însă de istoria medie universală, domeniu de care se va apropia cu o deosebită înțelegere și pe care îl va preda studenților de la Secția de istorie începînd din 1953. Aceștia păstrează cu o vie emoție amintirea prelegerilor profesorului, care se remarcau prin profunzimea ideilor, subtilitatea interpretărilor, eleganța aparte a stilului, atribute care se regăsesc în importantele părți de curs care au fost litografiate. Cu aceeași atenție au fost urmărite cursurile de Istoria artelor sau de Metodica predării istoriei, pe care le-a suplinit mai mulți ani. Registrul său larg a dezvăluit viitorilor profesori orizonturi mai greu de anticipat și se poate spune că în activitatea lor se regăsește o importantă parte din moștenirea transmisă de magistru, afirmație care poate fi făcută cu atît mai mult cu cît ea vine din partea unuia din numeroșii săi studenți. De altfel, numărul acestora a sporit necontenit. O ilustrare elocventă în această privință o constituie faptul că după pensionare (fusese numit profesor titular în 1971), survenită în 1977, în noua sa calitate de profesor consultant a suplinit timp de cinci ani pe noul titular plecat ca visiting-profesor în străinătate, în același timp în care a rămas profund atașat Catedrei de istorie universală, al cărei șef fusese în ultimii săi ani de activitate.

Rezultatele remarcabile ale profesorului nu pot fi desprinse, firește, de cele ale omului de știință. Preocupările cele mai importante s-au îndreptat, bineînțeles, spre evul mediu european, ele materializîndu-se îndeosebi, în două monografii, Cruciadele, *Editura Științifică, București, 1961 (primul volum monografic de istorie publicat la Iași după 1948) și* Franța lui Richelieu și Mazarin, *Editura Junimea, Iași, 1970, la care se adaugă numeroase alte lucrări de proporții mai reduse, dar a căror importanță este incontestabilă. Ele se referă nu numai la istoria universală; urmînd o mai veche tradiție, atenția profesorului a fost îndreptată deopotrivă și asupra istoriei naționale, încercînd să defrișeze noi teritorii ale acesteia, îndeosebi privind istoria social economică întocmind studii privind gospodăria feudală în Moldova în prima jumătate a secolului al XVIII-lea, falsificarea cauzelor răscoalelor din 1907 în istoriografia mai veche, acțiunea muncitorilor de la Pașcani în 1907, reformele înfăptuite între anii 1917 și 1923, aplicarea reformei agrare din 1921 în județul Iași ș.a. În același timp s-a preocupat de probleme ale istoriei culturii, redactînd printre altele, o istorie a Teatrului Național „Vasile Alecsandri" din Iași, al cărui director a fost timp de zece ani.*

De altfel, profesor prin vocație, Ilie Grămadă s-a integrat pe deplin activității culturale și sociale. Printre altele, a fost director al ziarului „Lupta poporului" din Suceava, secretar științific al Academiei R.S.R. — Filiala Iași (timp de 10 ani), director al Editurii Junimea în primii ani de la înființarea ei (1970) ș.a. În toate aceste funcții, ca și în altele, s-a remarcat prin deosebitul său spirit de pătrundere a lucrurilor în esența lor, prin rezolvarea celor mai diferite probleme în spiritul celui mai înalt umanism, prin găsirea în cele mai diverse împrejurări a unor soluții dintre cele mai ingenioase; pentru colaboratorii săi a fost un adevărat model, și, în același timp, un dascăl care îi învăța să descifreze tainele vieții, așa cum o face și în continuare, prin sfaturi care nu au nimic ostentativ, dar care sînt deosebit de utile. Pentru Facultatea de Istorie și Filosofie, în cadrul căreia și-a desfășurat majoritatea activității, aceste însușiri au fost dezvăluite cu o rară pregnanță în perioada cînd, recunoaștere a meritelor sale, a fost ales decan (1972 — 1975). Pe un plan mai general, numeroase distincții au recompensat activitatea sa, cum sînt Ordinul Muncii, clasa a III-a Steaua Republicii Populare Române, clasa a IV-a, ordinul Meritul Cultural, clasa a II-a.

Acum, cînd profesorul Ilie Grămadă a împlinit frumoasa vîrstă a celor 75 de ani, frumoasă pentru că este plină de împliniri și fiindcă este cu adevărat surprinzătoare pentru cei care îl cunosc, putem spune (așa cum s-a scris în volumul omagial care i s-a consacrat în urmă cu cinci ani de editorul acestuia Ion Solcanu) că el continuă „să slujească știința istoriei cu aceeași nobilă prezență și rară dăruire, ceea ce și-ar dori orice istoric ajuns la anii deplinei înțelegeri a disciplinei pe care a onorat-o, fapt ce-l situează printre favoriții sorții". Îi dorim să rămână cît mai mult timp printre ei, pentru bucuria tuturor celor care îl cunosc și, cunoscîndu-l, îl iubesc și îl stimează.

V. Cristian

PROFESORUL C. CIHODARU LA 80 DE ANI



La 21 ianuarie din acest an, profesorul C. Cihodaru a întors o nouă filă aniversară din calendar, prilejuind istoricilor ieșeni, aproape toți foști elevi ai venerabilului dascăl, un nou moment omagial pentru un prinos firesc izvorît din tot atît de firească prețuire și continua recunoștință pe care ucenicii de odinioară i le poartă magistrului. Pentru toți aceștia, profesorul C. Cihodaru rămîne mereu universitarul de rectilinie ținută ce îl situează într-o tradiție particulară a Facultății ieșene de istorie care îi numără ca antecesori pe Ilie Minea și Gheorghe I. Brătianu, al căror elev a fost și a căror pilduitoare activitate didactică a continuat-o cu competența și devoțiunea cuvenite. Cursurile sale de istorie medie românească, istoria Bizanțului, introducere în istorie și științele auxiliare și de limba și paleografia slavonă au excelat mereu prin claritate, exactitate științifică și bogăția informației, ca expresie a unei fericite împletiri a vocației didactice cu cea științifică și a propriei deveniri profesionale a titularului lor.

Exemplul iluștrilor săi dascăli l-a călăuzit, de altfel, după propria-i mărturisire, și în domeniul cercetării științifice, care include nu odată direcții îmbrățișate cu rigoarea și prestigiul ce aveau să-i așeze definitiv și în pofida vicisitudinilor în patrimoniul istoriografic național. Adîncind cercetările în medievistică, bizantinologie și în științele auxiliare ale istoriei și lărgind cadrul metodologic în acord cu extensia dobîndită de editarea izvoarelor documentare, profesorul Cihodaru a adăugat an de an, timp de peste cinci decenii, contribuții științifice în permanență noi la cunoașterea istoriei românilor în evul mediu și a locului pe care ei îl ocupă în spațiul sud-est european și în cadrul mai larg al istoriei universale. Amintita rigoare științifică ce i-a însoțit chiar dintru început demersul istoriografic și pe care avea s-o transmită, prin puterea exemplului, și medieviștilor ieșeni de azi l-a ferit de pericolul excesului factologic, nu întotdeauna ușor de înlăturat, și de accentele festiviste detectabile în scrierile unor istorici din aceeași generație. De aceea, concluziile sale științifice din cele cîteva zeci de studii și articole publicate și din tratatele, manualele și sintezele la care a colaborat sau din monografiile pe care le-a coordonat sau le-a semnat ca autor reprezintă tot atîtea contribuții temeinice la studiul istoriei românești, asigurîndu-i un loc bine definit în istoriografia noastră. Ajunge să parcurgi memoriul de titluri și lucrări din volumul pe care Universitatea ieșeană i l-a închinat profesorului Constantin Cihodaru la a 75-a aniversare a sa pentru a constata numaidecît că nimic din ceea ce a publicat pînă în prezent nu rămîne în afara circuitului istoriografic ci, dimpotrivă, acesta este nu odată fertilizat de ideile și asertiunile stimulatoare din aceste lucrări adîncite cu aceeași rigurozitate științifică de elevii săi în contribuții proprii. Foști sau actuali doctoranzi, toți aceștia au beneficiat de îndrumarea și sprijinul său, în condițiile unei libertăți de opinie pe care profesorul Cihodaru a știut să o cultive cu tactul și eleganța academică necesare și în acord cu perspectiva devenirii științifice a fiecăruia.

În aceeași măsură și în limitele stricte ale aceluiași spirit științific s-a stabilit firesc în medievistica ieșeană a ultimelor decenii, printr-un consecvent curaj al opiniei promovat de profesorul C. Cihodaru, un spirit polemic constructiv și necesar, unanim apreciat astăzi în istoriografia românească. Izvorît neîndoielnic din atașamentul sincer al profesorului Cihodaru față de adevărul istoric și întreținut de necesitatea de a-l apăra, demersul critic de acest fel, dincolo de cîștigul științific propriu-zis, a fost de natură să readucă în publicistica istorică spiritul academic și mijloacele lui specifice de profesare, fie ele chiar polemice, într-o vreme în care etichetările începeau să devină descurajante și de care, la un moment dat, nici domnia sa n-a fost scutit. Extins ulterior din necesitatea combaterii

fenomenului poluant al literaturii istorice diletante, acest spirit a dobîndit apoi noi valențe, devenind o componentă necesară a publicisticii științifice a multora dintre medieviștii ieșeni. Parametrii în care amintitul spirit se manifestă în periodicele ieșene de specialitate s-au schimbat, desigur, dar măsura și ținuta științifică au rămas aceleași preconizate odinioară de promotorul lui, circumscrise în permanență slujirii necondiționate a adevărului istoric cu argumente întemeiate pe interpretarea sine ira et studio *a izvoarelor, mai ales a celor documentare, din a căror adîncă studiere profesorul Cihodaru și-a făcut un adevărat crez, transmis apoi firesc, fără ostentație, și elevilor săi, ajunși cu timpul „copărtași" în restrînsa „obște" din prezent a editorilor de acte medievale moldovenești.*

Aflat timp îndelungat (peste 20 de ani) în fruntea acestui colectiv, profesorul C. Cihodaru nu și-a arogat niciodată și în nici un fel titlul de conducător la care, în fond, competența științifică și îndelungata sa experiență îi dădeau dreptul, ci a preferat implicarea nemijlocită și egală, adesea chiar mai mult decît atît, în toate fazele anevoiosului proces de editare a fiecărui volum pe care îl subscrie. Lucrînd efectiv alături de mai tinerii săi colaboratori din acest colectiv în Arhive, Biblioteci, la Institut sau la Facultate, domnia sa a știut să le împărtășească în modul cel mai firesc posibil întreaga sa experiență dobîndită pe lungul parcurs început acum patru decenii, cînd a fost cooptat în primul colectiv academic ieșean de editare a documentelor medievale moldovenești. Deși colecția pornită atunci s-a întrerupt după publicarea a 11 volume din seria moldavă, iar colectivul s-a primenit succesiv pînă la constituirea celui ce avea să reia editarea colecției după noi criterii și sub un nou titlu (Documenta Romaniae Historica), *profesorul C. Cihodaru a rămas singurul colaborator statornic și cel mai vechi al acestei colecții, reușind, totodată, să formeze o nouă generație de specialiști capabilă să asigure continuarea acestei monumentale ediții, care, astfel, îi datorează cu mult mai mult decît volumele pe care domnia sa le consemnează. Cooptarea sa în comitetul de redacție al întregii colecții reprezintă, în fapt, o recunoaștere firească a îndelungatului efort științific depus la editarea tezaurului documentar medieval al Moldovei, efort comparabil, ca durată, la Iași, numai cu cel investit în același domeniu de cel mai de seamă editor al actelor moldovenești, Mihai Costăchescu, alături de care, de altminteri, a lucrat, în primul colectiv academic ieșean, și de a cărui vastă experiență în materie, după cum însuși mărturisește, a beneficiat la începutul acestei activități.*

În aceste condiții, este de la sine înțeles faptul că critica textelor și tehnica editării izvoarelor documentare moldovene are azi în profesorul Cihodaru pe cel mai autentic reprezentant al lor, ceea ce conferă garanție științifică deplină atît edițiilor ce le alcătuiește cît și scrisului său în general. De altfel, tot ceea ce profesorul Cihodaru a scris și publicat pînă acum, fie cu scop didactic, fie științific, se întemeiază pe o extrem de riguroasă analiză a izvoarelor, în special a documentului medieval, la a cărui cunoaștere perfectă domnia sa a ajuns demult. O disociere între activitatea didactică și cea științifică a profesorului Cihodaru nu e de făcut atîta timp cît același spirit științific le-a prezidat deopotrivă, particularizîndu-i personalitatea între universitarii ieșeni de aceeași generație. Pentru cei care l-au avut ca dascăl, decan (1965—1972), șef de catedră (1967—1973), conducător de colectiv științific academic (1952—1973) sau îndrumător de doctorat, domnia sa a rămas în permanență un om al cărții, în sensul cel mai înalt al cuvîntului, și de exemplară conduită, fapt pentru care, pînă astăzi, toți cei interesați, de la tînărul doctorand pînă la colegul de același rang universitar, îl consultă cu încredere, la Catedra de istoriea României, în timpul „programului" de nimeni impus, dar de toată lumea cunoscut pentru proverbiala-i exactitate. Zi de zi, pînă la ora prînzului, ca nimeni altul din Facultate, domnia sa se află la biroul din această Catedră, în tovărășia cărților și a mapelor de documente medievale pentru volumul „în lucru" al colecției Documenta Romaniae Historica, *căutînd și găsind mereu noi deslușiri în vechea slovă a acestora din urmă spre folosul general al cercetării istorice. Cultul cu totul particular al muncii care pare a-l fi deosebit pe profesorul Cihodaru întrucîtva de semeni l-a impus între aceștia ca un exemplu de referință, stimulînd nu odată energii atît în Catedră cît și în afara ei și amplificînd unanima prețuire de care se bucură în rîndul foștilor săi elevi. Cu aceste sentimente de prețuire și întreaga lor gratitudine, colegii și colaboratorii profesorului C. Cihodaru îi adresează acestuia la împlinirea venerabilei vîrste de 80 de ani cele mai bune urări de sănătate, de viață lungă și de noi succese spre propria satisfacție și folosul și propășirea științei istorice românești.*

I. Caproșu

Tiparul executat sub cd. 237
la Întreprinderea Poligrafică Iași,
str. 7 Noiembrie nr. 49